

**ACTES DE LA 25^{ème} UNIVERSITÉ D'ÉTÉ DE L'ASSEMBLÉE DES
FEMMES**

24-25 août 2017

« Résister contre les extrémismes :

**Une urgence pour les droits des femmes, en France,
en Europe et dans le monde !»**

Table des matières

Jeudi 24 août 2017

Ouverture officielle de l'Université d'été, p. 3 - 10

- Danielle BOUSQUET, p. 3
- Chantal VETTER, p. 6
- Carmelina de PABLO, p. 7
- Naïma CHARAI, p. 9

Séance introductive : « Les extrémismes politiques et religieux, histoire, stratégies et fonctionnement. », P. 11- 48

- *Présentation, modération*, Fatima LALEM, p. 11
- Christèle MARCHAND- LAGIER, p. 13 à 35
- Jacqueline COSTA- LASCOUX, p. 35 à 44
 - Débat avec la salle, p. 45 à 48

Table ronde I : « Approche des extrémismes en France, témoignages d'associations, de militantes politiques et d'élues. » P. 48 - 78

- *Présentation, modération*, Michèle LOUP, p. 48
- Jacqueline DEVIER, p. 50 à 56
- Sabine SALMON, p. 56 à 61
- Nathalie LANZI, p. 62 à 69
 - Débat avec la salle, p. 69 à 78

Vos actions militantes féministes, temps d'échange, p. 79 - 81

« Lettre aux escrocs de l'islamophobie qui font le jeu des racistes » de CHARB, débat animé par Marika BRET de Charlie Hebdo et Gérald DUMONT, Théâtre K, p. 82 - 93

Vendredi 25 août 2017

OUVERTURE

Danielle BOUSQUET, présidente du HCEF/H, V.-P. de l'ADF « Les droits des femmes bafoués à l'international : la CSW61- 2017 et la 60^{ème} session de la CIPD » p. 94 à 97

➤ Débat avec la salle, p. 98 à 101.

Table Ronde II : « Les extrémismes en Europe et dans le monde, à l'œuvre contre les droits essentiels des femmes », p. 101 -127

- *Présentation, modération*, Claire DONZEL, p.101
- Christine REVAULT D'ALLONNES- BONNEFOY, p.104 à 106
- Carine DELAHAIE, p.106 à 113

Débat intermédiaire, p. 113 à 115

- Nina SANKARI, p.115 à 119
 - Shoukria HAÏDAR, *grand témoin*, p.119 à 124
- Débat avec la salle, p. 124 à 127

Françoise DURAND, V.-P. fondatrice de l'ADF, « Le manifeste des 343 », Hommage de l'Assemblée des Femmes à Christiane GILLES, Jeanne MOREAU, Simone VEIL, p. 127 à 130

Maud OLIVIER, ancienne députée de l'Essonne, invitée d'Honneur de l'Université d'été, « Construire des politiques concrètes d'égalité femmes/ hommes», p. 130 à 141

Geneviève COURAUD, présidente de l'ADF « Où en sont les droits des femmes en 2017 ? », p. 141 à 151

Pierre CABARÉ, député de Haute- Garonne, vice-président de la délégation aux droits des femmes et à l'égalité de l'Assemblée Nationale, p. 151 à 154.

Eva DARLAN, artiste, militante-citoyenne, p.156 à 157

Clôture de l'Université d'été- 2017, p. 157 - 158

- Carmelina de PABLO, p. 157
- Geneviève COURAUD, p. 157

Annexes :

- Adresse au Président de la République, p. 159
- Présentation des intervenant.e.s, p.160 à 166.

Jeudi 24 août 2017

OUVERTURE de la 25^{ème} UNIVERSITÉ d'ÉTÉ

**En présence de Maud OLIVIER, ancienne députée de l'Essonne,
invitée d'honneur**

Danielle BOUSQUET, Vice-Présidente de l'ADF, présidente du HCEF/H

Carmelina de PABLO, Présidente d'ECVF

Chantal VETTER, Adjointe au maire de La Rochelle, en charge de la jeunesse

Naïma CHARAI, Conseillère Régionale déléguée à l'égalité femmes/hommes, représentant le Président de la Région Nouvelle-Aquitaine

Danielle BOUSQUET

Bonjour à toutes et tous,

Cette 25^{ème} Université d'été de l'Assemblée des Femmes est placée sous la présidence de Maud Olivier, ancienne députée de l'Essonne et auteure, avec Catherine Coutelle de la loi de renforcement de la lutte contre le système prostitutionnel, qui est notre invitée d'honneur.

Applaudissements.

Je vous salue, Madame l'Adjointe au maire. Vous nous faites l'honneur de représenter Monsieur Jean-François Fountaine, Maire de La Rochelle qui nous accueille cette année encore dans ce magnifique endroit. C'est pour nous un grand plaisir.

Je remercie vivement la ville de La Rochelle de mettre gracieusement cette salle à notre disposition. Chacun.e d'entre vous ici mesure le privilège, en tant qu'association, d'avoir une salle à notre disposition pour la durée de notre Université d'été. C'est vraiment incomparable.

Merci, Madame Naïma Charai, d'être présente. Vous êtes Vice-présidente de la Région Aquitaine, en charge de l'égalité entre les femmes et les hommes. Vous représentez ici le président Rousset.

Je voudrais insister sur la grande reconnaissance que nous avons à l'égard de la grande région Aquitaine, qui, dans sa nouvelle configuration géographique et politique, maintient son soutien à notre égard.

Applaudissements.

Je mentionnais il y a un instant notre fidélité à La Rochelle : c'est en effet la douzième fois que nous venons à La Rochelle. C'est une ville magnifique, il y fait toujours très beau lorsque nous venons. Nous y retrouvons un arrière-goût de vacances incomparable. Nous sommes très bien accueillis. Nous y avons une équipe d'ami.e.s très fidèles qui assurent une forme de permanence de l'Assemblée des Femmes tout au long de l'année. Elles se dévouent

quasiment corps et âme pour faire en sorte que l'Assemblée des Femmes puisse tenir son université d'été dans cette belle ville, dans cette magnifique région.

Nous n'aurons pas cette année à nos côtés notre Présidente fondatrice, Yvette Roudy. Elle nous fait savoir qu'à cette époque de l'année, ses Pyrénées-Atlantiques lui sont complètement indispensables. Sachez qu'elle scrute avec la plus grande attention tout ce que nous allons dire et faire.

Pour ce qui est du sujet que nous avons décidé de traiter cette année, il est bien évidemment lié à cette année, - je manque d'adjectifs pour déterminer les choses - cette année, politiquement improbable, politiquement surprenante, qui nous a fait frôler le risque, dans notre propre pays, de la être confrontation à des extrémismes de toutes sortes, dont nous avons largement entendu parler pendant la campagne électorale. Nous avons entendu des remises en cause des droits fondamentaux, des droits élémentaires des femmes.

Cela aurait pu nous arriver, comme cela arrive aujourd'hui dans de nombreux autres pays européens proches de nous, dans beaucoup de pays du grand continent européen et dans d'autres pays du monde. Nous aurons l'occasion d'en parler tout à l'heure.

Cette préoccupation nous a semblé suffisamment forte pour y réfléchir ensemble. Ces menaces se sont un peu éloignées aujourd'hui en France. Nul n'est capable de dire cependant ce qui peut advenir dans les quelques années qui suivront. Nous avons besoin de regarder ce qui se passe, où et pourquoi cela arrive, et peut-être faire un certain nombre de propositions qui pourraient être reprises, afin d'éviter ces dangers multiples qui menacent ce que nous croyons être intangible ou presque en France.

Nous avons en effet un corpus législatif formidable sur les droits des femmes.

Je pense honnêtement que nous avons les meilleurs textes qui soient. Les textes couvrent la totalité des champs qui forment « les droits des femmes ».

Il y a pour autant une différence entre ces textes qui ont été votés, et la réalité de ce que vit encore une large majorité de nos concitoyennes. Ce sont des femmes qui ont de petits salaires, dont la vie se partage entre les tâches ménagères, familiales et le travail, souvent à temps partiel. Pour un nombre important d'entre elles (30 %), ce sont des temps partiels non choisis. Cela signifie que leur travail est pour beaucoup d'entre elles le SMIC, et que cela fait très peu. Cela ne fera rien du tout en matière de retraite. Or de nombreuses femmes se retrouvent seules à l'âge de la retraite, avec une toute petite retraite. Voilà la réalité des femmes aujourd'hui.

Elles ont bien sûr des droits formels. Nous en avons toutes, encore faut-il qu'ils puissent devenir des droits réels. Une partie d'entre nous est relativement privilégiée par son statut social, mais 80 % des femmes françaises ne bénéficient pas de ces actions privilégiées. Voilà la réalité.

Voilà ce dont les pouvoirs publics doivent s'occuper. Voilà la priorité.

Il faut changer la réalité de la vie des femmes. C'est effectivement avec un engagement sans faille, de la résolution, une volonté politique et des moyens que les choses pourront changer. Arrêtons d'accepter les mots. Regardons les actes. C'est ce qui compte.

Au-delà de la France, les rapports de force diplomatiques ont beaucoup changé. L'élection de Donald Trump, sa prise de position ont conduit à l'avantage des conservateurs au plan international. Ce sont eux qui ont la main sur le monde à ce jour. Il faut s'en rendre compte.

Ils sont tous d'un conservatisme extrême lorsqu'il s'agit des droits des femmes. Ce sont les premiers sujets sur lesquels nous les voyons et nous les entendons s'exprimer, et sur lesquels ils agissent. C'est par exemple le rétablissement du Global Gag Rule aux Etats-Unis qui fait que Donald Trump a coupé tous les crédits, tous les financements américains à toutes les associations de la planification familiale aux Etats-Unis et dans le monde. Ces ONG travaillent à mettre en place les droits des femmes en ce qui concerne les droits sexuels et reproductifs. Il est en guerre contre le droit des femmes à disposer de leur corps. Il est même en guerre contre l'éducation à la sexualité dans la mesure où nous savons que cette éducation est émancipatrice pour les femmes.

Notre amie polonaise qui prendra la parole tout à l'heure, dira comment le gouvernement polonais s'est attaqué à la pilule du lendemain. Il n'a pas réussi à remettre en cause complètement le droit à l'avortement, parce qu'il y a eu une mobilisation extraordinaire de la société civile.

Nous avons vu en Espagne que l'accès à l'avortement et à la contraception est remis partiellement en cause du fait d'un certain nombre d'ajustements du gouvernement espagnol.

Quant à la Russie, vous avez vu que la loi qui pénalisait les violences domestiques a été supprimée au printemps dernier.

Quelques mots sur l'Afrique de l'Ouest, continent qui nous est cher. C'est l'Afrique francophone. celle que nous avons occupée. L'Afrique anglophone est beaucoup moins réactionnaire. En Afrique de l'Ouest, les normes sociales restent extrêmement discriminantes pour les femmes et les jeunes filles. L'environnement qui les concerne est de plus en plus tendu, compte tenu des menaces que les groupes ultraconservateurs ou les groupes religieux font peser sur elles. Nous avons eu un certain nombre d'exemples encore récemment.

Nous constatons que face à ces reculs extrêmement inquiétants, la mobilisation reste largement insuffisante.

Durant ces dernières années, dans ce contexte-là qui n'est pas complètement nouveau, quoique la position de l'Amérique soit relativement récente, la France s'est positionnée de manière très claire au plan international en portant très haut et très fort les droits des femmes, y compris dans les enceintes, et aux tribunes internationales. Au regard du durcissement du contexte international, la France doit se repositionner. Un nouveau quinquennat s'ouvre. Nous attendons avec impatience que ce gouvernement dise un certain nombre de choses qu'il n'a pas encore dites sur ce sujet.

Ce sont donc toutes ces questions qui vont guider nos deux jours de travail.

Je manquerais à tous mes devoirs si je ne remerciais pas à nouveau nos amies qui ont œuvré pour organiser cette université d'été. Je voudrais également remercier très sincèrement toutes nos intervenantes. Il se trouve que ce ne sont que des femmes cette année. Pur hasard ? Je remercie toutes ces intervenantes qui sont capables à cette époque de l'année de dire : « Oui. Merci. Nous acceptons votre invitation et nous venons travailler et réfléchir avec vous. »

Madame l'Adjointe au maire, la parole est à vous.

Applaudissements.

Chantal VETTER

Merci, Madame. Bienvenue à toute l'Assemblée des Femmes.

Vous avez parlé tout à l'heure du plaisir que vous aviez à venir à La Rochelle, je vous rends ce compliment, si je puis dire. Nous avons beaucoup de plaisir à vous recevoir, et même plus, c'est une fierté. Votre présence est un signe, car La Rochelle est une ville qui historiquement, aujourd'hui et pour l'avenir, est soucieuse du droit des femmes et vigilante sur les droits des femmes. C'est un travail de tous les jours. Nous savons que les droits des femmes peuvent être bafoués du jour au lendemain si nous ne sommes pas en vigilance permanente.

Je vous remercie de votre fidélité à notre ville. Cela nous touche énormément. Merci à toutes et tous d'être présent.e.s aujourd'hui et demain pour un important travail de fond. Votre séminaire nous permet d'avancer. Sans réflexion, sans discussion, sans échange, sans vue sur le monde, nous ne pouvons pas avancer. Il ne faut surtout pas rester isolés.

Votre thème de cette année sur les extrémismes nous a beaucoup alertés. Je pense que vous avez raison. Toute cette année nous avons été pris de plein fouet, car nous ne sommes pas toujours préparés à cette montée brutale de l'extrémisme, surtout en Europe, en France. Nous sommes la nation des lumières. Nous nous sentons un peu privilégiés, un peu hors du monde. Attention. Nous avons eu ces élections présidentielles qui ont vu la montée de l'extrémisme. Nous sommes entourés de pays européens avec une droite dure : Orbán en Hongrie, dans un autre registre Erdoğan en Turquie. Vous avez parlé de Donald Trump tout à l'heure. Nous sommes entourés de pays qui flirtent avec l'extrémisme.

L'extrême droite est puissante en Europe, en Italie, en Autriche et au Danemark. Elle progresse en Angleterre et en Allemagne, ce qui est nouveau pour ces pays. Attention. Nous ne sommes jamais assez au fait de ce qui se passe à l'extérieur. Je répète que nous devons être vigilants.

Tous ces partis extrêmes sont soutenus par des religions conservatrices qui dénie leurs droits aux femmes. Vous avez mentionné l'IVG tout à l'heure. Il y a également le mode vestimentaire, les droits individuels. Il y a parfois, à côté de choses très visibles tout de suite, d'autres qui sont insidieuses. Les droits des femmes seront mis de côté si nous n'y prenons pas garde.

Nous avons un travail à conduire en tant que citoyennes, la responsabilité de lutter contre tous ces obscurantismes. C'est notre responsabilité de femmes et de citoyennes. Nous pouvons dire que l'égalité femmes-hommes a progressé en France, mais il reste un travail énorme à accomplir. Il y a quelque part une femme (potiche) au milieu d'une assemblée d'hommes.

Sans trop vouloir parler de La Rochelle, en tant que collectivité locale, nous devons montrer l'exemple.

Juste quelques mots sur le sport, puisque l'adjointe au sport que je suis est une femme. Le sport féminin est valorisé dans notre politique. Nous avons une conseillère municipale qui est déléguée à l'égalité femmes-hommes. Elle travaille sur la Charte européenne de l'égalité entre les femmes et les hommes, signée par La Rochelle. Ce n'est pas parce que nous avons signé une charte que nous faisons bien les choses. Nous devons mener ce travail au quotidien. Ce ne sont pas des lois. Ce sont des petites pierres, des actes et des actions que nous souhaitons mener dès l'enfance. Nous savons que c'est l'éducation qui fait que nous

acceptons l'autre, que nous comprenons les autres sans être dans le rejet. L'éducation se fait par l'école ainsi que par un accompagnement des familles et des enfants hors de l'école. Nous sommes tous co-éducateurs. Je dis souvent que c'est un travail souterrain qui est le travail principal d'une collectivité locale. C'est par l'éducation, des actes forts sur l'égalité, la place des femmes réelles et non pas illusoire que nous arriverons à avancer et à faire en sorte que les femmes aient réellement une place dans notre société. Elles ne doivent pas être des faire-valoir.

Je vous remercie d'être présentes. Merci pour votre programme. Merci pour ces thèmes que vous allez aborder. Merci à tou.te.s d'être là. Nous allons bien travailler ensemble pendant ces deux jours. Ce travail va servir ensuite pour que les choses changent. Merci à vous.

Applaudissements.

Danielle BOUSQUET

Merci beaucoup pour les choses importantes que vous avez mentionnées. Je passe la parole à Madame Carmelina de Pablo, présidente de l'association ECVF, *Élu.e.s contre les Violences faites aux Femmes*, qui est co-organisatrice de cette université d'été.

Applaudissements

Carmelina DE PABLO

Bonjour Mesdames. Bonjour, Messieurs. Chers ami.e.s. L'Assemblée des femmes depuis sa création en 1992 s'est donné pour objectif la formation et l'information des futures élues, responsables de l'action politique, et l'interpellation des politiques en responsabilité.

ECVF a été créé un peu plus tard en 2003. Elle a voulu rendre visibles les violences faites aux femmes afin que les élu.e.s de tout niveau de mandat, de toute collectivité territoriale, de tout parti républicain et démocrate se saisissent de ce phénomène, un phénomène de société - et non pas privé -, qu'ils se l'approprient et qu'ils mettent en place des politiques publiques qui permettent de faire reculer un « fléau », ce fléau.

Vous voyez bien donc la complémentarité entre ces deux associations. La logique est que soient organisées ensemble des journées de réflexion, comme celles que nous avons organisées pour aujourd'hui et demain.

Je vais vous rappeler trois de ces objectifs spécifiques.

- Le premier est de faire évoluer la loi et de faire en sorte que des lois qui existent soient effectivement appliquées. Par exemple, ECVF porte depuis longtemps une revendication. Elle consiste à exiger l'exemplarité des élus et l'inéligibilité des élus définitivement condamnés pour violences.
- Le deuxième objectif est de décrypter la loi et d'accompagner les collectivités dans son application, dans différentes déclinaisons. Cela peut être par exemple de faire prendre conscience de l'universalité du phénomène des violences et de la responsabilité des élu.e.s dans la lutte effective contre ces violences. Il faut également les encourager à engager des programmes d'actions politiques municipales, départementales, régionales et européennes qui intègrent cette question transversalement parmi les autres actions en faveur de l'égalité entre les hommes et les femmes. Il va sans dire que la sensibilisation et la formation des agent.e.s des collectivités qui agissent sur le territoire sont un facteur déterminant auquel ECVF attache énormément d'importance.

- Le troisième objectif est de constituer un réseau d'élu.e.s et de collectivités qui engagent des actions de prévention et de lutte contre les violences faites aux femmes. En mars dernier, ECVF a fait appel à tou.te.s ses adhérent.e.s : mairies, conseils régionaux et conseils généraux, pour organiser une rencontre de façon à mettre en avant les bonnes pratiques qui sont déclinées sur les territoires et auxquelles ont participé par exemple la ville de Strasbourg, celles de Laval, Epinay-sur-Seine, Champigny-sur-Marne, etc. Cet événement nous a donné l'occasion de créer un prix. C'était la première année qu'il était décerné. Il a été décerné par un jury qui était constitué de personnalités, dont certaines sont présentes parmi nous. Je vois par exemple Sabine Salmon de Femmes Solidaires dans la salle.

Ce prix a été attribué à la collectivité la mieux engagée dans la lutte contre les violences faites aux femmes. Vous trouverez ce petit fascicule au fond de la salle : un certain nombre d'actions menées par les collectivités territoriales y sont récapitulées.

Depuis maintenant quatorze ans, les membres d'ECVF œuvrent pour dénoncer les violences rencontrées par les élu.e.s dans l'exercice de leur mandat, tant dans l'espace public que privé : sur les lieux de travail, dans les rues de nos villes, à l'école, dans les transports, etc. Les associations féministes œuvrent dans le même sens depuis de longue date. Il y a donc un passé.

J'ai envie de citer Edgar Morin qui disait : *« La mémoire est en réalité toujours à sens unique. Elle ne constitue nullement un rempart à la reproduction du mal. Le seul véritable antidote à la tentation barbare, qu'elle soit individuelle ou collective, a pour nom "humanisme". Ce principe fondamental doit être enraciné en soi, chevillé au fond de soi, car grâce à lui, on reconnaît la qualité humaniste chez autrui, quel qu'il soit. On reconnaît tout autre comme être humain. Sans cette reconnaissance d'autrui et sans ce sens de l'autre que Montaigne a si bien exprimé en affirmant : "Voir en tout homme un compatriote" (j'ajoute la femme). Nous sommes tous de potentiels barbares. »*

Vous voyez où je veux en venir avec cette citation par rapport au sujet qui nous occupe aujourd'hui, le thème des extrémismes et de leurs conséquences sur les femmes.

Ces extrémismes conduisent à la barbarie. Les extrémistes, quels qu'ils soient, sont une forme de violence. De par leur intolérance, ils sont un danger pour nos démocraties, pour la paix, pour les personnes et en particulier pour les femmes. Pourquoi ? Parce qu'ils prônent un dogme de soumission des femmes et poussent à la remise en cause de leurs droits les plus élémentaires : le droit à l'éducation, le droit à disposer de son corps, le droit de choisir son avenir, son métier et sa vie.

Les extrémismes politiques et religieux ont en commun de faire référence à une femme idéale qui reproduit tous les stéréotypes de genres, et s'y conforme.

Ils bafouent par ailleurs les droits des femmes. C'est par exemple le cas de Marine Le Pen et l'avortement de confort ; de la Turquie et du voilement des femmes ; du Qatar et des interdits faits aux femmes dans l'espace public.

Ils ne reconnaissent pas l'égalité femmes-hommes et font monter automatiquement les puissances de la domination masculine, force sur laquelle ils s'appuient. Par-là, ils autorisent les prises de pouvoir des hommes sur les femmes dont l'expression la plus nette est la violence contre elles.

Ce qui est cynique aussi, c'est que les femmes à la tête de ces mouvements, Marine Le Pen et sa nièce par exemple, se présentent comme des femmes libres qui se sont autorisées à avoir la vie qu'elles voulaient. Elles maintiennent en revanche les autres femmes dans un rôle traditionnel. Elles ont deux discours. Le premier les concerne: « Voyez ma vie. Je suis libre. » Le deuxième est pour les électrices: « Restez donc là où vous êtes et respectez les règles de notre société chrétienne. »

Ces questions vont être développées au cours de ces deux journées. Je ne vais donc pas m'attarder davantage.

Je voudrais ajouter deux choses pour conclure.

La première est que face à la montée des extrémismes politiques et à la menace des intégrismes religieux, notre responsabilité est de défendre la démocratie et de veiller au respect des droits des femmes et des droits fondamentaux. L'engagement d'ECVF ainsi que des associations féministes est toujours très actif. Si l'Etat et les collectivités territoriales se désengagent, le travail effectué par les associations va être difficile et aura du mal à continuer.

Pour terminer, j'avais envie de vous faire part d'une information que j'ai lue hier dans la presse. Il s'agit de l'article 522 du Code pénal libanais. Il offrait une protection aux hommes condamnés pour des faits de violence, d'agressions sexuelles ou de viol, s'ils épousaient leur victime. En ce cas, les poursuites seraient abandonnées, les condamnations annulées. Cet article a été abrogé grâce à la bataille juridique menée par les associations féministes.

Je vois là une raison de réjouissance, et termine sur cette note positive.

Applaudissements.

Danielle BOUSQUET

Merci beaucoup. Nous accueillons maintenant Madame Naïma Charaï, conseillère régionale chargée des droits des femmes de la région Nouvelle Aquitaine.

Naïma CHARAÏ

Merci. Je suis ravie de participer à votre 25^e université d'été, et d'y participer au nom de la Nouvelle Aquitaine et du président Rousset. Je salue la présence de mes collègues qui réalisent un travail formidable au sein de notre collectivité territoriale, notre vice-présidente, Nathalie Lanzi, et ma collègue, Otilia Ferreira, qui est un grand soutien, notamment sur les politiques publiques en faveur du droit des femmes.

Je suis venue l'année dernière sur une tout autre thématique. Je souhaitais saluer ce matin le courage dont vous faites preuve pour avoir proposé pendant ces deux jours des interrogations sur la montée des extrémismes et sur les menaces contre les droits des femmes.

Vous avez programmé ce soir la lecture-spectacle du texte « Lettre aux escrocs de l'islamophobie qui font le jeu des racistes » de Charb.

Je tenais vraiment à saluer le courage des deux associations qui présentent cela, parce que dans le contexte, c'est un point de courage, de résistance, que de le faire. En France, certains maires (parfois de gauche) auraient souhaité soit l'interdire, soit censurer la lecture de ce texte. Je tenais vraiment à saluer cette prise de position et cette programmation.

Applaudissements.

Je remercie aussi Geneviève Couraud qui m'a proposé de participer à cette université d'été. Vous avez dit tout à l'heure, Madame Bousquet, que la région dans son ancienne configuration accompagnait vos universités d'été. La Nouvelle Aquitaine et son président ont souhaité continuer à vous accompagner. Cela nous semble essentiel et indispensable d'accompagner une structure qui lutte en faveur du droit des femmes.

Le budget de l'Etat en faveur des droits des femmes est cette année sujet à interrogation, d'après certains. Nous avons entendu dans le courant de l'été que des subventions en faveur des droits des femmes pourraient diminuer de 25 à 27 %. Il est essentiel qu'une collectivité comme la nôtre qui participe au développement économique, à la formation professionnelle, à l'apprentissage et à la mobilité puisse un jour dire le maintien de son soutien malgré les diminutions budgétaires des collectivités. Nous avons sacralisé le budget du droit des femmes en Nouvelle Aquitaine. Je tenais à le dire.

Applaudissements.

C'est d'autant plus important que les baisses budgétaires de l'Etat ont fait diminuer les actions des associations aux droits des femmes. Lutter contre les extrémismes, c'est aussi maintenir ce soutien aux associations des droits des femmes. La collectivité de la région Aquitaine sera à vos côtés pour vous soutenir. Cela nous semble indispensable.

Je salue également la présence des intervenantes qui arrivent de l'étranger pour certaines. Elles luttent pour les droits des femmes dans leurs pays. Il est essentiel qu'une structure comme la vôtre puisse mettre en lumière les actions qui sont menées à l'international. Lorsque nous avons des femmes qui œuvrent dans leur pays en faveur de l'égalité entre les femmes et les hommes, c'est le des associations françaises comme les vôtres de les soutenir. Je tenais à saluer leur présence ici. Je serai ravie d'échanger avec elles plus longuement dans le courant de la journée.

Merci encore de ces universités. Merci de permettre la réflexion, des interrogations et surtout le débat sur des sujets aussi sensibles que la montée des extrémismes qu'ils soient politiques ou religieux. C'est essentiel que des associations comme les vôtres puissent exister et combattre. Merci.

Applaudissements.

Danielle BOUSQUET

Merci beaucoup, Madame la Conseillère Régionale. Nous laissons la place à la séance introductive sur les extrémismes politiques et religieux, leurs stratégies, leur histoire et leur fonctionnement.

SÉANCE INTRODUCTIVE :

« Les extrémismes politiques et religieux, histoire, stratégies et fonctionnement »

Fatima LALEM, secrétaire générale de l'ADF, modératrice

Jacqueline COSTA-LASCOUX, sociologue, directrice de recherche au CNRS, « La servitude volontaire »

Christèle MARCHAND-LAGIER, Maître de conférences de science politique, « Votes des femmes au Front National : arbitrages, compromis et formes privées d'usages du politique »

Fatima LALEM

Bonjour à toutes et à tous. Merci de votre présence. Il me revient d'introduire cette séance portant sur les extrémismes politiques et religieux, histoire, stratégie et fonctionnement. Je tiens d'abord à remercier nos intervenantes émérites que je vous présenterai dans un instant.

Les problématiques sur lesquelles vont s'articuler les interventions et les analyses interrogent l'emprise et l'impact des extrémismes politiques et religieux. Nous avons tenu à les associer très clairement pour montrer justement les logiques et les soubassements, ainsi que l'instrumentalisation de la question des droits des femmes à ces deux niveaux, qu'ils soient politiques ou religieux.

Nous travaillerons sur la façon dont cela s'opère dans ces mouvements extrémistes. Comment ils vont phagocyter les femmes et malheureusement capitaliser de manière forte et progressive leur adhésion.

Ils vont aller jusqu'à se revendiquer du féminisme et instrumentaliser aussi cette référence. Lorsque nous regardons pourtant leur action sur le terrain, partout dans le monde, il s'opère une sorte d'alliance objective, pour bloquer les droits des femmes et s'opposer à eux, que ce soit sur la scène internationale, mais également au niveau européen. Danielle nous en parlera demain.

Nous avons vu le nombre de fois où les extrémistes de la droite française - en premier lieu, le Front national - se sont opposés à toute avancée au niveau européen. Ils se sont opposés aux traités et aux rapports favorables aux droits des femmes et notamment lorsqu'il s'agissait des droits sexuels et reproductifs. Je pense que nous y reviendrons. Nous travaillerons autour de ces différents questionnements.

En premier lieu, je pense qu'il faut s'interroger sur le pourquoi et le comment de cette mutation des mouvements qui étaient, il y a encore vingt ans, considérés comme des mouvements à dominante masculine, machiste et qui connaissent aujourd'hui une forte féminisation. Nous voyons apparaître de plus en plus, au niveau européen, des leaders

féminins tels que Marine Le Pen. Je crois qu'il en existe une dizaine. Nous aurons peut-être l'occasion d'en parler demain dans la table ronde internationale.

De quelle manière s'est opérée au fond cette exploitation du stéréotype de la féminité ou de la douceur féminine pour mobiliser et fédérer un électorat féminin ?

De quelle façon sommes-nous passés, comme pour le FN, de mouvements fortement népotistes avec une conception hiérarchique en référence à la filiation masculine - fille de, femme de, nièce de - à une certaine féminisation de leaders, et surtout à capter une part importante de l'électorat féminin ?

Je pense que nous le verrons dans les tables rondes de cet après-midi.

Par ailleurs lorsque nous regardons le programme électoral d'un parti comme le Front national, la question des droits des femmes est peu traitée et les rares propositions restent générales et bien souvent floues.

L'ouvrage de **Christèle Marchand-Lagier** et son intervention nous apporteront une grille d'analyse approfondie et pertinente sur ces questions et nous aideront à mieux comprendre de quelle façon le discours populiste a pu instrumentaliser, et continue à instrumentaliser les droits des femmes et la laïcité.

Je pense que ces deux journées vont nous permettre, au-delà de l'ensemble des interventions, de lancer un appel à une réelle mobilisation des féministes que nous sommes pour dénoncer, pour déconstruire et pour combattre cette idéologie qui reste profondément rétrograde et patriarcale.

Nous savons qu'au cœur de leur vision sur les femmes se trouve l'idée d'une famille fantasmée, d'un ordre hiérarchique des rôles sexués. Nous savons également que cette vision reste le fond commun des extrémistes, qu'ils soient politiques ou religieux. Les uns vont faire référence à la dignité des femmes comme les islamistes. Marie Le Pen va, quant à elle, instrumentaliser la référence aux droits des femmes et à la laïcité *versus* les droits des femmes blanches.

Mieux appréhender ces évolutions et leurs conséquences exige de ne pas s'arrêter aux seules séquences électorales, mais de regarder ce qui travaille notre société dans le fond, car il y a un processus. Ainsi nous avons affaire à des groupes - comme le groupe Belles et Rebelles - qui se revendiquent et agissent en tant que « féministes identitaires ». Vous savez bien que nous avons également toutes celles qui se présentent comme des « féministes islamistes » qui malheureusement ont été et sont toujours soutenues par des féministes historiques et par des universitaires.

Tout cela est extrêmement important. Il est urgent d'y travailler. Il est urgent de déconstruire ce qui est en train de devenir une opération de réorientation d'une partie de nos actions, de nos approches féministes vers des dérives dangereuses.

Pourquoi et de quelle manière ces pseudo-féministes se sont-elles construites ?

Elles se sont construites sur une approche de la féminité comme une donnée naturelle.

Pourquoi et de quelle façon ces idéologies jugées hier profondément rétrogrades apparaissent-t-elles aujourd'hui quasiment révolutionnaires ?

Je vais loin, mais je pense qu'il y a quelque chose de cet ordre-là et qu'il faut aller le regarder. De quelle façon ces groupes arrivent-ils à phagocyter autant et aussi fortement une population féminine ?

Jacqueline Costa-Lascoux analysera cette servitude volontaire des femmes et les raisons de sa prégnance.

Jacqueline a occupé différentes responsabilités dans la recherche et l'enseignement. Elle a été notamment directrice de recherche au CNRS, experte auprès de l'UNESCO. Elle a siégé, et siège toujours, dans différentes instances telles le Haut-Conseil à l'intégration, l'Observatoire de la laïcité en Rhône-Alpes. Elle a écrit plusieurs ouvrages, dont vous trouverez les références dans votre dossier. J'aimerais juste souligner que ses travaux de recherche portent sur l'éducation, la citoyenneté, la parentalité et la laïcité. J'ai eu d'ailleurs le plaisir, à ce titre, de travailler avec elle dans le cadre de l'ADRIC.

Permetts-moi, chère Jacqueline, de donner d'abord la parole à **Christèle Marchand-Lagier** qui est maître de conférences en sciences politiques à l'université d'Avignon. Elle est spécialiste en sociologie électorale. Elle a publié un ouvrage important. Il me semble que c'est un ouvrage essentiel pour comprendre les mécanismes de ce vote, et notamment le vote des femmes pour le Front national. Il permet de comprendre aussi à partir du discours des acteurs eux-mêmes, des actrices et de ces femmes, de quelle façon cette adhésion a opéré.

Je crois, Christèle Marchand-Lagier, que vous avez réalisé un travail d'observation de terrain et d'enquête pendant 15 ans. C'est un travail que vous avez voulu localiser dans la région PACA. Il est important de le faire ainsi. Je vous donne la parole. Je vous remercie beaucoup pour votre apport ainsi que pour votre présence.

Christèle MARCHAND-LAGIER

*« Votes de femmes pour le Front national :
Arbitrages, compromis et formes privées d'usages du politique »*

Merci, Fatima. Merci beaucoup à l'Assemblée des femmes. Merci de me donner la possibilité de présenter mes travaux dans cette belle ville de La Rochelle que je ne connaissais pas. Je la découvre, et elle est vraiment magnifique. C'est un grand plaisir d'être parmi vous pour connaître un peu plus précisément les actions que vous menez. La vigilance qui est la vôtre me semble tout à fait intéressante au vu des propos que je vais développer.

Travailler sur le vote des femmes pour le FN est sous-tendu par l'idée que ce vote est singulier, particulier ou à part. Les premiers questionnements qui doivent être développés, me semble-t-il, c'est de s'interroger sur ce qui le distingue des autres votes.

Il se distinguerait d'abord des votes pour les autres partis politiques avec cette idée que ceux qui votent pour ce parti indiscutablement xénophobe et réactionnaire ne sont pas tout à fait des électeurs et, *a fortiori*, des électrices comme les autres. De manière plus précise peut-être pouvons-nous imaginer que les femmes qui votent pour le FN se distingueraient des hommes qui votent ou non pour ce parti, mais encore des autres femmes qui ne font pas le choix de ce parti politique.

De manière peut-être moins évidente, mais sans doute plus essentielle, ce vote se distingue du non-vote. C'est-à-dire de l'abstention, ce qui tend de manière un peu contre-intuitive à le rapprocher des autres votes. Contrairement à ce que nous pouvons penser, un électeur ou une électrice de n'importe quel parti politique a beaucoup plus de traits communs avec un électeur ou une électrice d'un autre parti politique qu'avec un abstentionniste. La sociologie nous enseigne d'ailleurs qu'il en est de même des militants - même si nous pouvons penser que les différences idéologiques qui les séparent sont fondamentales du point de vue de leur portrait, de leur profil sociologique - ce sont souvent des profils assez homogènes. Pour voir cela, il faut accepter de se défaire d'une approche idéologique - « idéologisée », nous allons dire - de ces électeurs et électrices. Cela n'évacue absolument pas la question du racisme ou de la xénophobie de ces électeurs et électrices. Il ne faut pas la survaloriser, ne pas en faire la raison première et unique de ce vote en faveur du FN. **Cette question du racisme et de la xénophobie finalement crée un écran de fumée qui ne permet pas de voir que certaines personnes se rapprochent de ce vote par d'autres voies. Ce sont un peu ces voies que je vais essayer d'explorer avec vous.**

De quelle manière procède la sociologie politique, discipline dans laquelle j'exerce, pour y parvenir ? Nous allons procéder par comparaison, par analyses croisées et observations des ressemblances, dissemblances, et différences qui opposent différentes populations de votants. C'est la démarche que j'ai engagée dans mes travaux depuis une quinzaine d'années. C'est celle que je poursuis encore aujourd'hui. Je n'ai absolument pas la prétention de dire la vérité de ce qu'est l'électorat du FN, encore moins de ce qu'est l'électorat féminin du FN. Je vais juste essayer de décrire le plus précisément possible des processus de rapprochement (qui inclut aussi des processus d'éloignement, on l'oublie souvent) avec cette formation politique. Nous allons y revenir.

La sociologie politique dispose de plusieurs outils et méthodes. J'ai travaillé sur différents matériaux, dont je dois vous dire quelques mots. Je vais préciser un peu les matériaux sur lesquels j'ai travaillé, les données que j'ai utilisées. Cela me paraît tout à fait essentiel de savoir d'où nous parlons et sur quelles données nous nous basons pour produire les analyses que nous produisons.

Dans un souci de clarté de l'exposé, je vais d'abord présenter les matériaux les plus récents, et notamment les données que j'ai recueillies avec d'autres collègues chercheurs cette année, lors de cette année électorale 2017, ainsi que depuis 2010 sur les différents scrutins. J'insisterai sur quelques biais inhérents à la collecte de ces données, parce que c'est essentiel de prendre un peu de distance avec les commentaires journalistiques parfois très rapides, très éculés, sur le FN. Il est important de savoir de quoi nous parlons.

A partir de ces premiers matériaux qui sont essentiellement des données quantitatives que j'ai récoltées par le biais de questionnaires à la sortie des bureaux de vote, lors des scrutins électoraux de cette année, j'essaierai de définir un profil des femmes qui déclarent voter pour le Front national à la sortie des bureaux de vote.

Dans un deuxième temps, sur la base des matériaux plus qualitatifs que j'ai recueillis sur une quinzaine d'années, notamment des entretiens que j'ai conduits avec des électrices du FN, je reviendrai sur les raisons de ce vote, les raisons qui sont avancées par ces femmes. Ce

sont des femmes que j'ai rencontrées, écoutées et suivies pour certaines durant plusieurs années. L'ensemble de ces analyses figure dans l'ouvrage¹ récent que j'ai publié, qui a été cité tout à l'heure.

J'insiste sur la complémentarité de ces matériaux à la fois qualitatifs et quantitatifs que l'on oppose souvent, dans la mesure où ils offrent des perspectives d'analyse très fine. En fait, ce sont des matériaux très complémentaires, qui permettent de multiplier les entrées sur un sujet qui reste quand même très complexe.

Je vais d'abord en venir aux femmes qui votent pour le FN en 2017 en revenant préalablement sur les données de l'enquête. Ces données sont essentiellement de trois ordres.

- **Le premier jeu de données, c'est l'analyse systématique des résultats électoraux** sur les différents bureaux de vote, sur la commune d'Avignon depuis les élections cantonales partielles de 2010. C'est un travail qui se fait par bureau de vote. Aujourd'hui, le ministère de l'Intérieur diffuse les résultats électoraux à l'échelle du bureau de vote. C'est une toute petite échelle qui nous permet justement de travailler sur la singularité des votes.
- **Le deuxième jeu de données, ce sont des questionnaires réalisés à la sortie des bureaux de vote** à Avignon (2012, 2015, 2017). C'est plus ancien pour Avignon, puisque je travaille depuis 2012 par questionnaire.

J'ai participé à un gros programme de recherche cette année avec d'autres collègues chercheurs². Nous avons multiplié les sites, notamment : Amiens, Paris, Joigny, Marseille, Brignoles et Avignon lors du 2^{ème} tour de l'élection présidentielle 2017 et récolté ces questionnaires dans le cadre du projet ALCoV. **Nous avons recueilli plus de 3 000 questionnaires à la sortie des bureaux de vote pour les élections présidentielles de 2017.**

- **Le dernier jeu de données concerne le relevé des listes d'émargement** que je fais systématiquement à la suite des différentes élections depuis plusieurs années sur les 4 bureaux avignonnais. Pourquoi ? Parce que les données d'émargement sont des données solides. Nous ne savons pas pour qui les gens ont voté, mais nous savons déjà qu'ils sont venus, puisqu'il y a une signature qui nous permet de repérer si la personne s'est déplacée ou pas. Cela permet de travailler aussi sur les taux d'abstention. Cela permet de comprendre la montée supposée du FN. Vous allez voir pourquoi je dis « supposée. »

¹ De Boeck supérieur : « Le vote FN. Pour une sociologie localisée des électors frontistes. »

² Analyses Localisées Comparatives du Vote : défiance, abstention et radicalisation politique dans la France contemporaine), projet ANR conduit sous la direction d'Eric Agrikolianski rattaché à l'Institut de recherche interdisciplinaire en sciences sociales (IRISSO – UMR 7170 – Université Paris Dauphine/PSL). Les partenaires du projet sont : Le CESSP Le Centre Européen de sociologie et de science politique (CESSP-UMR 8209) qui bénéficie du soutien de l'EHESS, du CNRS et de l'Université de Paris 1 ; le Centre Universitaire de Recherches sur l'Action Publique et le Politique-Epistémologie et Sciences Sociales (UMR 6054)-CURRAP Université Picardie Jules Verne Amiens ; le Centre de Recherches Sociologiques et Politiques de Paris (CRESPPA – UMR 7217 – CNRS) qui bénéficie du soutien des Universités Paris 8 et Paris Ouest-Nanterre ; le laboratoire CHERPA - Croyance, Histoire, Espace, Régulation politique et Administrative – (EA 4261) de Sciences Po Aix

Je vais m'appuyer pour l'essentiel sur les données 2017. Les autres données me permettront de nuancer certaines analyses propres au contexte électoral fluctuant d'une élection à une autre.

Pour préciser un peu les choses et savoir de quoi nous parlons, je vais présenter ici une analyse des réponses fournies par les femmes à la sortie des bureaux de vote, à la question « *Pour qui venez-vous de voter ?* », au 1^{er} et au 2^{ème} tour de l'élection présidentielle 2017.

Pour le 1^{er} tour, sur les quatre bureaux avignonnais, nous avons contrôlé, sur les listes d'émargement, que nous avions des taux de réponse de femmes qui étaient conformes au nombre de femmes inscrites sur les listes électorales. Nous avons donc un échantillon représentatif. Nous avons 54 % de taux de réponse et 54 % de femmes inscrites sur les listes électorales. Nous sommes donc sur un échantillon qui tient la route de ce point de vue.

Nous avons posé à 364 femmes cette question à la sortie des bureaux de vote d'Avignon. Seules 219 ont répondu à la question « *Pour qui venez-vous de voter ?* ». Sur ces 219 réponses, seulement 18 ont déclaré un vote en faveur du FN, ce qui est très en deçà des résultats réels observés sur les bureaux étudiés.

Le Vaucluse est une région dans laquelle le FN est fortement implanté et il y a pourtant une très forte sous-déclaration de ce vote. C'est le premier élément d'analyse essentiel. **Le vote FN demeure un vote sous-déclaré.** C'était déjà le cas en 2012. J'avais déjà pu constater que les déclarations étaient inférieures de plus de la moitié aux scores réalisés par ce parti sur les bureaux de vote. **De manière générale dans les enquêtes politiques, les votes du FN, mais aussi les votes de droite, sont particulièrement sous-déclarés.** Ils le sont encore plus sur les scrutins présidentiels qui sont des scrutins jugés d'importance. Ils le sont encore plus sur des bureaux de vote qui ne sont pas assimilés à des bureaux de droite. Il est plus facile pour un électeur de droite de déclarer un vote de droite sur un bureau de droite et de le déclarer pour une élection régionale plutôt que de le déclarer pour une élection présidentielle. **Sachez par ailleurs qu'il y a d'autres votes qui sont sur-déclarés, tels que le vote Mélenchon, qui lui, par contre, est plus important que le score réalisé sur les bureaux de vote.** Ce sont les mystères d'une enquête déclarative.

L'analyse s'appuie ici sur 3011 questionnaires recueillis lors du 2^{ème} tour de l'élection présidentielle de cette année, dont 2694 exploitables concernant la question « *Pour qui venez-vous de voter ?* ». Je vais évidemment m'appuyer sur ces 200 votes déclarés en insistant bien sur le fait que cela représente seulement 7% de réponses exploitables sur le volume total de questionnaire recueillis. **C'est-à-dire que nous avons quand même recueilli plus de 3000 questionnaires pour avoir un échantillon de seulement quelques 200 femmes qui déclarent un vote FN. Cela reste très faible.**

L'idée ici n'est absolument pas de vous assommer de chiffres. Je vais essayer de le faire le moins possible, même s'il y en aura un peu.

C'est plutôt de vous mettre en garde contre les commentaires sondagers qui contribuent à construire de toutes pièces ce que nous appelons en sociologie des artefacts. C'est-à-dire des choses qui n'existent pas ou qui ont peu à voir avec la réalité des choses.

La difficulté majeure des enquêtes que je mène, des enquêtes politiques ; qu'elles soient pré ou postélectorales, **c'est que cela reste des enquêtes déclaratives, et que le déclaratif est d'autant plus difficile à valider qu'il est éloigné de la pratique.**

Nous, nous nous trouvons à la sortie des bureaux de vote. Nous interrogeons les gens sur quelque chose qu'ils viennent de faire. Nous avons plus de chances d'obtenir une réponse qui est proche de la réalité, encore que... Nous avons des gens qui sortent du bureau sans se rappeler pour qui ils viennent de voter.

Imaginez des sondages qui sont réalisés des mois avant un scrutin, alors que nous ne connaissons pas encore la totalité des candidatures. Des scénarios-fictions de candidats qui ne seront finalement pas candidats à l'élection, sont proposés aux gens, et nous leur demandons de se prononcer là-dessus. Je vous rappelle que Marine Le Pen, au début du mois de janvier de cette année, était créditée de 28 % des intentions de vote. Elle ne fait finalement que 22 %.

Nous ne pouvons pas imaginer que ce type de production et de commentaires ne produit pas des effets sur la réalité et n'influence pas nécessairement les gens qui n'ont peut-être pas de préférence politique parfaitement stabilisée.

Avant de vous donner quelques éléments de description du profil de ces quelques 200 femmes déclarant un vote FN, je veux insister sur différents points :

- **Ceux - celles en l'occurrence - qui déclarent avoir voté Marine Le Pen au 2ème tour ne sont pas nécessairement les mêmes qu'au 1er tour.** Nous disposons de la reconstitution des itinéraires électoraux. C'est-à-dire que nous demandons aux gens au 2ème tour pour qui ils ont voté au 1er tour. Les êtres humains préférant la cohérence à la dissonance ont tendance à donner le même choix mais nous ne sommes pas certains qu'ils aient voté pour la même personne.
- Deuxième élément : **la qualification de Marine Le Pen pour le 2ème tour de la présidentielle** de cette année lui a donné inévitablement une forme de légitimité, une reconnaissance aussi qui a favorisé la déclaration d'un vote en sa faveur. Ce n'était peut-être pas le cas sur d'autres élections. Il y a peut-être un biais de sur-déclaration sur ce 2ème tour.
- Il faut retenir qu'**il existe une fracture essentielle au sein des électeurs du FN**, entre ceux qui déclarent ce vote et ceux qui ne le déclarent pas. Nous ne pouvons absolument pas certifier que ceux qui ne le déclarent pas ont les mêmes caractéristiques que ceux qui le déclarent. Ce sont sans doute des populations tout à fait différentes. Il est donc très difficile de produire des commentaires généraux sur ces électeurs.
- Retenez aussi que **les femmes ont longtemps sous-déclaré ce vote**, beaucoup plus que les hommes, du fait d'une intériorisation plus forte de la norme civique ou des préférences les moins extrêmes. **Il est dit aujourd'hui dans un certain nombre d'analyses que les femmes voteraient plus pour le FN que par le passé, avec une égalisation des comportements avec le comportement des hommes.** Votent-elles plus pour le FN ou le déclarent-elles plus que par le passé ? Est-il plus légitime pour elles de le déclarer aujourd'hui du fait d'une banalisation de ce parti ? Y a-t-il un vote supérieur depuis quelques années pour ce parti ? Nous n'avons aucune certitude.

J'insiste sur la limite des analyses que je vais produire ici. Il s'agit de l'analyse des seuls électeurs « déclarants », des gens qui assument ce vote à la sortie des bureaux de vote. Ils ne sont pas forcément représentatifs de l'ensemble des électeurs de ce parti.

Si nous cherchons maintenant à donner des éléments de description de ces électeurs déclarant un vote FN en 2017, en revenant plus précisément sur le profil des femmes, rappelons que ce sont des résultats exploratoires qui seront affinés et travaillés collectivement dans le cadre du projet ALCoV dans les mois à venir, l'enquête étant au tout début de son exploitation.

Pour les besoins de cette communication, j'ai dépouillé les premiers résultats que je pouvais avoir. Je vais me focaliser sur certaines variables. J'en ai évidemment laissé d'autres de côté.

Je vais essayer de vous décrire un profil des électeurs déclarant un vote FN en utilisant des variables qui sont traditionnellement mobilisées en sociologie, notamment le sexe - c'est ce qui nous intéresse ici -, la situation matrimoniale et la classe d'âge, la profession et le statut professionnel, le niveau de diplôme et le niveau de revenus.

Nous allons d'abord revenir sur le statut matrimonial. Dans les déclarations que j'ai traitées, 52 % des femmes qui déclarent un vote FN sont des femmes mariées (58% d'hommes). C'est une majorité de femmes et d'hommes mariés. Cela implique une forme de stabilité sociale. Ce sont des variables étroitement liées aux caractéristiques des votants. Nous savons que les gens qui votent ont des systèmes matrimoniaux et familiaux plutôt stables. Cela les distingue des abstentionnistes qui sont plus souvent des populations isolées. De ce point de vue-là, le vote FN est plutôt dans la moyenne des votants. Au-delà du statut matrimonial, ce qui nous intéresse est de revenir sur le poids de la matrice conjugale, l'effet de couple dans la préférence FN. J'aurai l'occasion d'y revenir dans la deuxième partie.

Nous avons ensuite la classe d'âge.

- **Il y a chez la tranche d'âge des 18-29 ans,** qui inclut les femmes « primo-votantes », une préférence FN qui semble plus légèrement déclarée que chez les hommes. Notons que l'écart s'observe surtout entre les femmes les plus jeunes et les plus âgées, ces dernières soutenant plus significativement Emmanuel Macron. Il peut se jouer au moins deux logiques dans cette distance. D'abord un moindre vote pour le FN chez ces catégories plus âgées qui validerait l'hypothèse d'un « *gender generation gap* »³ au sein de l'électorat féminin FN. Cela pourrait traduire des formes de réticence plus forte à voter pour un parti d'extrême-droite aux racines historiques sulfureuses, les plus jeunes de ce groupe étant nées au sortir de la deuxième guerre mondiale. Ensuite la persistance de difficultés plus grandes à déclarer ce vote chez les plus âgées, générations qui restent attachées au secret du vote.

³ Norris, Pippa, 1999, « A gender generation gap ? » in Geoffrey Evans, Pippa Norris (eds), *Critical elections : British Parties and voters in long term perspective*, Londres/Thousand Oaks Calife, Sage.

- Néanmoins la tranche d'âge active (30-59 ans) semble être la plus sensible aux sirènes frontistes, tant chez les femmes (51,9%) que chez les hommes (53.8%).

Nous avons ensuite la profession et le statut.

- Pour réduire les biais liés à l'analyse statistique de petits effectifs, et compte tenu de la dégradation généralisée des conditions de travail des catégories « ouvriers » et « employés », mais aussi de la porosité très forte entre les deux, nous avons procédé à leur regroupement. Nous avons ainsi inséré dans la catégorie « employé », les déclarants « ouvriers » (soit 187 sur l'échantillon global et seulement 46 sur l'échantillon des votants Marine Le Pen dont 19 femmes). **C'est bien dans cette catégorie globale « employé » que le candidat Macron réalise sa plus petite performance, près d'1/3 de ces derniers déclarant un vote en faveur de Marine Le Pen.**
- Enfin, dans la suite des enquêtes réalisées depuis plusieurs années, **la catégorie des cadres reste la plus éloignée du vote FN** mais ne s'agit-il pas des catégories les plus conscientes du caractère illégitime de cette préférence dans leur cercle de sociabilité ? Votent-elles moins FN ou le disent-elles moins ? Là encore la dimension déclarative des enquêtes est problématique. Au-delà de la seule catégorie socio-professionnelle, il est intéressant de regarder le statut professionnel des personnes déclarant un vote FN.
- **Une majorité d'électeurs et électrices FN est en activité comme la grande majorité des votants.** 8.7% de femmes déclarant un vote FN sont au chômage alors que l'échantillon comporte 4.2% de chômeurs pour l'échantillon global. Il n'y a donc pas de véritable sur-représentation des femmes chômeurs qui déclarent un vote FN, les hommes sont eux bien en dessous de la moyenne des répondants. Il faut noter que ces catégories sont celles les plus éloignées du vote de manière générale, le FN ne les mobilise pas mieux que les autres partis.
- **9.6% des femmes déclarant un vote FN sont lycéennes ou étudiantes**, c'est dans la moyenne de l'échantillon répondant. C'est 4.1% chez les hommes. On observait déjà en 2012, 10% des primo-votants favorable au FN. Il y a de ce point de vue, une contribution significative des femmes au vote FN chez ces plus jeunes générations, à moduler sans doute avec le niveau de diplôme.

Dernier chiffre intéressant, le niveau d'études.

- 27.4% des femmes qui ont voté FN sont titulaires de CAP-BEP. **Si on ajoute les sans diplôme, c'est plus de 40% des femmes déclarant un vote FN qui sont titulaires d'un diplôme de niveau V, inférieur au Bac.**
- **21.2% des femmes qui déclarent un vote FN sont titulaires d'un Bac et 27.4% d'un Bac + 2 et 3.** Elles supplantent largement les hommes dans cette dernière catégorie. Il manque néanmoins ici la nuance entre « Bac et Bac professionnel », là encore les niveaux « Bac +2 » et « Bac +3 » se référant souvent à des diplômes professionnalisant type BTS, DUT ou Licence professionnelle

- **Les proportions de titulaires d'un Master, entre 10% pour les femmes et 14 % pour les hommes**, est très en deçà de celles déclarant un vote Macron (respectivement 23.8 et 22.8%). Là encore, on peut s'interroger sur le niveau de sous-déclaration d'un vote FN par ces catégories.

Autre élément, le niveau de revenus.

Les hommes qui déclarent un vote FN ont en moyenne des revenus plus élevés que les femmes qui déclarent le même vote mais **il faut là encore considérer la variable couple qui suggère, au vu des enquêtes qualitatives que le vote FN est un vote de couple**. Couple dans lequel on sait que les femmes bénéficient d'une situation moins favorable sur le marché du travail (tendancielle moins payées, plus fréquemment à temps partiel...). **C'est 9.1% seulement de ces femmes (7% pour les hommes) qui déclarent un revenu inférieur à 800 euros, ce qui confirme là encore que le FN ne sur-mobilise pas les catégories les plus fragilisées économiquement qui sont par ailleurs moins participationnistes.**

Pour terminer avec les chiffres et donner une petite précision sur la solidité de ces votes pour le Front national d'un tour d'élection à l'autre.

Parmi ceux qui déclarent avoir voté Marine Le Pen au 2^{ème} tour de la Présidentielle, 61,7% déclarent avoir voté Marine Le Pen au 1^{er} tour. C'est 62% chez les femmes contre seulement 50% chez les hommes, les premières déclarant une plus grande fidélité à ce choix entre les deux tours comme si une fois ce choix assumé, il semble ne plus être problématique pour elles de le confirmer. Seulement 6,6% déclarent avoir voté Mélenchon au 1^{er} tour et 7,1% s'être abstenu. Une réserve de voix peut-être constatée chez l'électorat de François Fillon soit 12,9% qui se seraient reporté sur Marine Le Pen au 2^{ème} tour. C'est probablement plus car là encore les effets de sous-déclaration sont très forts. Seulement 3,4% des électeurs de Nicolas Dupont-Aignan se seraient également reportés sur Marine le Pen. Les reports de second tour s'appuient donc sur des électors additionnels peu homogènes qui expliquent pour partie sans doute les difficultés de Marine Le Pen à améliorer significativement son score.

Pour conclure sur ce point et pour donner quelques éléments de synthèse, le travail d'émargement nous montre que :

- **Les jeunes ne votent pas plus pour le FN que pour les autres partis politiques mais s'abstiennent plus massivement. Près de 42% des 18-25 n'ont voté à aucun tour de la Présidentielle et des Législatives 2017 sur les 4 bureaux de vote étudiés à Avignon.** Cet abstentionnisme est aggravé par la situation sociale des territoires étudiés et le type de scrutin, ce chiffre grimant jusqu'à 60% dans cette même catégorie d'âge lors des Régionales de 2015 sur le bureau de vote le plus populaire étudié. Ces données locales sont confirmées par la dernière enquête « participation » de l'INSEE qui souligne que parmi les 18-29 ans, moins de deux inscrits sur dix ont voté à tous les tours des élections de 2017⁴. Cette abstention profitait au FN jusqu'aux législatives de 2017 en accroissant sa visibilité, il en a fait les frais lors du dernier

⁴ <https://www.insee.fr/fr/statistiques/3138704#titre-bloc-4>

scrutin perdant plus de la moitié de ses voix entre la présidentielle et les législatives pour la seule région PACA, terre d'élection de ce parti s'il en est.

- **Les femmes jeunes (-30 ans) qui votent, votent tendanciellement plus pour le FN que les hommes de la même tranche d'âge.** C'est sans doute le cas des jeunes femmes les moins bien loties professionnellement.
- **Les catégories les plus ouvertes au vote FN restent néanmoins les catégories plutôt stabilisées socialement, plutôt employés et pas nécessairement les plus précaires financièrement.** Contrairement au discours véhiculé par les dirigeants frontistes, ce parti n'est pas, loin s'en faut, celui des exclus, des catégories populaires ou des précaires qui s'abstiennent plus massivement qu'ils votent FN.

Je vais maintenant revenir sur les raisons avancées par les femmes qui déclarent un vote Front national et notamment à partir des matériaux plus qualitatifs que j'ai pu recueillir.

Je m'appuie pour cette deuxième partie sur les données que j'ai recueillies durant une quinzaine d'années. D'abord les travaux que j'ai menés dans le cadre ma thèse de 1998 à 2005. Des entretiens et des observations ethnographiques réalisés auprès des électrices du FN, ainsi que lors d'un certain nombre de manifestations FN dans lesquelles je me suis rendue : fête des Bleu-Blanc-Rouge, lotos, repas, etc., pour observer les sociabilités à l'œuvre dans ces différents lieux.

J'avais fait le choix à l'époque d'une entrée par les marges de cet électorat, puisque les femmes déclaraient voter moins pour le Front national. L'idée était de travailler sur cette marginalité pour essayer de comprendre les raisons du plus grand nombre.

- **De 2005 à 2010**, à l'occasion de différentes enquêtes sur les rapports à l'Europe et au politique, j'ai recontacté et revu un certain nombre de personnes.
- **J'ai décidé en 2010** de faire un retour sur mon terrain de thèse. J'ai recontacté la trentaine de personnes que j'avais rencontrée dans le cadre de ma thèse pour voir ce qu'elles étaient devenues et leur demander si elles voulaient faire à nouveau un entretien avec moi. La moitié des personnes a accepté. J'ai revu une quinzaine de personnes. L'idée était de voir si elles votaient toujours FN, si elles étaient toujours dans ce parti et où elles en étaient de leur préférence électorale.
- **De 2010 à 2015**, j'ai mené une enquête biographique avec une élue, une candidate du Front national militante de ce parti.
- **J'ai réalisé une nouvelle enquête en 2013** auprès des plus jeunes, appelés à l'époque dans les journaux « les nouveaux marinistes » - les nouveaux venus au Front national avec Marine Le Pen - pour essayer de rajeunir un peu mon échantillon et de le diversifier en allant à la rencontre des hommes. Le reproche m'avait été fait de travailler essentiellement sur les femmes et de ne pas avoir de matière comparative. Je suis donc allée rencontrer également les hommes.

J'insiste sur le fait qu'il s'agit de données de première main. Qu'est-ce que cela signifie en sociologie ? Cela veut dire que j'y suis allée, j'ai récolté les données et je les ai analysées. Je ne travaille pas sur des matériaux qui ont été récoltés par d'autres. Je sais globalement à peu près de quoi je parle.

Qu'est-ce que cela représente ?

Cela représente près de 80 entretiens, voire un peu plus. Ce sont 60 individus rencontrés et/ou suivis sur une période plus ou moins longue. Deux tiers de femmes pour l'essentiel. J'insiste là-dessus.

Mon échantillon n'est absolument pas représentatif, il n'est pas aléatoire mais contrasté. Pourquoi ?

Parce que j'ai travaillé sur un échantillon « **par grappe** ». C'est-à-dire que chaque personne rencontrée était la possibilité d'un contact vers une autre électrice FN. Pourquoi ? Il faut se faire introduire pour pouvoir pénétrer le milieu du Front national. C'est comme dans n'importe quel milieu. Mon échantillon n'est évidemment pas aléatoire, puisque j'ai travaillé sur des cercles de connaissances. C'est un échantillon qui est relativement contrasté, puisque j'ai à la fois : des hommes, des femmes, des jeunes femmes, des femmes plus âgées, des femmes qui travaillent et des femmes qui ne travaillent pas.

J'ai essayé de varier, du point de vue des différentes variables.

C'est une analyse qui est localisée (Vaucluse, Bouches-du-Rhône). J'insiste là-dessus. Le sous-titre de mon ouvrage est « Pour une sociologie localisée des électors frontistes » Pourquoi ? **Parce que cet électorat n'est pas homogène d'un bout à l'autre du territoire.** Il est important d'aller voir de quelle façon il se développe sur des territoires très différents pour comprendre les voies que ce parti emprunte pour finalement rassembler un certain nombre d'électeurs et d'électrices. **Cela me permet de saisir une gamme de rapports au Front national très différente.** Vous allez le voir. Ils seront soulignés dans cette deuxième partie.

Ce type d'enquête longitudinale permet de distinguer ce qui relève de ce que nous appelons **la sociologie dispositionnelle** - c'est-à-dire ce qui nous constitue en tant qu'individus, tout ce qui est lié à notre trajectoire biographique, à nos héritages familiaux- versus ce que nous appelons **la sociologie plus contextuelle** qui est liée aux rencontres amoureuses, aux rencontres amicales, aux trajectoires professionnelles, à tout ce qui se passe dans une vie et aux accidents biographiques, aux déconvenues professionnelles aussi⁵. Tout cela peut nous rapprocher à un moment donné, de cette préférence.

En préambule, je citerai cette phrase du sociologue et économiste allemand que vous connaissez peut-être, Max Weber: « *Non seulement tout comprendre ne veut pas dire tout pardonner, mais en général la simple compréhension de la position de l'autre ne nous conduit pas de nous-mêmes à l'approuver.* »⁶, pour vous dire que je me suis placée dans une démarche de compréhension qui ne signifie absolument pas une adhésion à ce qui m'est dit, mais qui suppose d'avoir la capacité de se mettre à la place de l'autre, pour essayer de comprendre de quelle manière il en arrive à faire ce choix. C'est ce que disent mes travaux.

Cela permet de distinguer un parti extrême, le Front national, indiscutablement extrême, indiscutablement réactionnaire et xénophobe avec des thèses tout à fait condamnables du point de vue de l'évolution de nos sociétés, versus une certaine ordinarité de ses électeurs.

⁵ Cf. l'article d'Olivier Fillieule, « Propositions pour une analyse processuelle de l'engagement individuel » Post scriptum, Revue française de science politique, 2001/1 Vol. 51, p. 199-215.

⁶ Max Weber, Essais sur la théorie de la science, Paris, Plon, 1992

Les électeurs sont très éloignés de ce discours. Ils le maîtrisent très mal, puisqu'ils ne le connaissent pas nécessairement.

C'est une approche désidéologisée, qui offre les moyens d'envisager les électrices FN telles des électrices comme les autres.

C'est une approche localisée pour interroger les usages politiques et parfois médiatiques nationaux de l'épouvantail FN. Les commentaires médiatiques que nous avons aujourd'hui sur le Front national sont insupportables. **La place occupée par ce parti dans les médias et l'audience qui lui est donnée, est quelque chose dont il faut se défaire pour comprendre la réalité de ce parti.**

Ces éléments précisés, je vais essayer de vous donner un aperçu de la gamme de rapports entretenus avec le Front national par les électrices rencontrées.

La première difficulté lorsque nous suivons des gens sur le long terme, c'est que le rapport à l'organisation – ici le FN - évolue.

Vous rencontrez en 1998-1999 des gens qui sont militants au FN et vous les rencontrez ensuite en 2010 et ils ne votent absolument plus pour le Front national. Vous allez me dire : tant mieux. Ils n'ont plus la carte du parti. Leur rapport à ce parti a profondément changé. Sur les 14 personnes que j'ai réinterrogées en 2010, plus de la moitié était encartée ou militante en 2000, et ne le sont plus en 2010.

Sur les 14 électrices que j'ai rencontrées à nouveau en 2010, 12 ont fait le choix de Nicolas Sarkozy au 1^{er} tour de la présidentielle de 2007 et n'ont donc pas voté Front national pour le 1^{er} tour.

Comme je l'ai mentionné précédemment, si vous regardez les élections de cette année, le Front national a perdu sur la seule région PACA, entre la présidentielle et les législatives, plus de la moitié des voix qui avaient été accordées à Marine Le Pen. Soit une perte de 434 896 voix sur la région PACA où le Front national est très implanté.

Vous voyez qu'il y a des mouvements énormes dans ce parti. Son électorat est toujours présenté comme un électorat en ascension permanente, or c'est en fait un électorat qui bouge, qui est peu homogène et qui n'est pas le même d'une élection à une autre.

J'ai reproduit dans les diapositives qui vont suivre un certain nombre d'extraits d'entretiens que l'on a peu souvent l'occasion de mettre en scène dans le format court des communications de colloques. J'en ai profité, puisque j'ai un peu de temps.

Cela mérite attention car c'est bien là que s'illustrent des rapports très diffus à la politique. Même si c'est difficile de ne pas verser dans la citation d'entretien illustrative, je souhaitais vous soumettre ces quelques extraits pour nuancer les profils de femmes que j'ai rencontrées, en essayant d'abord de revenir sur celles qui sont militantes et adhérentes.

Sur cette population que nous pourrions penser homogène, les différences sont tout à fait significatives.

Je vais commenter les extraits qui vont s'afficher.

- **Première militante. C'est Isabelle qui a 62 ans.** Elle est assistante de direction. Quand je rencontre Isabelle en 1999 et en 2007, c'est un pilier de la permanence du Front national de Carpentras, ville où le Front national est très implanté. Elle est issue

d'une famille pétainiste, monarchiste, d'anciens de l'OAS, dans laquelle la scission de 99 entre Bruno Mégret et Jean-Marie Le Pen va créer de très grosses dissensions. Elle n'a que le Front national dans sa vie, et se donne corps et âme pour le parti. Elle va être éjectée du parti en 2004, parce qu'elle va soutenir, lors des élections régionales de 2004, le candidat local Guy Maccary, contre Jean-Marie Le Pen. « *On ne s'oppose pas à Jean-Marie Le Pen* » me dira-t-elle. Puis, elle refuse de voter Marine Le Pen, lors de la succession annoncée de la fille à son père, à la tête du parti. Elle va être éjectée du parti avec interdit de carte. Elle m'a beaucoup raconté tout ce qui s'est passé à l'intérieur de ce parti.

Elle compte évidemment parmi les plus idéologues. J'insiste là-dessus.

C'est une minorité dans cet électorat qui vote pour le Front national. C'est une minorité qui a toujours existé dans notre histoire. Cette minorité d'extrême droite existe si nous regardons l'histoire de cette famille politique. Elle existe encore aujourd'hui, mais elle reste une minorité. S'il n'y avait que ces gens qui votent pour le Front national aujourd'hui, il ne ferait absolument pas les scores qu'il réalise.

- **Deuxième militante et adhérente, donc a priori le même profil, Frédérique qui a 51 ans.** Commerçante, mariée à un militant FN et rencontrée, elle aussi, dans la même permanence FN.

« *Enquêteur : (...) Vous avez suivi un peu la campagne des Européennes (...)*

- (...) *Non parce que moi j'sais c'que j'vais voter d'avance (...) voilà alors bon (...) non puis j'ai... en politique... la politique par elle-même, moi j'y connais pas grand-chose. On a voté, on a été... on a voté bêtement (...)* » (E 2000)

Elle ne connaît rien à la politique. C'est un profil complètement différent. Elle est pourtant militante et elle a sa carte. Je la rencontre par l'intermédiaire d'Isabelle. Elle milite dans la même permanence. Elle y a suivi son deuxième mari et, veuve, y a rencontré son 3^{ème} mari. Son engagement FN simplifie son rapport à la politique. C'est facile. Elle est toujours d'accord avec son mari.

Nous voyons chez ces deux militantes encartées que le degré d'investissement politique et de connaissance de la politique est complètement différent.

Nous avons ensuite des électrices beaucoup moins concernées.

- **Si je prends Stéphanie, 47 ans.** Elle est kinésithérapeute lorsque je la rencontre la première fois, électrice FN, épouse d'un militant FN, élu municipal.

A propos de la politique : « *En fait, c'est mon mari qui s'occupe de tout ça moi je... je suis (...)* » (E 2000)

Je la rencontre en 2000 et à nouveau en 2010. Sur les dix années qui séparent nos deux rencontres, elle cumule tous les changements : changements sociaux d'abord, elle est sans emploi quand je la rencontre la deuxième fois, coupée des réseaux de connaissances FN qui structuraient son quotidien en 1999. Familiaux, ensuite. Elle vient de perdre son père, avec une histoire familiale très compliquée. Matrimoniaux enfin, suite au départ brutal de son mari, militant FN, ancien de l'OAS, qu'elle plaçait 10 ans plus tôt sur un « piédestal », parti sans lui donner de nouvelles.

Elle ne vote plus pour le Front national en 2010, s'est encartée à l'UMP et vote désormais pour ce parti. Elle revient ainsi à son choix politique originel, fondateur de son rapport à la

politique, construit contre son père socialiste. A ce propos, elle me répète à l'identique en 2010 comme en 2000, la phrase adressée à son père en 1974 lors de son 1^{er} vote – alors pour Valéry Giscard d'Estaing – « *J'ai pas voté pour le même président que toi.* » Elle a évolué vers le FN quand elle s'est trouvée engagée avec son mari.

Ce rapport plus distant à la politique est encore plus accentué chez d'autres personnes interrogées, comme Anna, rencontrée par l'intermédiaire de sa mère. C'est un peu une particularité de mon enquête. J'ai essayé à chaque fois de rencontrer des mères et des filles pour essayer de voir si c'était une préférence qui se transmettait de génération en génération.

- **Ana a 28 ans. C'est le profil de la jeune femme moderne.** Elle est chef d'une micro-entreprise. Son père est élu municipal FN à Cavaillon :

« *Je comprends rien à la politique, je suis pas très... forte là-dessus (...) je sais pas ce que ça va être (...) les européennes, je sais pas à quoi ça va servir (...) j'aurais dû me le faire (...) expliquer (...) en politique moi je suis très grave, y faut que j'arrête de dire : « Je pense Front national » si je sais rien d'autre quoi peut-être* » (E2000)

Elle n'est pas capable de me citer une proposition du programme du Front national. Elle vote pour ce parti, parce que ses parents se sont rapprochés de lui, après avoir été abstentionnistes.

Ce désinvestissement politique des moins investis ne va faire que s'accroître, lorsque je les revois en 2010, à l'image de Caroline, alors que je l'interroge sur son rapport à la politique.

- « *Le néant total mais alors total. Plus ça va, moins ça m'intéresse car n'importe quel parti que ce soit, c'est toujours la même chose. Rien n'évolue. Je soutiens rien du tout... je vote plus, ça fait un petit moment... je ne sais plus... peut-être la dernière fois que j'ai voté, c'était la naissance de mon fils, oui je me souviens de ces élections* » (E 2010)

Caroline, 30 ans, exerce le métier d'assistante maternelle à domicile, profession repliée sur l'espace domestique s'il en est. Sa forte mise en retrait à l'égard de la politique s'inscrit là dans un univers matrimonial peu politisé mais dans lequel le mari représente tout de même le peu de lien qu'elle a au politique et, dans ce cas, au FN. Ses parents engagés en 2000 se sont désinvestis du parti suite à des problèmes de santé, elle a fait de même. Notez que le souvenir de son dernier vote se raccroche à la date de naissance de son fils, ce qui en dit long sur la faible mémoire qu'elle en a.

Elle a longuement milité au Front national, parce que ses parents y étaient. Ses parents ont eu des ennuis de santé et ne militent plus. Elle s'est éloignée de cette formation politique. Elle ne vote même plus. **On est passé d'un vote FN à une abstention qui va sans doute durablement s'installer.**

- **Pour terminer sur ce point, Léa que je rencontre en 2013.** C'est une jeune fille de 20 ans étudiante en licence de droit à l'université d'Avignon. C'est une primo-votante FN en 2012.

« *Vous allez sûrement rencontrer ma tante et ma cousine... qui l'ont (la carte du FN) et... c'est un peu du prosélytisme qu'elle me fait sur Facebook (rire) Mais j'y pense... sans forcément adhérer mais me rendre aux réunions pour vraiment bien... comprendre le fait*

politique parce que là... J'ai... disons qu'aux présidentielles, j'ai voté pour Marine Le Pen mais... sans vraiment comprendre la totalité de son programme politique » (E 2013)

Léa est une toute jeune étudiante en droit rencontrée par l'intermédiaire d'une de mes étudiantes AES.

C'est intéressant, parce que c'est la caractéristique de ces primo-votantes dont je parlais tout à l'heure qui votent FN plutôt que rien, parce qu'elles ont été élevées dans des familles où il fallait voter. Elles ne trouvent pas leur compte dans les autres partis politiques. L'entourage familial est très important. **La relation aux politiques que cette jeune fille entretient, elle l'entretient avec des gens qui sont dans les milieux FN, qui finalement lui donnent une ouverture sur la politique.**

Ces votes désinvestis parviennent à se construire dans des environnements qui sont plutôt favorables au Front national, chez les électrices qui témoignent de faibles niveaux de compétence politique.

Il est vrai que nous travaillons beaucoup en sociologie sur ce qu'est la compétence politique des citoyens⁷. Nous avons une manière de l'appréhender qui est parfois un peu artificielle. C'est-à-dire que nous allons les interroger sur leur intérêt pour la politique, sur leur engagement politique, sur leur degré d'information politique, sur la connaissance des programmes et des acteurs du champ politique. Tout cela constitue des indices de politisation. Sur l'échantillon que j'ai travaillé, nous nous rendons compte que ces indices sont très faibles. Lorsque vous interrogez ces femmes sur ces différents éléments, elles ont très peu de capacité à répondre et à répondre politiquement sur ces questions.

- **Nous le voyons avec Valérie, 29 ans, mère au foyer, électrice FN :**

« E : (...) *Qu'est-ce que c'est pour vous « discuter politique » ?*

- *Euh beh le peu de discute politique que j'ai entendu, ça été gueuler (...) (en riant) c'est pour ça que pour moi, c'est pas des bons souvenirs les... discussions politiques (...) j'veux dis je sais même pas les partis qui z'ont (...) Non pas... des fois peut-être on parle politique mais sans vouloir parler de po... litique, on parlera peut-être du racisme mais j'veux dire (...) mais on parlera pas politique, j'veux dire on parlera des sujets qui z'y touchent j'veux dire on parlera du chômage des choses comme ça mais... pas de politique, non pas du tout... je veux dire je n'évoquerais jamais ni la droite, ni la gauche, ni... ni Jospin, ni Chirac (...) (E 2000)*

On voit combien la politique est par ailleurs un domaine associé au conflit et à la compétition.

- **Nous le voyons ensuite avec Clémence. C'est une jeune fille de 23 ans que je rencontre en 2013. Elle est en formation dans une pizzeria.** Elle a voté pour la première fois Marine Le Pen en 2012. Elle nous dit que la politique pour elle est associée au conflit, au combat, au désaccord. Depuis toute jeune, elle a toujours eu l'impression que faire de la politique était « se battre », était « être dans le conflit ».
« *Plus jeune, moi j'avais l'image de la politique, tu penses ça, toi tu penses ça, toi tu penses ça et on vote pour toi. Et non, il faut que tout le monde se démonte la tête, qui se fracassent tous,*

⁷ Gaxie, *Le sens caché*, 1978.

ils font que se battre pour dire moi je veux plus de... de gens pour moi... je comprends pas cette mentalité de se battre» (E 2013)

Ce sont des valeurs qui sont associées aussi au domaine masculin et beaucoup moins au domaine féminin.

Précisons que Clémence est lesbienne ; c'est un type d'électrice très difficile à rencontrer quand on travaille sur le Front national. Je l'ai rencontrée grâce à une de mes étudiantes. Elle revient dans l'entretien sur l'incohérence de son vote pour Marine Le Pen, puisqu'elle dit :

« *Je suis homosexuelle. Elle est anti-homosexuelle* », les gens lui disent : « *Tu n'as pas peur pour toi ?* » Elle répond : « *Nous sommes arrivés à un point que je m'en fous. Qu'elle enlève le mariage ou l'adoption, je veux être chez moi tranquille. J'en ai marre.* »

Je trouve que ce passage est très intéressant. J'en parle explicitement dans l'ouvrage mentionné⁸ pour souligner combien Clémence appartient à ces primo-votantes pour lesquelles « les questions sociétales qui étaient centrales pour les générations précédentes qui ont eu à se battre pour la reconnaissance des minorités, pour la liberté sexuelle et pour l'avortement passent au second plan chez ces jeunes électrices. »

Il semble que ce soit la même chose pour le droit de vote, que les plus jeunes générations délaissent, pour le droit à l'avortement pensé acquis ou encore la peine de mort, à laquelle sont favorables par exemple Léa et Julie, dans cet échantillon de jeunes électeurs rencontrés en 2013. Ce sont des jeunes filles de 20 ans qui n'ont sans doute pas de réelle conscience des combats qui ont été menés pour l'abolition de la peine de mort.

Cette distance aux questions sociétales est essentielle dans la compréhension de ce vote, car c'est essentiellement là-dessus que se distinguent les partis politiques, dans une configuration économique avec un chômage de masse et l'incapacité des partis à réduire ce chômage.

Les différenciations entre les formations politiques se réduisent de plus en plus aux seules questions sociétales.

Ces dernières passent au second plan pour ces jeunes électrices. Les situations qu'elles vivent pèsent plus lourd que tous ces débats et les voix qui sont portées par des catégories d'intellectuels, dont elles se sentent très éloignées.

Ce n'est pas forcément de l'ignorance. C'est la confrontation avec des situations quotidiennes qui hiérarchisent différemment les priorités.

- **Le passage suivant est tout à fait significatif de cette hiérarchisation chez Clémence.** Quand je l'interroge clairement sur son orientation sexuelle, elle me dit que lorsqu'elle est embauchée quelque part, elle ne dit pas ce qu'elle est. Elle préfère cacher son homosexualité.

« Par rapport à ce que vous m'avez dit, par rapport à votre orientation sexuelle, etc., le discours des partis politiques sur cette question-là, c'est pas quelque chose qui vous intéresse ?

- *Non je trouve qu'on a déjà beaucoup de chance de vivre à l'époque à laquelle on vit, ils ont pas eu cette chance avant nous, faut pas en demander non plus des masses. On est très bien comme*

⁸ Christèle Marchand-Lagier, op. cit, p. 186-188.

on est. Après moi je le dis pas, voilà, moi j'arrive dans une entreprise, je le dis pas, j'attends de voir...

- Bon après quand on arrive dans une entreprise, on dit pas non plus qu'on est hétéro...
- Non mais bon : "T'as un copain ?" machin... c'est toujours les mêmes questions quand on rencontre des gens. "T'as quelqu'un dans ta vie ?", moi je dis rien. Donc après j'ai jamais eu trop de problèmes parce que j'attends de voir comment les gens sont et je le dis si ça peut passer. **Si ça passe pas, j'invente une vie...**
 - Et ça, ça vous dérange pas ?
- Si dans le métier où je suis j'apprends mon métier, j'apprends encore plus, j'apprends, ça sert à rien de faire un esclandre pour ça. Chacun pense ce qu'il veut ».

Clémence a donc totalement conscience de l'étrangeté de son soutien au FN compte tenu de son identité homosexuelle. Cette conscience n'empêche pas pour autant son vote qui, lui, s'appuie, de manière inexplicable avec des mots qu'elle maîtrise mal, sur « la vraie vie » qu'elle oppose à son identité homosexuelle presque secondaire.

Nous sommes quand même en 2013 ! **Je ne sais pas si vous mesurez combien les jeunes générations, dans ce contexte-là, ont intériorisé le fait que ce n'était pas important de dire ce qu'elles sont.** Elles vont cacher leur identité, car cela leur permet d'avoir du travail, et c'est le plus important pour elles.

A mon avis, **les conditions de régression sociale sont présentes, sont alarmantes,** quand vous avez des jeunes femmes comme Clémence qui pensent qu'elles n'ont pas à se plaindre et qui sont amenées à cacher ce qu'elles sont dans de nombreuses situations.

Vous avez ce sentiment chez les plus jeunes que le Front national ne changera pas le cours des choses, que les actes sociétaux sont là, qu'il n'y a pas à se battre pour les défendre.

S'ajoutent à cela chez ces plus jeunes, le sentiment que le FN ne changera pas le cours des choses, les acquis sociétaux étant devenus évidents et impossibles à remettre en cause dans le contexte contemporain :

- **Julie, 22 ans, étudiante en M2 Management et stratégie internationale, Nice (06) primo-votante FN 2012**
« Bien évidemment il y a des choses dans le FN sur lequel je suis pas d'accord comme le mariage gay, ça va on est en 2013, faut arrêter, faut évoluer... mais entre nous quoi (rire) » (E2013)
- **Clémence (23 ans, en formation pour travailler dans une pizzeria, E2013)**
« Moi je suis naïve, j'y comprends rien, tout le monde la compare à Hitler, à machin, les trucs... Pfff, je sais plus, après voilà, c'est des "on dit", après je dis : "On verra bien, elle est là pour 5 ans oh... si c'est pire, on change, ça sera pas pire que ce qu'on a maintenant ou quoi que ce soit"... enfin je sais pas... Et puis maintenant, ça va, c'est pas à l'époque des sauvages, Hitler tout ça, maintenant on est civilisé, il y a quand même des nations autour... si jamais cette personne va trop loin... voilà ça va pas aller très loin...».
- **Tom 18 ans, étudiant en L3 informatique, E2013,** témoigne lui aussi de cette confiance dans un environnement politique contraignant dans lequel Marine Le Pen ne pourrait pas appliquer ses mesures les plus extrêmes.

« Je sais que s'ils venaient à passer un jour... les élections qui viendraient derrière, ils seraient contrebalancer derrière, il y aurait... les gens auraient tellement peur qu'ils auraient une force d'opposition donc même tous ces grands chamboulements, sortir de l'Europe, sortir de l'Euro, etc., ça pourrait même pas se mettre en place ».

- **Léa, 20 ans, étudiante en L1 Droit, E2013,**

« Beh déjà toute leur ligne raciste, c'est pas moi, ça me bloque pas, parce que dans le cadre de la politique, ils ne peuvent rien faire, dans le cadre de l'Europe à moins de sortir de l'Europe mais ça me paraît pas réaliste, pour moi, c'est pas possible et ce serait mauvais pour la France, ce serait encore pire que ce qu'on a maintenant. Qu'est-ce qu'on va faire de tout ce qu'on a créé ? C'est tout un système à changer. Elle le dit mais elle doit en être consciente... ».

Pour résumer la teneur de ces extraits, il s'agit de **l'idée que Marine Le Pen n'appliquera de toute façon pas ce qu'elle dit car on est en démocratie, on n'est pas des « sauvages comme au temps d'Hitler », l'Europe ne la laissera pas faire de toute façon...** On mesure ici combien l'incompétence politique n'empêche pas de voter, ni la réflexion sur des votes a priori incohérents ou même sur la dangerosité du FN.

Cette incompétence politique s'accompagne aussi de différentes formes de délégation qui trouvent à exister dans la vie de couple, chez des couples installés, mais également chez ces plus jeunes électeurs en concubinage ou encore chez leurs parents. Vous avez ici deux exemples, Clotilde et Frédérique. Elles vous montrent combien dans leur couple la politique n'est pas du tout leur domaine. **Elles se reposent sur leur mari et finalement, c'est lui qui s'occupe de politique. Il n'y a pas de raison qu'elles s'en occupent. Elles ont suivi.**

Ces faibles niveaux de compétence politique se traduisent dans certains cas par des positions de mise en retrait par rapport à l'époux ou compagnon. Je reproduits ici 2 extraits seulement mais vous pouvez vous reporter au livre mentionné pour d'autres exemples :

- **Clotilde, 57 ans, chef d'entreprise,**

« E : Parlez-vous politique à la maison ? De quoi discutiez-vous plus particulièrement avec votre mari ?

- *Pas des sujets, non pas spécialement, papa [elle appelait ainsi son époux] y lisait beaucoup, y s'informait... mais moi, on me demande le premier ministre de l'éducation nationale et beh... je connais personne... ça m'intéresse pas... je suis incapable, à part le président parce que ça quand même et Fillon parce que c'est le premier ministre mais sinon le reste... (rire) » (E 2010)*

- **Ou encore Frédérique, 61 ans, commerçante, Saint-Romain en Viennois (84)**

« Ça m'intéresse mais je ne comprends pas grand-chose. [Désignant son époux] Lui il comprend bien et il m'explique. C'est mes idées mais en dehors non (...) Si on n'en parle pas, ça gêne pas » » (E2010)

Pourtant la délégation n'est pas systématique, ne fonctionne pas toujours des femmes vers les hommes et la faible compétence politique est souvent également partagée dans le couple.

Cela n'est pas propre au FN et s'appuie largement sur la puissance de la matrice conjugale dans les choix politiques analysée par des chercheurs américains⁹.

L'incompétence est souvent très partagée dans les couples. Ce qui est important est la puissance de cette matrice conjugale qui existe dans les votes et dans l'expression des préférences électorales au Front national, mais sans doute ailleurs aussi. Ces personnes votent en fin de compte comme leur mari, ou l'inverse.

J'ai observé au fur et à mesure de mes enquêtes, et notamment lors de la dernière vague 2013-2014, la même relative incompétence politique chez les hommes qui votent FN :

- **Eric, 47 ans, chef d'entreprise, et candidat aux élections municipales 2014:**
(...) je suis pas un pur et dur du Front national (...) je milite pour ma ville (...) mon épouse va plus s'engager que moi parce qu'elle est plus à l'aise pour parler (...) moi je ne suis pas un orateur (...) j'ai pas les mots qui viennent (...)
- **Tom, 20 ans, étudiant en L3 informatique, primo-votant**
« Leur programme, je l'ai pas lu en entier, moi j'adhère relativement bien à leur vision de l'immigration, à leur vision... comment dire du... de la vie en général, la vision militaire je suis un peu plus dans le flou parce que j'y connais pas grand-chose, l'économie c'est pareil j'ai du mal à dire bon sortir de l'Euro, bon les autres pays qui sont sortis de l'Europe, de l'Euro ont l'air de bien s'en sortir bon d'un autre côté c'est quand même des gros pays... je connais pas assez pour dire c'est une bonne idée Il faut que je reprenne le programme... et que je dise : « Ça, ça me plaît ! » parce que je l'ai pas dans la tête... »

Plus qu'une différence de compétence politique entre femmes et hommes, l'extension de mes travaux à un échantillon masculin fait apparaître la permanence de rapports différenciés au politique selon le genre.

Cette différence relève néanmoins davantage de la « Balance des pouvoirs entre les sexes »¹⁰ qui légitime les prises de parole masculines que d'une compétence politique plus grande de ces derniers.

Vous voyez que cela ne fonctionne donc pas toujours dans le même sens. Vous avez par contre une incompétence qui peut être partagée et qui peut donner finalement une unité de vote en faveur du Front national.

Plus qu'une différence de compétence politique entre les femmes et les hommes...

Nous avons des femmes qui sont au moins aussi compétentes que les hommes. **L'extension de mes travaux et de mes échantillons masculins fait apparaître la permanence de rapports différenciés en politique selon le genre.** C'est ce qui est important.

Même chez les électrices les plus militantes ou les plus engagées au Front national, je me suis rendu compte qu'il y avait une intériorisation d'un partage sexué des rôles, qu'on retrouve dans d'autres formations politiques (de ce point de vue-là, pas d'exception au FN), ne serait-ce que dans les tâches militantes. Les femmes s'occuperont de l'organisation, et les hommes iront plutôt coller des affiches ou se frotter aux tâches les plus difficiles. **Les femmes sont d'avantage cantonnées dans des formes plus faciles de militantisme. Elles ont peut-être donc un rapport moins direct, moins investi au Front national.**

⁹ Alan S. Zuckerman, Josip Dasovic et Jennifer Fitzgerald dans leur ouvrage *Partisan Families. The social logic of bounded partisanship in Germany and Britain*, 2007 et repris en France entre autres par Florence Haegel dans ces analyses sur le vote de droite (*Les droites en fusion. Transformation de l'UMP*, Presses de science po, 2012, (p. 192).

¹⁰ Elias, *Les transformations de la balance des pouvoirs entre les sexes*, Politix, 2000.

J'ai analysé dans mes travaux combien le vote FN peut être l'occasion d'affirmer aussi son indépendance à l'intérieur du couple. J'ai plusieurs exemples de femmes qui sont très informées en politique, très compétentes, mais qui font néanmoins un usage privé de leur vote FN. **C'est un vote FN qui leur a permis de prendre l'ascendant sur leur mari et d'avoir une force plus grande dans leur couple.**

Vous en avez d'autres qui s'installent dans une dépendance de confort, car c'est plus simple. Cela permet d'éviter des conflits. Cela permet de faire le choix de son mari contre sa famille, par exemple, quand il y a des relations conflictuelles.

Nous nous retrouvons dans une instrumentalisation privée d'une préférence politique ou publique qui existe réellement dans le cas de ce parti.

Faiblement informé politiquement, pris dans les arcanes de l'intimité, le vote FN peine à se construire sur une connaissance précise du programme FN et repose également assez peu sur un quelconque effet Marine Le Pen.

Retenez qu'il n'y a pas de lecture genrée du programme du FN. C'est-à-dire qu'il n'y a pas de connaissance des propositions du Front national en faveur des femmes. Il n'y en a pas.

Aucune référence n'est faite aux propositions du FN en (dé)faveur des femmes. Ni lors de notre enquête initiale où l'on observe une méconnaissance de mesures telles que le salaire parental, le chèque éducation, le vote familial, présentes dans le programme du FN de 1995, ni lors de nouveaux entretiens.

En 2017, le FN s'illustre toujours par des (non) propositions à destination des femmes qui restent un sous-domaine du programme « famille » que nos interviewées n'évoquent jamais.

Si vous prenez le programme de Marine Le Pen cette année, **sur 144 propositions, le mot « femme » apparaît une fois**, c'est la proposition numéro 9 : *« Défendre les droits des femmes : lutter contre l'islamisme qui fait reculer leurs libertés fondamentales. Mettre en place un plan national pour l'égalité salariale aux femmes et lutter contre la précarité professionnelle et sociale. »*

Elle cible évidemment la proportion de femmes qui votent plus facilement pour elle. Sinon, il n'y a aucune proposition en faveur des femmes et aucune lecture de ce programme par les électrices que j'ai rencontrées.

Il faut retenir que Marine Le Pen n'est pas envisagée comme une femme. Il nous a été dit qu'il y a un « effet Marine Le Pen » qui repose sur l'hypothèse que les femmes voteraient pour des femmes. **Aucune étude sérieuse ne démontre que les femmes votent pour des femmes.** Lorsqu'elles parlent de Marine Le Pen, les femmes enquêtées parlent en premier de Le Pen, de la fille de Le Pen. Elles ne parlent pas de Marine Le Pen, en tant que femme.

Nous le voyons avec les propos de Julie, ainsi que les propos de Clémence et de Corentin.

Notez néanmoins que ces jeunes votent FN. **Ces jeunes femmes qui votent FN n'ont aucune illusion sur la capacité du FN à transformer leur vie.** Ils ont un sentiment très désespéré à l'égard de la politique. **Ils choisissent finalement le Front national, parce qu'ils n'ont jamais essayé.** Cela reste la raison majeure de l'ascension électorale de ce parti. Ces jeunes ne croient pas néanmoins en la capacité de ce parti à changer leur vie. Il n'y a pas non plus

d'illusion sur le personnage de Marine Le Pen, pour sa supposée dédramatisation ou modération.

- **Julie, 22 ans, étudiante en M2 Management et stratégie internationale, Nice (06) –**
« Que pensez-vous de Marine Le Pen ?
- *(en riant) Bien peut-être qu'elle sera notre présidente. Elle est plus ouverte que son père je pense. Après la carrure d'un président je sais pas mais quand on voit Hollande, ça pourra pas être pire (rire). C'est vrai que le père fait plus peur, c'est un vieil homme, il a tellement été caricaturé. C'est l'emblème du FN. Elle a pris des positions différentes mais au moins elle dit ce qu'elle pense. Comme tous les hommes politiques, elle invente des chiffres sur l'immigration » (E2013).*

Les électrices et les électeurs rencontrés **votent pour elle sans réelle illusion** ; les propos de **Clémence résumant de manière très désespérée le sentiment de ces jeunes à l'égard de la politique**, sentiment qui n'épargne pas Marine Le Pen.

- **Clémence (23 ans, en formation pour travailler dans une pizzeria, E2013)**
« De toute façon c'est la même merde, que ce soit Marine Le Pen, Hollande ou quoi que ce soit, on est tous dans la merde... C'est pas parce que Marine va arriver (elle claque dans ses doigts) ou Sarko j'en sais rien, ça y est bing tout va changer, beh non... »

Désillusion partagée par les femmes et les hommes les plus jeunes notamment.

- **Corentin, 21 ans - Étudiant de BTS et Licence professionnelle**
« Qu'est-ce qui vous plaît dans le FN ?
- *Je pourrais pas dire ce qui me plaît ou me plaît pas... C'est ce que j'ai trouvé de moins pire au final. Pour moi la politique c'est tous des menteurs*
- *Et vous pensez qu'ils sont moins menteurs que les autres ?*
- *Non, non, non... ils le sont aussi... mais on s'identifie un petit peu plus » (E 2013)*

Il n'y a par ailleurs aucune illusion sur le personnage et sa supposée dédramatisation ou modération :

- **Léa, 20 ans, étudiante en Licence 1 Droit,**
« Même si Marine Le Pen et Marion Maréchal- Le Pen veulent faire croire qu'elles sont plus comme le père ou leur grand-père beh faut pas se voiler la face, **on sait qu'au fond ça reste leur ligne directrice (le racisme)**... même si MLP a un meilleur verbe que son père, qu'elle est plus diplomate, elle fait des erreurs qui marquent vraiment qu'elle est la fille à son père (...) Elle est complètement différente de son père dans l'apparence, c'est une femme, on a plus de résistance à élire une femme dans une élection présidentielle mais si on n'avait qu'un choix, entre elle et son père, on choisirait elle... »

Au niveau de ces jeunes générations, **Marine Le Pen garde un positionnement révolutionnaire ou anti-système**. Il peut séduire du fait de l'affaiblissement des socialisations politiques primaires.

On ne parle plus guère de la politique dans les collectifs familiaux à ce jour, dans les collectifs professionnels ni dans les collectifs scolaires... Les jeunes ont un rapport à la politique très

distant. Lorsque quelqu'un, dans leur entourage leur parle de politique, si c'est quelqu'un qui est proche du FN, c'est la seule ouverture qu'ils ont sur la politique.

Marine Le Pen séduit des électrices et des électeurs peu idéologisés. C'est pour cela qu'elle peut évoquer Pétain et Moulin. Cela ne pose problème à personne, puisque les jeunes ne savent pas de qui il s'agit.

Elle peut aller chercher des références complètement contradictoires. Il y a une méconnaissance historique de l'histoire de ce parti, de son inscription dans le champ politique français. Elle peut donc mobiliser des ressorts tout à fait contradictoires.

L'argument principal servant l'ascension électorale du FN c'est qu' « on ne l'a pas essayé ». L'argument a pris un petit coup de vieux. Avec l'élimination du PS et de Les Républicains lors de la présidentielle, le Front national a été assimilé à un vieux parti. Il a été doublé par Macron et il se retrouve assimilé à un vieux parti politique. **Je pense qu'il y a un coup d'arrêt marqué à l'ascension de ce parti qui n'est absolument pas définitif.** Il a néanmoins été constaté cette année.

Retenez par ailleurs, que le FN a des positionnements nettement marqués à droite.

Mon enquête localisée montre que c'est un électorat qui vient plutôt de la droite. **Il y a des différences entre le nord et le sud de la France.**

- Nous avons néanmoins des références qui se rattachent à des systèmes symboliques de droite, notamment la famille ou le travail.

De jeunes étudiants font **référence au travail** qui est essentiel et qui s'inscrit dans des schémas familiaux plutôt de droite.

- **Vous le voyez ici avec Estelle : Estelle, 22 ans, étudiante en M2.** Alors que je l'interroge sur les raisons de son vote FN :
« *Privilégier ceux qui travaillent plutôt que ceux qui ne font rien et supprimer le chômage aux immigrés au bout de 4 mois s'ils n'ont pas retrouvé du travail* » (E2013)

Ou encore avec Léa qui dénonce le système des bourses à l'université :

- **Léa, 20 ans, étudiante en Licence 1 Droit :**
« *à l'université, au début, j'étais boursière et je ne le suis plus parce que j'ai redoublé alors que c'était vraiment essentiel pour moi en plus de mon travail parce que ... par mois je gagne 400 € ... une fois que j'ai payé l'assurance et l'essence ... et je vois au quotidien, des gens qui viennent en cours, qui l'ont et ... qui travaillent pas ... Et qui viennent pour le chauffage l'hiver et l'été pour la pelouse ... donc c'est ... je me dit qu'y'a pas assez de contrôle là-dessus ...* » (E2013)

Ce passage est très illustratif des fractures qu'il existe aujourd'hui dans la population étudiante entre jeunes étudiants blancs de la classe moyenne tentés par le vote FN d'une part et jeunes étudiants maghrébins boursiers dont l'échec programmé nourrit le ressentiment des premiers.

- Au-delà du travail et de la famille, l'autre ressort mobilisé est la **rhétorique fiscaliste** également empruntée au discours de la droite. **Sur ce point il convient de noter la grande méfiance de ces électeurs à l'égard de la sortie de l'Euro.** Lors des derniers entretiens réalisés en 2013-2014, la seule mesure citée par la majorité des enquêtés

rencontrés est « la sortie de l'euro » pour convenir, de manière unanime, qu'il s'agit d'une mauvaise idée par ailleurs irréalisable. On peut légitimement s'interroger sur l'interprétation politique de tels votes, justifiés par la seule mesure à laquelle les enquêtés n'adhèrent pas.

- **Evidemment l'Immigration, sujet avec lequel la droite « auto-proclamée » républicaine ne se prive pas de jouer avec le feu, brouillant les lignes plus d'une fois entre droite et extrême-droite.** Pourtant l'immigration n'est pas le « single issue » du vote frontiste. Mes travaux mais également ceux d'autres chercheurs avant moi tels que Jacqueline Blondel, Bernard Lacroix ou Patrick Lehingue soulignent combien « le rejet des immigrés » ne constitue pas le « single issue » du vote frontiste et « (...) seule la passation d'entretiens approfondis et la reconstitution de trajectoires biographiques permettent d'assigner « un » sens (en fait, une pluralité de significations) à cette régularité statistique qui, moins encore que d'autres, ne saurait parler d'elle-même. Léopardant la façade unanimiste d'un single issue vote, « on n'en finirait pas d'énumérer les entretiens où - sous couvert d'immigration- il en va, en fait de la situation de l'électeur sur le marché du travail, de la présence de chômeurs parmi ses proches, de la crainte de formes de concurrence qui, en menaçant une façon de vivre, menacent une identité »^{11, 12}
- **Des préoccupations locales voire infra-locales** (mon quartier, ma rue, ma situation personnelle...) ou des formes de repli sur soi auquel le FN donne une voix (la plus bruyante, celle susceptible de faire le plus de bruit), « the most bang for your vote » comme disent les anglo-saxons c'est-à-dire « la voix qui tonnera et détonnera le plus».
- **Une faible compétence politique, une moindre adhésion au personnage de Marine Le Pen, peu de connaissance programmatique caractérisent les électeurs et électrices FN qui peuvent instrumentaliser cette préférence politique (comme d'autres d'ailleurs) à des fins plus privées.**

En forme de conclusion : des hypothèses consolidées :

- **Le vote pour le Front national n'est que marginalement l'expression de rapports informés ou politiques**, sans doute comme d'autres préférences électorales. J'insiste là-dessus. Ce n'est pas parce que la politique nous intéresse qu'elle intéresse tout le monde. De nombreuses personnes ont des rapports très distants à la politique. Ils piochent dans les offres disponibles, et le Front national est à disposition.
- **La compétence politique ne précède pas l'engagement et l'engagement ne la crée pas systématiquement.** Ce n'est pas parce que vous avez des gens très engagés dans le parti du Front national qu'ils sont d'autant plus compétents politiquement et qu'ils sont forcément des idéologues de ce parti.

¹¹ Blondel & Lacroix, p. 154. (...)

¹² LEHINGUE (P), « L'objectivation statistique des électorats : que savons-nous des électeurs du Front national », La Politisation, 2003, p.p 12-13

- **Les rapports au FN les plus stabilisés sont ceux qui s'inscrivent dans des « entourages FN »** familiaux, amicaux et, de manière significative, matrimoniaux.
- **Les rapports au FN seraient le sous-produit de trajectoires biographiques au centre desquelles la « matrice conjugale » est centrale** pour les femmes mais reste à analyser pour les hommes.
- **Les manières dont ces femmes se saisissent de la préférence FN sont liées aux moyens professionnels, culturels, sociaux mais également affectifs qu'elles sont en mesure de mobiliser pour négocier leur place dans le couple.** Il se trouve que dans le couple aujourd'hui, elles sont souvent moins bien dotées que les hommes. D'où l'intérêt de l'éducation, de formations et de la défense du féminisme pour dire aux jeunes générations que ce n'est pas un gros mot, que cela défend des droits qui sont essentiels pour les femmes aujourd'hui.

Applaudissements.

Fatima LALEM

Bravo. Je m'associe à la salle pour vous remercier. Je vais, sans transition, donner la parole à Jacqueline pour vingt à trente minutes. Nous voudrions prendre un peu de temps pour le débat ensuite. Merci.

Jacqueline COSTA-LASCOUX

« La servitude volontaire »

Bonjour. Un grand merci aux organisatrices. Je suis très heureuse d'être parmi vous pour réfléchir à la question des femmes face à la montée des intégrismes.

Permettez-moi un témoignage. A la demande du Conseil général du Vaucluse il y a quatre ans, je me suis rendue en Avignon. Les autorités étaient inquiètes du fait que des lycéennes envoyaient des photos des parties de leur corps sur Internet : les yeux, les oreilles, la bouche, etc. pour être notées par leurs camarades masculins, y compris leurs camarades de classe. La note supérieure était obtenue lorsqu'elles avaient photographié leur sexe. Dans le même temps, de plus en plus de filles se voilaient, parfois avec un niquab, et les activités mixtes étaient délaissées. Avec les enseignants, les infirmières, les travailleurs sociaux, nous avons parlé aux élèves des droits fondamentaux et d'éducation sexuelle, de l'égale dignité des personnes. A priori, ces jeunes ne voyaient pas le rapport.

Regardons la réalité en face. Cela s'est passé dans le Vaucluse, mais je l'observe également dans des endroits géographiquement très différents. La dégradation de la culture civique et politique au sens le plus large, le repli sur l'entre-soi communautaire, sur le quartier, sur des pratiques religieuses, entretient chez les uns une anomie inquiétante, chez les autres un retour au rigorisme religieux et, dans l'ensemble, une défiance croissante à l'égard des institutions et des politiques: *« Nous ne comprenons pas ce qu'ils disent et ils sont incapables de*

changer quoi que ce soit à notre vie». Les deux idées se renforcent l'une l'autre : les politiques vivent dans un univers qui n'est pas le leur et ils sont impuissants à changer la société.

Je te remercie, Christèle, car tu as pris la peine d'expliquer la complexité des faits, des opinions et des votes. Nous devons en effet être très attentives aux évolutions rapides de notre société, celles que nous ne savons pas suffisamment analyser et, encore moins, expliquer.

Les évolutions récentes des comportements des adolescents révèlent un éloignement de la citoyenneté. En ignorant cela, nous déroulons le tapis rouge sous les pas des intégristes. Ceux qui instrumentalisent le religieux prétendent apporter un sens à la vie et répondre aux interrogations identitaires d'adolescents et d'adolescentes en plein désarroi. La différenciation des genres, notamment, est présentée au nom de la « dignité de la femme » et de la pudeur, qui seraient mises à mal dans nos sociétés occidentales « dépravées ». Une vigilance nécessaire oblige à repenser nos méthodes et nos moyens d'action. Les moins de 25 ans sont ceux qui s'abstiennent le plus aux élections, alors que nous continuons de croire qu'il est naturel pour eux de défendre l'égalité des droits.

J'ai été amenée à travailler sur le thème « Jeunes sous-entreprise », en particulier sous l'angle du cyber-endocrinement. A partir de supports audiovisuels faits par des *game designers* de moins de vingt cinq ans et avec des comédiens, nous essayons de libérer la parole des adolescents, mais aussi des professionnels, des politiques, des institutionnels, qui ne savent plus où ils en sont. Nous analysons avec eux la fascination qu'exercent sur les adolescents les discours de propagande dans lesquels ils entendent la « promesse d'un monde meilleur ». J'utilise ce terme à connotation religieuse, qui correspond à leurs attentes. Je suis intervenue dans les Yvelines, l'Essonne, l'Eure, Paris, ou en Rhône-Alpes, à Marseille. Je serai la semaine prochaine aux Mureaux pour travailler en immersion, puis huit jours dans l'Essonne, huit jours à Poissy, à Mantes-la-Jolie... pour essayer simplement de comprendre. Pour les mêmes raisons, je participe à des recherches internationales dans le cadre du Dialogue euro-arabe à l'UNESCO, en particulier sur les pédagogies mises en œuvre et les manuels scolaires. Il est essentiel de regarder au-delà des frontières et il faut se féliciter de l'ouverture internationale de cette université d'été. **Ce que nous observons en Italie, en Suisse, en Hongrie, en Allemagne, ce sont des mouvements que l'on observe, avec des variantes, également au Maroc, en Tunisie et en Egypte.**

Essayons de ne pas répéter des discours, qui sont perçus comme des pétitions de principe. Essayons de réfléchir à la manière d'écouter les jeunes qui sont actuellement la proie privilégiée des intégristes. C'est aussi une posture militante que de dialoguer avec cette génération du net, dont une partie est attirée par les extrémismes et qui, plus généralement, ne partage pas notre culture historique et politique.

Toutes les périodes d'instabilité et de précarité sont favorables au développement des extrémismes. Mais, aujourd'hui, ceux-ci avancent souvent masqués. Fatima l'a dit tout à l'heure. Les manipulateurs utilisent les brouillages idéologiques, les brouillages sémantiques. **Des « infiltrés » font des professions de foi, si j'ose dire, laïques et**

féministes, qui cachent en réalité une pensée différentialiste sur le genre, et dressent des frontières entre le pur et l'impur, le « bon croyant » et de l'impie, et essentialisent les identités de genre. D'un autre côté, les extrémistes de l'antisystème, mettent en exergue l'impuissance des politiques et prônent un changement radical de la société. Les uns et les autres touchent les adolescents en alimentant leur désir d'une autre vie. Là où nous ne sommes pas suffisamment explicites, c'est sur la double transformation recherchée par les adolescents : **la transformation de leur vie intérieure et celle de la société.** Et ils cherchent à la traduire quotidiennement, dans leur corps, leurs vêtements, la nourriture et dans leurs relations aux autres. L'incarnation de l'extrémisme rejoint ici les thèmes des pensées millénaristes. Ainsi, la radicalisation est vécue par nombre d'adolescents comme un chemin initiatique.

En étudiant des sites extrémistes et les réseaux sociaux, nous voyons à quel point les simplifications archétypales diffusées par les plus récents moyens de communication sur le net parlent immédiatement aux jeunes : ils se servent de l'imagerie religieuse millénaire avec les techniques des films ou des séries de science-fiction et celles des jeux vidéo. Ces supports audiovisuels captivent en général l'auditoire. Quant aux saynètes où chacun joue le rôle qu'il a envie de jouer en fonction des questions qu'il se pose dans la vie quotidienne, il est troublant et illustratif de voir réapparaître tous les clichés et les codes véhiculés par les pratiques religieuses traditionnelles : *« Toi qui n'es pas reconnu, qui n'as pas ta place dans la société, toi qui as été humilié..., je te tends la main, je te reconnais et tu vas devenir un homme bon, qui rencontrera tes frères. »* Il faut remonter les siècles pour trouver dans la Bible la référence à « L'homme nouveau ». Mais tous les totalitarismes ont eu recours au même discours qu'il s'agisse de « l'homme véritable » en Union soviétique ou de l'*Übermensch* dans l'Allemagne nazie. L'idée d'allier la transformation de soi à la transformation radicale de la société touche profondément des jeunes qui se sentent « victimes d'un système où ils n'ont pas d'avenir ».

Une remarque. Nous sommes, nous aussi, dans les ambiguïtés concernant la question de l'égalité femmes/hommes. **Les laïques, par exemple, ont souvent été contre le droit de vote des femmes par crainte qu'elles ne votent comme leur confesseur.** Lorsque j'étais présidente de la Ligue de l'enseignement, nous avons réalisé des actions novatrices sur la place des femmes sur les ondes et les écrans, avec les journalistes de la presse et de la télévision, lors des universités d'été, et dans l'éducation des jeunes aux médias. Mais le machisme a la vie dure. Il fallut attendre plusieurs années pour que réapparaisse cette réflexion à l'occasion du développement des réseaux sociaux. Même dans les milieux avertis, qui ont une culture politique, la critique des représentations de la femme sur les écrans, sur les jeux vidéo, est relativement faible... Lorsque j'ai quitté la présidence de la Ligue de l'enseignement, j'ai été obligée de déclarer que je n'avais pas l'intention de rester une décoration florale au milieu de la table du banquet républicain.

Applaudissements.

Pour travailler avec les jeunes en voie de radicalisation, il est nécessaire de traiter de la question des femmes, du sexisme, du refus de la mixité, du mythe du héros viril. Mais avant d'aborder ces thèmes directement, il convient de recourir à la technique du

décentrement : faire deviner qui sont les auteurs, à quelle époque et dans quel pays, de textes et de documents que je leur présente sans mentionner l'origine, qu'ils soient des premiers siècles de la chrétienté, du *Tea party* américain, des ultra-orthodoxes juifs de Jérusalem, de dirigeants polonais actuels... Les lycéens croient presque toujours que les auteurs sont musulmans vivant actuellement en Arabie saoudite, au Qatar ou en Algérie ! Quand ils découvrent que ces documents qui prônent l'abstinence, la virginité au mariage, la relégation des femmes au foyer ne sont pas le signe original d'une culture, mais l'expression de courants de pensée qui ont en commun l'intégrisme sexiste, alors nous pouvons commencer à discuter et à travailler sur d'autres documents traitant de l'égalité des personnes et de l'égalité des droits. Mais il fallait dans un premier temps, les bousculer dans leurs certitudes.

Avec la montée des intégrismes, on assiste non seulement à un surgissement de radicalités politiques, comme l'histoire en fournit de nombreux exemples, mais à des extrémismes religieux y compris dans des sociétés de plus en plus sécularisées et laïques. **La référence à une transcendance légitime les haines et les violences, elle sert d'alibi aux dénonciations, elle enferme dans des identités closes, mais elle joue sur l'émotionnel, le symbolique et l'affectif. Le débat démocratique, rationnel, est très vite obsolète.** Si la critique des inégalités, des injustices et de l'humiliation sociale, est pertinente, la réponse trouvée dans l'intégrisme religieux conduit à des interprétations délirantes autour du pur et de l'impur. Et c'est là où la condition des femmes apparaît afin d'accréditer une vision du monde genrée et justifier toutes les iniquités contre les femmes et les homosexuels. L'enfermement sert à se prémunir du contact avec un monde de mécréants et d'impurs, des autojustifications sont répétées sous formes de slogans, tel celui des jeunes filles voilées : « *C'est mon droit. C'est mon choix. C'est ma foi.* » La perception que peut avoir la société environnante de la visibilité de leur vêtement, à la fois religieux et culturel, n'est ni entendue ni même imaginée. **Les autres n'existent pas.**

J'aimerais développer trois points :

- la logique commune à tous les extrémismes, en insistant sur les traits spécifiques des extrémismes religieux.
- la femme au cœur de la radicalisation religieuse
- la servitude volontaire au bénéfice de la domination masculine

1. Une logique commune aux extrémismes

Les mots et les discours que nous prononçons ne sont pas anodins, ils traduisent les changements de mentalités. Lorsque j'entends, aujourd'hui, des lycéens et lycéennes ponctuer chacune de leur phrase par des « putain », et une série d'insultes sexistes, lorsque l'injure « pédé » est désormais courante, au même titre que les injures antisémites, nous mesurons l'importance des représentations forgées sur des discriminations, notamment celles portant sur le genre. Les extrémismes religieux et les logiques commerciales de la société de consommation ont répandu une vision manichéenne du monde. Ils obéissent à une logique commune qui est : « *Nous avons un but à atteindre, et nous allons nous donner tous*

les moyens pour cela. La fin justifie les moyens ». L'efficacité du message ne s'embarrasse pas de contradiction, de doute, de complexité. Il y a des vérités simples assénées sans discussion possible. Mais avec les extrémismes religieux, la pensée se fait globale, totalitaire au nom d'une force supérieure : « *On peut détruire, insulter, exploiter, car ce qui compte est ce qui vient après* ». Au-delà d'un classique rapport de force, la volonté est l'assujettissement de l'autre, voire l'élimination des réfractaires considérés comme des « taches » que l'on nettoie, que l'on efface.

Parmi les points communs à tous les extrémismes, il y a **le simplisme de l'explication du monde avec une vision unilatérale sans nuance**. Il faut désigner sans hésitation où sont les bons et où sont les méchants. Les clichés et les stéréotypes, les phrases chocs sont assénées de façon répétitive. L'amalgame se présente comme une cohérence de la pensée, le jugement a priori comme une affirmation normative. Cela constitue le terrain propice à la théorie du complot. Les adolescents en arrivent à croire des discours paranoïaques, qui remettent tout en cause et renvoient les responsabilités à l'extérieur. Ainsi, les jeunes « sous emprise » se pensent autorisés à une critique radicale de la culture scolaire, de la culture républicaine, au nom d'explications trouvées sur le net. C'est l'occasion de voir resurgir les stéréotypes de la fin des années 1930. « *Les Illuminati, les juifs, les francs-maçons... seraient à l'origine de tout ce que ne va pas dans le monde et soupçonnés d'entretenir des mensonges à leur profit.* » Il suffit d'ajouter à la liste : les impies, les apostats, les croisés, les occidentaux pour lier théorie du complot et intégrisme religieux. Paradoxalement, ceux qui se laissent le plus facilement bernier par les intégristes sont ceux qui se livrent au complotisme. Toutes les catégories discriminatoires, qui distribuent et hiérarchisent, servent à organiser le monde et à prédire son destin jusqu'à sa fin, jusqu'à annoncer l'apocalypse. La discrimination, qu'elle soit fondée sur la race, le sexe, la pureté de la foi, prétend donner une compréhension de l'univers et diabolise tous ceux qui ne font pas partie des « élus ». **A ce sujet, remarquons le danger de diaboliser, à notre tour, les extrémistes, car nous risquons d'entrer dans leur logique et de renforcer leur détermination.** L'esprit critique et l'humour permettent plus sûrement de démonter leurs explications, y compris en ce qu'elles ont de ridicule.

Un troisième élément commun à tous les extrémistes, **est leur prétention messianique**. Ils se croient des sauveurs : ils disent vouloir redonner leur dignité aux humiliés et sortir les victimes de leur condition. La consultation des sites montre **à quel point la victimisation constitue, avec la théorie du complot, le terreau fertile des extrémismes**. Les jeunes radicalisés disent souvent : « *Nous en avons assez du paternalisme. Nous ne sommes pas des victimes. Nous voulons devenir des héros, nous ne sommes pas les assistés des croisés.* » Avec les meilleures intentions, le discours paternaliste, condescendant et misérabiliste, politiquement correct, en direction de ces jeunes est de moins en moins supporté. Par contraste, il sert les extrémismes qui présentent, eux, la perspective de devenir acteur de sa vie jusqu'à choisir le sacrifice. Car les extrémistes promettent un âge d'or, l'accès au paradis, plus parfait encore que les lendemains qui chantent. Ils les entraînent à combattre, leur offrent le rôle de guerrier victorieux, protégé et protecteur... avec toutes les belles images du héros viril.

Un dernier point commun à tous les extrémistes. **Ils ouvrent les portes d'un monde solidaire où les « élus » tissent entre eux une fraternité qui accepte les épreuves et lie les adeptes par un serment d'allégeance** : ils se sentent frères parce qu'ils sont prêts à risquer la mort, du moins le disent-ils et essaient-ils de s'en persuader. Nous sommes loin de la fraternité républicaine et de l'amitié républicaine, construites sur la base du contrat social et sur des affinités électives permettant à chacun et chacune d'exprimer ses convictions et ses talents. Les discours des extrémistes utilisent les métaphores identitaires, la similarité et la ressemblance, certainement pas la citoyenneté fondée sur un rapport d'égalité. **Alors, pourquoi les éducateurs sont-ils arc-boutés sur la seule rationalité, en laissant aux extrémismes la pensée symbolique, les métaphores, l'incarnation des idées et des engagements, dans des figures qui font rêver les jeunes ?**

Il ne suffit pas de promettre un monde meilleur pour rallier les adolescents : les extrémismes religieux vont bien au-delà en promettant le paradis. Ils surpassent en cela les extrémismes politiques, qui s'inscrivent dans le temps des sociétés. Tenant compte de l'évolution des mœurs, Marine Le Pen ne se hasarderait pas à un discours antiféministe et elle n'aurait cure d'avoir des conseillers homosexuels. Les spécificités de l'extrémisme religieux, qui englobe l'extrémisme politique, mais se veut atemporel, consistent à utiliser des archétypes pour habiller son dessein politique d'une soi-disant spiritualité. Soyons clairs sur les définitions : l'intégrisme est l'instrumentalisation politique du religieux. **Alors, pourquoi, aujourd'hui, au mépris de la laïcité, lorsque les autorités publiques se heurtent à un problème social, réunissent-ils un aréopage de ministres du culte : l'imam, le rabbin, le curé... ?** La réponse aux extrémismes ne peut être théologique. La réponse doit être républicaine. Même si les religieux ont une lourde responsabilité dans ce que certains font dire aux sources de leur foi, ne faisons pas de l'endoctrinement des jeunes un combat réservé aux théologiens !

Applaudissements.

2. Les intégrismes religieux et les femmes

L'intégrisme religieux a de multiples attraits pour des jeunes en quête d'identité. **Sa légitimité**, tout d'abord. Il ne présente pas seulement un programme radical, il parle au nom de Dieu. Dieu est le créateur de l'univers et le grand ordonnateur du monde. Il est avec vous et vous protège. Il vous pardonnera vos péchés si vous êtes un « bon croyant », un pur. **Or, précisément, ce sont les hommes qui sont purs et, sauf exception, dans leur vision manichéenne, les femmes doivent subir des rites de purification, ne plus se montrer et se mêler aux hommes au-delà de la puberté, parce qu'elles sont impures...La séparation entre les sexes est fondatrice de l'ordre du monde.** Au point de créer des murs entre lesquels les femmes sont claquemurées (dans le logement et le vêtement) pour introduire des séparations avec les incroyants, les hommes et les croisés. Combien d'adolescents ne m'ont-ils pas demandé : « *Mais, Madame, c'est comment chez vous ?* » « *Chez moi, qu'est-ce que cela veut dire ?* » « *Chez vous, les chrétiens.* » De temps en temps, ils disent « *les blancs.* » ... Est-ce à cause de la couleur de mes cheveux ? Faire semblant de ne pas comprendre leur question, les désarçonne, car c'est leur modèle de pensée qui est interpellé. « *Dieu a voulu les choses ainsi, que les hommes et les femmes, que les croyants et les impies soient séparés. Depuis la*

genèse, depuis des siècles et des siècles, ce sera toujours comme cela ». Ebranler ce modèle immuable, devient sacrilège et blasphématoire. Alors comment réassurer des jeunes qui craignent de sortir d'un schéma que leur ont transmis les parents ou dont ils trouvent un écho sur des écrans propagandistes ?

La religion confère une identité, une double identité : l'identité de croyant et l'identité de genre, « *parce que Dieu l'a voulu ainsi* ». Lisez le très beau livre de Delphine Horvilleur, femme et rabbin : *En tenue d'Eve*. Delphine Horvilleur montre à quel point nous avons transformé les textes et joué sur les traductions pour justifier la primauté d'Adam sur Ève, engendrant des représentations qui ont été transmises au fil des siècles, au motif que cela était l'expression de la volonté de Dieu. Tous les extrémismes religieux fournissent des explications dont la répétition fait office de pertinence et de légitimité. Leur force est de reconnaître un caractère sacré à des rôles de genre assignés par la société. **La différenciation religieuse entérine ainsi une différenciation sociale qui devient une différenciation ontologique.**

Dans la logique de la permanence de la supériorité masculine, il reste alors à combattre le concept d'égalité **au profit de la complémentarité des différences** : l'égalité signifierait l'indifférenciation – et là, les images publicitaires du monde occidental sont appelées à la rescousse pour montrer que cela conduit à la marchandisation du corps des femmes! On rejoint les débats qui ont lieu en Tunisie : faut-il inscrire égalité ou dignité dans la Constitution ? Sur les sites islamistes le propos est clair : « *Tu trouveras ta dignité de femme en étant complémentaire de l'homme, complémentaire du héros, parce que le héros ne peut vivre sans toi et tu lui donneras une descendance qui permettra la propagation de la foi.* » Les jeunes filles sont très sensibles à ce discours, qui rappelle celui du mythe du Prince charmant. Les extrémismes jouent sur quelque chose de profond dans la psychologie des adolescentes.

Il est nécessaire de tenir compte des rêves des adolescents pour dévoiler les motivations des intégristes religieux. Pourquoi les jeunes filles ont-elles **l'illusion du choix** quand il leur est proposé de désigner, sur photo, le héros avec lequel elles seront mariées ? Leur réponse est unanime « *Vous croyez que les garçons de mon quartier me font rêver ? Je les connais, ils sont violents, ils nous agressent, ils ne respectent pas les filles...* » Et c'est pourquoi il est nécessaire de travailler aussi avec les garçons, si l'on veut combattre ce sexisme qui se pare du respect des préceptes religieux. Mais au-delà, il convient de leur montrer toutes les libertés qu'il est possible d'exercer dans une société laïque, à l'encontre des interdits et des tabous sexuels qui sont imposés par les intégristes. Fous de Dieu ou fous du sexe, ces intégristes ? Dévoiler ce que peuvent être les relations amoureuses, l'amitié, la découverte d'autres milieux et d'autres cultures, le travail en équipe, un métier... lorsque l'on arrive à dépasser l'enfermement des rôles de genre, assignés, c'est une véritable satisfaction de voir les yeux s'ouvrir et s'éclairer. C'est comme si on mettait à leur portée un monde de liberté.

Quel que soit le discours extrémiste aujourd'hui, tout tourne autour de la pureté et de l'impureté. Il faut arriver pur au mariage et au moment du jugement dernier. Il faut s'y

préparer dès l'enfance. La liste des prescriptions et des interdits religieux est symptomatique : **l'essentiel tourne autour du corps et de la sexualité.**

Lorsque j'animais, à la Commission nationale consultative des Droits de l'Homme, le groupe *Liberté d'expression religieuse dans une société laïque*, en présence des grands dignitaires religieux - l'évêque de Paris, Jean-Marie Lustiger, le Grand Rabbin Sitruk, les représentants des Eglises protestantes, le Recteur de la Mosquée de Paris, j'étais la seule femme. Je leur ai proposé de faire un tableau de leurs revendications en quatre colonnes : le temps du religieux, l'espace du religieux, le corps et le religieux, le statut des personnes et le religieux. Les deux premières colonnes n'ont guère posé problème et ce fut un hommage unanime à la laïcité qui fait droit aux demandes sur un principe d'égalité. Les discussions devinrent plus vives, en revanche, lorsque furent abordées la question du corps et celle du statut des personnes. Cela a commencé avec la nourriture et le vêtement. Sur ces deux points, les protestants et Jean-Marie Lustiger ont à nouveau salué la laïcité (et Vatican II) : « *Sauf pour les missionnaires à l'étranger, nous portons des habits civils et, grâce à la laïcité, nous n'avons plus besoin de manger du poisson le vendredi pour être catholiques. Nous ne croyons pas que Dieu regarde ce qu'il y a dans notre assiette* ». Avec le judaïsme et l'islam, les débats furent plus vifs, mais dans les années 90, nous débattions de façon plus libre qu'aujourd'hui et avec humour.

Les différentes significations du voile ont pu être abordées, en revanche la justification ou non de son port par les femmes et sa perception par l'entourage ont été éludées. **Les débats sur le voile annonçaient la délicate question de la sexualité. Nous n'avons pas pu arriver à un accord sauf à dire que, dans un pays laïque, c'est la loi civile qui l'emporte sur la loi religieuse... et c'était déjà essentiel. En vérité, bien en deçà des intégrismes, les religieux étaient très mal à l'aise avec la virginité au mariage, la contraception, l'IVG, l'homosexualité, le mariage mixte, les relations sexuelles hors mariage, et il était impensable d'en débattre vraiment.** Nous pouvions poser des questions, mais les réponses semblaient aussi fermées que dans un tabernacle. Aujourd'hui, c'est la voix des traditionnalistes et des extrémismes qui se fait le plus entendre.

L'idée que la femme est une tentatrice qui séduit et fait perdre la maîtrise de soi aux hommes, et qu'elle « se rachète » en enfantant est, en réalité, plus répandue qu'il n'y paraît. Il reste la mission de transmettre, pas seulement la vie, mais les traditions. **Et nous savons toutes que pour aider les femmes à s'affirmer, des actions sur les mémoires sont des leviers importants à l'émancipation des femmes.** Encore faut-il que ces actions débouchent sur autre chose que la « pédagogie du couscous ou de la paella ».

3. *La soumission volontaire*

« *Un garçon et une fille doivent être élevés différemment dès le plus jeune âge*, expliquaient des assistantes maternelles agréées en Seine-Saint-Denis. *Quand une petite fille pleure, il faut la laisser pleurer, parce qu'elle doit apprendre la patience et la souffrance qu'elle connaîtra toute sa vie. Lorsqu'un petit garçon pleure, il faut le satisfaire immédiatement en lui donnant à manger, en le caressant et en lui chantant des chansons* ». Comment mieux exprimer ce qui sera intériorisé

par la suite, **jusqu'à engendrer chez de nombreuses femmes, une soumission volontaire dont elles n'ont pas conscience.** Elles seront ainsi, maintenues dans une condition infériorisée, avec leur assentiment.

Les tabous et les interdits sexuels sont essentiels à ce que Michel Foucault appelait : « *La police des corps, qui est aussi la police des populations.* » **Il y a dans les extrémismes religieux une véritable obsession de la soumission, une relation de dépendance de la femme à l'homme.** Tout est fait dans sa vie quotidienne, physiquement et affectivement, pour que le temps soit scandé par des obligations qui la maintiendront sous tutelle - comme c'est encore le cas dans de nombreux pays. L'argument de la pudeur, conjoint à celui de la pureté, est en permanence réaffirmé contre ce « *monde dépravé de l'occident, où le corps de la femme est une marchandise, une pièce de monnaie qui passerait de main en main* ». Dans les idéologies intégristes, on redoute que la femme devienne une citoyenne, une personne à part entière, libre de ses choix. **Le phénomène de l'emprise est tellement intériorisé, que la dépendance est banalisée.** « *Lorsqu'on commence à en être consciente, remarquait une jeune femme en insertion professionnelle, on a le vertige, une sorte de peur du vide, on ressent une insécurité au fond de soi. Les limites sont perdues et le cadre familial ne vous soutient plus.* »

Permettez-moi un témoignage. J'ai vécu en Algérie un mois dans une famille amie (une mère et ses deux filles). Pour ne pas leur attirer d'ennuis, je me voilais lorsque je sortais. Je me couvrais les cheveux et j'avais des manches et des jupes longues Je me suis donc couverte pendant un mois, tous les jours. C'était dans les années 90. Il y avait trop de risques pour mes hôtes. Rappelons les 220 000 morts en Algérie, dans les années 90, lors des conflits avec le GIA, l'armée et le FIS. J'aimerais dire à quel point l'habitude de se couvrir le corps devient en quelque sorte « naturelle ». Et lorsque vous enlevez le foulard et les manches longues, vous avez l'impression de vous dénuder. Car il n'y a pas seulement l'attitude corporelle pour soi, mais le regard des autres. L'une des filles de cette famille me disait : « *Passer de France en Algérie, c'est comme si je changeais de corps, car tous les regards changent, y compris celui de ma sœur et de ma mère.* » L'expression « *choisir de porter le voile* » est donc impropre, car cela dépend non seulement de sa propre histoire, de ses convictions, mais aussi de l'environnement. **Le regard des autres vous constitue homme ou femme.** C'est vraiment essentiel.

Relisons Ibsen, *La Maison de poupée*, l'auteur norvégien décrit « *Comment le luthéranisme, dans les pays du nord de l'Europe, a permis aux femmes d'intérioriser leur rôle de femme soumise en incluant les rôles familiaux et sociaux dans un ensemble de règles qui se prétendaient immuables* ». **C'est pourquoi la laïcité est une véritable révolution qui change profondément les mentalités : la loi religieuse et les injonctions ou les interdits qu'elle pose ne peuvent s'imposer à la loi civile.** Il est toujours possible, à titre personnel, de choisir d'arriver vierge au mariage, mais la virginité ne peut pas être une condition du mariage qui s'imposera à toutes. Ecrivons avec des adolescents le tableau des libertés auxquelles ils aspirent en leur posant les questions : « *Dans quelle société vivez-vous ? Quelles libertés y avez-vous ? Quels droits aimeriez-vous avoir ?* » La réponse est évidente : la loi laïque l'emporte sur les interdits religieux. Alors pourquoi n'en faisons-nous pas plus souvent la démonstration ?

Applaudissements.

Le conditionnement sur le long terme et le confinement dans un rôle finissent par oblitérer l'imaginaire d'un autre monde, d'un ailleurs, et le désir de libertés à conquérir. **La servitude volontaire n'est jamais factuelle. Elle s'imprime dès la naissance, et même avant la naissance, jusqu'à la mort. Les travaux sur l'esclavage sont des plus significatifs sur l'intériorisation durable de la soumission.** Franz Fanon et Albert Memmi ont montré la permanence du sentiment de domination, de génération en génération. **De même, les intégrismes façonnent les personnalités dans le temps long et ils finissent par enserrer les femmes dans les limites de l'espace du dedans coupé de l'espace du dehors ;** ils les obligent à une schizophrénie de leur pensée et de leur mouvement selon les lieux. Alors, en fin de vie, certaines femmes se vengent de leur enfermement sur les plus jeunes pour qu'elles connaissent les mêmes souffrances qu'elles ont du endurer : les belles-mères sont redoutables pour les jeunes mariées.

Quelle est l'échappatoire ? Le rêve, le fantasme. C'est le fait de se faire plaisir entre femmes. Souvenez-vous du *Harem et les cousins*, de Germaine Tillon. La mixité avec les hommes attire, mais effraie ; elle devient très vite un danger qui sera sans cesse rappelé. Il reste l'illusion du choix dans des petites choses de la vie quotidienne avec, parfois, les ruses bien connues des femmes soumises, leurs tromperies si souvent décrites dans la littérature et les contes.

Il est vrai que les techniques d'enfermement des femmes ne sont pas sans perversité –à la maison, dans le quartier et dans les activités quotidiennes. Celle qui enfreint les règles doit avoir beaucoup de courage. Combien de sorties manquées ! Que dire à un père qui refuse que sa fille lycéenne, à Argenteuil, participe avec sa classe à une sortie au Mémorial de Caen et qui menace la proviseure : « *Ce serait de votre faute si elle tombait enceinte.* »

Lorsque nous luttons pour l'émancipation des femmes, il faut être exemplaires et responsables dans la prise en compte des souffrances que cela peut engendrer. **Abandonner un cadre de vie qui, certes, opprime, mais qui rassure n'est pas anodin. D'où l'importance de la pédagogie et de l'accompagnement.** Il est essentiel de faire comprendre aux politiques qu'il ne suffit pas de dénoncer les violences faites aux femmes, sans les moyens d'un accompagnement, sans favoriser le plaisir du partage et des combats communs que les associations savent mettre en œuvre.

C'est la capacité à considérer chaque femme en tant que personne qui nous permet de lutter contre l'endoctrinement. Cela signifie l'importance du travail individualisé sur des trajectoires, en insistant sur les croisements avec d'autres itinéraires de vie. **Faire croire qu'il y a des identités qui n'ont jamais été dans l'échange, la mixité, le mélange est tellement absurde !**

Mais rappelons-nous : Seuls les combats que nous n'engageons pas, sont déjà perdus.

Applaudissements.

DÉBAT

Fatima LALEM

Merci beaucoup, Jacqueline, pour cette passionnante intervention. La parole est à la salle.

De la salle

Je vous remercie pour votre intervention. Cela fait 30 ans que je suis féministe. J'ai l'impression qu'il y a un moment où nous péchons par dogmatisme, et cela m'interpelle beaucoup.

De quelle façon faire face ? Les moyens sont totalement différents à ce jour. Quand je vois un petit enfant complètement collé devant un écran sans qu'il y ait un moyen de réflexion, lorsque je vois la moindre *fake news* qui va de façon virale s'emparer des pensées de nos enfants, de nos filles et nos petites filles, je m'interroge.

Bernadette VAN DEN DRIESSCHE

Je suis de la Maison des Femmes des Côtes-d'Armor. Ma première question porte sur les spécificités des extrémismes religieux par rapport à d'autres extrémismes. J'aurais bien aimé savoir si vous vous êtes arrêtée sur la question de la différence entre cet extrémisme religieux et la religion.

Tout le monde dit : « *Nous sommes d'accord sur le respect des religions.* » Chacun a droit à sa religion, pour moi. Je ne vois pas très bien la frontière entre certaines choses que vous dites, qui sont spécifiques de l'extrémisme, et la pratique d'une religion qui ne serait pas extrémiste.

Si nous voulons la laïcité, je pense qu'il faut que nous sachions exactement de quoi nous parlons. C'est une question que je me suis toujours posée. Etant bretonne, j'ai été élevée dans un milieu catholique, bien que je sois athée maintenant. Cela m'a permis de comprendre le fonctionnement de la religion. Je me suis toujours posé la question : pourquoi dans un pays où il y a une constitution française d'égalité, n'obligeons-nous pas les religions à être en conformité avec notre constitution ?

J'ai une dernière question. Je ne considère pas les jeunes comme un groupe homogène, on le fait parce que nous avons peur de la discrimination. La question que nous nous posons au niveau du CIDFF, c'est qu'il serait peut-être important de ne pas représenter la jeunesse comme quelque chose de totalement homogène. Avez-vous trouvé une action plus générale qui s'intéresserait à un public jeune qui va vers la radicalisation ?

De la salle

Merci pour votre présentation du vote Front national. Il nous a permis de le connaître et de le remettre à sa place. Seulement, sur le terrain, je pense qu'autour de nous, chacune constate qu'il y a quand même dans les esprits un certain nombre de pensées qui avancent, parfois de manière souterraine, parfois de manière très ouverte auprès des jeunes et des moins jeunes, des hommes et des femmes.

Nous devons certainement repenser nos façons d'intervenir, nos façons d'interpeller et nos façons d'être avec ces jeunes. Je crois beaucoup en la communication auprès des jeunes. Lorsque nous parlons de laïcité, c'est là aussi où l'école doit apporter quelque chose. Et puis, je suis désolée, mais c'est aussi aux lois de poser un cadre pour que les choses avancent. Nous sommes démunis. Les associations travaillent sur ces sujets, je pense que nous devons également travailler avec elles, avec nos compétences et nos orientations.

Fatima LALEM

Merci. Nous allons peut-être arrêter les questions. Je vais donner la parole à nos intervenantes.

Christèle MARCHAND-LAGIER

Je vais rebondir sur les questions auxquelles je peux répondre. Au niveau des jeunes, ce ne sont absolument pas des groupes homogènes.

Par commodité de présentation, j'ai pris les 18-25 ans. Mais nous savons bien que les 18-20 ans n'ont pas le même comportement électoral que les 20-25 ans. Ils sont rassemblés dans des catégories génériques, de plus, les milieux sociaux interviennent évidemment.

Les différences socioprofessionnelles font que nous sommes sur des groupes. Ce n'est absolument pas un groupe homogène. Il faut à chaque fois les différencier. Les cas que j'ai présentés sont des jeunes sur lesquels j'ai travaillé qui déclarent un vote Front national.

Si je parle de ce qui me rapproche des gens que j'ai rencontrés, plutôt que de ce qui me différencie d'eux, il y a beaucoup de choses qui nous rapprochent. La générosité, par exemple. Ce sont des choses qui sont aussi présentes chez les gens qui votent FN. Nous avons évidemment du mal à le penser.

Une des solutions par rapport à ce que vous disiez, c'est sans doute de partir de ce qui est commun. C'est la même chose avec les jeunes. C'est-à-dire partir de ce qui nous rassemble pour essayer d'emprunter des chemins différents et leur montrer que c'est possible, au lieu de rester dans ceux où ils sont en train de s'enfermer.

Vous disiez : « *Nous sommes confrontés à des discours, à des pensées qui nous choquent, y compris chez les plus jeunes.* » Je pense qu'il y a un vrai travail à faire pour clarifier les choses.

Les politiques ont également une responsabilité. Chez nous par exemple, la droite a brouillé les lignes avec l'extrême droite de manière phénoménale. Les gens ne s'y retrouvent plus. Certaines personnes se laissent aller à des discours qu'ils ne se seraient pas autorisés à tenir, il y a quelques années. C'est devenu « normal » de parler de cette manière-là. C'est à nous, à chacun, dans nos réseaux, dans nos familles, dans nos environnements, de dire qu'il y a des choses qui ne se disent pas, qu'il n'est pas possible de dire, parce que la loi ne le permet pas, parce que nous portons atteinte à un certain nombre de personnes. Dans nos familles, par rapport à nos enfants, nous devons donner l'exemple de femmes qui résistent au quotidien dans le couple, dans la famille, pour ménager leur place. Je pense que cela passe aussi par cet exemple-là auprès des jeunes générations.

Jacqueline COSTA-LASCOUX

Je suis tout à fait d'accord avec ce que tu viens de dire.

Pour ce qui est d'un certain dogmatisme dans la défense des droits des femmes, je dirais que nous avons eu la légitimité politique pour engager cette défense, mais nous n'avons peut-être pas su être suffisamment pédagogues. Nous n'avons pas su anticiper la quête identitaire de nombreux jeunes au moment où se produisait une dégradation de la culture politique et citoyenne. Nous restions dans une sorte de connivence entre nous. Notre projet d'égalité semblait évident, mais cela ne l'était pas dans certains milieux. Il faut donc savoir de quelle manière, aujourd'hui, travailler avec des personnes qui semblent éloignées de nos combats.

Il y a aussi la responsabilité des politiques, leur manque d'audace et de courage pour défendre des valeurs comme la laïcité et comme l'égalité femme/homme. Les politiques, mais aussi les associations, ont eu peur de stigmatiser des populations immigrées déjà vulnérables socialement. Ils se sont autocensurés. Je ne dirais donc pas que nous avons raté une marche, puisque notre combat était légitime, mais nous avons minimisé l'inertie des mentalités et les décalages culturels. Il faut changer nos méthodes, redynamiser le combat politique pour faire en sorte que les droits avancent et que les lois soient appliquées. **Cela suffit, le paternalisme politique. Cela suffit.**

Applaudissements.

La religion et ses usages, c'est un vaste sujet. Combien nous a servi l'islamisme pour ne pas voir la ré-imprégnation religieuse dans beaucoup de pays et dans beaucoup de milieux aujourd'hui en France ! Les religieux sont aujourd'hui engagés dans une sorte de surenchère. Lorsque j'ai mentionné le travail avec les dignitaires religieux, il y avait à l'époque une ouverture que je ne retrouve pas aujourd'hui : on parle de dialogue, mais les extrémistes sont les plus présents. Ne confondons pas la multiplication et la ritualisation de certaines pratiques, avec le retour du religieux : 60% de la population française se dit indifférente aux religions.

Juste pour rire, je vais terminer sur le dialogue que j'ai eu avec l'organisateur du mouvement *Sens commun* à Nancy. Il était le responsable pour toute la région du Grand-est, un monsieur très courtois. Voici ce dialogue : « *J'essaye de comprendre. Vous avez le droit de manifester contre un projet de loi. Tout le monde a le droit de manifester. Mais que voulez-vous ?* Réponse : « *La défense de la famille.* » Je lui rétorque : « *Laquelle ? Papa, maman et les deux enfants, comme nous l'avons connue sociologiquement après la Seconde Guerre mondiale, ou la famille nombreuse de 11 ou 12 enfants ? Les familles déchirées dans des périodes extrêmement troublées. Les familles aristocratiques ou de la grande bourgeoisie qui confiaient leurs enfants à des nourrices ? Les familles où les homosexuels étaient obligés de se marier entraînant de grandes souffrances pour le couple et les enfants ? La famille où le fils aîné faisait ses premières armes avec la bonne et lorsque celle-ci tombait enceinte, elle était licenciée ou abandonnait son enfant à un orphelinat dans ce fameux « tour » qui permettait de le faire en catimini. De quelle structure familiale parlez-vous ?* » Toute son argumentation est tombée à ce moment-là. Je lui ai alors assuré que la loi, une fois votée, ne l'obligerait pas à se marier avec un homme. De même le mariage à l'église ou à la synagogue ou à la mosquée est un choix qu'il ne s'agit pas d'imposer.

Au niveau de l'éducation, il ne s'agit pas seulement de transmettre des savoirs techniques ou d'imposer des leçons à apprendre, mais **de faire réfléchir aux significations et aux conséquences des paroles et des actes.** Nous travaillons beaucoup dans les établissements

scolaires, Fatima et moi. Nous réalisons beaucoup de choses et c'est là que nous n'avons pas le droit d'échouer.

Applaudissements.

Fatima LALEM

Merci beaucoup. Nous aurons le temps de revenir sur ces questions essentielles dans les débats cet après-midi. Nous voyons bien où se trouve l'enjeu central, c'est effectivement de travailler ensemble. Nous avons envie de nous mobiliser. Lorsque nous discutons avec des militantes, avec des chercheur.e.s comme Jacqueline, Christèle et d'autres, nous voyons bien quels sont les fils conducteurs, les pistes... Rien ne se réglera rapidement. Il y a également toutes les stratégies politiques et politiciennes, parfois de véritables deals qui sont gravissimes !

A tout à l'heure. Bon appétit.

Pause méridienne.

TABLE RONDE 1

« Approches diverses des extrémismes en France »

Témoignages d'associations, de militantes politiques et d'élues

- *Michèle LOUP, membre du bureau de l'ADF, présidente d'honneur d'ECVF, modératrice*
- *Jacqueline DEVIER, candidate aux législatives (06), « Faire peur à ceux qui ont peur »*
- *Nathalie LANZI, vice-présidente de la Région Nouvelle-Aquitaine*
- *Sabine SALMON, présidente nationale de Femmes Solidaires*

Michèle LOUP

Bonjour à toutes. Merci d'être présentes cet après-midi. Pour introduire cette première table ronde, nous allons revenir sur notre thème principal : résister à l'extrémisme, une urgence pour les droits des femmes en France, en Europe et dans le monde.

Notre table ronde portera plus particulièrement sur les approches diverses des extrémismes en France, le témoignage d'associations, de militant.e.es politiques et d'élue.e.s.

Ce matin **Christèle Marchand-Lagier** nous a permis d'avoir une meilleure compréhension du vote des femmes en faveur du Front national, de la diversité de leurs motivations, de la désidéologisation de ce vote, du rôle dominant de la matrice conjugale, familiale et environnementale dans ce vote. C'est un électorat relativement mouvant.

Jacqueline **Costa-Lascoux** nous a apporté des éléments de réflexion sur les extrémismes religieux, notamment auprès des jeunes. Elle nous a parlé de la logique commune à tous les

extrémismes, et de quelle manière la communication est au centre de toutes les préoccupations de cet extrémisme, au travers de manipulations diverses.

Elle nous a fait approcher aussi le problème de la « servitude volontaire » des femmes.

Dans cette première table ronde, à travers les témoignages de nos trois intervenantes que je vais vous présenter tout à l'heure, nous allons aborder la question des femmes et de leurs droits en France, face aux extrémismes religieux et politiques, sachant que les niveaux européens et internationaux seront abordés demain.

- De quelle manière ces extrémismes agissent-ils dans nos territoires ?
- De quelle façon pouvons-nous lutter contre eux ?
- Quelles erreurs ne faut-il pas commettre ?

Les conservatismes de droite et d'extrême droite, les extrémismes politiques, les extrémismes religieux d'origines diverses - et surtout catholiques et musulmans - se rejoignent tous et s'unissent contre les droits des femmes. Nous l'avons vu au moment de la « loi sur le mariage pour tous ». Nous les avons vus uni.e.s contre le principe de l'égalité, ainsi que leurs attaques conjointes contre une prétendue « théorie du genre ». Ils ont tous une même idéologie vis-à-vis des femmes. La place des femmes est à la maison, comme épouse et comme mère. Elles sont gardiennes des traditions, de la transmission de cette tradition patriarcale. Elles sont objets et non sujettes au bonheur.

La gauche et l'extrême-gauche, qui historiquement ont soutenu les revendications et les luttes des femmes dans leur émancipation, ont pour partie, par naïveté, par opportunisme politique et par culpabilité postcoloniale, pris le parti du réalisme culturel, abandonné le combat féministe, privilégié une intersectionnalité erronée où les féministes sont considérées comme des ennemi.e.s de classe néocoloniale.

Les élu.e.s et le pouvoir politique, pour se faire élire ou réélire, ont instrumentalisé les associations communautaristes, dont ils se trouvent aujourd'hui les otages. Nous l'avons vu à Bagnolet par exemple, où un adjoint au maire au moment du 40^e anniversaire de la loi Veil s'est permis de dire auprès de la communauté d'agglomérations que les femmes qui avortaient étaient des meurtrières. Le maire a refusé de lui retirer son poste d'adjoint malgré nos manifestations. Nous avons fait deux manifestations au conseil municipal, et il s'en est moqué.

Le manque de courage politique des élu.e.s face aux extrémistes politiques et religieux permet à ces extrémistes d'accroître chaque jour leurs revendications et petit à petit de grignoter et d'attaquer les droits des femmes, ainsi que la laïcité et les acquis républicains. Il faut voir aujourd'hui les crèches apparaître dans les mairies !

Je vais à présent laisser la place à nos trois intervenantes.

La première est Jacqueline Devier. Elle va nous parler de sa candidature aux élections législatives dans les Alpes-Maritimes. Jacqueline est récemment retraitée. Elle a fait toute sa carrière à Air France comme personnel au sol. Elle est militante à la CFDT. Jacqueline a été très active tout au long de sa vie pour l'avancement des droits des employées et des femmes, en étant entre autres co-fondatrice de Laïcité 06. Elle est secrétaire générale déléguée aux droits des femmes et à l'égalité au parti socialiste du 06. Elle est adhérente à l'Assemblée des femmes et au CIDFF. Elle s'est présentée dernièrement aux élections législatives de 2017

dans la cinquième circonscription des Alpes-Maritimes pour le parti socialiste, prônant les valeurs sociales et progressistes qu'elle a toujours défendues. Elle va donc nous parler de son expérience dans un département acquis à la droite. La ville de Nice est soumise à la droite, voire l'extrême droite, depuis des décennies. Le vote Le Pen y avoisine les 40 % au 2nd tour des législatives, dans les deux circonscriptions où elle était présente contre un candidat LR. Cette situation est peut-être due à une population plus âgée que dans la moyenne des grandes villes de France et aussi à une forte présence de rapatriés d'Algérie. Dans ce contexte, le discours du FN notamment anti-immigrés fonctionne à fond.

Jacqueline DEVIER

Merci, Michèle. Je voudrais d'abord remercier Geneviève de m'avoir invitée aujourd'hui. Lorsqu'elle m'a appelée au lendemain du premier tour des présidentielles, effarée comme nous l'étions tous par les résultats du Front national à Nice et dans les Alpes-Maritimes, elle m'a demandé : « Peux-tu nous faire quelque chose là-dessus, car cela paraît incroyable ? »

Je vais m'appuyer sur ces deux élections. C'est une photographie de ma candidature. Je ne suis ni historienne, ni sociologue, ni politologue. Ce sera juste le petit voyage électoral d'une candidate qui ne le désirait pas forcément et qui y est allée parce que cela lui a été demandé.

Je vais commencer par les paroles de l'hymne de Nice. Vous allez comprendre. Je ne vais pas le chanter : « *Toujours, je chanterai tes montagnes, tes vertes campagnes, ton grand soleil d'or et ta mer d'azur, ton ciel pur, l'odeur de ton printemps, Nissa la Bella.* » Et c'est vrai que cette ville est belle, que cette terre est belle, une folle géographie, les pieds dans la Méditerranée, la tête dans les cimes, qui paresse dans les vignobles des collines, s'échappe dans les serres et les jardins maraîchers de la plaine, remonte par les vallées, les pâturages de transhumance, les stations de ski l'hiver. Qui flâne dans ses musées, ses églises, les ruelles de sa vieille ville dans ses ocres et ses jaunes. Une vision de carte postale ou de dépliant touristique, le décor est planté, la pièce qui s'y joue appelle à la réflexion.

Et puis les résultats ont été là, au lendemain du 1^{er} tour de la campagne présidentielle, les Alpes Maritimes avaient voté majoritairement pour le Front National, 108 communes Front National contre 46 pour les Républicains, 5 pour En Marche et 5 pour les Insoumis. Je ne vais pas vous abreuver de chiffres, au risque de les oublier aussi vite. Alors je vais aller à l'essentiel. Si on analyse de plus près les résultats, les quartiers résidentiels, plutôt huppés et conservateurs, base historique de la droite républicaine ont voté Fillon, le Front National arrivant juste derrière. Les quartiers populaires ont voté pour les extrêmes, Mélenchon, suivi de très près par le Front National. Certains quartiers du centre-ville, un peu bobos, ont voté Macron, les terres agricoles, les vallées de montagne et les quartiers les moins urbains de la ville ont allègrement voté Front National. Je ne vous parle pas du Parti Socialiste, je ne sais pas encore me tirer une balle dans le pied...

Nous verrons que le territoire n'est pas une raison suffisante.

Est-ce réellement une surprise ? Oui parce que le FN gagne plus de 3000 voix depuis 2012 à Nice, même si Fillon l'emporte au 1^{er} tour, oui parce que des petites villes du département comme Contes, qui ont un maire communiste, ont placé la candidate frontiste en tête. Oui parce que près de Nice, l'ancienne vallée rouge du Paillon, a voté Front National à 60%. Maryline Desbiolles, écrivaine et enfant du pays, essaye de comprendre, dans une tribune du Monde au lendemain du 1^{er} tour. « *Dans ma commune il y a une vie associative, des*

équipements culturels, une médiathèque, un musée des arts et traditions populaires, un théâtre, une maison de la musique et de la danse, mais aussi une crèche, des écoles primaires, un collège, un lycée flambant neuf, le taux de chômage est presque deux fois moindre que la moyenne nationale, l'immigration est faible et s'il n'y a aucun foyer redevable de l'impôt sur la fortune, la part des foyers fiscaux imposables est plus élevée que la moyenne ». Alors pourquoi ? Et non, ce n'est pas une surprise, parce que cette ville et ce département ont une longue histoire, d'immigration et de politique tourmentée.

Nice est terre française depuis le 24 Mars 1860, la frontière entre l'ancien Comté de Nice qui faisait partie du Royaume de Piémont-Sardaigne et la France était le fleuve Var, qui limite la ville à l'Ouest. Cette identité niçoise à forte consonance piémontaise et Ligure est fortement ancrée dans les mentalités ; de l'autre côté du Var, Antibes, Cannes pour ne citer que les plus connues, les gens sont « différents ». Être Niçois, c'est en même temps avoir encore la maison de famille dans un village au Piémont ou en Ligurie, où l'on retourne l'été, pour les plus modestes, ou une campagne dans l'arrière-pays pour ceux qui ont mieux réussi. On est Niçois avec un nom piémontais depuis plusieurs générations. Les plus anciens se souviennent que c'est après la guerre que l'on a vu arriver les colonnes de migrants à travers les cols enneigés. Les Italiens représentent à ce moment-là les 3/4 de la communauté étrangère et près du quart de la population totale. Nice s'est enrichie aussi, au fil des soubresauts de l'histoire, des Russes et Arméniens après la Révolution d'Octobre en 1917, et la première guerre mondiale, des Juifs persécutés dans leur pays, des réfugiés espagnols en 1939, des pieds noirs en 1962, des Portugais pendant la dictature de Salazar, des réfugiés venus d'Asie du sud Est, des maghrébins et africains après la décolonisation, entre 1956 et 1972, la France a besoin de main d'œuvre. C'est une immigration à la fois politique (on fuit les pogroms, les révolutions, les dictatures), économique pour ceux qui sont attirés par la prospérité de notre région qui a besoin de se reconstruire après la guerre, culturelle pour les peintres et artistes à la recherche de la lumière, sociétale pour les riches européens en quête de soleil.

L'économie des Alpes Maritimes - dépendant majoritairement du secteur tertiaire et agricole - est très gourmande en main d'œuvre immigrée, peu qualifiée, dans la restauration, l'hôtellerie, le personnel de maison, mais aussi dans le bâtiment, le secteur agricole.

Nice a aussi une longue histoire politique à rebondissements, le Front National ne naît pas de nulle part, spontanément. Il vient de loin.

Si je remonte l'histoire au moment de la deuxième guerre mondiale, le maire de Nice qui a donné son nom à l'avenue principale de la ville, **Jean Médecin**, sénateur en 1939, vote les pleins pouvoirs à Pétain ; mais en 1942, quand les fascistes italiens entrent dans Nice, il ne le supporte pas, s'enfuit, il est repris par la milice et incarcéré. On a beau être fasciste, être accusé de collaboration, on ne supporte pas pour autant que les mêmes que l'on soutenait de loin, envahissent sa ville. Cela ne l'empêche pas de retrouver son siège de maire en 1947, et sur la plaque qui indique le nom de l'avenue qui porte son nom, il est écrit Jean Médecin, Consul de Nice, comme se nommaient les maires du Comté de Savoie avant le rattachement

de Nice à la France. Bel exemple d'identitarisme à sa ville, avant de l'être à ses idées ou à la France.

C'est son fils **Jacques Médecin** qui prend la suite et sera maire 25 ans durant, de 1965 à 90, élu aussi 4 fois député, Président du conseil général, secrétaire d'état au Tourisme RPR sous Chirac. Il se déclare ouvertement anti-communiste, se prononce contre l'avortement en 1975, jumelle Nice avec la ville du Cap (Afrique du Sud) du temps de l'apartheid, vote contre l'abolition de la peine de mort, se rapproche du Front National dont il dit partager les idées à 99,9%, et tient des propos antisémites à l'encontre de trois conseillers municipaux qui avaient démissionné suite à ses prises de position. Mais ce sont les affaires qui vont le faire tomber à partir de 1990. Il est accusé de délit d'ingérence, d'abus de bien social, de corruption, de fraude fiscale, rien de moins, ce qui n'empêche en rien les Niçois de voter une cinquième fois pour lui en 1989. Il s'enfuit en Uruguay. S'ensuit un feuilleton grotesque, où il est rattrapé, relâché, purge 21 mois de prison, et finit sa vie, libre à Punta del Este où il meurt en 1998. Il aura droit à des obsèques à Nice, payées par la ville. Il y a encore aujourd'hui des Niçois qui se disent médecinistes et rien d'autre. Cette confusion mafieuse entre politique de la ville et affairisme, cet orgueil qui fait encore dire, *moi je suis Niçois et le reste je m'en fous* a été entretenu par un clientélisme forcené, un retour au *nissart* soutenu par les plus nostalgiques d'un passé glorieux. La langue excluante, que l'on parle entre soi quand on ne veut pas que les autres comprennent, quand on veut faire groupe, nous face aux autres, qui ne sont pas d'ici, même s'ils y vivent depuis 50 ans.

Et le flirt de Nice avec l'extrême droite continue. Le maire suivant, **Jacques Peyrat**, pendant presque 13 ans de 1995 à 2008, rejoint le Front National en 1973 et s'impose comme le leader local. Mais après plusieurs échecs électoraux en tant de FN, et pour conquérir la mairie de Nice, il se présente sous les couleurs du RPR. Je le cite en 1994 : « *J'en ai assez que nous jouions les éternels Poulidor, il n'y a pas d'autre solution pour emporter la mairie de Nice que de mettre son étiquette FN dans la poche. J'espère que Jean Marie Le Pen comprendra qu'en proposant aujourd'hui une autre forme d'action politique au niveau local, je ne fais que tracer le chemin qui nous permettra à terme de ne plus être diabolisés. L'efficacité politique doit primer avant tout le reste* ». Malgré son départ du FN il souligne qu'idéologiquement il n'a pas varié. Ainsi dans Nice-Matin il assure : « *Je n'ai pas changé d'un iota et je continue de partager l'essentiel des valeurs nationales du parti de Jean Marie Le Pen* », et sur France-Inter il déclare « *les électeurs du Front National savent que, au fond de moi, ils me trouveront toujours à leurs côtés, je n'ai pas changé* ».

Jacques Peyrat a été élu et réélu maire de Nice pendant 12 ans.

Nice plurielle, Nice mosaïque de cultures, de religions, terre d'accueil aussi pour les retraités d'où qu'ils viennent, ceux qui en ont les moyens, pour les magnats de tous les pays à la recherche de soleil. **Toutes ces migrations font des Alpes-Maritimes une population extrêmement brassée, en perpétuelle expansion, et génère de fortes inégalités.**

Inégalités dans les territoires, avec d'un côté les habitants des quartiers résidentiels, retraités ou non, de l'autre les familles qui vivent dans les quartiers dits sensibles, et les jeunes à la recherche de travail, souvent précaire et saisonnier. Toutes ces populations ne se croisent pratiquement pas. Mais vous me direz, Nice n'est pas la seule ville de France où se posent des problèmes d'inégalité sociale. Mais ici la richesse se voit, elle est criante, elle s'expose, elle se pavane, elle fait du bruit, elle est trop bronzée, elle sort ses bijoux clinquants et ses

talons hauts, ses motos et voitures de luxe, elle s'étale dans les magnifiques maisons du début du siècle, construites par les riches anglais ou européens venus passer l'hiver sur la Côte d'Azur, elle amarre ses bateaux dans les ports de plaisance, nage dans ses piscines privées sur ses collines. La richesse dégouline, quand à l'autre bout de la ligne de tramway les familles et population les plus pauvres sont écartées de cette image de carte postale.

Faire une campagne électorale, pour la première fois, c'est lire sa ville à livre ouvert, c'est en parcourant les quartiers, tenter de s'expliquer, d'abord à soi-même, pourquoi tant de ses concitoyens clament vouloir voter pour le Front National, les écouter sans les juger, entendre leur souffrance parfois, leur peur sûrement. Trois grands sujets reviennent toujours : l'immigration, la pauvreté et la peur du déclassement, l'Europe ressentie comme trop normative, trop ouverte, incompréhensible. Ces sujets unissent les habitants des quartiers huppés, la petite bourgeoisie, et ceux des quartiers sensibles, dans leurs peurs et leur révolte.

Qu'est ce qui unit un médecin de la colline résidentielle de Fabron, des employés municipaux, une femme maghrébine du quartier populaire des Moulins?

On n'en peut plus, parce que **dans les quartiers communautarisés** (pourquoi ? depuis quand ? qui est responsable ? aurait-on pu l'éviter ?...) **il n'y a plus aucune mixité sociale.** C'est une maman à la sortie d'une école qui me dit, « *vous savez hier soir je lisais une histoire à mon fils et il y avait une petite fille qui s'appelait Camille, et mon fils me dit „c'est quoi ce nom, il n'existe pas" ...parce que dans sa classe il n'y a plus aucun enfant avec un prénom français, moi je veux que mon fils aille à l'école avec des enfants français ...et il n'y a que le Front National qui peut faire ça* », pendant que son fils la tire par le bras en lui disant, « *maman regarde, c'est la dame de l'affiche...* » Petit sourire.

La non-mixité sociale, dont nous sommes tous responsables droite et gauche confondues, est l'une des raisons du vote FN. C'est une autre rencontre avec une dame maghrébine de mon âge, qui me laisse parler longuement, a l'air intéressée par ce que je lui raconte, et qui finit par me dire, « *vous êtes gentille, vous, mais moi je vote Front National* ». Je lui réponds du tac au tac, « *non, pas vous quand même* », c'était le début des tractages, j'étais encore un peu naïve ... « *Vous voyez madame, et elle me met devant les yeux sa carte d'identité française, ici on n'est pas en France, on est à Marrakech ; quand je suis arrivée à l'âge de 18 ans je portais des mini-jupes, j'avais des talons hauts et les cheveux lâchés ...* Je la regarde dans les yeux, elle est voilée de la tête aux pieds... « *Mais qu'est-ce que vous faites habillée comme ça ?* » « *Vous êtes Française, vous êtes une femme de caractère, vous avez travaillé toute votre vie, mais pourquoi vous habillez-vous comme à Marrakech puisque c'est exactement ce que vous reprochez à la France maintenant ?* » Vous connaissez la réponse, elle ne peut pas faire autrement, on l'y oblige, trop de pression du quartier, elle a résisté tant qu'elle a pu mais ça devenait intenable, pour elle et sa famille. Et donc elle veut voter Front National parce que c'est le seul qui va mettre dehors tous ces salafistes ! Dixit ! Un autre qui veut qu'on mette tous les arabes dehors, parce que lui il est arrivé en 1953, il a construit la France, il a toujours travaillé, et maintenant, ceux qui arrivent, ils attendent les allocations, ils veulent plus travailler. Caricatural bien sûr, mais c'est le discours ambiant qui court en ville, c'est le discours frontiste, complètement intégré par les immigrés eux-mêmes, ceux de la première génération. Je me dis en moi-même, que c'est ça l'intégration... le quartier des Moulins qui faisait partie de ma circonscription a voté Front

National presque à égalité avec Mélenchon, ce qui me fait garder espoir, et a donné plus de 400 voix à une candidate communautariste... ce qui me désespère.

Dans les quartiers commerçants d'un quartier périphérique, c'est la peur du déclassement qui l'emporte, lutter chaque jour pour maintenir à flot son petit commerce, se plaindre des loyers souvent hors norme qui sévissent sur la Côte d'Azur, en cause les touristes et les étrangers qui viennent s'installer et font monter les prix. Dans ma rue, déjà 5 appartements au moins se sont tournés vers Airbnb, loués à la semaine pour les touristes au détriment des locaux qui peinent à se loger. Donc c'est encore la faute des étrangers qui viennent passer leurs vacances ici, *Marine au moins elle va remettre de l'ordre dans tout ça*, mais comment ? Ça personne ne sait, *mais au moins elle va s'occuper des gens comme nous*. Propos de citoyens qui se sentent laissés pour compte, qui tout en côtoyant ceux qui viennent en vacances, craignent le déclassement pour leurs enfants... la misère n'est pas moins pénible au soleil.

Et les identitaires, Nissa Rebelo - mouvement politique de 600 adhérents - présent dans le paysage niçois depuis 2005 qui diffuse ses idées de haine contre l'immigration, veut promouvoir la langue et l'identité niçoise, et milite pour son autonomie. Ce sont eux les affiches « *on veut de la socca, pas du kebab* », eux les distributions de soupe au lard sur le port, eux qui ouvrent une cagnotte en ligne pour soutenir le bateau européen *C Star* qui vise à repousser les bateaux de migrants des côtes européennes. Son ex-chef de file, est maintenant élu au conseil régional sur la liste de Marion Maréchal Le Pen et s'est présenté aux législatives sous l'étiquette Front National.

Soit dit en passant, dans ma circonscription, le Front National n'a pratiquement pas fait campagne, la candidate ne s'est pas présentée au grand débat organisé par Nice-Matin, le journal local, sans aucune excuse... et elle est arrivée deuxième au 1^{er} tour... tellement sûre de son électorat! Découragée par mes amis militants, je n'ai moi-même pas fait campagne dans les vallées, qui ont voté massivement pour le Front.... « *Ne perds pas ton temps, c'est perdu d'avance, concentre-toi sur les quartiers populaires* ».

C'est à ce moment que je vous soulage d'un suspense insoutenable, il n'y a eu aucun député Front National élu à Nice. Sur les 9 circonscriptions, 6 ont échoué aux historiques barons locaux LR ou leurs affidés, et 3 aux candidats En Marche.

La parole est complètement libérée, on est ouvertement raciste, contre l'immigration, contre la radicalisation des musulmans. Le terrible attentat du 14 juillet qui a endeuillé toute la ville n'a fait qu'exacerber les craintes et le rejet de l'islam politique et radical, avec son corollaire d'amalgame à tous les musulmans ou supposés tels par leur nom ou leur physique. Il y a 30 ans, ce genre de discours était impensable et aurait été inaudible, il aurait été fondu ou enfoui dans des circonvolutions de langage. A l'hôpital Pasteur, CHU de Nice, une partie non négligeable des brancardiers musulmans refuse de transporter des femmes, et la direction fait avec, laisse passer, laisse s'organiser, au détriment des autres, tant qu'il n'y a pas de vagues. Des femmes qui arrivent voilées et refusent de se faire examiner par un médecin homme. A-t-on pensé au ressenti du personnel médical qui est confronté chaque jour à ces comportements...

Pour remettre les choses en perspective, cette vague raciste, anti-immigrés qui paraît tout emporter n'est pas chose nouvelle. Dès 1927, périodiquement, on relate des incidents qui éclatent entre Français et étrangers, des mouvements nationalistes et xénophobes se

manifestent, l'arrivée massive des Italiens dans les Alpes-Maritimes suscite des mouvements d'hostilité, des mouvements d'extrême-droite dénoncent l'envahissement de la France et critiquent le droit d'asile, cet afflux de réfugiés politiques et économiques et les incidents qui en résultent coïncide avec la crise économique de 1929. C'était une parenthèse.

Quand, au-delà du quotidien, le maire de Nice, **Christian Estrosi** fait un recours contre l'ouverture de la Mosquée à l'Ouest de Nice, accusant les dirigeants d'être fichés S, malgré l'accord ferme du Conseil Constitutionnel pour son ouverture, sa parole est entendue, répandue, commentée. On applaudit. Quand le même fait ériger un monument aux morts dédié aux Français d'Algérie et aux Harkis, les pieds noirs applaudissent, les mêmes qui s'étaient élevés contre une statue du Général de Gaulle place de la Libération... C'est Marine Brenier, adjointe à la mairie et députée, qui refuse des subventions à une association de femmes des quartiers, parce que soi-disant communautariste, on applaudit. C'est le maire de Roquebillière qui interdit sur le marché un stand de dons de vêtements pour les migrants de Vintimille, on applaudit.

En même temps, pour une subvention accordée pour la rénovation des bancs d'une église, on applaudit, pour un voyage organisé au Vatican pour les familles des victimes de l'attentat du 14 juillet, 300 000 euros sur fonds communaux, on applaudit.

Pour **Eric Ciotti**, président du conseil départemental qui renvoie les migrants mineurs à Vintimille, alors que la loi lui fait obligation de les accueillir et les mettre à l'abri, on applaudit.

« Faire peur à ceux qui ont peur », expression tirée d'un texte de Kamel Daoud, c'est la parole publique historique complice qui encourage les peurs primaires de l'autre différent, et qui s'en sert pour se maintenir au pouvoir.

C'est bien la non-réponse du politique aux problèmes réels ou fantasmés de la population confrontée directement aux problèmes de communautarisme, le manque de volonté, de clarté et de courage dans la résolution des atteintes à la laïcité, des atteintes aux droits des femmes, des atteintes au vivre ensemble par les extrémismes religieux qui créent le vote frontiste.

La tension est palpable, sur les marchés, dans la rue, dans les journaux ; lors de repas entre amis, on évite certains sujets. Il fut un temps où nous étions tous de gauche, marchions pour les mêmes combats, votions pour les mêmes idées, maintenant nous sommes islamophobes ou islamo-gauchistes.

Je marche dans la rue, je souris, je parle, j'argumente, je marche encore, et je me demande, comment vivre dans une ville qui vote Front National ou droite extrême, quand je réalise que ce n'est pas une question de niveau d'éducation, pas une question de classe sociale, de revenus, pas une question d'appartenance à une communauté ou pas, de quartiers, on trouve des frontistes dans toutes les couches de la société, chez les profs et les médecins, chez les marchands de légumes, au bar où je bois mon café, chez les chômeurs, chez les Niçois de souche comme chez les immigrés, l'âge ne faisant rien à l'affaire, les plus jeunes étant souvent plus sensibles au discours frontiste que les personnes ayant vécu la guerre.

Comment rester en équilibre quand on se refuse à juger. Comme une funambule, marchant sur le fil étroit mais pourtant si résistant des valeurs humanistes et fraternelles, **être en**

équilibre ce n'est pas marcher droit, c'est rattraper en permanence le déséquilibre, s'adapter au déséquilibre, c'est toujours rétablir, quand on peut tomber d'un côté ou de l'autre, rétablir contre les forces qui vous entraînent pour vous faire chuter, rétablir les évidences oubliées, rétablir la parole libre et la pensée éclairée, rétablir... et continuer d'avancer les yeux grands ouverts.

Je vous remercie.

Applaudissements.

Michèle LOUP

Un très grand merci, Jacqueline, pour tout cet aspect à la fois historique et sensible de ton exposé.

Je vais passer la parole à Sabine Salmon, présidente nationale de *Femmes Solidaires*, que beaucoup d'entre vous connaissent. *Femmes Solidaires* un très ancien mouvement féministe laïque d'éducation populaire. Il est constitué de 190 associations en France ; au niveau local, il est implanté dans tous types de quartiers, en milieu urbain comme rural. Sabine a engagé son mouvement dans l'éducation non-sexiste et non-violente à tous les niveaux de la société, tant dans les quartiers, que dans les entreprises, pour la formation professionnelle ou dans la réalisation de programmes pédagogiques dans le monde de l'éducation.

Elle va restituer l'historicité de son association et la manière dont la laïcité est venue percuter *Femmes Solidaires* lors des années de plomb en Algérie. Cela les a amenées à prendre une position claire au moment de la loi de 2004.

Elle nous parlera aussi des fractures au sein du mouvement féministe, de l'emprise de l'extrême droite et des religieux. Tout cela à partir des constats de terrain de ces associations de base. Les réponses n'étant pas forcément évidentes. A toi, Sabine.

Sabine SALMON

Merci. Je voudrais d'abord remercier L'Assemblée des Femmes dans sa lutte contre les violences faites aux femmes, de nous avoir invitées à partager ce moment avec vous. C'est la première fois que je participe à ces universités d'été. Je suis ravie. Je m'enrichis et je me suis enrichie ce matin par les propos des intervenantes.

Femmes solidaires est un vieux mouvement féministe. Il est né en 1945. Il s'appelait auparavant, Union des Femmes françaises. Cela fait un peu écho à ce qui a été dit ce matin. Chaque fois qu'arrivent de nouvelles adhérentes à *Femmes Solidaires*, nous n'oublions pas de transmettre cette histoire, c'est-à-dire de rappeler de quelle manière nous avons été constituées. Nous sommes nées des comités féminins de la Résistance. Nous sommes nées de femmes qui ont résisté dans leur diversité. Nous sommes nées également de la victoire contre le fascisme. Nous rappelons cette histoire, chaque fois que nous le pouvons. Nous avons fêté les 70 ans du mouvement en 2015. Nous avons pris le temps de nous poser sur cette histoire. Nous avons rappelé son histoire. Nous avons rappelé les faits marquants. Nous avons parfois rappelé les positions un peu contradictoires que certaines militantes de *l'Union des femmes françaises* ont prises. Pourquoi et comment ? Il est essentiel de transmettre et de transmettre dans de bonnes conditions. Nous avons réalisé des films sur cette histoire.

Les nouvelles militantes ont été formées à cela. Je pense que cette éducation populaire et ce lien sont absolument essentiels.

Lorsque je vous écoutais ce matin, Madame, je me disais que c'était absolument central de transmettre, notamment aux nouvelles militantes et aux nouvelles générations qui arrivent. Nous portons cette histoire, je la porte moi-même, même si je ne suis pas née en 1945. Je parle de cette histoire et je la transmets. Nous laissons surtout des écrits. Nous laissons des traces. Nous sommes sur Internet aujourd'hui. Nous n'imprimons plus. Nous avons tous nos ordinateurs, nos clés USB, etc. Tout peut disparaître d'un moment à l'autre. Ecrire, laisser des traces est absolument central.

Cette histoire fait partie de notre combat féministe. Ce mouvement a changé d'intitulé en 1998 pour passer de *l'Union des Femmes françaises* à *Femmes Solidaires*. Nous avons eu des femmes venant de différents pays dans l'association, de différentes origines. Nous ne pouvions plus nous appeler Union des Femmes françaises avec des femmes qui venaient d'Algérie, qui venaient de différents pays. Cela a été dur. Cela a été un moment un peu difficile avec les plus anciennes, mais en tout cas l'association change de nom en 1998 et devient *Femmes Solidaires* et se revendique comme un mouvement féministe d'éducation populaire. Dans les années 2000, nous devenons un mouvement féministe d'éducation populaire, avec un féminisme qui a envie de transformer la société, qui a envie de renverser le patriarcat. Il n'a pas simplement envie d'égalité femmes/hommes.

Je suis une féministe, mais pas uniquement pour obtenir l'égalité entre les femmes et les hommes. Je suis une féministe pour renverser ce pouvoir, pour renverser le patriarcat, les systèmes de domination. Je crois que le féminisme n'a plus cette notion aujourd'hui. Nous la perdons. Nous sommes féministes lorsque nous parlons d'égalité, parce que nous luttons contre les violences faites aux femmes. Ce n'est pas suffisant aujourd'hui. Les jeunes militantes qui arrivent ne portent pas suffisamment cette dimension de transformation sociale que peut apporter le féminisme. *Femmes Solidaires* est implanté dans les quartiers au plus près des femmes, parce qu'il faut transmettre, informer et former les femmes. Nous sommes plus fortes lorsque nous savons, lorsque nous avons la connaissance et nous pouvons plus facilement oser une parole.

L'association a beaucoup accueilli nos amies algériennes qui fuyaient le FIS dans les années 90, qui fuyaient l'islamisme. Cela a été constitutif et très important dans la réflexion, dans l'évolution, et notamment dans le changement de l'intitulé de *Femmes Solidaires*. C'est à ce moment-là que se sont ouvertes les permanences d'accueil avec nos avocates qui ont accueilli nos amies algériennes. Ces amies sont encore aujourd'hui avec nous. Elles sont membres de la direction nationale. Elles nous apportent beaucoup, nous ont beaucoup apporté sur notre position sur la loi de 2004, sur les signes religieux à l'école. Je dis cela, car nous avons accueilli nos amies algériennes qui fuyaient l'islamisme en 1990 et qui fuyaient le voile qu'elles étaient obligées de porter. Certaines femmes étaient égorgées, etc. D'autres ici pourront mieux en parler que moi. C'est une question qui se pose à nous ici aujourd'hui. C'était en 90, c'était hier, et c'est une question qui est chez nous à ce jour. Ce sont ces amies, qui nous disent : « Attention ! Attention ! Attention ! »

Applaudissements.

Nous avons eu l'histoire du voile à l'école en 1999. Cela n'a pas forcément établi une fracture dans le mouvement féministe. Nous en avons parlé. Nous avons eu le World Trade Center

en 2001. Nous avons eu Chirac et Le Pen au second tour en 2002. Nous recommençons à parler du voile à l'école. Les débats commencent à être de plus en plus violents et houleux dans le mouvement féministe ainsi qu'à *Femmes Solidaires*. C'est à ce moment que se crée « Ni putes, ni soumises » dans les quartiers. *Femmes Solidaires* était très proche de leurs revendications. C'est à ce moment-là que commence ce grand débat. Chirac est au pouvoir. Faut-il soutenir ou pas une loi qui interdit tous les signes ostentatoires à l'école ?

Nous décidons de retourner voir nos ami.e.s sur le terrain, de faire un Tour de France. Nous voulons savoir ce que disent les militantes de terrain et les jeunes. Nous faisons donc un Tour de France en 2002-2003 qui est intitulé « Laïcité, mixité, égalité pour les droits des femmes ». Nous avons organisé une soixantaine de débats un peu partout, dans les quartiers, là où nous étions implantées. Nous avons écouté. Nous avons surtout expliqué ce que nous avons envie de faire et voir si c'était en phase avec les attentes du terrain. Nous étions en 2002. Nous avons des jeunes filles qui nous disaient : « Vous êtes des féministes. Si vous lâchez sur le terrain, qu'allons-nous faire dans nos quartiers ? » Vous vous souvenez de Soane qui a été brûlée vive dans les poubelles, à Vitry, dans le Val-de-Marne. Nous sommes retournées dans l'établissement où elle a été brûlée. Nous avons discuté avec les jeunes. Une jeune fille nous a dit : « Madame, si vous lâchez sur la loi, demain mon père m'obligera à porter le voile, parce que la pression dans les quartiers sera trop forte. Nous ne pourrons pas résister. » Nous nous sommes rendues en Corse. Nous avons eu ces mêmes débats, les mêmes échos. C'est ce qui nous était dit partout. Nous avons décidé de soutenir cette loi parce que nous sommes des républicaines. Nous voulons l'égalité. Nous voulons l'universalité des droits. Nous voulons une égalité pour toutes et tous à l'école, quelle que soit la religion, l'origine sociale, culturelle, peu importe. Nous devons être sur un pied d'égalité et il ne doit pas être demandé de quelle religion on est pour être assis d'un côté ou de l'autre de la classe.

Nous avons donc soutenu cette loi. Il est vrai que cela a été une fracture du mouvement féministe. Je regarde **Fatima Lalem**, car nous étions dans les débats avec Fatima à ce moment-là avec le CNDF (*Collectif national droits des femmes*), avec « Ni putes ni soumises », avec le *Planning familial*, avec toutes celles qui constituent le mouvement féministe encore aujourd'hui. C'était la première fois, le 8 mars 2003, qu'il y a eu deux cortèges féministes dans les rues de Paris. L'un soutenait la laïcité, l'autre ne voulait pas en entendre parler. Cela a été le début de tout. Si vous regardez les cortèges du 8 mars, il continue à y avoir toujours deux cortèges au moment du 8 mars. L'un se fait un peu avant et l'autre après. Un est organisé par les Indigènes de la République et l'autre est organisé par nos organisations tant bien que mal, même si nous ne sommes pas toutes d'accord sur la laïcité, mais cela continue.

Lorsque nous avons soutenu la loi, dans le mouvement féministe, nous soutenions une loi d'un gouvernement de droite. *Femmes Solidaires* dérivait et se droitisait, disait-on. Nous avions de l'autre côté nos amis que nous pensions de gauche et antiracistes. Nous pensions comme une évidence qu'ils nous soutiendraient. Au contraire. Eux-mêmes nous traitaient de racistes. Ils disaient que nous étions contre les musulman.e.s. Nous étions donc des droitnières et des racistes. Une grande partie de nos amies féministes nous ont lâché ensuite. Elles nous ont montré du doigt. C'était difficile dans les quartiers, car il a fallu que les militantes de *Femmes Solidaires* portent cette parole, que nous soutenions la loi contre tous les signes religieux à l'école. Nous avons eu des amies qui ont été malmenées physiquement

dans les débats. Nous avons eu des militants du MRAP (*Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples*) qui ont attaqué certaines de nos amies, des membres de la LDH (*Ligue des droits de l'homme*) aussi. Cela a été très difficile, très virulent. Cette fracture continue aujourd'hui.

Je voudrais vous donner mon sentiment. Je suis très inquiète.

Aujourd'hui, nous sommes « islamophobes ». Le lexique a changé. Nous sommes islamophobes, racistes. Nous faisons partie maintenant de la fachosphère, et puis nous avons nos ami.e.s qui prônent l'intersectionnalité et qui nous disent aujourd'hui, que nous sommes des féministes blanches. C'est insupportable. Ce n'est plus possible. Je pense que nous sommes sur la mauvaise pente dans le mouvement féministe. Nous sommes en train de catégoriser le mouvement féministe. Il sera bientôt dit : « *Tu es blanche, tu vas là. Tu es musulmane et tu vas dans ce mouvement. Toi tu es handicapée, alors reste ici. Cela va être compliqué pour toi si tu es handicapée, noire et musulmane, alors nous devons créer une autre catégorie.* » Nous sommes en train de tout catégoriser.

A *Femmes Solidaires*, nous avons une autre approche. Chez nous, que les militantes soient musulmanes, chrétiennes, juives, athées, agnostiques, nous nous en fichons. Ce n'est pas ce qui nous intéresse lorsqu'elles rejoignent le mouvement. Elles rejoignent notre mouvement sur une plate-forme qui est laïque. La laïcité fait partie de notre identité féministe aujourd'hui, comme l'universalité. Nous sommes obligées de le dire. Nous devons le faire, parce qu'il faut savoir où nous mettons les pieds lorsque nous arrivons à *Femmes Solidaires*. Nous avons dû écrire une charte, une plate-forme très précise sur nos revendications pour éviter l'entrisme, notamment l'entrisme de l'extrême droite.

Ce que vous décrivez à Nice, lorsque nous sommes militantes féministes dans un village avec un vote à 50 % pour le Front national et qu'une femme veut adhérer à *Femmes Solidaires*, nous ne lui demandons pas de quel parti politique elle est. Cela ne se fait pas. Je vais par contre essayer de lui montrer la charte et lui dire : « *Etes-vous pour l'interruption volontaire de grossesse ? Etes-vous pour le mariage pour tous ?* » Nous sommes obligées de discuter sur le fond avant de pouvoir faire en sorte que cette dame adhère à l'association.

Nous avons eu de l'entrisme dans le Sud, dans une association des Pyrénées Orientales, lors d'un forum d'associations. La copine n'a pas vu arriver cette dame. Enfin, elle l'a vu arriver et elle l'a fait adhérer et il s'avère que quelques mois plus tard, lors des élections régionales, cette dame était sur la liste du Front national et avait sa carte à *Femmes Solidaires*. Le ver était dans le fruit, puisqu'elle avait déjà amené d'autres adhérentes avec elle. Nous avons beaucoup discuté, et malheureusement nous avons fermé l'association. Cela peut être très intéressant dans un village d'avoir une association qui lutte contre les violences faites aux femmes, qui accompagne les femmes, qui leur vient en aide, les écoute et les soutient. Nous avons eu cette difficulté-là.

Là où je suis très inquiète sur l'avenir du mouvement féministe... Vous avez eu des discussions autour de *Lallab* il y a quelques jours. Nous ne savons plus où nous en sommes. Ces jeunes générations qui arrivent brandissent avant tout le mouvement antiraciste. A partir du moment où nous parlons de musulmans, nous sommes taxées de racistes, d'islamophobes, et faisant partie de la fachosphère. Je ne sais pas ce qu'il faut faire. Je m'interroge par rapport à cela. Je me suis dit que si nous avons cette division sur des sujets cruciaux dans le mouvement féministe... Nous l'avons vu et nous allons l'entendre demain.

Mes amies de l'international m'ont dit : « *Que faites-vous ici ? Ce n'est pas possible. Vous ne faites rien, vous, les féministes. Nous, nous nous battons. Nous avons des filles qui prennent les armes face à Daesh, etc.* » Nous n'en sommes pas là, mais les enjeux sont très importants et centraux. Je voulais partager cette inquiétude. Je sais qu'il y a des amies féministes dans la salle. Je ne sais pas ce qu'il faut faire. Peut-être faut-il faire ce grand débat sur l'intersectionnalité. Je ne sais pas. Peut-être faut-il réunir toutes ces jeunes féministes qui arrivent... Toutes celles que nous connaissons et qui sont là, elles sont aussi portées par les médias. Elles sont sur les réseaux sociaux, etc. Nous devons absolument expliquer sans jugement, simplement expliquer, former et donner de l'information ainsi que des repères. Nous avons besoin d'avoir des repères géostratégiques, géopolitiques, des analyses, car nous en manquons. Cela a été démontré ce matin par les interventions.

Il m'a été demandé de donner des exemples sur l'entrisme, sur l'action des extrémistes. Nous avons cette extrême droite qui fait de l'entrisme. Nous en avons eu un exemple. Nous avons d'autres dérives dans les quartiers.

Nous avons nos militantes par exemple qui sont dans un quartier où s'est installé un nouveau boulanger-pâtissier, formé chez Lenôtre. Une copine me dit : « *Il ne fait pas de baba au rhum.* » Nous nous sommes donc rendues sur place et nous lui avons dit : « *Bonjour. Nous voudrions un baba au rhum.* » Il a répondu : « *Je n'en fais plus. Je ne fais plus de pâtisserie à base d'alcool.* » Il s'est fait casser sa devanture trois fois. Il a été menacé de mort. Aujourd'hui, il ne fait plus de pâtisserie à base d'alcool. C'est le boulanger-pâtissier du coin.

Nous avons des retours sur des animateurs de centres de loisirs qui sont des fonctionnaires. Ils font partie d'une collectivité territoriale. Une amie me dit : « *Le directeur du centre de loisirs de mon fils a une barbe et il ne serre pas la main aux mamans.* » Nous sommes allées voir en délégation la responsable pour discuter : c'est un peu gênant que cet animateur qui a un rôle éducatif auprès de nos enfants ne serre pas la main aux mamans. De quelle manière allons-nous pouvoir expliquer aux enfants que l'animateur ne veut pas serrer la main à la maman, mais qu'il la serre au papa ?

« *Parce que c'est sa religion.*

- *Non. Je ne vais pas expliquer cela à mon fils, alors que nous sommes dans une enceinte de l'éducation nationale.* »

Elle me répond : « *C'est un bon animateur, quand même.* »

Cela suffit donc. Comme c'est un bon animateur, il reste en place. Ce n'est pas possible ! Nous avons une amie dans l'Oise qui est dans une école. Elle fait les cantines. Cela fait des années qu'elle fait les cantines, donc le service. Elle nous expliquait que cela commençait à devenir insupportable. Des enfants en primaire lui demandent tous les jours la composition du menu, les façons dont sont cuisinés les plats, s'il y a du porc ou de la gélatine de porc. Elle m'a dit : « *Nous n'en pouvons plus, Sabine. C'est insupportable. Ce que voulaient les enfants avant, c'était manger à la cantine. Ils étaient contents de pouvoir aller à la cantine. Ce n'est plus ainsi aujourd'hui.* » Ce sont les questions qui sont posées.

Nous avons ces remontées qui nous inquiètent fortement. Je vous donne deux autres exemples. Les petites filles d'amies, militantes à *Femmes Solidaires*, se sont converties, et nos amies ne savent pas quoi faire. Les petites filles sont converties à l'islam, elles se voilent. Lucienne, militante à *Femmes Solidaires* me disait l'autre jour : « *Tu sais, je n'écoute plus de musique avec ma petite fille. C'est fini. Nous ne discutons plus, alors qu'il y a quelques années en*

arrière, à la maison c'était la discussion, c'était la musique. Nous nous amusions, etc. Cela régresse petit à petit et elle s'éloigne de moi. Qu'est-ce que je fais ? » C'est la réalité. De quelle façon pouvons-nous répondre à cela ?

Nous avons aussi des amies - je ne sais pas s'il y a des amies de Bretagne ici - mais nous avons une antenne de *Femmes Solidaires* à Dol de Bretagne. Lorsque je m'y suis rendue la dernière fois, non seulement les filles me disent : « *Nous avons monté une permanence d'écoute de Femmes Solidaires parce que si tu es victime de violences conjugales, tu ne peux pas te rendre à l'hôpital du coin si tu n'as pas de voiture. Il n'y a plus de service public. Il n'y a plus de transports. Si la dame n'a pas de copine pour l'emmener, c'est compliqué. Cela l'est encore plus quand tu veux mettre ton enfant dans une école laïque, parce que toutes les écoles sont confessionnelles.* » Il y a aussi des zones en France où, quand nous voulons avoir accès à l'école publique laïque, ce n'est plus possible parce qu'il n'y en a plus. L'école ne concerne pas que le primaire, c'est le collège et le lycée. A partir du moment où il n'y a pas de choix pour les citoyens républicains, c'est quand même problématique.

Voilà les exemples que je voulais partager avec vous. Dans les préconisations, je me dis que nous avons été abandonnées par nos politiques et à un moment donné, par nos amis de gauche. Certains nous disent même aujourd'hui que nous faisons le jeu de l'extrême droite et de la droite en prenant les positions que nous avons sur la laïcité. Ce n'est pas possible de les solliciter, parce qu'il faut « accommoder » les choses. Il faut arrondir les angles, etc.

Je vous donne un exemple. Je discutais avec un maire de Seine-Saint-Denis, il y a quelques jours. Il a des maires-adjoints proches des Frères musulmans. Nous fêtions les 70 ans de *Femmes Solidaires*. Il me dit : « *Je suis un peu en retard, car je viens de célébrer mon premier mariage homosexuel.* » Je lui réponds : « *Seulement un seul mariage. Ce n'est pas beaucoup. Tu n'en as pas eu d'autres ?* » Il me dit : « *Non. En plus, j'ai eu du mal à trouver des maires-adjoints qui voulaient célébrer ce mariage.* » Nous sommes dans une ville communiste, de gauche, etc. Ce sont les réalités de terrain. Ce maire a pourtant été sollicité à de nombreuses reprises par nos amies *Femmes Solidaires* sur de nombreux sujets. Nous fermons les yeux et les angles sont arrondis. C'est cette problématique. C'est celle de la formation des élu.e.s. C'est absolument essentiel aussi de former nos élu.e.s, de leur transmettre cette histoire et de leur donner les billes pour répondre de manière républicaine. Tu le mentionnais ce matin, Jacqueline.

Il y a la question de la mixité aussi dans les quartiers, la mixité sociale, l'accès au logement social. Avec les barèmes d'aujourd'hui, il est impossible d'avoir accès au logement social et à une mixité sociale dans nos quartiers. Ce n'est pas possible !

J'étais en vacances, et je pensais que les vacances allaient pouvoir me redynamiser. J'ai néanmoins des inquiétudes sur les futures municipales, les futures élections municipales. Je suis inquiète. Il y avait déjà des listes communautaires aux dernières élections, donc je suis fortement inquiète sur les prochaines. Il faut être plus que vigilantes là-dessus. Il me semble absolument important que le mouvement féministe se mette autour de la table.

Nous devons faire quelque chose, Danielle, Fatima et Geneviève, sur le mouvement féministe. Il faut que nous puissions nous réunir, en discuter. Je pense que nous prenons le mauvais tournant. Nous devons nous re-axer rapidement. J'espère qu'il y aura demain des perspectives internationales. Cela nous donnera peut-être des billes pour pouvoir, ici sur le plan national, refaire un front féministe, laïque et fort.

Applaudissements.

Michèle LOUP

Un très grand merci, Sabine, pour tous ces témoignages qui nous interpellent. Ils ne donnent pas malheureusement de piste de solution. C'est bien là-dessus que nous avons beaucoup de mal à avancer depuis une dizaine d'années. Nous voyons ces divisions au sein du mouvement féministe. Nous nous faisons traiter d'islamophobes, de racistes, etc. Nous nous sentons vraiment démunies et abandonnées par les forces de gauche, de l'extrême gauche, qui traditionnellement nous soutenaient. **Je pense qu'un front laïque serait vraiment indispensable.** De quelle façon le constituer ? C'est la question. De ce que j'ai vu de mon expérience d'élue au conseil régional de 2004 à 2010, il y avait 15 élus frontistes dont la présidente de groupe était Marine Le Pen. Ils avaient vraiment une tactique « diabolique » pour diviser la gauche. Le président Huchon avait fait quelque chose de bien et de démocratique. Chaque groupe politique avait le droit de présenter à tour de rôle des projets de délibération, comme les niches parlementaires à l'assemblée, ainsi que des vœux. Pour faire leurs vœux ou leur niche, le Front national piochait dans toutes les propositions de la campagne de Huchon, pour les reprendre à leur propre compte. Nous étions toujours très mal à l'aise, soit de voter pour, car cela correspondait à quelque chose qui était une promesse de campagne, soit de voter contre parce que cela venait du Front national et que nous considérons que ce n'était pas un groupe républicain. Nous avons été piégés à deux ou trois reprises. Nous nous sommes complètement divisés : nous avions tous prévu de voter contre, et Huchon a voté avec eux ! Toute cette mandature a été très compliquée. Ils avaient vraiment mis au point une stratégie d'appropriation de nos revendications pour pouvoir les porter en les détournant bien évidemment.

Je passe la parole à **Nathalie Lanzi** qui va faire la jonction avec l'expérience de l'élue politique. Nathalie est une petite fille d'immigrés italiens. Elle s'est engagée très tôt. Elle a adhéré au parti socialiste en 1983, en Isère aux côtés de Gisèle Halimi. Elle a toujours combattu les injustices. Elle continue ce combat dans le cadre de son engagement politique et professionnel. Elle est professeure d'histoire-géographie aujourd'hui dans un collège de Niort. Elle est également auteure de divers ouvrages pédagogiques pour l'académie de Poitiers. En 2010, Ségolène Royal, très attachée au combat pour l'égalité femmes-hommes, lui a demandé d'intégrer le groupe des élu.e.s régionaux.ux.les et l'a chargée de travailler sur ces thématiques. Elle est actuellement la deuxième vice-présidente de la région Nouvelle Aquitaine, chargée de la culture, de la jeunesse, du sport et du patrimoine. Elle est également présidente de l'association République et Citoyenneté des Deux-Sèvres, secrétaire fédérale aux droits des femmes de la fédération PS des Deux-Sèvres. Son engagement politique poursuit son engagement citoyen.

Nathalie va nous dire ce que c'est que de faire de la politique avec le FN et évoquer ses postures. Est-ce que ce sont les mêmes tactiques que celles de Marine Le Pen ? Quelles sont leurs interpellations et leur vision de la culture par rapport à la jeunesse, au sport ? Quelle est la position des démocrates face à eux ?

Nathalie LANZI

Bonjour à toutes et à tous. Merci encore à l'Assemblée des Femmes, à Geneviève, à Danielle et à vous toutes, de me permettre de m'exprimer cet après-midi. Je tiens à associer mes deux

collègues et amies, **Otilia Ferreira** et **Naïma Charaï**, ainsi que **Maryline Simonet** et **Soraya Ammouche**, qui sont les régionales de l'étape, puisque nous siégeons ensemble au conseil régional.

Lors de ma première mandature avec Ségolène Royal, nous étions dans le monde des Bisounours. Nous étions tous des républicains, nous nous chamaillions sur de petits sujets, mais nous étions globalement entre amis. Tout allait très bien.

C'est là où nous nous disons: « Pour faire un apprentissage politique, qu'est-ce que c'était bien! »

Puis, j'ai été candidate à l'élection sénatoriale et Alain Rousset m'a proposé d'être tête de liste dans les Deux-Sèvres. Je tiens à préciser que j'étais la seule femme sur 12 départements. Je mène campagne. Le Front national est alors complètement absent de la campagne dans les Deux-Sèvres, à part un militant Front National, ancien para, père de cinq enfants et dont le père était vichyste. Dans cette posture, il ne gênait pas vraiment.

Quel a été notre choc, lors de l'élection, de nous retrouver avec 29 élus Front national au sein du Conseil régional de la Nouvelle Aquitaine !

Quand on fait la sociologie de ce groupe Front national, il y a en fait deux groupes, les jeunes et les vieux. Les deux porte-parole sont de la vieille génération lepéniste. Ce sont des orateurs qui aiment prendre la parole, qui aiment exister, qui vous interpellent. C'est, dans la posture, le père Le Pen.

Et puis il y a une jeune génération, bien plus malveillante, bien plus méchante, insidieuse. Ils/elles sont membres de la commission où nous siégeons, Naïma et moi.

Cette jeune génération, c'est celle de la nièce de Marine Le Pen. Ce sont des patriotes. Ce sont des petits jeunes qui affichent tous la même posture - je tiens énormément à cette notion de posture - dans la façon de se vêtir, avec de grands manteaux, qui me rappellent une certaine période de l'histoire. Les jeunes femmes sont toutes blondes - blondes et bien mises. Et elles sont bien présentes dans cette jeune génération !

Quand l'ancienne génération a su que j'étais la deuxième vice-présidente, ils sont venus me féliciter: « *Nous nous sommes renseignés sur vous. Vous êtes mariée. Vous n'avez que trois enfants. Vous êtes mariée à un militaire et vous êtes une bonne chrétienne.* » Je leur ai dit en plaisantant: « *Vous venez avec moi à la messe ?* » Ils ont dit: « *Quelque chose me dit que cela va bien le faire avec vous, la culture et le patrimoine.* » Première approche.

Premier baptême du feu: une assemblée plénière. Cela ne se passe pas trop mal. Les conseillers FN restent dans leur posture, mais commencent à nous faire part de leur grande vision de la culture, sur laquelle je reviendrai.

Première commission permanente. D'emblée, au président Rousset: « *Vous avez deux problèmes chez vos vice-présidents. Le premier, c'est Van Der Brooke, un Belge et le second, Lanzi, une Italienne.* » Monsieur est un historien émérite qui raconte l'histoire: « *Les Belges en ont bien bavé, mais ils travaillaient. Quant aux Italiens...* »

Mon grand-père était Niçois et on lui a fait boire de l'huile de ricin lorsqu'il est arrivé en 1909, car c'était un « *sale rital* ». Les Italiens ont bu de l'huile de ricin, voire de l'essence, mais ils se sont mis au travail. Morceau choisi de la commission permanente.

Lors d'une réunion de groupe inter-assemblée, dans lequel je me retrouve avec Naïma, première altercation avec trois jeunes FN qui y ont été nommés. L'un d'eux m'interpelle à la sortie de la première réunion: « *Vous m'empêchez de parler. Vous m'avez coupé la parole.* » Je

lui réponds : « *Si c'est pour critiquer, avoir des propos xénophobes et racistes, ce n'est pas audible.* », ce à quoi il rétorque: « *Vous comprenez, je travaille. Que croyez-vous que nous faisons des femmes ? Les femmes sont faites pour rester à la maison et faire des enfants.* »

Il attendait que je réagisse. Je lui ai dit adieu et nous nous sommes arrêtés là. Quand je parle de posture, voilà la posture de début de mandature: « *Je suis Front national. Nous l'assumons. Les jeunes sont l'avenir du Front national.* » Il a donc fallu composer.

Sur la présence du Front national, nous nous sommes concerté.e.s avec nos collègues républicain.e.s du MoDem, de l'UDI et des Républicains.

Je leur ai proposé la démarche suivante : « *Lorsque nous serons ensemble dans des réunions, nous devons être ensemble des républicains. Si vous avez quelque chose à me reprocher, si quelque chose ne va pas, venez me le dire avant. Vous m'appelez et je vous recevrai. Soyons solidaires. Nous nous connaissons assez. Nous avons la même vision : nous sommes des démocrates, des républicains laïques et féministes. Travaillons ensemble.* » Nous nous voyons avant les réunions désormais. Nous nous interpellons. Nous nous écrivons. Ils me font part de ce qui va ou pas dans ce que nous proposons. Lorsque nous nous sommes retrouvés dans ces groupes inter-assemblée, le FN a été un peu déstabilisé.

Ils ne nous agressent plus maintenant sur la culture et la jeunesse, mais n'ont pas cessé sur les associations. Les associations de femmes que nous soutenons, celles d'anciens combattants ou de tirailleurs sénégalais, celles qui luttent contre l'homophobie... Je vous passe les discours.

Ils ont des collaborateurs qui travaillent énormément et connaissent tous les dossiers lorsqu'ils arrivent.

J'en reviens à ma première délégation qui est celle de la culture.

Ils m'ont dit d'emblée : « *Au niveau de la culture, nous sommes aux antipodes de ce que vous pensez. La culture pour vous, c'est la liberté d'expression, la liberté de création, vous n'intervenez pas, vous ne vous mêlez de rien. La culture pour nous, c'est comme en région PACA, c'est le folklore. Ce sont les petites niçoises avec les robes.* » Je cite.

C'est la même chose pour le patrimoine: « *Vous voyez la vision que vous avez du patrimoine à propos des monuments de Saint-Jacques-de-Compostelle. Nous, nous avons une vision religieuse. Vous, vous avez une vision patrimoniale de ces églises romanes.* »

En commission permanente, quand nous attaquons les premiers thèmes, l'économie, le développement durable et l'éducation, le Front national ne fait aucune observation. Dès que la culture est en jeu, c'est fou... Ils ont entièrement épluché l'énorme dossier de la culture de 500 pages, incluant les financements. Quelques exemples : la création pour la jeunesse. Vous connaissez le livre pour enfants « *De la petite taupe qui voulait savoir qui lui avait fait sur la tête* ». C'est un petit ouvrage que nous avons tous lu à nos enfants, et qui se trouve dans les bibliothèques.

« *Madame Lanzi, je cite, vous êtes une femme. Vous aimez le caca. Vous êtes scatologique. Vous êtes une hystérique. Cela ne va pas du tout.* » Je réponds : « *Connaissez-vous ce livre ?* » La réponse est non.

Nous avons soutenu une création théâtrale qui présentait des acteurs nus sur scène. Nous avons eu droit à une tirade sur les hommes nus, comme quoi les femmes et les hommes de gauche étaient des exhibitionnistes, que le spectacle était sale. Quelle image nous donnions de la France et de la culture ! Ma réputation est faite maintenant : j'aime les hommes nus.

Ils me disent à chaque fois : « *Nous allons vous offrir le calendrier des joueurs nus.* »
Tous les règlements d'intervention sont étudiés et épiluchés. De tous les financements que nous apportons aux troupes, aux compagnies, aux festivals, pas un ne leur échappe. C'est la même chose avec les associations féministes que nous soutenons, avec Naïma. Quant aux territoires, à la notion de territoire, cela ne les intéresse pas. Contrairement à nous qui portons des politiques à partir de l'expérience de nos territoires. Cela ne les intéresse pas.

Nous sentons vraiment qu'ils sont dans une posture de Front national. Chaque fois que l'un.e d'entre eux.elles prend la parole, il.elle est tout de suite filmé.e par une personne de leur groupe. Le film est ensuite diffusé sur leur site, pour montrer à leurs adhérent.e.s, à leurs militant.e.s, qu'ils.elles sont là, qu'ils sont présent.e.s et qu'ils font le job.

Lorsque je leur parle de telle ou telle problématique sur le territoire, ils disent : « *Ce n'est pas important.* »

Ce ne sont pas des élu.e.s dignes de ce nom. Les élu.e.s doivent s'intéresser à leur territoire, à leurs habitant.e.s, à leurs problématiques. Nous avons, de notre côté, une vision du territoire non seulement de la région, mais du territoire sur lequel nous avons été élu.e.s, mais cela ne les intéresse pas.

Ils portent aussi des jugements. Leur point de vue sur le magnifique festival de Reggae Sun Ska ? « *C'est un lieu où les jeunes fument des joints, se roulent dans la boue, copulent... Il ne faut pas leur donner d'argent.* »

En revanche, il est possible de donner de l'argent à tel autre festival dont ils font l'apologie: « *Nous avons bien fait finalement de financer certains festivals, car de vraies valeurs s'y étaient retrouvées. Les familles pouvaient s'y retrouver. Les femmes n'étaient pas nues, comme les hommes. Les actrices n'étaient pas hystériques sur la scène. Il y avait de la musique classique et de bons auteurs français.* » Quant aux auteurs étrangers que nous accueillons parfois... Je vous passerai cela. Ils regardent également les équipes culturelles que nous soutenons : « *Revenons aux fondamentaux vis-à-vis de la culture, « la France aux Français ».*

Ce qui est paradoxal, c'est que sur ma délégation du sport rien ne les intéresse. Je n'ai jamais une remarque. Nous avons soutenu quelques athlètes noirs l'année dernière. « *Ce sont nos colonies* », disent-ils. J'ai convoqué l'ensemble des groupes au règlement d'intervention du sport. L'élue du Front national est venue. Elle a tout trouvé très bien. Ils ont donc voté d'une seule voix: « *Le sport ne nous intéresse pas. Ce n'est pas notre électorat.* » Ils vont nous interroger sur la culture, sur les règlements d'intervention de la jeunesse, sur l'associatif, mais pas sur le sport.

Le sport est donc out. Pourtant, cela peut être dangereux, il peut, par exemple y avoir parfois du prosélytisme religieux dans les clubs. Un élu du groupe des Républicains m'a interpellée là-dessus, suggérant, pour ne pas laisser la main au Front national, de nous intéresser à cette question et de faire un travail à ce niveau-là. C'est pourquoi je dis que notre opposition régionale est très constructive.

Pour ce qui est de la jeunesse, j'ai eu le malheur dans un règlement d'intervention, de mettre un item sur la santé des jeunes qui a provoqué une interruption de séance. J'ai été accusée, en présence du président d'être « une avorteuse ». Cet item n'avait rien

d'exceptionnel, il indiquait simplement qu'il fallait soutenir les associations qui aident les jeunes sur les questions de santé.

Derrière le mot « santé », c'était la prévention santé qui était ciblée : tout est interprété. Ils vont tout de suite voir les journalistes. Ils se filment. Cela se retrouve très vite sur les réseaux. Nous avons tenu ferme sur la santé.

Nous avons un grand problème avec Naïma : nous sommes de mauvaises géographes. Sur le dossier Erasmus, j'ai une question de Gonzague Malherbe, notre élu FN : « *Madame Lanzi, vous êtes géographe.* » Je réponds que oui. « *La Tunisie, est-ce l'Europe ? La Turquie, est-ce l'Europe ?* » Non. « *Pourquoi financez-vous des jeunes qui partent en Erasmus en Tunisie ? Vous nous avez dit il y a 10 minutes que vous étiez formidablement enthousiaste pour tous ces programmes Erasmus, mais la Tunisie n'est pas dans l'Europe. Nous ne voterons donc pas ce programme, car vous envoyez nos élèves en Tunisie. Vous savez ce qui se passe en Tunisie.* »

L'ouverture sur l'Europe, cela revient à ce que nous avons entendu dans les discours de leurs dirigeants, ce n'est pas utile. Laissons les jeunes s'appropriier le territoire français. Il faut qu'ils connaissent déjà bien la France avant d'aller voir ce qui se passe en Tunisie.

Au niveau du patrimoine, dont j'ai déjà un peu parlé, ils acceptent les projets, si nous soutenons la réfection des clochers, puisque c'est la France. Nous n'avons pas la même interprétation sur l'exposition de Saint-Jacques-de-Compostelle. Il faut pour eux, la réfection des clochers, des églises, pas trop les musées parce que c'est subversif. Cela ne sert à rien les musées, et puis cela peut faire dévier la conscience de nos jeunes.

De quelle manière lutter contre FN dans ce mandat ? Si j'ai souhaité être élue et mener campagne, si je suis dans cette délégation, j'ai entre autres, un combat primordial, c'est de lutter contre le Front national. Je vous ai dit que j'avais traversé une phase un peu tendue pendant les six premiers mois.

Je suis dans le département des Deux-Sèvres qui est profondément rural. Dans ma campagne, où je vais régulièrement, j'entends beaucoup de jeunes qui me disent : « *Vous nous avez abandonnés culturellement. Vous nous avez abandonnés pour le sport. Il ne se passe plus rien en termes de mobilité pour les jeunes. Madame, vous êtes bien gentille. Vous êtes très sympathique, mais je ne voterai pas pour vous. Je voterai pour Marine.* »

Je me suis retrouvée dans les interventions que j'ai entendues ce matin.

En rédigeant nos règlements de convention, nous nous demandons comment atteindre ces jeunes. De quelle façon allons-nous permettre à la population rurale dans son ensemble d'avoir un accès à la culture, aux mobilités et aux sports ? Je dirais que c'est obsessionnel. Dans cette configuration de grande région, ils ont tous l'impression que tout se fait à Bordeaux. C'est la métropolisation, avec la différence entre les territoires urbains et ruraux. On doit faire les mêmes observations dans les autres régions.

Il faut absolument arriver dans nos politiques à ne pas abandonner ces territoires. La question à chaque fois est : de quelle façon irriguer les territoires en termes de culture, de festivals, de règlements d'intervention ? De quelle manière pouvons-nous permettre à des gens d'aller au théâtre à proximité, sans parler de tarif ? De quelle façon est-il possible de soutenir les scènes qui se trouvent en milieu rural ?

La Rochelle est une ville très gâtée au niveau culturel. Ce n'est pas le cas de la totalité de la Charente-Maritime, il y a des gamins, d'une extrême pauvreté, qui ne vont pas à la Coursive.

Il va bientôt y avoir la Minitransat. J'ai pensé, en termes sportifs, à inviter des jeunes du Limousin à venir voir le départ de la Minitransat. Il m'a été rétorqué : « *Commence déjà par la Charente-Maritime. Il y a des gamins qui n'ont jamais vu la mer.* »

C'est aussi la notion de déclassement. Des personnes se sentent isolées dans leurs propres territoires – pas seulement du fait du manque de service public-, mais aussi du point de vue culturel, sportif et pour la mobilité, par exemple, le permis de conduire.

Je crois énormément en quelque chose que la gauche a abandonné, c'est l'éducation populaire.

Les centres socioculturels se sentent abandonnés: les départements ne soutiennent plus, alors on se tourne vers la région. Avec Geneviève Barat, ma collègue chargée du monde associatif et du monde rural, nous travaillons vraiment ensemble en transversalité. **Il ne faut pas abandonner les centres socioculturels, les MJC.** Il faut permettre à ces jeunes d'être mobiles, de faire des chantiers, de faire des choses intéressantes et intelligentes sur leur territoire.

Il faut aussi les interroger pour savoir de quelle manière les aider, pour avoir leur permis de conduire par exemple. Le président Rousset l'a bien compris.

Je crois beaucoup à l'éducation artistique et culturelle, l'AC (action culturelle), dans les lycées. Nous avons décidé de « mettre le paquet » sur l'AC dans les lycées professionnels, dans les CFA (centres de formation des apprentis), dans les MFR (maisons familiales rurales). Je ne dis pas que les lycées d'enseignement général vont être délaissés. Il est plus facile lorsque l'on est au lycée à La Rochelle, à Poitiers ou à Bordeaux d'aller au théâtre avec son professeur que lorsque l'on est à Bellac, aux portes du Limousin.

J'ai rencontré la directrice du théâtre et la proviseure du lycée qui m'ont dit : « *Les professeurs n'habitent pas ici. C'est tellement moche et mort qu'ils ne veulent pas venir. Mon théâtre va mal. De quelle façon puis-je faire venir des élèves ? De quelle manière pouvons-nous travailler dans les internats ?* »

Je raconte toujours cette anecdote ... Nous avons fait venir un orchestre dans un atelier de peinture sur carrosserie, il y a quelques années. Je fais beaucoup de voiture, la région est grande, et je vais souvent chez Renault. Il y a trois semaines un employé me dit : « *Je vous connais. C'est vous qui avez fait venir l'orchestre Poitou-Charentes dans l'atelier de peinture. J'écoute France-Culture depuis. J'ai découvert la musique classique grâce à vous. Je pensais que je n'y avais pas droit, que ce n'était même pas audible. C'était bien.* » Il se rappelait le morceau. Je lui ai dit en rigolant : « *Cela a changé votre vie.* » Il m'a répondu : « *Oui. Quelque part, cela m'a ouvert à la vie.* »

Pourtant, il m'avait été dit : « *C'est peut-être de l'argent dépensé pour rien. Tu es sûre que cela va intéresser les jeunes carrossiers ?* »

Cela les intéresse comme cela intéresse les populations en milieu rural. Je pense que tout le monde a droit à cette culture. Tout le monde a droit au patrimoine. Tout le monde a droit à la mobilité, y compris nos jeunes des CFA et des bacs professionnels. Les artistes en résidence aident énormément.

J'ai d'ailleurs une autre anecdote. A Limoges, une maman est venue me dire : « *Grâce au programme d'improvisation que vous avez mis au lycée, mon fils a arrêté de se radicaliser. Il me parle.* » Le directeur du théâtre, présent, lui demande: « *Que s'est-il passé ?* » Elle répond :

« Nous ne nous parlions pas avant. Il était sur Internet. Il regardait des sites un peu dangereux. Lorsque vous avez fait l'atelier d'impro, il s'est rendu compte que c'était complètement nul. Il veut maintenant intégrer une troupe de théâtre. Il veut faire de l'impro. »

Ce n'est peut-être qu'un seul, mais nous avons gagné. C'est là où nous nous disons que c'est utile et que nous allons l'amplifier dans les lycées. Les parents n'ont parfois pas accès à la culture, et il faut peut-être les accompagner.

Je dirai pour conclure que c'est une leçon politique, de travailler avec le Front national.

Cela apprend à se contenir, à avoir du répondant. Cela oblige à lire, à argumenter. Comme je le disais, j'étais avant dans le monde des Bisounours. Je suis maintenant dans la vraie vie avec des gens qui sont extrêmement virulents. Ils.elles argumentent, ils travaillent, ils sont convaincants. Ils ont le sens de la mise en scène. Ils plaisent à leurs électeur.rice.s, incontestablement.

Il faut effectivement montrer qu'une politique est faite pour les gens. Il faut être exigeant, expliquer que rien ne leur est interdit, que tout spectacle est visible. Je me souviens d'un papa qui m'a dit : *« Grâce à mon fils je suis venu écouter Pierre et le loup, le soir. »* Son fils était venu l'écouter l'après-midi, lors d'un programme pour les lycéens. Il m'a dit : *« Je pensais que c'était pour les enfants et non. Je vais prendre un abonnement maintenant. »*

La gratuité n'apporte rien, mais l'exigence culturelle est importante.

C'est la même chose pour le sport. Je pense qu'en termes d'investissements, il faut investir davantage dans les territoires ruraux. Vous avez deux tables de ping-pong et un stade de foot dans les territoires ruraux. Chapeau bas aux bénévoles ! Chapeau bas à tous les gens qui s'engagent sur le territoire pour l'animer, autour d'un stade de foot !

Ne faut-il pas en termes d'infrastructure donner un peu plus d'argent et accompagner mieux ?

Et puis, je dirais dans une autocritique qu'il ne faut pas mépriser les électeur.rice.s du Front national, ne pas jouer cette carte-là : *« De toute façon, c'est le diable »*... Non.

Ils.elles ont été élu.e.s. Ils représentent des électeur.rice.s.

Il faut cependant ignorer ces élu.e.s. C'est ce que nous faisons désormais en réunion. Il faut les rendre transparent.e.s, faire retomber leurs propositions, le dire et le faire dire. Je pense que la complexité du mandat sera là.

Je crois très certainement que les deux anciens du groupe FN de notre région sont en train de se faire « manger » par la nouvelle génération qui est virulente. Elle a un vrai socle politique qui est celui de Marine ou de Marion Maréchal-Le Pen, qui laboure le territoire.

Le rôle d'un.e élu.e est de labourer le territoire sans rien lâcher. Il.elle doit aller à la confrontation comme nous le faisons. La posture de l'élu.e est parfois compliquée.

Le FN joue sur l'idée que la grande région est un état. Les élu.e.s de la majorité font le travail, mais eux.elles se trouvent à Bordeaux. Nous, nous sommes sur le terrain. Nous sommes là et nous travaillons.

C'était le bilan d'un an et demi de mandat. Il va falloir tenir encore trois ans et demi. Nous avons eu un moment un peu délicat, en plénière, quand nous avons parlé du soutien aux migrant.e.s. Il était 21 heures, nous étions tous un peu fatigués, car les sessions durent deux jours. Otilia a pris la parole, elle a expliqué qui elle était, son parcours de fille

d'immigrés. L'assemblée était d'un silence de plomb. Le Front national s'est tu d'un seul coup. Il a d'ailleurs applaudi. Nous n'avons pas eu de commentaire.

Lorsque je dis qu'il faut les rendre transparents par des témoignages, par une politique volontariste et par une capacité à montrer que nous faisons de la vraie politique sur le terrain sans démagogie, mais avec les moyens que nous avons, je crois que c'est ce qui paye. C'est ce qui devra payer, mais le combat est loin d'être gagné.

Comme dirait le Front national, élu des Deux Sèvres: « *Bon courage, Madame Lanzi.* »

Applaudissements.

DÉBAT

Michèle LOUP

On va commencer le débat. Des remarques ? Des réflexions ? Des questions ? N'hésitez pas. Vous avez la parole.

Annie SUGIER

Nathalie, dans votre présentation, vous avez parlé du sport. Je voulais rebondir là-dessus, parce qu'on est deux associations féministes : *Femmes Solidaires* et *la Ligue du Droit International des femmes* qui s'intéressent au sport. Et le sport a plusieurs dimensions : une dimension locale, nationale et internationale. Le sport, c'est plus que l'éducation, visible. Le sport, c'est quelque chose qui a des règles, et parmi ces règles, il y a des règles éthiques. En particulier la non-discrimination, la neutralité aussi. Or, le sport c'est avant tout le phénomène culturel le plus populaire. Donc, c'est un moyen de faire comprendre **ce que signifie le respect de la règle unique, c'est-à-dire l'universalité**. En même temps, c'est le lieu de toutes les contradictions. Maintenant en plus, c'est une tentative d'emprise de l'islamisme de manière différente selon qu'il s'agit des hommes ou des femmes. Et là, on a un grand défi, parce que c'est Paris qui va accueillir les Jeux olympiques. Qu'est-ce que cela signifie Paris 2024 ? Est-ce que c'est le respect des valeurs ou est-ce que c'est simplement de dire: « Il y a cent ans, on a eu les Jeux olympiques. » ?

Quelle est notre position ? Nous, on a lancé une campagne contre l'apartheid sexuel dans le sport. On a exclu les filles pendant vingt ans, pour cause d'atteinte à la haine raciale, mais on a deux pays au monde, les deux seuls, qui interdisent aux femmes d'entrer dans les stades. Dont l'Arabie saoudite évidemment.

Est-ce qu'on ne fait rien ? Quand vous parlez du sport, vous dites : « *Le Front national ne s'y intéresse pas* », mais, quand ils vont se rendre compte que derrière le sport, il y a une bataille contre l'islamisme, est-ce qu'ils ne vont pas eux aussi s'en mêler ?

Quelle est la position du mouvement féministe ?

Cet été *Femmes Solidaires* a mené, dans le plus grand isolement, une campagne de soutien aux femmes qui font le Tour de France à bicyclette, parce que le Tour de France des femmes a disparu dans l'indifférence la plus totale il y a quinze ans peut-être. Dans l'indifférence générale, il y a onze femmes qui font le Tour de France un jour avant les hommes et tout le monde s'en fiche.

Nathalie LANZI

Très rapidement, quand j'ai commencé mon mandat, j'ai annoncé : « *L'année 2016-2017, voire 2018, ce sera l'année du sport féminin* », eh bien, le problème ce n'est pas le Front national, ce sont nos propres camarades, nos propres collègues, tel petit camarade du PS, qui rigole graveusement. Quand je parle du sport au féminin, on me dit : « *Ah oui, mais alors, elles sont en jupe.* » Voilà. On m'a dit encore : « *C'est gentil d'être féministe. Tu vas nous coller des femmes dans tous les domaines?* ». Donc l'année prochaine, ce sera des femmes dans la culture, parce que plus on me prend au mot, plus je vais le faire.

En ce qui concerne le voile, je vais vous donner un exemple. Il y a une équipe de foot en Charente, trois filles arrivent voilées. J'étais sur le bord du terrain, je leur ai dit sur le ton de l'humour : « *Mes cocottes, si vous voulez jouer au foot, vous enlevez votre voile... parce que cela ne va pas être pratique.* » Après, plus sérieusement « *Vous voyez ce club, c'est l'avenir de votre vie. Vous êtes de super footballeuses, mais alors là, cela ne va pas être possible.* » Il n'y avait pas les grands-frères, il n'y avait pas le père, par hasard, elles étaient trois. J'y retourne un an après, elles étaient au match : « *Vous avez vu, Madame, j'ai marqué un but.* » Et je lui dis : « *Avec ou sans voile ? - Sans voile.* »

Elle l'a pris sur le ton de l'humour, mais je pense aussi qu'il ne fallait pas que je les braque, parce que ces gamines sortent des quartiers les plus pauvres, et elles avaient vraiment envie de faire du foot. Quand le père était venu les inscrire, il avait dit : « *Non, pas de foot. Le foot, c'est pour les garçons et pour les filles, il n'y a pas de sport ?* »

La présidente du club lui avait répondu : « *Vous aurez une aide de la région et vous savez, c'est l'avenir de vos filles.* »

Je fais à mon échelle, modestement, mais je me dis que c'est un combat. Je sais que j'ai les dirigeantes et les dirigeants en total appui.

Je peux vous dire la même chose, pour d'autres raisons, sur le rugby à La Rochelle, à propos de gamines qui étaient exclues de leur famille, parce qu'elles avaient annoncé qu'elles étaient homosexuelles. C'est le club de rugby qui les a récupérées sinon c'était, elles l'ont dit : « *On ne savait pas où on allait atterrir* » et c'est le rugby qui les a aidées à se construire.

Quelquefois, il n'y a pas que le voile, il y a aussi d'autres postures, et d'autres savoir-être qui sont en jeu. La collectivité ne peut pas tout. Moi, je m'engage peut-être à titre personnel. Je ne suis pas sûre que ce soit perçu comme cela, parce que l'on connaît ma fibre féministe, mais je pense que c'est compliqué.

Claire DURAND- MOREL

Je suis Claire Durand-Morel, élue à Bron, à côté de Lyon, en charge de la parité, de l'égalité femme-homme. D'abord je voudrais remercier pour la qualité des interventions. Vraiment, c'est très, très bien, je suis fière d'être là. Et puis, je voudrais rebondir sur deux choses : la première, c'est l'intervention qu'a faite **Jacqueline Costa-Lascoux** sur le fait de poser des questions à des gens un peu obtus. Je crois que la démocratie, c'est cela, c'est justement de continuer à poser des questions jusqu'à plus soif, pour arriver à aller jusqu'au bout de l'autre et le coincer ou en tout cas faire intervenir d'autres ressorts. Cela, c'est une première chose que je voulais dire et la seconde, c'est qu'en tant qu'élue, je voudrais témoigner de la manière dont je procède pour présenter des actions au Conseil municipal, en faveur des femmes, de l'égalité femme-homme, en les argumentant, vous parliez tout à l'heure

d'argumentaire. J'ai effectivement développé un argumentaire assez costaud si bien que cette délibération a été votée à l'unanimité. Or, nous avons quatre élu.e.s du Front national. Cela veut dire que si on va jusqu'au bout du discours et si on l'argumente avec force, on arrive effectivement à en convertir beaucoup. Donc le combat n'est pas perdu. Pour 2020 et pour tout le reste, il faut vraiment travailler, bosser jusqu'à ce qu'on y parvienne, et à mon avis, c'est le seul combat qu'on ait à mener aujourd'hui face aux extrémismes. Merci.

Applaudissements.

Annie SUGIER

Quelquefois, il faut tirer les leçons d'un échec. C'est pourquoi on a écrit un livre avec Gérard Biard de *Charlie Hebdo*. C'est une enquête de vingt-cinq ans : vingt-cinq ans de combat auprès des instances dirigeantes du sport pour essayer d'obtenir que la loi universelle soit appliquée ; mais au nom du compassionnel, soutenu par les réseaux « *Femmes et sport* » anglo-saxons, nous avons perdu la bataille. Cela a forcément des conséquences au niveau national, parce que la fédération française de foot, par exemple, dit : « *En France, j'applique la laïcité* », mais la laïcité ne s'applique pas à des adultes. On n'est pas à l'école dans le stade, donc ils ne pourront pas l'appliquer. Mais, que faisaient ces fédérations nationales françaises et que faisaient les réunions Femmes et sport françaises pour défendre l'universalisme au moment où les décisions se sont prises ? Or, on voit ces universités expertes en sport dans les réseaux internationaux. Il y a eu un moment privilégié. C'était le moment où il y avait Madame Buffet aux sports. A ce moment-là, elle avait exigé qu'il y ait des Françaises dans cette instance, mais elles sont parties. Et souvent, elles se faisaient porter pâles, donc on ne s'est pas battues pour l'universalité.

Monsieur Mandela était un sportif, il a compris que le sport n'était pas secondaire. La première visite qu'il a faite quand il est sorti de prison, a été pour le CIO, parce qu'il a considéré que cette bataille pour laquelle il y a une convention internationale contre l'apartheid, c'était dans le sport. Nous n'avons pas la même chose en ce qui concerne les femmes, donc on a perdu faute d'intérêt à la fois des réseaux Femmes et sport et du mouvement féministe sur la question du sport.

Sachez que les Jeux olympiques sont regardés à travers le monde par presque 5 milliards de personnes et vous pensiez que l'islamisme n'allait pas s'intéresser à ce sujet-là ? Naturellement ! Et il a gagné la partie, c'est-à-dire que maintenant, il y a des femmes voilées. 17 délégations avec des femmes voilées !

Applaudissements.

Fatima LALEM

Je suis tout à fait d'accord avec ce qui a été dit, mais je voudrais faire une remarque et un point de vigilance. OK pour les stratégies de contournement en termes de méthodes, mais on ne peut se le permettre qu'à condition d'être très clair sur un positionnement en termes de valeurs, parce qu'à chaque fois qu'on parle de : « *Oui, mais on va aboutir* », dans le travail éducatif, on peut aboutir à déplacer le curseur, à faire bouger les lignes et là, on travaille avec des mômes, on va partir de leurs réflexions, on le fait pour faire décentrer, etc.

Mais, lorsqu'on est dans un positionnement de militantes, de politiques, lorsqu'on a affaire à des acteurs sociaux, des travailleurs sociaux, à des animateurs, éducateurs, à des parents,

lorsqu'on a affaire aux problématiques de sport, par exemple, à chaque fois qu'on cède du terrain, il faut se demander ce que cela donne à voir.

Cela donne à voir que c'est possible d'être libres, d'être une femme qui peut faire plein de choses, qui peut faire du sport, en étant voilée, etc. et du coup, cela renvoie à cette question de pudeur : ce sont les autres qui ne le sont pas *a priori*. Donc, c'est l'effet de contamination dans l'autre sens.

Qu'est-ce qu'on perd, qu'est-ce qu'on gagne par ce type de stratégie? Et je crois que c'est là où – et je rejoins assez ce qu'a dit Sabine tout à l'heure – il y a vraiment peut-être aujourd'hui une urgence à travailler collectivement. Peut-être qu'il faudrait envisager des mobilisations d'abord en interne, c'est-à-dire comprendre le débat à la base sur tous ces sujets-là. On nous parle dans nos différents réseaux du racisme, de l'islamophobie, de l'extrémisme, des droits des femmes, etc., mais de manière trop dispersée. **Peut-être qu'il faudrait qu'on trouve une approche, peut-être des assises, pour repartir dans le débat, partir dans le combat, mais en faisant d'abord des mises à plat entre nous et en éclaircissant, parce qu'on est constamment confrontées à des intimidations qui ne disent pas leurs noms et qui agissent comme cela, en contre-regard, en effet miroir.**

Et on les subit constamment, parce que les uns et les autres, on va nous renvoyer quelque chose du style : « *Oui, mais quand même, toi, tu t'appelles Fatima, donc tu dois être sensible à certaines choses.* » Ou : « *Toi, tu t'es battue contre la colonisation, donc tu dois apporter quelque chose.* » Donc, on va fonctionner dans cette espèce de mécanique de la culpabilité qui nous fait dire : « *La laïcité, ce n'est pas la peine de la mettre en avant. Les valeurs féministes, ce n'est pas la peine de les mettre en avant.* » Prenons assez de recul, acceptons et travaillons avec les gens. Il y a un nouveau travail qui doit être fait sur le champ éducatif, où il y a des questions qui sont éminemment politiques dans le sens **du** politique et non **de la** politique, et sur lesquels nous avons aujourd'hui encore, les féministes, un rendez-vous urgent et exigeant.

Applaudissements.

Bernadette VAN DEN DRIESSCHE

J'appartiens à la Maison des femmes des Côtes-d'Armor qui est un collectif de 19 associations de droits des femmes, d'égalité sur notre département. Je suis aussi militante au CIDFF-22.

Je reviens sur la notion de mise à plat que je trouve intéressante, mais je trouve qu'on est prises dans une autre contradiction, même s'il ne faut pas être naïves, effectivement, par rapport aux extrémismes. **Il y a la question de la culpabilité.**

Quand on commence à se battre dans le champ du politique – et Madame l'a très bien dit et toutes nos élues le disent – on a affaire, souvent, à des élus masculins qui ne sont pas féministes du tout. On se retrouve dans des situations très paradoxales qui nous empêchent d'agir, je vais citer deux exemples qui se sont passés en Côtes-d'Armor.

- Avec Clotilde, on a travaillé très longtemps en mission locale ; c'était l'époque où, dans le cadre de la politique de la ville, on développait les référents dans les quartiers. La gauche devrait faire son *mea culpa*, si je puis dire sur la question des grands-frères. Nous, les féministes, on disait : « *Mais dans la politique de la ville, payer des gens pour être des référents, et uniquement des référents masculins dans les quartiers, on est en train de les laisser occuper ces quartiers pendant je ne sais combien d'années.* »

Donc, on leur a donné le pouvoir dans certains quartiers, je ne dis pas que c'est lié à 100 %, mais nos collègues masculins ne comprenaient absolument pas. **On achetait la paix sociale, donc on était légitimes dans notre positionnement politique.**

- Deuxième point, à propos de sport. On a un centre technique de foot dans une petite commune pas loin de Saint-Brieuc. Il y a au moins dix ans de cela, des Iraniens ont été accueillis dans ce centre technique. Le directeur du centre, pour faire plaisir à nos amis iraniens qui ne demandaient rien du tout, a trouvé une bonne idée d'obliger les femmes du centre technique à prendre une journée de congé le jour de la présence des Iraniens, disant: « *Ils ne peuvent pas voir de femmes, ils ne peuvent pas leur serrer la main. La solution, Mesdames, prenez une journée de vacances.* »

Nous, qui travaillions en mission locale, nous étions super-révoltées. A l'époque, nous étions plus impulsives, ils répondaient : « *Mais, enfin, c'est le respect de la culture de l'autre.* » On était si énervées, qu'on avait écrit au *Canard Enchaîné*, et cela a fait du buzz. C'est arrivé à la Fédération nationale de foot. Mais sur place, ils continuaient!

Donc, je pense que là, nous, les féministes, il faut qu'on se réunisse, sous forme d'assises, peut-être, qu'on ait une stratégie qui oblige les hommes de gauche, et certaines femmes aussi d'ailleurs, à prendre une position très claire là-dessus, parce que sinon, on est dans le relativisme culturel le plus total et dans l'acceptation des inégalités hommes-femmes qui ne les dérange pas.

Christèle MARCHAND-LAGIER

Je suis chercheuse en sciences politiques. Je voulais vous remercier pour vos interventions de cet après-midi, parce que je trouve qu'elles font écho de manière très concrète, très quotidienne à des expériences vécues. Après ce qu'on a dit ce matin - et effectivement je pense que cela a été démontré - si les chercheurs peuvent servir à cela, **c'est sans doute aussi à éclairer l'expérience quotidienne.** Jacqueline ce matin a parlé du problème de **la catégorisation qu'on retrouve dans le mouvement féministe, c'est-à-dire à partir du moment où on commence à catégoriser les féministes blanches, les féministes pauvres, etc., on perd cette universalité, c'est pour cela que le terme d'universalité est sans doute le plus important pour une reconstruction d'un mouvement féministe** qui, très honnêtement, est inaudible chez les jeunes générations.

Je le vois, moi, à l'université ; ces combats ne sont pas connus, ils ne sont pas entendus et les jeunes filles n'en ont absolument pas conscience. Je pense qu'il y a effectivement une reconstruction à faire et je crois qu'en fait on doit expliquer **qu'on n'a pas d'autre choix que la laïcité, parce que les extrémismes religieux polluent le débat politique.** Si on veut arriver à vivre toutes ensemble, avec nos différences qui sont là, il faut mettre de côté la religion de manière systématique et qu'en fait, même, il ne faut pas céder, il ne faut pas céder. C'est-à-dire qu'il faut rester laïques, ils sont de toute façon dans l'espace public et à partir de là, on ne doit pas céder du terrain et effectivement ce qui est dit sur les délégations voilées aux Jeux olympiques, cela doit nous faire bondir, parce qu'on ne doit pas céder du terrain de cette manière-là et considérer que cela ne produira pas d'effets. Donc oui, il y a une complicité des politiques qui ont abandonné un certain nombre de choses et quand on voit les combats qui sont menés par les femmes politiques, il ne faut pas lâcher, il faut y aller, il faut bouger et il faut résister de manière offensive. **Je l'ai dit ce matin: expliquer aux**

jeunes que le féminisme, ce n'est pas un gros mot, que c'est quelque chose de positif et qu'on peut porter des combats qui sont tout à fait universels et bien réfléchis. Voilà.

Applaudissements.

Carine DELAHAIE

Un mot sur la question de la mixité sociale. Je suis d'accord avec Fatima, il faudrait qu'il y ait devant nous l'idée de faire quelque chose de plus large et essayer de fédérer et il faudrait que les féministes s'intéressent à des questions... Je veux dire « Femmes et sport », ce n'était pas un sujet féministe il y a quinze ou vingt ans, cela commence à l'être.

La question de la laïcité dans les quartiers n'était pas a priori estampillée comme un sujet féministe, mais si on ne prend pas cette question à bras-le-corps, personne ne la prendra pour nous, d'abord parce que ce sont les femmes qui sont en difficulté dans beaucoup de quartiers. Et moi je voulais juste revenir sur cette question de la mixité sociale, tout le monde en parle, mais la laïcité ne peut pas venir des plus vulnérables. Ce sont forcément ceux qui sont le moins en difficulté qui peuvent régler la question de la mixité sociale, mais pourtant on culpabilise les gens les plus pauvres en leur disant : « *Votre quartier n'est pas un quartier de mixité sociale.* » Moi je pense que ce n'est pas qu'ils ont déserté, c'est qu'il y a eu des politiques qui n'ont pas fonctionné. Moi je pense - alors je vais peut-être choquer- que les politiques de la ville, les politiques de grands-frères, toutes les politiques qui ont participé à marquer d'un fer rouge certains quartiers sont de mauvaises choses, parce que dans ces quartiers, il faut dire la vérité, les gens n'ont pas envie d'y aller. Quand on est dedans, c'est qu'on est prisonnier d'une situation et que dès qu'on peut, on en sort. Et personne n'a livré bataille !

Ni à gauche ni à droite, parce que ce sont eux, les politiques, qui ont mis les plafonds de ressource dans le logement social. Il faut savoir qu'aujourd'hui, pour entrer dans le logement social, il ne faut pas gagner plus de 34 000 € pour un couple. Cela veut dire quoi ? **Cela veut dire que si vous gagnez plus de 1 650 € par mois, vous ne pouvez pas entrer dans le logement social.** Cela veut dire qu'à part des gens qui sont au RSA ou des personnes qui n'ont pas de revenus, personne, aucun actif ne peut aujourd'hui entrer dans le logement social. Même un couple de retraités qui se retrouve à 60 ans dans un logement et qui souhaite laisser son F4, par exemple, pour intégrer un F2, eh bien on va le faire passer par cette question des plafonds de ressources. **C'est-à-dire que ces gens qui ont travaillé toute leur vie et qui ont des moyens, donc qui pourraient créer de la mixité dans un quartier eh bien, au moment de leur retraite, pour avoir un logement qui correspond à leur typologie, ils vont devoir quitter le logement social et aller s'endetter pour acheter un petit appartement en périphérie des villes et voilà comment nos quartiers sont vidés des actifs et voilà comment les zones de non-droit s'organisent.** C'est un sujet qui n'est ni de droite ni de gauche, et qui nous intéresse tou.te.s, la mixité dans les quartiers, elle n'est pas si difficile à faire.

Faisons rentrer les actifs dans les quartiers populaires comme cela l'était quand j'étais enfant, il y avait des instituteurs, des avocats, des directeurs d'école. Faisons entrer des actifs, faisons de nos quartiers autre chose que des enclaves, des endroits où il y a des zones de non-droit où en plus, la police ne veut plus venir, on ne peut pas leur en tenir rigueur, parce que c'est compliqué, où les pompiers ne rentrent plus et où donc justice,

police, services publics s'organisent autour des islamistes. Ce n'est pas politiquement correct, je suis désolée, mais la question de la mixité dans nos quartiers est devant nous et si on ne la traite pas, nous, les féministes, **après, effectivement, qui va à l'intérieur de ces quartiers ? Qui est en difficulté ? Qui va culpabiliser ? Ce sont les femmes.** En tout cas, ce sont les femmes que nous voyons à *Femmes Solidaires*.

Applaudissements.

Natacha HENRY

Bonjour, je m'appelle Natacha Henry, je suis auteure féministe, ce qui veut dire que je suis auteure, mais surtout que ce que je fais depuis vingt-cinq ans porte sur des sujets féministes et donc je pense que je ne suis pas la seule ici à avoir vécu ces dernières années de façon assez seule, et stupéfaite et perplexe.

Je voulais te remercier, Sabine, pour ce que tu as osé dire aussi clairement tout à l'heure.

Je dois dire que moi et mes quelques copines, cela fait quelque temps - on se l'est avoué un soir - qu'en fait, en connaissant un certain nombre d'associations féministes, de filles féministes depuis très longtemps, etc., on s'est retrouvées en train de se dire, à chaque fois qu'on voyait un message sur Facebook ou un article quelque part : « *Celle-là, OK. Celle-là, elle pense comme cela. Celle-là, c'est ma copine, celle-là, ce n'est plus ma copine.* » Il y en a, ce ne sont plus mes copines effectivement. Et je me souviens d'une conversation avec Michèle, il y a un an à l'université d'automne de la fédération nationale Solidarité femmes, **où je m'étais ouverte de cette solitude, parce qu'on était assez nombreuses à se dire : « Mince, on est vraiment féministes. On pensait jusqu'à maintenant qu'être féministe, cela voulait dire un truc et un seul » et on était d'accord avec cela.**

Et après, les islamistes viennent nous emmerder ? Il y avait encore beaucoup d'autres choses à faire ! Ce n'est pas comme si tout était réglé !

Je travaille beaucoup sur les violences conjugales, je fais des formations diplômantes, et j'ai eu l'impression, à un moment donné, avec ces « conneries » de féministes blanches et tous ces trucs qu'on était -Madame a cité « l'emprise » ce matin- **que nous avons été jusqu'à hier, victimes d'un système de violence dont la première étape est la sidération** : « *Merde alors, je me fais insulter comme féministe blanche. Alors, ça dit donc !* » Le truc, je n'y avais jamais pensé, quoi !

Et on vous accuse de ceci et de tout un tas de trucs, la colonisation - tu n'y étais même pas, mais c'est quand même de ta faute -. Et moi, cela m'empêche de dormir, je me fais des rhétoriques toute seule dans ma tête en me disant : « *S'ils m'emmerdent, je leur dirai cela et puis cela, et puis cela* » et puis : « *Arrêtez de diaboliser les féministes blanches, parce que nous aussi on s'en est pris plein la gueule. Vous croyez qu'on ne les connaît pas les violences, les violences sexuelles, les emmerdements, les discriminations, même si on a l'air de « sales bourgeoises » comme ils appellent cela.* » Bref.

Donc, Sabine, je te remercie, parce que je pense qu'il est temps qu'on se réunisse et qu'on nomme les choses et qu'on arrête de trembler chaque fois qu'on nous accuse de je ne sais quelle connerie qui finalement, est comme le système des violences. Finalement, ce n'est pas notre problème en fait.

Le mec violent, il arrive. Il te dit de retirer ta robe. Le lendemain, il fait : « Je n'aime pas quandceci, cela » et toi tu es là sidérée. C'est cela qui se passe dans le cas des violences

conjugales. Eh bien là, c'est pareil. Alors, je fais : « *C'est vrai que je suis blanche, mais bon ce n'est pas grave, je ne suis pas complètement blanche non plus, parce que mon arrière-grand-mère....* » Non, quoi ! Il faut qu'on soit très claires. Enfin, vous êtes des nanas. Cela fait des années, chaque fois qu'il y a des Jeux olympiques, on a laissé nous redire la même chose? Cela fait combien de Jeux olympiques où l'on voit qu'il y a un problème ?

Moi qui commence à avoir un peu l'âge d'avoir été à la conférence de Pékin (pour celles qui n'étaient pas nées, en 1995), on a un peu plus dans la tête l'historique de cela, donc on ne vient pas de nulle part. Même si on est en face de jeunes nanas voilées, qui ont 20 ans et qui sont féministes bien que, bien que..., mais quand même, pour nous, ça veut dire autre chose. **Et ce truc-là, il faut qu'on soit claires, les féministes, on ne lâche rien.**

Applaudissements.

Nina SANKARI

Deux petits points. Premièrement, c'est que je suis aussi très contente qu'aujourd'hui, enfin, il y ait eu un débat clair **et qu'enfin, les féministes, en France, parlent de la même manière de la laïcité.** Parce que j'ai été à plusieurs reprises invitée en France pour parler de la radicalisation de la Pologne on m'applaudissait très fort, mais dès que j'ai osé parler et critiquer de la même manière l'islam et les islamistes, alors là... on ne m'invitait plus !

Mais je voudrais - parce que je suis choquée, mais peut-être que je me trompe -, vous avez dit, Jacqueline, qu'il y a eu de l'argent donné pour le port du voile, que ces sportives ne pouvaient pas enlever leur voile, parce que leurs familles auraient reçu 250 €. C'est ce que vous avez dit ?

Jacqueline COSTA-LASCOUX

Oui, c'est un fait.

Nina SANKARI

Est-ce que c'est un secret de Polichinelle ? Parce que je suis complètement choquée. Je m'attendrais à une réaction forte. Ecoutez, je suis complètement choquée. Il y a un gros travail à faire !

Geneviève COURAUD

D'abord, merci beaucoup aux intervenant.e.s de cette table ronde et aux animatrices. Vos interventions croisées étaient passionnantes. On a eu l'impression de suivre tout un tas de niveaux différents d'appréhension de ces sujets, qui, vous le voyez bien, nous préoccupent toutes terriblement à tous les niveaux, à la fois comme citoyennes et comme élues.

Je voudrais revenir sur la proposition de Sabine et je rejoins tout à fait ce qui vient d'être dit sur ta proposition, Sabine, et sur ce que tu as courageusement dénoncé. **Je crois qu'il faut qu'on fasse un collectif d'associations qui sont sur ces sujets sur cette même base. Si l'Assemblée des Femmes - et on est nombreuses ici de l'Assemblée des Femmes à être présentes-, si on est d'accord, je propose qu'on s'associe à Femmes Solidaires pour monter un collectif de ce type qui soit extrêmement limpide sur ces sujets-là et merci Natacha, pour son analyse de la violence.**

Voilà, c'est la seule chose que je voulais dire, on en reparlera ensemble après, et on se tient au courant, parce qu'en effet cela me paraît majeur.

Un petit point d'information. Je suis avec intérêt des associations – des collectifs, plutôt- de féministes très jeunes. Il y a des sujets sur lesquels elles ne se prononcent pas entre elles. Elles ne parlent pas de la prostitution, elles ne parlent pas du port du voile, pas plus que de la GPA : *« Non, mais, on n'est pas toutes d'accord, donc on n'en parle pas. On ne parle pas de la prostitution. »*

Et je suis très ennuyée de cela, parce qu'elles n'ont pas 12 ans, ce sont des filles qui ont plus de 30 ans. Cela veut dire qu'il y a sur ces sujets une omerta que certaines s'imposent à elles-mêmes et là, cela ne va pas du tout.

Cela a été un déclic quand même, de savoir qu'on n'est pas seules et imaginer qu'ensemble on doit pouvoir faire quelque chose. Voilà ce que je voulais vous proposer, si vous en êtes d'accord.

Nathalie LANZI

Je vais conclure sur un témoignage rapide. L'année dernière, lors de l'Université d'été de l'Assemblée des femmes, j'avais parlé à Geneviève et à Laurence Rossignol, qui était la ministre - et la seule pour moi qui porte ce nom - d'un incident qui m'était arrivé à la Région. Et je remercie l'Assemblée des femmes, parce que, sans elle, je n'aurais pas fait ce travail.

Je vous la fais courte : assemblée plénière, comme je suis la deuxième vice-présidente, le président et le premier vice-président sortent au moment du vote du budget, me laissant la présidence de la séance. Je prends la parole. A ce moment-là, un tollé d'hommes, hormis le Front national, se met à me chahuter. Et ils tapent sur la table - mes propres copains - : *« A poil ! Nathalie ! Nathalie ! »* Je leur dis : *« Taisez-vous s'il vous plaît. Je mets aux voix cette délibération. Qui est d'avis de l'adopter ? »* *« Ah non, mais attends, ça y est, elle fait sa femme, et puis c'est une professeure, elle n'est pas rigolote. »* Je mène cela avec une grande tension, je peux vous le dire. 180 personnes, c'est impressionnant et puis, je n'étais pas habituée à cette violence y compris des mecs et des femmes qui rigolaient : *« Tiens, elle se casse la gueule, cela ne marche pas », « Tiens, la féministe, on va voir ce qu'elle est capable de faire. »* Je l'entends encore, cela ! Cela résonne encore en moi. Deux minutes après, on vote dans une atmosphère électrique... Otilia s'en rappelle. D'ailleurs, elle était au tout premier rang, je la regardais, je voyais mes copines au premier rang, mes collègues qui ne réagissaient pas, les mecs qui rigolaient. Et j'ai entendu des choses !

Le président rentre avec le premier vice-président en héros. Vous savez, les mecs : *« Ouais, enfin, des hommes ! Des vrais ! »* Il est évident que cela s'est mal passé, je n'étais pas bien.

L'été passe, j'arrive à l'Université de l'Assemblée des Femmes, je dis : *« Ecoutez les filles, il y a un truc. Je n'ai pas digéré, je ne sais pas quoi faire. »*

Laurence me dit *« Non, mais attends, tu ne vas pas en rester là. Tu vas écrire sur ton blog ce que tu as vécu. »*

Bref il y a eu une tribune sur mon blog largement diffusée, grâce à l'Assemblée des Femmes et à ECVF qui a en outre interpellé le président Rousset. Et je reçois un appel du président : *« Mais, dis donc. Elles m'ont toutes écrit, là ! C'était si violent que cela? »* Je lui dis : *« Oui, cela a été violent. »*

Et il me dit : « *Je ne m'étais pas rendu compte que c'était comme cela. Qu'est-ce que tu veux ? C'est le Sud-Ouest ! Ce sont des chasseurs et des pêcheurs.* » Mais, je lui dis : « *Non mais c'est quoi ce principe-là ? C'est de l'irrespect à l'égard des femmes. D'ailleurs mes collègues ont témoigné. Les groupes ont fait un courrier.* »

Donc je voulais vous remercier tous et toutes, surtout toutes, parce que vraiment, là, je me suis sentie épaulée.

A la plénière suivante, il a pris la parole : « *Je tiens à m'excuser publiquement, moi président, et je tiens à m'excuser auprès de Nathalie Lanzi, parce que vous lui avez manqué de respect. C'est inadmissible ce qu'il s'est passé. Désormais je demande que, etc.* », et cela a jeté un froid.

Je tiens à dire quand même que pendant toute cette séquence, le Front national n'a pas bougé. N'a pas bougé ! Vous entendez ? Ils avaient ordre de se taire !

A la suite de cette session plénière, toutes les filles des groupes: « *Mais, tu as vu, Nathalie, ce qu'on vit. Merci. C'est courageux, mais tu l'as fait.* »

Et désormais, quand je prends la parole, j'entends : « *Chut. C'est elle, c'est elle.* » Et je fais le gendarme de là où je suis, dès que mes copines et mes collègues prennent la parole: « *Chut. S'il vous plaît* », « *Ah oui, oui, oui.* »

Il a fallu que, grâce à l'Assemblée des Femmes, j'en parle et que je l'écrive. Donc, je dis toujours et je l'ai d'ailleurs dit au président: « *L'Assemblée des femmes, c'est ma piqure de rappel féministe qui me redonne la pêche pour l'année* » Mes copines m'ont dit : « *En Aquitaine, on n'arrivait pas à faire cela.* » Il a fallu cet incident pour que cela se déroule ainsi, alors merci.

Applaudissements.

Angèle LOUVIERS

Bonsoir. Je vais mettre les pieds dans le plat. Je crois que c'est Madame *Salmon* qui a abordé une question qui m'obsède. Je pense qu'il faut aller jusqu'au bout, parce qu'elle est importante. Effectivement, en tant que femme - et je le dis haut et fort aux féministes - je suis assez perturbée par tout ce que voient les femmes, qui sont effectivement féministes et qui ne sont pas des femmes blanches. Je pense qu'il faut crever l'abcès. Je le dis avec beaucoup de sérénité parce que - et ce n'est même plus la féministe qui parle, mais c'est la directrice du Comité national pour la mémoire et l'histoire de l'esclavage -, vous oubliez, et ce n'est pas un « vous » méprisant, que souvent les femmes originaires d'outre-mer, ou des anciennes colonies africaines, ont toute une partie de leur histoire qui est oubliée, refoulée. Aujourd'hui, comme la parole s'est libérée, mais qu'elle s'est mal libérée, certaines se sont emparées de cette question et elles l'utilisent. Or, moi, je crois savoir qu'il nous appartient, à nous, féministes, organisées, libres, et je me dis de bonnes mœurs, de saisir cette chance ! Donc, moi, aujourd'hui je vous dis : changeons notre méthode de travail. Allons vers elles ! Vers toutes ces femmes. Ne laissez pas les autres femmes dans leurs difficultés. « Ouvrons ce chantier en toute sérénité, parce qu'il est grave et important. »

Applaudissements.

Michèle LOUP

Nous clôturons le débat de cette 1^{ère} table ronde et passons aux témoignages des associations sur les activités qu'elles mènent dans leurs territoires.

VOS ACTIONS MILITANTES FÉMINISTES

TEMPS D'ÉCHANGE

Modératrice, Michèle LOUP

Maryse MARTIN

Je suis présidente de l'**Observatoire de la violence éducative ordinaire** et également secrétaire fédérale du P.S.-17 de la petite enfance.

Je voudrais revenir sur un point par rapport au débat de ce matin. Vous avez beaucoup débattu les unes et les autres et vous avez largement souligné la montée de l'islamophobie et du Front national dans les banlieues, mais c'est exactement pareil dans les petites villes. J'habite dans la communauté urbaine de La Rochelle, dans une petite ville de 2 000 habitants et le Front national est aussi important qu'ailleurs. Et pourtant, il n'y a ni arabes, ni noirs. C'est pour cela qu'il ne faut surtout pas oublier les zones rurales dans le combat.

Je suis féministe, mais milite aussi pour le droit des enfants. C'est pour cela que j'interviens toujours ici pour rappeler que la violence faite aux femmes et la violence faite aux enfants ont les mêmes racines : la violence éducative ordinaire. Tant qu'on ne sera pas toutes ensemble, les associations qui luttent pour la protection des enfants et les associations féministes, nous ne lutterons pas pour la prise de conscience des racines de la violence dès la naissance, et on aura beaucoup de peine à avancer. L'année dernière, nous avons eu la chance d'avoir Laurence Rossignol qui a fait voter trois fois la loi contre la violence ordinaire. Par trois fois Laurence Rossignol a fait voter la loi contre la violence ordinaire, et ce sont les bandes de machos aux postes institutionnels qui nous ont cassé cette loi. J'ai la chance d'avoir derrière moi toute une équipe de jeunes Parisiennes qui sont sur ce travail-là. Elles sont elles aussi féministes, mais elles ont pris le combat de la protection de l'enfance. Voilà, c'est l'information que je voulais vous donner en plus de mon combat de féministe également.

Applaudissements.

Michèle LOUP

Juste un petit point là-dessus pour vous dire que cela avance. La Fédération nationale Solidarité- Femmes a fait un accord de partenariat entre le 3919, le numéro d'appel national contre les violences faites aux femmes, et le 119 qui concerne les violences faites aux enfants, parce que, bien évidemment, il y a des liens très forts entre les deux types de violences qui sont souvent du même type.

De la salle

Bonjour, bonsoir. Merci à celles qui sont encore là pour écouter. Je suis bien sûr un des soutiens de l'Assemblée des femmes depuis sa création, il y a plus de vingt-cinq ans. J'ai plusieurs casquettes : j'ai été formée comme MJF (Mouvement jeunes femmes), cofondateur du planning familial. Le planning familial, et aussi le collectif national contre le viol. Je suis

aussi membre de la ligue internationale des femmes pour la paix et la liberté. Elles m'ont déléguée, ne pouvant pas venir, pour vous faire parvenir un appel. Je voudrais simplement vous dire au nom de la section française que je représente, que j'ai à votre disposition un texte qui présente des objectifs de la ligue : le désarmement total et universel, l'abolition des moyens violents de coercition pour le règlement de tous les conflits, le renforcement des Nations-Unies et de ses agents spécialisés pour la prévention des guerres, une jurisprudence internationale entre les peuples.

« Conscients qu'une paix réelle et durable ainsi qu'une vraie liberté ne peuvent exister sous des systèmes d'exploitation et d'oppression, la ligue considère que son devoir consiste à faciliter la transformation sociale par des moyens non-violents sans discrimination de classe, sexe, race, religion. »

Nous avons au mois de juillet fait une lettre ouverte au Président Macron pour lui demander de ratifier la Convention pour le désarmement nucléaire, et de toutes les armes. Nous pensons qu'il faut faire une pression très forte sur le Président. Je vous laisse la lettre à disposition, pour celles qui seraient intéressées de la lire. On peut signer le texte sur internet.
Applaudissements

Jocelyne BOUGEARD

Bonsoir, Jocelyne Bougeard, je suis adjointe à la maire de Rennes, membre du Haut conseil à l'égalité entre les femmes et les hommes (HCEF/H) et du Conseil des communes et des régions d'Europe. Michèle a invité les associations à prendre la parole et je trouve très important en tant qu'élue de prendre la parole également. Je crois que c'est aussi dans l'essence- même de l'Assemblée des femmes, de reconnaître les pouvoirs et les devoirs d'action des collectivités territoriales.

Je voudrais insister sur le fait que nous sommes au terme d'un très grand renouvellement - je ne dis ni terrible ni formidable - de nos Assemblées, outre le Président et le gouvernement. A ce point d'ailleurs, je dois dire, que je regrette particulièrement qu'il n'y ait personne du ministère des droits des femmes qui soit présent pendant ces deux jours d'échange. Cela aurait pu être important, symboliquement, qu'il y ait quelqu'un, et intéressant pour cette personne d'entendre ce qui pouvait être dit. Nous avons eu, je crois, au fil des années précédentes, toujours eu la présence d'un représentant du gouvernement, prenant la parole et je pense que nous aurions toutes apprécié qu'il y ait quelqu'un aujourd'hui pour l'introduction ou la conclusion de nos journées.

Ce que je voulais dire au terme du renouvellement de nos assemblées, c'est que pour le moment, nous n'avons pas évalué globalement dans quelle mesure les collectivités, les assemblées élues s'étaient emparées ou pas de ce sujet des droits des femmes. Alors vous allez me dire, puisque ce sont des droits, puisque ce sont des lois, on a l'obligation de les mettre en œuvre. Mais, je crois qu'il y a dans notre assemblée des militantes politiques, des citoyennes forcément et que nous sommes toutes engagées et que nous avons aussi cette obligation d'interpellation de nos élu.e.s, de leur demander de rendre compte des engagements qu'ils vont prendre, de la façon dont ils vont les prendre, des moyens qu'ils vont attribuer ou pas.

On entend parler d'une baisse de moyens globale, mais forcément, il n'y aura pas une coupe de 20 %, de 30 % de façon unique partout. Il y aura là plus ou moins. Il me semble qu'il y a

15 ans quand je venais à l'Assemblée des femmes, il y avait beaucoup plus d'élu.e.s présent.e.s, et pour moi ce n'est pas un bon signe que nous soyons si peu nombreuses.

Je crois aussi que les associations et les élu.e.s, quand il y a cet engagement, ont une volonté très importante de travailler ensemble, elles le font et quand il y a des dynamiques de territoires qui sont augmentées par le fait que nos administrations - et je rappelle que nos administrations sont les quasi premiers employeurs sur les territoires -, quelles richesses nous avons et je dis cela, parce que je vois Elizabeth avec laquelle j'ai eu la chance de travailler pendant de nombreuses années dans l'administration rennaise. Danielle qui est près de moi également. **Comment pourrions-nous nous priver de cette qualité et de ces compétences des administrations qui, pour une grande partie d'entre elles ne demandent que cela, d'inscrire dans chacune de nos politiques publiques et avec un objectif de l'intérêt général et de la nécessité d'un service public de qualité, comment pourrions-nous nous priver de ces forces vives et de ces obligations de service ?**

Il n'y a qu'à reprendre les obligations de la loi Vallaud-Belkacem pour savoir que, déjà, chaque collectivité doit rendre compte du plan d'égalité, chaque année, avant le vote de son budget. Je crois vraiment important, que, fort heureusement, nous ayons un ou deux ans sans élections. Et je vous renvoie aussi aux travaux du Haut conseil à l'égalité qui a une production d'excellence, par exemple aux travaux sur la parité.

Ce n'est pas parce que les femmes sont présentes dans les assemblées que le travail va se faire autrement, mais je trouvais important de prendre la parole pour les collectivités. **Un certain nombre de vos territoires sont signataires de la charte européenne pour l'égalité entre les femmes et les hommes dans les collectivités locales. Soyez soucieuses et exigeantes par rapport aux engagements qui ont été pris dans la signature de cette charte et des plans d'action qui y sont affectés.**

Applaudissements.

Michèle LOUP

Je pense que chacune de nous effectivement peut interpeller ces nouveaux ou nouvelles député.e.s sur comment ils se positionnent par rapport aux droits des femmes avec un petit questionnaire, faire le point et les solliciter évidemment, les sensibiliser, leur dire qu'il y a des formations pour élu.e.s.

Clémence PERVENCHE

Juste, parce qu'on parlait politique, et je pense effectivement que c'est important. Je représente à sa demande, **Adrien Morenas**, député La REM de Carpentras (suppléant de **Brune Poirson**), de la 3^{ème} circonscription du Vaucluse.

Applaudissements.

Michèle LOUP

On va rapidement lever la séance. On vous invite à revenir à 19 heures, pour assister à la lecture du texte de CHARB. Surtout, n'oubliez pas votre badge pour rentrer sinon vous ne pouvez pas rentrer pour la lecture du texte de CHARB. Merci. A tout à l'heure.

DÉBAT

animé par **Marika BRET** de *Charlie Hebdo* et **Gérald DUMONT** de la Cie *Théâtre K*

à la suite de la pièce de théâtre tirée du texte de **CHARB**

« Lettre aux escrocs de l'islamophobie qui font le jeu des racistes »,

Interprétée et mise en scène par Gérald DUMONT

Michèle LOUP

Nous allons laisser la parole pour le débat à **Marika Bret**, de l'équipe de *Charlie Hebdo* qui nous fait la très grande amitié d'être ici. Nous voulons vous dire que L'Assemblée des Femmes est extrêmement fière d'accueillir cette lecture ce soir, et de l'avoir insérée au cœur de son Université d'été, consacrée à des travaux et à une réflexion collective autour des extrémismes politiques et religieux. Je vous remercie beaucoup de votre présence.

Marika BRET

Merci. Effectivement, je suis Marika Bret, je travaille chez *Charlie Hebdo*. Je suis, entre-autres, directrice des ressources humaines, parce qu'il a fallu une DRH après janvier 2015. Je suis aussi celle qui va à la rencontre de tout public. Avant de poursuivre je voudrais d'abord dire merci à Geneviève, à Claire et à toutes celles qui nous ont réservé un accueil chaleureux. Egalement dire merci à L'Assemblée des femmes et à l'association Elu.e.s contre les violences faites aux femmes, de proposer ce débat, parce que je ne sais pas si vous l'avez remarqué, mais cela devient de plus en plus compliqué de débattre. Et quand je vois à ma droite et à ma gauche, cette exposition « *Elles comme Laïcité* » de *Femmes Solidaires* et de *Clara magazine* et ces panneaux avec les dessins des dessinateurs de Charlie, **Charb, Coco, Juin**, cela fait du bien.

Je voudrais vous remercier aussi, parce que cela me donne l'occasion de vous parler de Charb, **Charb, le directeur de publication, le journaliste, le dessinateur** qui dessinait depuis qu'il était tout petit. Ses premières caricatures, c'était à neuf ans, ses premières publications dans le journal du lycée. Charb, qui une fois le bac en poche se demandait comment il allait faire pour devenir dessinateur de presse. Alors il s'est inscrit dans une école de pub. Ce n'est pas qu'il voulait devenir Jacques Séguéla, il voulait juste apprendre à dessiner et cette école, il l'a quittée au bout de trois mois quand un de ses professeurs lui a expliqué qu'il était le futur Michel-Ange de l'an 2000. Il est parti... Pourquoi s'est-il inscrit dans une école de pub ? C'est parce qu'il n'existait pas et il n'existe toujours pas de filière « dessin de presse » dans aucune école. Il faut choisir entre l'école de journalisme ou les Beaux-Arts. C'est dommage, parce que non seulement, il faut apprendre à faire un dessin de presse, mais aujourd'hui je pense qu'il faudrait aussi apprendre à les lire.

Je suis contente de parler de Charb, parce que Charb était militant, jamais encarté. Il tenait trop à sa liberté et, parce qu'il disait : « *Mettez deux militants d'un même parti dans une seule pièce et ils vous font trois coins.* »

Je suis contente de vous parler de Charb, tout particulièrement ce soir, de Charb féministe, de Charb pour l'égalité des droits, de Charb pour l'émancipation, parce que

l'émancipation c'est une élévation de soi, à la différence de la soumission qui est l'enfermement de soi. Il militait aussi (je pourrais en dire beaucoup) pour le savoir accessible à tous, la culture accessible à tous, tout cela pourquoi ? Pour aiguïser le sens critique. Charb aimait rire, Charb aimait faire rire sur des sujets d'actualité qui ne sont pas toujours drôles.

Ce livre, dont les extraits mis en scène par Gérald Dumont, que vous avez vus ce soir, après quelques dernières corrections faites le 5 janvier, devait sortir en février. On l'a sorti en avril dans un contexte qui, finalement, n'a pas beaucoup changé. Quel est le contexte ? L'équipe de Charlie Hebdo, et Charb en particulier, sont accusés... Non seulement ils y sont morts pour la liberté, mais en plus, ils en seraient responsables. **Charb a été accusé d'avoir emmené son équipe à la mort.** Charb a été accusé de s'être enfoncé dans une forme de radicalité et de n'avoir pas eu l'intelligence de mettre tout cela de côté quelques jours, quelques heures, quelques instants. Ces mots-là très précis sont le reflet de ce qui se passe depuis janvier 2015 et ils sont signés Yann Moix et c'était en avril 2017 dans « *On n'est pas couchés* ».

Alors, le contexte : en plus de la culpabilité, les « oui, mais » étaient repartis. Oui, mais il ne fallait pas remettre de l'huile sur le feu, oui, mais il ne fallait pas dessiner Mahomet, oui, mais vous insultez tous les musulmans, vous commettez des crimes de lèse-religion ... vous êtes racistes, islamophobes, etc., etc., etc. Alors, on a sorti ce livre. **Ce livre est une mise au point, pas un livre-testament** comme j'ai pu le lire ici ou là. C'est une mise au point sur ces kilomètres de merde jetés à l'équipe de Charlie Hebdo pendant des années, et qui s'est retrouvée profondément seule dans ses combats. 7-8-9 janvier... Et puis, arrive le 13 novembre. Et là, elles étaient coupables de quoi, les victimes du 13 novembre ? Mais le système médiatique, qui a toujours réponse à tout, a inventé quelque chose de formidable : le 13 novembre, il a parlé de victimes innocentes, à croire que celles des 7-8-9 janvier ne l'étaient pas.

Alors, quand Gérald a proposé de monter cette lecture ! Dans un premier temps, son projet était d'aller dans les écoles et dans les centres sociaux, d'aller à la rencontre de cette jeunesse, qui s'était retrouvée projetée dans le chaos du monde, pour essayer de répondre à leurs questions. Tout s'est toujours bien passé. C'était parfois virulent, parfois triste, mais ce dialogue avec les jeunes s'est toujours bien passé. Alors, Gérald Dumont s'est dit : « *Puisque c'est comme ça, pourquoi ne pas proposer cette lecture à tout public ?* » Bonne idée, mais voilà...

Programmée à Lille, programmée à Arras, programmée à Avignon, programmée à Lormont (Gironde), eh bien non !... Le président de la faculté de Lille craint des débordements. Pour Arras, le MRAP et la Ligue des droits de l'Homme s'y opposent. La Ligue des droits de l'Homme déclare que nous, les vivants, étions en train d'instrumentaliser l'œuvre culturelle, le livre de Charb, contre les libertés. Quant à Avignon, après des mois de travail, parce que vous vous imaginez que l'on ne va pas au festival d'Avignon comme cela, les interlocuteurs se sont mis aux abonnés absents. Et début août, c'est la Mairie de Lormont qui déprogramme à la dernière minute expliquant via l'adjoint au maire que le livre de Charb, ne va pas dans le sens d'une « *transmission apaisée de la laïcité* »...

Là j'ai envie de parler de ma journée d'hier à Charlie Hebdo. J'étais dans cette pièce, que pourtant je connais par cœur, et j'étais un peu effrayée. Hier, je me suis demandé si on revenait en 2006, si on revenait en 2011... En cause, la dernière une signée Juin ... Oui, il y

a marqué « islam » dans le titre, et oui, elle pose une question évidemment. Arrivent des kilomètres, des milliers et des milliers de mails : on recommence, nos caricatures sont excessives, la caricature est injurieuse envers tous les musulmans, nous sommes bien sûr toujours islamophobes, racistes, etc. Nous sommes aussi vendus au Front national. Nous sommes vendus au CRIF. Et ça recommence : les menaces pour distiller la peur et cela va de : « *Fais attention quand tu marches, regarde bien derrière toi* » à « *Le travail des frères Kouachi n'est pas terminé.* » Alors, on en est où ?

Charb censuré, Charlie Hebdo encore menacé, parce que nous nous interrogeons sur la place de la religion, et notamment l'islam évidemment, dans les attentats, alors, à nouveau, nous sommes des blasphémateurs. On est accusés de quoi ? De ne pas fuir le débat. Oui, on use de ce droit absolument inaliénable d'exprimer notre vision du monde. Sans limites ? **Si, il y en a une, les lois. Nous respectons les lois... Celles de la démocratie, celles qui sont discutables, modifiables, opposables, contrairement aux lois divines qui sont, elles, décrétées par nature, immuables, non négociables et éternelles.**

Alors, oui, être choqué, cela fait partie du débat, il n'y a pas de problème. Etre menacés de mort, peut-être un peu moins, être tués, carrément pas du tout... **Charb n'est pas coupable d'avoir été victime. Ecrire, dessiner, parler, jouer, cela participe de la communication des idées et c'est bien pour avoir usé de cette liberté qu'ils ont été tués.** Aucun code, aucune règle, aucun usage, aucun pouvoir qu'il soit politique ou institutionnel, aucune croyance n'échappe à l'emprise de notre intention critique. Alors, je crains qu'à Charlie Hebdo, je crains que pour Gérard Dumont, je crains que pour vous aussi, militantes, il va nous falloir faire preuve d'un entêtement important malgré les menaces d'où qu'elles viennent, parce que si nous cédon, non seulement, ce serait piétiner leur mémoire, ce serait aussi valider la délivrance de fatwas. **Pour rappel, Riss, directeur de la publication du journal, sa tête vaut 250 000 dollars. Et ce serait accepter tout le reste, les sentences, les coups de fouet, les peines de prison dans des prisons pourries, ce serait fermer les yeux sur ces femmes kidnappées, mises en cage, vendues au marché des esclaves, etc., etc.**

Alors, avant de vous laisser la parole, j'ai envie de terminer par cette phrase de Charb : « *Le pire, ce n'est pas que le meilleur ait une fin, c'est que le pire ait un début.* »

Applaudissements.

L'idée, comme après chacune des représentations, c'est de débattre, d'échanger, pour nous, de répondre aux questions, mais aussi avoir des avis, des opinions, etc.

Nina SANKARI

Ce que j'ai vu dans cette lecture-spectacle me touche profondément. Je suis organisatrice de « *Journées athées* » qui se tiennent à Varsovie depuis quelques années.

En 2015, en mars, Gérard BIARD, le rédacteur en chef devait venir parler à une des conférences. Il avait donné son accord en 2014. Et puis il y a eu l'attentat en janvier et il n'a pas pu venir. Il nous a envoyé un de ses articles, sur la liberté de conscience, parce que c'était cela surtout le sujet. C'était un petit article. Il a été publié. Et plus tard Riss est venu en Pologne. Nous avons parlé de la liberté de conscience et de la Pologne qui s'en éloigne de plus en plus.

Après, il y a eu le numéro spécial avec en une « *L'assassin court toujours* » qui m'a touchée très profondément en tant qu'athée, parce que oui il court dans le monde l'assassin et chaque jour, **pendant que nous sommes ici, des athées se font tuer pour le simple fait qu'ils osent ne pas croire en Dieu.**

Alors, je vous invite à venir en Pologne vous qui êtes ici, en mars prochain, du 23 au 25 mars, pour nous soutenir, parce que ce n'est pas facile, on nous a même menacés de déportation. Alors, on a fait une manifestation. On est venus à la manifestation avec des valises à la main pour faire référence aux déportés.

L'assassin court toujours, non seulement en tuant physiquement, mais surtout en tuant la liberté.

Applaudissements.

Marika BRET

Vous avez parlé de **Gérard BIARD**, rédacteur en chef de Charlie Hebdo, président de « Zéro macho ». Lui aussi est plus qu'engagé dans la lutte pour les femmes et pour l'égalité des droits.

De la salle

Je voudrais m'adresser à l'acteur, avoir votre ressenti, parce que moi, en vous écoutant, j'avais envie d'être silencieuse, parce que c'était très important de comprendre le raisonnement. **Au fond, tout ce que vous avez lu est un raisonnement. C'est vraiment une démonstration**, donc c'est complexe à suivre, d'où peut-être l'impression que vous, comme acteur, vous avez pu avoir une forme de silence que je ne qualifierai pas de religieux, mais presque. Quel a été, vous, votre ressenti par rapport au public d'une manière générale ? Est-ce que vous avez eu l'impression qu'il y avait des publics qui étaient chaleureux, que celui-ci était un peu froid alors qu'on était attentives ?

Gérald DUMONT

En plus, cela résonne ici, cela fait un peu comme dans une église, c'était trop bien. Non, j'ai senti qu'il y avait de l'attention. Je ne vais pas flagorner, mais vous étiez un chouette public, parce qu'il y avait de l'attention et cela rigolait quand il fallait rigoler, donc, moi, cela me va bien. Je n'en demande pas plus. Après, c'est vrai que c'est selon les salles, ici c'était compliqué pour moi au niveau de l'acoustique notamment. Mais je pense que le spectacle commence à avoir un rythme. Moi, je commence à savoir à peu près où je dois poser. Vous étiez un chouette public. Merci, c'était cool !

De la salle

J'ai beaucoup aimé cette soirée, parce qu'elle est vraiment dans notre tradition, la tradition à laquelle je tiens beaucoup, celle de Diderot par rapport au blasphème, donc c'est un trésor extrêmement précieux qui, malheureusement, n'est pas partagé dans le monde, qui est remis en cause, donc merci, merci de faire vivre ce trésor et de lui donner toute l'ampleur qu'il mérite d'avoir.

De la salle

Pour réagir à ce que tu as dit. Quelquefois, j'ai eu du mal à accrocher. J'ai une amie qui est morte au Bataclan et c'est vrai que j'ai eu du mal à te suivre quelquefois. C'était complètement émotionnel, mais je pense qu'il y a un raisonnement et que ce raisonnement, m'a impactée. Il y avait un peu de colère si tu veux.

Gérald DUMONT

J'ai fait des coupes dans le texte, parce que si j'avais fait l'intégrale, cela aurait duré deux heures. Et puis, comme disait Marika, c'est quelque chose que j'ai fait à l'origine pour les jeunes, donc il y a plein de passages que j'ai supprimés, parce qu'il fallait un format de moins d'une heure pour que cela fonctionne. Après, j'ai vraiment essayé de le rendre le plus didactique possible.

Carine DELAHAYE

Je trouve que c'est très réussi. Sincèrement ! J'avais lu le texte mais je ne l'avais pas entendu. Cela le rend encore plus accessible, et je pense notamment à un public peut-être parfois de primo-arrivants ou de gens qui ne maîtrisent pas suffisamment la langue pour pouvoir le lire. Du coup, cela en fait un objet sonore qui est pour moi, assez percutant dans la manière dont vous l'interprétez. Et puis, je trouve qu'en plus, l'habillage est assez sobre, en même temps, il nous aide bien à respirer et justement à rester dans le récit à des moments où c'est un peu trop fort.

Je voulais aussi dire merci à l'équipe de *Charlie Hebdo*, parce qu'avec *Femmes solidaires*, *Charlie Hebdo*, c'était surtout la rencontre avec Gérard BIARD qui est un féministe convaincu avec lequel on a fait beaucoup de débats sur la question de l'abolition de la prostitution. C'était avant 2015, mais c'est vrai que moi, quand j'entends parler de l'équipe de Charlie, je suis toujours révoltée, parce que vous êtes une rédaction avec des personnes (je ne connaissais pas vos camarades personnellement) d'une telle intelligence, des personnes qui ont une pensée si structurée... Et je trouve que vous faire passer pour des irresponsables ou des personnes qui ne réfléchissent pas, c'est dégueulasse. Peu de gens ont votre niveau de conscience et votre niveau de réflexion et surtout votre capacité à douter, à vous remettre en cause. C'est sur ces idées-là qu'on s'est rencontrés avec Gérard.

Je voulais dire une chose sur cette exposition. Quand on parle de laïcité, l'extrême droite nous tombe dessus pour essayer d'être comme de bons amis ou de bons copains. Si on a souhaité faire cette aventure avec vous, c'est que je pense que quand on voit la portée de ces dessins et la force que cela amène, on se dit que c'était une manière aussi de dire merci de toute la pensée qui émane de *Charlie Hebdo*, qui n'est pas reconnu à sa juste valeur. C'est moi qui parle, mais *Femmes Solidaires*, nous sommes très fières de montrer ces dessins de Charb. Si on avait pu, on en aurait montré encore plus, de Coco bien sûr et de Juin, mais c'est vrai que pour nous, c'était un acte fort de se dire d'essayer de continuer à montrer cette œuvre majeure qui n'est pas reconnue.

La dernière chose que je voulais dire c'est la question que tu poses, Marika, **de la compréhension des caricatures**. Cette exposition va dans les lycées, et je fais à peu près deux, trois fois par semaine pendant la période scolaire des interventions pour parler de liberté d'expression. J'ai une présentation simplifiée pour essayer d'expliquer le cadre légal, expliquer qu'on ne vous fait pas de cadeaux, qu'effectivement, quand vous gagnez des

procès, c'est parce que vous êtes dans le cadre légal et que tout cela est régi par des lois, et qu'on ne fait pas de cadeaux pour être complaisants avec ce que souvent les lycéens, et parfois les profs, appellent « l'islamophobie ». La présentation se termine par quatre caricatures dont celle « *C'est dur d'être aimé par des cons* » et celle des survivants. Et à chaque fois, à la fin de la présentation, je dis : « *Je vais vous proposer de regarder ces dessins de presse ensemble.* » Je ne dis pas « caricatures » parce que c'est un mot qui est complètement hors-champ. Je trouve que c'est intéressant d'expliquer ce que c'est qu'un dessin de presse et j'inclus dedans des dessins qui se moquent des féministes en disant que certaines, pour moi, sont plus compliquées à accepter, par exemple, de se moquer des féministes alors que je suis féministe. La caricature induit une sorte de dérision par rapport à ses propres convictions. Et généralement, les lycéens commencent par dire : « *Ouille, ouille, qu'est-ce qui va nous arriver ?* » Et puis, au bout de trois minutes, la tentation est trop grande de regarder ensemble quelque chose qui est quand même du domaine de l'interdit. Ce sont des ados. Cela se passe toujours très bien et la chose qui nous arrive à chaque fois, quand on arrive sur cette fameuse caricature « *C'est dur d'être aimé par des cons* », il y a vraiment quelque chose qui s'ouvre à la fin de la conversation et pratiquement à 100 %, les lycéens nous disent : « *Mais on n'avait rien compris ! Tout comme le « Tout est pardonné », on n'avait pas compris, Madame ! C'est vrai, finalement, ce n'est pas si grave.* »

Et je voulais en terminer par là, moi, cela me fait marrer, cela m'a toujours fait marrer, mais je me suis demandé pourquoi cela me faisait marrer, parce que je suis comme tout le monde, il y a forcément des trucs qui doivent me choquer, mais c'est que moi, j'ai grandi avec Wolinski. C'est vrai que chez moi, il y avait la presse. Pour moi, Wolinski, cela faisait partie de mon univers. Après, Cabu venait à la télévision quand j'étais assez jeune, donc j'ai vu des dessins de Cabu très jeune aussi et je me dis que du coup, cela m'a forgé l'œil et cela me permet aussi de mieux comprendre. C'est là où je veux vous dire : il faut continuer, parce que quand il s'agit du dessin de presse ou de la caricature, on ne reconnaît pas le fait qu'il faut vraiment exercer son œil, essayer de comprendre et surtout, il nous faut beaucoup de culture générale pour comprendre un dessin de presse. Tant qu'on en montrera, on sera obligés d'être exigeants avec nous-mêmes et d'expliquer à ces jeunes tout un tas de concepts qu'on ne leur apprend pas. Alors il faut continuer, parce que c'est une œuvre majeure, l'œuvre de Charb et il faut la montrer. Je le pense vraiment. Il faut continuer à la montrer, parce que cela nous oblige à expliquer, cela nous oblige à avoir des débats.

Marika BRET

Merci à vous et surtout, c'est vrai que vous avez compris quelque chose qui est également dans cette lettre, qui n'est pas dans le spectacle, parce que ce sont des extraits, mais effectivement, les journalistes, les dessinateurs de Charlie Hebdo, après le fameux procès de 2006 avec la une de Cabu, avant 2006, ils étaient journalistes- dessinateurs et après ce procès, ils sont devenus par le biais négatif, des caricaturistes, ce qui effectivement, n'est pas la même chose. Merci de l'avoir relevé.

Bien sûr qu'il faut apprendre, notamment aux jeunes à savoir lire le dessin de presse. Cela, c'est sûr, mais très franchement, on n'est pas aidés et on continue à ne pas être aidés. J'écoutais Gérald, ce soir. Je pensais à ma journée d'hier avec la une de Charlie et j'étais assez catastrophée de me dire : « *Mais qu'est-ce qui a changé ?* » Oui, il faut apprendre aux jeunes

et à tout le monde à lire le dessin, mais il faudrait aussi que les politiques, les médias, etc., apprennent à les commenter.

Gérald DUMONT

Je vais juste rajouter quelque chose. Marika en a parlé, elle m'a demandé d'intervenir en lycée, c'est important. Et là, ce que je suis en train de mettre en place en parallèle des représentations dans les lycées, c'est d'intervenir dans les centres socioculturels dans le 14^e à Paris. Je travaille avec Camille S. qui est dessinatrice, chez Marianne, entre autres. Là, on va les faire dessiner autour d'un fait d'actualité. Eux, ils vont faire un dessin de presse et en plus, moi, je vais les faire écrire sur leur démarche, pourquoi ils ont choisi ce fait d'actualité, pourquoi ils ont dessiné comme cela et qu'est-ce que cela représente pour eux. Cela, c'est un boulot auquel je tiens aussi, parce que vous avez complètement raison sur l'histoire des caricatures. Cela fait partie de mon boulot.

Claire DONZEL

Tout d'abord, merci, un grand merci. Je voudrais juste dire qu'avant l'assassinat à Charlie, je regardais le journal, mais de loin, parce que j'étais un peu bloquée par l'aspect de certains dessins, parfois un peu pipi-caca, je dirais pour faire simple. Quand il y avait les caricatures religieuses, je trouvais cela bien, mais de là à acheter Charlie, non. Et puis, dans le mouvement de solidarité, je me suis abonnée et là, j'ai été vraiment très surprise, parce qu'il y a une très grande qualité des textes, de vraies réflexions. Si je peux donner un conseil à celles et ceux qui ne sont pas encore abonnés, faites-le pour ces raisons. Vous avez mentionné des villes qui ont refusé votre venue. Est-ce qu'il y en a qui ont accepté ? Comment peut-on vous aider à promouvoir cette lecture-spectacle, ce texte est tellement important !

Gérald DUMONT

Merci déjà. D'abord, je dois dire que ce n'est pas le boulot d'une municipalité d'accepter ou de refuser un spectacle. A priori, ce n'est pas son problème, c'est à l'organisateur, il fait ce qu'il veut. Mais ce n'est pas qu'elles ont accepté, c'est qu'elles ne se sont pas manifestées. Après, pour aider... c'est de l'huile de coude, c'est faire venir le public... J'ai envie de dire que c'est comme n'importe quel organisateur de spectacle. Après, effectivement, il y a un plafond de verre... Comment dire ? Je suis très content d'avoir joué devant vous, mais j'aurais bien aimé jouer avec des gens pas d'accord. C'est trop facile d'être devant des convaincus. Je dis cela sous forme de boutade, mais c'est vrai. Là où cela peut poser des problèmes comme à Lormont, comme à Arras, comme à l'université de Lille où là, le public qui allait venir, ce n'était pas forcément des convaincus. Mais justement, nous, on ne demande que cela. Après, si on ne va pas jouer devant des convaincus, ce n'est pas pour le conflit, ce n'est pas du tout cela, mais rencontrons-nous, discutons ! Franchement, on est prêt à venir dans les lieux que vous voulez.

Marika BRET

Les premières censures sur cette proposition de spectacle-lecture ont été médiatisées. Ce qu'on peut quand même dire qui est réjouissant c'est que très vite, le milieu laïque a réagi,

vite et vigoureusement. C'est aussi pour cela que nous sommes là ce soir. Cela a au moins ceci de rassurant, de se dire qu'il y a une famille laïque qui a bougé, une famille laïque qui a réagi et qui a contesté cette censure. Quand Gérald m'a parlé de cela, cet après-midi, en me disant : « *Ce plafond de verre qui fait que l'on s'adresse finalement, hormis dans les écoles justement, et les centres sociaux, à un public qui se sent concerné et qui est peu ou pas en opposition avec nous* », je lui ai répondu que l'on avait la même difficulté avec la laïcité. On parle exactement de la même chose. Il s'agit de se dire qu'effectivement, parler de laïcité aux plus jeunes, c'est compliqué, cela les saoule. D'ailleurs, c'est une définition qui a été très souvent déformée. Il y a confusion entre laïcité et athéisme. Comment atteindre celui qui pense qu'il n'est pas concerné ? J'ai la même réponse que Gérald, c'est avec de l'huile de coude, c'est petit à petit : n'abandonnons pas, ne lâchons pas, ne lâchons rien. Moi, je pense qu'en tout cas, Gérald, sur ce spectacle, on va y arriver.

De la salle

Ma réaction c'est que je me sens mal ce soir, très, très mal. Tout ce que vous avez évoqué m'a bouleversée à nouveau. Pendant trois ans, j'étais abonnée à Charlie, bien sûr avant janvier ; pour des problèmes financiers, j'ai arrêté, mais je le regrette. Et puis, quand je lisais Charlie, je me sentais chez moi pour plein de raisons. Celui que je préférais évidemment, c'est Cabu dont les idées politiques étaient semblables aux miennes. Je peux vous dire qu'à leur mort, on a énormément pleuré chez moi, très, très fort. Je voudrais vous dire merci et je voudrais aussi dire que bien sûr, je suis convaincue, mais que le message qui est porté ce soir, ce n'est ni plus ni moins qu'un message de liberté et que si ce message n'est plus dit, chanté ou senti, c'est la fin de notre spécificité même si c'est une spécificité dans le monde entier aujourd'hui. On sait bien que c'est compliqué d'être libre, mais précisément, c'est le seul message qu'il faut faire passer, qu'il faut faire entendre, comprendre, sentir. Ma vie a fait que je suis une femme libre, mais c'est vraiment une invitation populaire que l'on peut faire à la lecture de Charlie évidemment, comme aujourd'hui. Merci.

Geneviève COURAUD

On a parlé des mauvaises réceptions de la pièce ici ou là. Je veux témoigner du fait que le maire de La Rochelle est au courant depuis le début de notre projet de vous inviter, depuis que nous l'avons décidé, c'est-à-dire depuis mars, et que cela n'a jamais fait l'ombre d'une difficulté quelconque. Nous avons encore échangé par mail en juillet, en août et nous avons évidemment parlé de l'ensemble de cette université d'été et de son contenu et il n'y a jamais rien eu qui aurait pu sembler de l'ordre d'un doute. J'ai vraiment apprécié. Je sais qu'il y a une élue de La Rochelle ici et je tiens à le dire (il y a des élu.e.s d'autres villes ici aussi), que cela fait du bien quand on croise des élu.e.s courageu.x.ses, qui regardent les choses en face et qui sont des élu.e.s citoyen.ne.s et solidaires.

Applaudissements.

De la salle

Je voudrais revenir sur les dessins de presse et les femmes. En 1992, nous avons appuyé l'équipe de *Charlie Hebdo* à Angoulême, au festival de la BD, parce que je gère avec d'autres, un espace pour la diffusion culturelle et artistique, qui est aussi un espace d'alternative

sociale et économique. C'était l'époque où Charlie se recréait, donc nous l'avions accueilli. Et je me dis, à l'époque, qu'il n'y avait que des hommes, alors que maintenant, si on faisait la même chose, on accueillerait des femmes, donc je pense que cela a quand même évolué. On avait eu, il y a quelques années, **Chantal Montellier**, une dessinatrice de presse, qui me disait combien c'était difficile pour elle de se faire accepter dans ce milieu. Par rapport à ce que vous disiez, effectivement, c'est accueillir dans des lieux quels qu'ils soient *Charlie Hebdo*, et pourquoi pas la pièce de Charb, dans des centres sociaux... A quelque niveau que ce soit, je crois que c'est comme ça que l'on pourra effectivement toucher les gens qui sont loin de nous. L'entre-soi donne envie aussi de sortir de cela. Je pose la question, parce que je suis dans un centre social (je suis une militante associative un peu frénétique) : comment les jeunes ont-ils accueilli votre travail ? Cela me paraît important de savoir comment cela se passe, comment après, vous échangez avec eux.

Gérald DUMONT

C'est drôle, parce que cet après-midi, j'ai entendu le débat dans lequel Madame Lanzi, je crois, disait que dans certains centres sociaux, les éducateurs étaient barbus. Moi, c'était le cas. Quand j'ai travaillé avec eux, je travaillais sur un projet qui s'appelait *Looking for Gaza*, qui a duré deux ans, parce qu'il se trouve qu'il y a un an, j'ai écrit un spectacle qui s'appelle « *7 janvier* » que j'ai écrit avec Caryl Ferey, un auteur de polar. J'ai l'habitude de faire cela, quand je crée un spectacle, pendant tout le temps de la création, le moment de l'écriture, les jeunes suivent les répétitions publiques, on fait des ateliers. Ils suivent à peu près pendant deux ans. Moi, j'ai travaillé sur l'émancipation notamment avec eux et derrière, je savais que les parents, dès qu'ils étaient rentrés chez eux, disaient: « *Il vous dit des conneries !* » Mais on s'aimait beaucoup !

Je vous parle de cet éduc', il a quand même insisté pour organiser la lecture devant les gamins et cela, c'était chouette, vraiment chouette. Pour moi, c'est un souvenir fort. Vous savez, dans ce métier, il y a des fois, on se demande pourquoi on le fait, mais là, j'avais vraiment l'impression de savoir pourquoi je le faisais. On avait pas mal d'échanges chouettes jusqu'à la fin où on a eu droit... c'était marrant, c'était surtout les plus vieux, les étudiants qui étaient à l'université et qui ont commencé à nous dire : « *Oui, les dessins du prophète, c'est pour vendre.* » Cela a commencé à tourner comme cela vers la fin. Il y a quelque chose d'important aussi, c'est le travail qui est fait avant par les équipes pédagogiques. On ne peut pas prévoir un spectacle comme cela, sans savoir qui est Charb, sans savoir ce qu'est Charlie. Il y a un minimum à savoir, mais quand le boulot est fait avant, c'est vraiment chouette.

Marika BRET

J'ai exactement le même souvenir que toi. Effectivement, en amont, il faut qu'il y ait un minimum de travail. Moi, j'ai entendu de la part de personnels qui travaillaient dans les centres sociaux : « *On manque de formation. Nous, on s'est retrouvés après le mois de janvier face à tout cela et comment en parle-t-on ? Que disons-nous ? Que faisons-nous ? Où sont les ressources pédagogiques ? Où sont les outils ? On ne les a pas.* ». L'Éducation nationale en a un petit peu plus, mais c'est vrai que pour les centres sociaux, c'est plus compliqué. Quand on parle avec ces jeunes en leur disant : « *C'est très simple, vos questions à propos du 7 janvier sont légitimes,*

quelles sont-elles ? » Quand on commence comme cela, c'est rare que cela se passe bien. Sur ce débat dans ce centre social, là où cela a commencé à se cristalliser, ce ne sont pas les plus jeunes qui fréquentaient le centre social qui avaient participé à l'atelier, ce sont les plus grands qui ont posé les questions pour savoir si on connaissait bien le sujet, par exemple : « *Le salafisme, est-ce que vous savez d'où cela vient ?* », etc., etc. Pas de bol, il se trouve qu'on connaît bien... Moi, je regrette qu'on n'aille pas plus sur les centres sociaux.

De la salle

D'autant plus qu'on a été montrés du doigt, nous centres sociaux, après le 7 janvier. On nous a plus ou moins accusés de ne pas avoir fait le boulot.

Marika BRET

Après le 7 janvier, effectivement, les centres sociaux ont été montrés du doigt. Je suis complètement d'accord, parce que je l'ai entendu aussi : en gros, vous n'avez pas fait le travail. Non, cela ne se passe pas exactement comme cela. Par exemple on est bien introduits dans des centres sociaux autour de Belleville, j'ai fait plein de choses là-bas. C'est un quartier mixte, riche, compliqué aussi. C'est clair que la question des moyens et des ressources manquantes a été terrible !

De la salle

On n'avait aucun outil. Je pense que quand même, c'est intéressant, parce que je me dis qu'avec ce modèle de travail et l'expo de *Femmes solidaires*, peut-être qu'on peut s'en emparer, parce que jusqu'à maintenant, à part des grandes réunions sur le vivre ensemble avec les confédérations, les centres sociaux, les MJC, il y a beaucoup d'intervenants, des consultants, mais autrement c'est compliqué.

De la salle

Mais il y a des jeunes qui ont dit : « *Je ne suis pas Charlie.* »

Marika BRET

Même des vieux. Il n'y a pas que des jeunes qui ont dit : « *Je ne suis pas Charlie.* »

De la salle

Non, mais il y avait le refus de la minute de silence si vous vous souvenez... Avez-vous eu ce genre de public ?

Gérald DUMONT

Régulièrement ! Mais j'ai envie de dire, les « *Je ne suis pas Charlie* », ils ne sont pas que chez les jeunes. Ils sont chez les jeunes-vieux, ils sont chez les potes.

De la salle

Merci pour cette lecture. Moi, j'ai découvert ce texte en tant qu'universitaire, parce que j'étais universitaire à Lyon. L'interdiction que vous avez eue à l'université de Lille, est-ce que c'est la seule ou est-ce que vous avez eu des réticences dans d'autres universités ? Cela,

c'est ma première question. Et je voudrais faire un petit parallèle avec ce que j'ai vécu cette année, parce que je suis chercheuse en sciences politiques et j'ai travaillé sur les élections présidentielles et j'ai eu deux conférences, organisées par les étudiants, qui ont été interdites par mon président d'université. Il s'est opposé à la tenue de ces conférences qui n'étaient que la restitution de travaux d'étudiants : il avait reçu une circulaire ministérielle expliquant qu'on ne parlait pas de politique à l'université. Ce que je veux vous dire là, c'est que peut-être, sur les moyens de diffuser ce texte, est-ce qu'il ne devrait pas y avoir une interpellation générale des présidents d'université, parce que je pense qu'ils s'isolent chacun sur leur territoire. Ils se protègent. Ils ouvrent le parapluie alors que je pense que l'université est le lieu dans lequel ce type de lectures devrait être fait de manière évidente, expliquée, pédagogiquement introduite bien entendu. Est-ce qu'il n'y a pas peut-être là, une démarche plus collective à faire pour les placer devant leurs responsabilités, pour leur montrer que cette excuse est globalement d'une lâcheté colossale. Moi, chercheuse en sciences politiques, je leur ai dit clairement : « *Si vous m'interdisez de parler politique à l'université, comment je fais pour travailler ? C'est mon sujet !* » Et on peut traiter de la politique comme d'un objet qu'on déconstruit, sur lequel on travaille comme on peut traiter de la religion de la même manière. Là, c'est un objet qu'on déconstruit.

Gérald DUMONT

Je ne suis pas le seul à avoir été annulé. J'ai contacté, je pense, pas loin d'une dizaine d'universités en France, en tout cas, les universités qui avaient une programmation avec du théâtre. Je n'ai eu aucune réponse. J'ai fait une demande à la rentrée en sachant que de toute façon, ce ne serait pas pour cette année, que ce ne serait que dans deux ans, mais je n'ai eu aucune réponse. Et ce qui est plus embêtant, c'est que j'ai même contacté des universités où il m'était arrivé de jouer autre chose, mais là, rien, aucune réponse.

Marika BRET

Effectivement, il y a eu Lille et la réponse du président de Lille. On parle d'absurdité, mais là, c'est en effet absurde ou grave, puisque sa réponse était : « *Je crains des débordements.* » Effectivement, cher président, n'allons plus à un concert, n'allons plus à des terrasses de café, n'allons plus sur des terrains de foot, etc. N'allons plus sur des promenades, etc., etc.

De la salle

Bonsoir ! Vous dites que vous parlez devant des convaincus. Je ne sais pas si c'est complètement vrai ; et si c'est vrai, je ne sais pas si c'est pareil de parler devant des convaincus et devant des gens qui peuvent être convaincus sans avoir compris. Par exemple, moi, je suis sensible à tous ces thèmes-là par mon implication et par le milieu dans lequel j'ai vécu, donc je suis d'accord, je soutiens *Charlie Hebdo* et compagnie, la liberté d'expression et tout cela, mais quand j'entends cette lecture sur ce texte, ce qui me marque, c'est surtout la clarté du raisonnement. Cela a déjà été dit. **Et ce qui est très important, c'est que si à nous, qui sommes des gens convaincus, on n'explique pas pourquoi on l'est, on va être incapables de dire aux autres pourquoi on est convaincus, donc dans ce cas-là, nous sommes plus susceptibles d'être tout de suite désarmés par des gens qui peuvent sortir un argument nul, mais vous ne pouvez pas le démontrer, parce que vous ne savez pas**

pourquoi vous y croyez. Je pense que ces lectures-là sont extrêmement importantes et c'est aussi extrêmement important de le faire **devant des gens convaincus qui n'ont pas encore compris pourquoi ils le sont.** C'est aussi pour cela que c'est extrêmement important d'entrer et de jouer dans des universités, parce que c'est le lieu où l'on transmet ces outils. Si cela a été interdit dans des universités, je ne comprends pas pourquoi. **Rien dans le texte n'est choquant, rien n'est vindicatif.** Si ce n'était pas estampillé *Charlie Hebdo*, cela pourrait passer pour n'importe quelle thèse d'opinion, dans n'importe quel journal. Que le texte soit interdit, c'est juste une attaque contre *Charlie Hebdo*, parce que s'il n'y avait pas ce nom-là, il n'aurait pas de problème.

Gérald DUMONT

Merci, merci, merci ! C'est vrai, tu as complètement raison. Pourquoi est-ce interdit ? Après, je pense que Marika répondra, mais moi, je pense qu'il y a trois raisons. Dans le titre, il y a « islamophobie », deuxième chose : « Charb », troisième chose : « Charlie Hebdo. » Dehors ! Ils sont dehors, à la rue ! C'est anxiogène Charlie Hebdo et Charb. On passe une soirée avec Charlie Hebdo, cela peut être une soirée pourrie, donc il y a ces trois raisons-là.

Marika BRET

Pas mieux ! C'est exactement cela ! Ce sont ces mêmes raisons-là qui continuent aujourd'hui. C'est fou, pendant deux ans, on nous a dit : « *Vous ne dessinez plus Mahomet, vous ne parlez plus de religion, ceci, cela...* », c'est toujours trop ou pas assez selon les choix... Avec cette Une de cette semaine qui a provoqué cette espèce de tollé absolument délirant en quelques heures, j'ai reçu des photos où les marchands de journaux ne l'affichent pas comme cela, mais comme cela.

Applaudissements

Fin de la soirée.

Vendredi 25 août 2017

OUVERTURE

« Les droits des femmes bafoués à l'international »

61^{ème} session de la CSW et 60^{ème} session de la CIPD

Danielle BOUSQUET

Présidente du HCEF/H et Vice-présidente de l'ADF

Autonomisation économique des femmes dans un monde en pleine évolution.

Je vais aborder la question de la manière dont évolue ce qu'on appelle la communauté internationale - on va dire l'international, l'ensemble des pays - sur la question des droits des femmes. Cela, c'est à l'ONU qu'on peut le mesurer, dans la mesure où, vous le savez, tous les pays, bien sûr, se trouvent membres de l'ONU.

Il y a deux moments importants à l'ONU, en ce qui concerne les droits des femmes, même si le deuxième moment n'est pas perçu en France de cette manière-là.

- Le 1^{er} moment, la Commission du statut de la femme, qu'on appelle la CSW, s'est tenue cette année du 13 au 24 mars, elle a vu un grand nombre d'associations françaises présentes.
- Le deuxième moment, qui se tient une semaine après, et qui est la Commission de la population et du développement, est un moment très important et il n'y a aucune association française présente. C'est très surprenant.

Je vais vous expliquer le lien qui existe entre les deux. Je ne vais pas entrer dans les détails sur l'organisation de l'ONU. Il y a des spécialistes ici, qui pourront répondre très précisément à vos questions.

Mais je vais expliquer ce qu'est la CIPD, la Commission de la population et du développement, parce que personne ne sait ce que c'est, alors que tout le monde sait ce qu'est la précédente.

La Commission du statut de la femme découle de la grande conférence mondiale sur les droits des femmes de Pékin en 1995.

La CIPD découle de la conférence du Caire, de 1994.

Pékin a confirmé ce qui avait été fait en 1994. Donc, c'est 1994 l'origine. C'est à dire population et développement.

I. La CSW- 61, 61^{ème} session de la commission du statut de la femme de l'ONU (13-24 mars 2017).

Le risque de régression qui pèse sur les droits des femmes dans les enceintes internationales n'est pas un phénomène nouveau. Depuis l'adoption de la déclaration et du programme

d'actions de Pékin en 1995, qui demeure le document de référence, les rapports de force ne permettaient que de préserver les acquis dans les textes adoptés à l'ONU.

La 61^{ème} session de la CSW a marqué un tournant préoccupant, significatif de la vigueur des conservatismes à l'ONU, de nouvelles dynamiques opposées à l'avancée ou au maintien des droits des femmes et d'un isolement croissant de l'Union Européenne sur les sujets traditionnellement clivants.

Quel était le contexte ?

La publication du projet initial de conclusions qui avait été préparé par le bureau de la CSW (Brésil, Egypte, Bosnie-Herzégovine, Japon, Allemagne) laissait déjà présager de difficultés, car on pouvait y noter l'absence des causes structurelles des inégalités, l'absence d'une approche par les droits des femmes, et de nombreuses lacunes (rôle de l'éducation, accès à la santé sexuelle et reproductive, rôle de la société civile, lutte contre les violences, pour l'autonomisation économique des femmes).

La secrétaire générale de l'ONU-Femmes n'a pas joué son rôle, elle a pratiqué une autocensure systématique pour ne pas heurter les pays conservateurs sur les sujets sensibles. En ce qui concerne ONU-Femmes, je voudrais ajouter que sur le document préparatoire (septembre 2016) on trouve qu'il faudra (*je traduis*) reconnaître que « *le travail du sexe* » c'est un métier, et protéger les conditions de travail de celles et ceux qui ont choisi librement de s'engager dans l'activité professionnelle du sexe, **reconnaître que les organisations de « travailleurs du sexe » sont des syndicats et des associations légitimes, et les inclure activement à l'intérieur des organisations de négociations collectives et des institutions.**

La nouvelle position américaine change la donne

La dynamique des négociations a été profondément affectée par la nouvelle orientation de l'administration américaine. En effet, les USA ont indiqué ne plus accepter le langage agréé (CSW-60^{ème}) sur les droits sexuels et reproductifs (DSR). **Cette position nouvelle a servi de catalyseur pour les pays conservateurs (groupe Afrique, groupe arabe, Saint Siège, Russie, Iran)** qui estimaient que le rapport de forces leur était dorénavant profitable et qu'il n'était donc plus nécessaire de composer avec les positions progressistes.

Dans ce contexte, l'Union Européenne s'est retrouvée extrêmement isolée, ses positions faisant l'objet de réactions vives, voire hostiles, alors que nos partenaires traditionnels (Australie, Canada, Nouvelle-Zélande) se sont montrés peu sensibles à la dégradation du langage agréé.

La position américaine s'est également raidie sur le langage relatif à la perception du rôle des femmes, soutenant des références à l'importance de la maternité, à la complémentarité, au rôle reproducteur et domestique des femmes, remettant en cause le financement de la protection sociale par l'Etat, et les sujets mentionnant les contraintes climat.

La Russie a opté pour une posture d'obstruction sur l'ensemble des sujets.

Outre les sujets des droits à la santé sexuelle et reproductive, les tensions se sont également manifestées sur d'autres sujets (on peut faire les mêmes observations que dans d'autres enceintes sur les questions de société) : rôle de la société civile, rôle de la famille, ajout de clauses de souveraineté nationale (les cultures nationales peuvent justifier des positions

différentes sur les droits des femmes), rôle des femmes, et les ressources publiques à allouer à la lutte contre les inégalités femmes/hommes.

L'Union Européenne n'était pas préparée à cette offensive

L'UE qui ne s'était pas du tout préparée à cela, s'exprime de manière globale, dans une volonté de consensus, mais celui-ci est fragile. Il y a des divisions fortes et des vues antagonistes entre un noyau dur des pays les plus progressistes (Danemark, Suède, Pays-Bas, Finlande, France) et les positions très conservatrices de la Hongrie et de la Pologne sur les Droits Sexuels et Reproductifs (DSR). L'unité de la position a été difficile à conserver, ce qui a fragilisé la voix de l'Union Européenne aux moments cruciaux de la négociation.

C'est essentiel de s'interroger sur le caractère primordial ou non du consensus européen sur ce sujet qui fait traditionnellement polémique entre états membres. La Pologne et la Hongrie font le jeu des positions conservatrices en bloquant l'expression de l'Union Européenne, ce qui ne lui permet pas de s'engager auprès de nos partenaires (Australie, Canada, Nouvelle-Zélande) pour porter des positions plus ambitieuses.

Il nous faut nous interroger sur la dynamique qui prévaut au sein de la délégation de l'UE, prête à accommoder les 2 Etats les plus conservateurs pour préserver le consensus à tout prix.

Dans ce contexte, la France est à l'initiative sur les Droits Sexuels et Reproductifs

L'Union Européenne a prononcé une déclaration à la fin de la session, afin de souligner que **le langage contenu dans les paragraphes nouveaux ne pourrait être considéré comme du langage agréé dans les discussions futures.** C'est d'autant plus important qu'ils sont relatifs à l'ensemble de nos priorités, au-delà des DSR : lutte contre les violences et les discriminations, référence à la famille et à la santé.

La France a prononcé une déclaration nationale sur les DSR pour dénoncer les atteintes à ces droits fondamentaux pour l'autonomisation des femmes, elle a été rejointe par 21 pays de l'UE.

Commentaire : la difficulté de la négociation témoigne d'un renforcement des conservatismes aux Nations Unies et de l'unité toujours plus difficile à obtenir au sein de l'UE.

Des rumeurs persistantes sur l'organisation d'une nouvelle conférence internationale post-Pékin reviennent régulièrement. Une telle initiative serait inopportune car dans le contexte actuel nous ne pourrions obtenir de meilleur langage que celui agréé à Pékin qui semble le maximum de ce que nous pouvions obtenir.

II. La CIPD-60, 60^{ème} session de la Conférence Internationale sur la Population et le Développement (avril 2017)

Les négociations de la 61^{ème} CSW ont eu un impact sur les négociations de la CIPD.

La Conférence internationale sur la population et le développement (CIPD) qui s'est tenue au Caire en 1994, et le programme d'actions qui en a résulté, ont focalisé les politiques et les programmes relatifs à la population **non plus sur la démographie, mais bien sur les droits humains**, et ont souligné les liens entre population et développement qui se renforcent mutuellement. **Ils constituent une reconnaissance du fait que la santé reproductive, y compris la santé sexuelle et les droits reproductifs, ainsi que l'égalité des sexes et**

l'autonomisation des femmes sont des finalités importantes en soi, essentielles pour l'amélioration de la qualité de vie de tou.te.s.

A la 4^{ème} conférence mondiale sur les femmes (CSW) à Pékin en 1995 ces convictions ont été réaffirmées.

Chaque année les négociations qui interviennent à une semaine d'intervalle se crispent autour des notions de famille et de droits sexuels et reproductifs. Cette année, cela a produit un effet dissuasif. La diplomatie américaine ayant changé de position, **les pays conservateurs sont parvenus à imposer des conclusions agréées en-deçà des conclusions agréées de 2016.**

Dorénavant tout cela se discute dans ce que l'on appelle « **le programme 2030 pour le développement durable** », mécanisme qui a remplacé « les objectifs du millénaire pour le développement » dont les objectifs, concernant les droits des femmes (dont les DSR), sont loin d'avoir été atteints.

Ces quelques éléments de base étant posés, il faut rappeler que l'agenda et le programme d'actions du Caire **sont régulièrement remis en cause au sein des enceintes onusiennes (en particulier lors des CIPD) sur les composantes d'un des marqueurs de notre action internationale : la prise en compte des droits humains (et en particulier ceux des femmes) dans le développement durable.** Ces questions ont été identifiées par toutes les études comme essentielles pour l'atteinte des objectifs du Développement Durable.

Or aux USA, en rétablissant le « *global gag rule* », la règle du bâillon, Donald Trump a, de fait, supprimé le financement de 600 millions de dollars aux associations (étrangères ou non) qui mènent des actions de planification familiale.

Et on estime que chaque année, si cette décision n'était pas contrecarrée, elle entraînerait plus de 20 000 décès maternels, 4,8 millions de grossesses non désirées et 1,7 millions d'avortements clandestins supplémentaires.

Beaucoup plus dur que sous Reagan et les 2 Bush !

Toute association - quel que soit le domaine d'action - qui mentionne une fois avortement dans une brochure ou une consultation, doit renoncer aux subventions américaines. Potentiellement cela concerne 8,8 milliards de dollars, y compris ceux alloués à la lutte contre le sida, le paludisme, le virus Zika.... En réponse au Global Gag Rule la plateforme « *She decides* » a été créée en mars 2017 : environ 50 Etats la soutiennent avec une contribution de 181 millions de dollars. Cependant les déficits de financement restent immenses.

A la CIPD (présidence qatarie), dans le contexte dont nous avons parlé, les conclusions présentées qui reprenaient le langage du Caire n'étaient pas acceptables pour le groupe arabe et les USA qui demandaient des révisions de langage sur la santé sexuelle et reproductive et sur l'éducation sexuelle. Ces demandes remettaient en cause ce qui était acquis et la Présidence qatarie a préféré retirer son texte, ce qui conduisait à un point d'équilibre plus proche du nôtre que de celui des conservateurs.

Il n'y a donc pas eu de texte final puisqu'il n'y a pas eu d'accord. Mais cela laisse augurer de nombreuses difficultés.

Pour conclure, il est important de renforcer la position de l'Europe et donc la pression sur les gouvernements européens conservateurs.

Applaudissements.

DÉBAT

Geneviève COURAUD

Merci beaucoup, Danielle, pour cet exposé qui a laissé tout le monde pantois. Tu pointes là un sujet qui est évidemment éminemment important et qui vient compléter tous les travaux qui ont été les nôtres hier et que nous allons continuer pendant la table ronde qui va suivre. Je suis moi-même – pourtant, il me semble que je suis d'assez près ces questions-là – complètement stupéfaite par ce bilan, très inquiète aussi. Je pense que c'est également votre sentiment.

Je voulais saluer la présence ici des personnes qui nous ont rejoints pendant que nous parlions: Monsieur Pierre Cabaré, député de la 1^{ère} circonscription de Haute-Garonne et Madame Christine Revault d'Allonnes-Bonnefoy, députée européenne, qui va intervenir tout à l'heure. Monsieur Cabaré, vous êtes vice-président de la Délégation aux droits des femmes de l'Assemblée nationale, vous nous faites l'amitié et l'honneur de participer à nos travaux. Nous saluons cette initiative, parce que nous avons évidemment beaucoup de choses à nous dire.

Encore un mot pour rappeler que cette Université d'été – pour celles.ceux qui n'étaient pas là hier – a pour invitée d'honneur **Maud Olivier**, ici présente au premier rang et que nous saluons une nouvelle fois.

Vous avez à votre disposition les actes des Universités précédentes : 2015 sur la « *Laïcité et les droits des femmes* » et 2016 sur « *La marchandisation du corps des femmes* » sur la table de librairie.

Des questions à poser ?

De la salle

Merci, Danielle, de la clarté de ton exposé qui montre toutes les appréhensions qu'on peut avoir sur la marche du monde actuellement pour les femmes. On a un constat, on a un bilan inquiétant. Partant de là, que fait-on pour modifier le rapport de force ? **Moi, je souhaiterais vraiment qu'il y ait des campagnes nationales et européennes fortes pour faire connaître ce que tu nous as dit et surtout pour réagir.** Comment réagit-on ? **Je pense qu'on a la date symbolique du 8 mars qui est une occasion, mais il y a également des élections européennes l'an prochain (2019).** Il faut que tout cela se sache pour qu'il y ait une prise de conscience et qu'on réveille un peu les endormi.e.s. Donc je veux bien apporter ma modeste contribution à la construction d'une réaction concertée de tou.te.s les progressistes et de toutes les associations féminines de France et d'ailleurs.

Danielle BOUSQUET

Tu as raison, c'est une très, très bonne idée. Avec un bémol - parce que je n'ai parlé, moi, que des droits sexuels et reproductifs et de la partie idéologique -, mais toutes les associations ne sont pas ressorties mécontentes - y compris les associations françaises - parce qu'en fait, cela portait sur l'autonomisation économique des femmes et qu'on a reconnu dans le texte l'importance du travail des femmes, le fait qu'il fallait qu'elles soient payées

comme les hommes, etc. **Il y a eu des avancées sur l'égalité professionnelle dans les textes.** Et les associations sont sorties en disant : « *Mais c'est super !* » Parce que les droits sexuels et reproductifs, c'est nous qui pensons que c'est fondamental et essentiel. Mais ce n'est pas nécessairement partagé. Donc, les associations n'ont pas du tout dit que c'était un échec et que c'était abominable ce qui s'était passé. Mais il va bien falloir expliquer en quoi ces reculs sont fondamentaux.

De la salle

Tu as cité deux pays, la Hongrie et la Pologne. Quelle était la position de l'Espagne et celle de l'Italie.

Danielle BOUSQUET

Je ne peux pas te dire. Ce que l'on sait, c'est qu'en Europe, c'est la Pologne et la Hongrie qui bloquent tout. Les autres ne sont pas forcément pro-quelque chose, mais en tout cas ils ne sont pas bloquants comme le sont ces deux pays-là.

Christine MAUGET

Merci aussi, Danielle, pour ton intervention très intéressante. Je voudrais donner une information, **c'est qu'il y a en préparation une grande manifestation européenne en septembre pour le droit à l'avortement dans toute l'Europe.** Il y aura une rencontre à Bruxelles, dont je n'ai pas toutes les informations, mais il y a déjà partout des lettres aux député.e.s à écrire. Chacun doit développer au niveau local dans toute l'Europe des actions. Je voulais savoir si des personnes dans la salle étaient informées ou pas. **Je pense que c'est une première, qu'il faut évoquer ici pour que nous, les associations - même si l'on n'est pas d'accord sur tout - nous arrivions vraiment à mener un combat européen sur cette question-là.** Cette initiative fait suite au soutien qu'on avait apporté aux polonaises, quand elles avaient été très violemment attaquées sur ces droits-là.

Jacqueline COSTA- LASCoux

Grand merci, parce qu'on oublie un peu trop dans l'Hexagone ce qu'il se passe ailleurs. Or, c'est fondamental. Je travaille avec l'UNESCO. C'est pire. L'UNESCO, c'est le droit à l'éducation. **Par rapport à tout ce que l'on a fait sur les manuels scolaires, sur le droit à l'éducation des filles, on est en régression,** parce que ceux qui financent l'UNESCO, ce sont par exemple l'Arabie Saoudite, le Qatar, avec l'appui de la Slovénie, de la Pologne, de la Hongrie.

C'est-à-dire que la Commission française pour l'UNESCO n'est quasiment plus rien. Et je pense que pour progresser, comme tu l'as très bien dit, Danielle, il faut aussi réfléchir aux contradictions entre associations et gouvernements, position officielle, et puis les associations et la société civile. Mais dans la société civile, il y a aussi plein de contradictions et notamment il va falloir qu'on se saisisse de la question de la famille, qui a resurgi de façon telle, que cela a tout bloqué. **Au nom de la valeur famille, on bloque tout.**

On assiste à une collusion entre le multiculturalisme des pays anglo-saxons, la tradition des pays arabes, la volonté de la Russie de tout simplement faire obstruction parce que cela l'amuse de faire obstruction à tout ce qui pourrait avancer... Je pense que c'est en effet

essentiel d'avoir non seulement une information, mais **qu'on réfléchisse, nous, y compris en interne en France à nos leviers. Nous ne sommes plus que deux femmes pour l'UNESCO au nom de la France à défendre le droit à l'éducation des filles, et aussi au niveau de l'éducation à la sexualité. Ce n'est pas beaucoup.**

Danielle BOUSQUET

Je voudrais réagir très rapidement sur deux points. La France est en effet cruellement absente des instances internationales. On est dans le bilatéral. **On ne voit pas l'intérêt de faire acte de candidature à des postes à l'ONU, à l'ONU -Femmes, etc.**

Sur un second point, je rejoins à nouveau Jacqueline Costa-Lascoux, il est important que nous regardions ce qu'il se passe à l'international. Nous sommes très franco-français. Or le monde à côté de nous bouge énormément et on ne s'en préoccupe pas, on fait comme si on était un petit espace isolé. Non, regardons ce qu'il se passe à l'international, vraiment.

Carine DELAHAIE

Sur ce que tu disais, Danielle, par rapport au rôle de la société civile et des associations comme la nôtre, et comme d'autres qui ont un statut consultatif aux Nations-Unies ; avec Najat Vallaud-Belkacem et Laurence Rossignol, on a pu avoir ce travail en proximité, c'est-à-dire avoir des échanges et des informations entre le gouvernement et la société civile, et voir comment nous, société civile, en parallèle, nous pouvions aussi appuyer des positions du gouvernement.

Mon inquiétude et ma question: j'espère que cela va continuer dans ce sens-là avec cette proximité et que ce travail avec les ONG va continuer, et que l'on nous permettra aussi d'aller où l'on veut aller ... Cela aussi, c'est très dans le temps, c'est-à-dire que les Nations-Unies aussi réduisent de plus en plus l'accès des ONG aux conférences parallèles, aux événements de haut niveau. On n'a pas forcément accès à cela si nous n'avons pas un badge gouvernemental. La question est là. D'où le travail nécessaire de proximité avec le gouvernement et les associations.

Nous aimerions savoir aussi si Marlène Schiappa va reprendre les positions qui avaient été portées par Laurence Rossignol et Najat Vallaud- Belkacem, **notamment sur la lutte contre le relativisme culturel, etc., parce que c'est la France qui portait cela et la notion d'universalité.** Et la France est très regardée sur ces positions-là. Donc, c'est un enjeu essentiel et j'espère que cela va continuer dans le bon sens avec notre gouvernement actuel.

De la salle

Je voulais juste faire une proposition qui vient en complément de ce qu'ont dit Jacqueline et Carine, à savoir qu'il est important que la France prenne l'initiative d'une conférence sur ces sujets-là en Europe avec l'aide de tous les pays abolitionnistes. On n'est pas seuls encore une fois, comme tu disais, Danielle. On a des alliés en Europe. Donc, il faut s'en servir. On peut monter rapidement quelque chose, faire venir des gens, montrer les impacts médicaux, économiques, sociaux des positions qu'on entend prendre au niveau international. Si on n'est pas à l'offensive, on sera toujours sur la défensive.

Michèle LOUP

Je suis également vice-présidente de la Fédération nationale Solidarité femmes qui a créé le numéro d'appel national 3919 à l'époque, il y a une vingtaine d'années et qui gère toujours ce numéro d'appel. J'ai participé à ce titre aux deux dernières préparations des deux dernières sessions de la CSW. Le problème pour nous s'est posé en termes financiers. C'est-à-dire que la Fédération n'a pas les moyens financiers d'envoyer une délégation à New York. C'est tout bête. On aurait eu envie, mais on n'a pas les moyens financiers.

Geneviève COURAUD

En vous écoutant, il me revient cette parole d'Yvette Roudy, que vous connaissez bien : « *Les droits des femmes quand ils n'avancent pas, ils reculent. Il n'y a pas de surplace possible.* » Vraiment tout ce que Danielle vient d'exposer et les échos que vous en donnez ici en sont une parfaite illustration.

Je vais arrêter là cette première partie de la matinée et demander à Claire Donzel, qui est la modératrice de la table suivante, et aux intervenantes de venir très vite ici à la tribune. Merci à vous, merci de votre écoute et à très vite.

TABLE RONDE 2

**« Les extrémismes en Europe et dans le monde,
A l'œuvre contre les droits essentiels des femmes »**

Claire DONZEL, trésorière de l'ADF, Modératrice

Carine DELAHAIE, rédactrice en cheffe de Clara Magazine

Christine REVAULT D'ALLONNES-BONNEFOY, députée européenne

Nina SANKARI, vice-présidente de la Fondation Kazimierz Lyszczynski, cofondatrice du comité « Sauvons les femmes »

Grand témoin : Shoukria HAÏDAR, présidente de NEGAR-Soutien aux femmes d'Afghanistan, situation de l'Afghanistan

Claire DONZEL

A été posée hier, grâce aux différent.e.s intervenant.e.s et aux débats qui les ont suivi.e.s, la photographie de la confrontation qui nous attend avec les extrémismes, leur montée sournoise et presque tranquille, et aussi alarmante que désarmante. Nous les avons regardés depuis nos échéances électorales et le climat terroriste qui nous environne. Nous pouvons avoir la tentation – certains l'ont en tout cas fait – d'en faire une analyse peut-être un peu primaire en y voyant une cause franco-française et en faire porter la responsabilité, voire la

faute, à notre rôle dans la colonisation passée en ce qui concerne un certain extrémisme religieux, et à François Mitterrand pour la montée de l'extrême-droite en France.

Il se trouve que l'extrémisme religieux islamiste qu'endure Shoukria Haïdar, en Afghanistan n'a rien à envier à l'extrémisme catholique dont Nina Sankari est le témoin en Pologne, et d'autres aux USA, en Espagne, en Amérique Latine par exemple. Les religieux radicaux s'agitent donc aussi ailleurs qu'en France, d'une part, et quelle que soit leur obédience ou le dieu qui est le leur, d'autre part. Quant aux extrémistes politiques, Christine Revault d'Allonnes-Bonnefoy et Carine Delahaie sont bien placées pour être des spectatrices « attentives » des régressions qu'ils portent et des entraves au fonctionnement démocratique qu'ils entraînent en Europe et dans le monde.

Ainsi donc, la « bête immonde » existe encore et elle a étendu ses tentacules, prête à bondir dans une internationale de l'autocratie, de l'autoritarisme, de l'antidémocratie, de la répression des opposants et des libertés. Je dis « prête à bondir », mais certains sont déjà au pouvoir et mettent d'ores et déjà en œuvre leur projet de régression et d'oppression, qui plus est soutenu, voire impulsé, par les autorités religieuses locales. Ainsi donc, le sabre et le goupillon s'accordent toujours.

Chacune va se présenter de façon succincte. Puis, je demanderai à Christine Revault d'Allonnes-Bonnefoy et à Carine Delahaie de nous présenter un panorama européen et mondial des enjeux, freins et perspectives tels qu'elles les perçoivent et souhaitent nous les faire partager. Et nous aurons alors un premier débat. Puis, un second temps d'intervention nous permettra deux zooms sur la Pologne avec Nina Sankari et sur l'Afghanistan avec Shoukria HAIDAR. Nous constaterons, par-delà les frontières, les histoires nationales, les cultures respectives, à l'énoncé des idéologies et pratiques extrémistes, une certaine convergence de leurs pratiques quand elles sont à l'exercice du pouvoir.

Je vais donc leur demander de se présenter rapidement.

Nina SANKARI

Nina Sankari. Je passe sur ma vie antérieure et je précise juste en quelle qualité je suis aujourd'hui ici. Je suis vice-présidente de l'association « *Kazimierz Lyszczyński* »¹³, une fondation qui se bat surtout pour la liberté de conscience et d'expression, des médias, des sciences, etc. Et je suis cofondatrice du comité « *Sauvons les femmes* », le comité qui a déposé le premier projet pour la libéralisation de l'avortement en Pologne. Le rejet de ce projet a provoqué une mobilisation énorme en Pologne avec des « protests » appelées « protests noirs »¹⁴.

Aussi, si la Pologne a été ici montrée du doigt, je dois vous dire que nous, les Polonais.e.s progressistes, aussi bien les féministes que ceux qui se battent pour la séparation de l'Etat et de l'Eglise, font leur travail.

¹³ **Kazimierz Łyszczyński** (1634 - 1689), philosophe et aristocrate polonais, auteur du *De non existentia Dei* (*De la non-existence de Dieu*). Il fut condamné au bûcher en 1689 pour athéisme.

¹⁴ Protest : manifestation de protestation

Shoukria HAÏDAR

Shoukria Haïdar, de l'association « *NEGAR-Soutien aux femmes d'Afghanistan* ». J'ai commencé à devenir féministe et à travailler sur le droit des femmes en 1996, quand Kaboul est tombée dans les mains des taliban. Donc, je me suis levée contre les taliban, pour empêcher la reconnaissance de leur gouvernement par la France et l'Europe. Depuis, je milite pour les droits des femmes et pour rétablir en Afghanistan leurs droits essentiels. Après la chute des taliban, j'ai travaillé sur la Constitution pour que soit instituée l'égalité des droits entre les hommes et les femmes dans la Constitution de l'Afghanistan. Ce qu'on a pu obtenir, ainsi que des quotas de femmes dans les Assemblées. Surtout, ce qui est important, ce n'est pas tant le droit des femmes afghanes que je voulais, mais le droit des femmes en Afghanistan. Pour être plus claire : je ne voulais pas que quand les femmes rentrent en Afghanistan, comme cela se passe en Iran ou en Arabie Saoudite, elles soient obligées de mettre un fichu sur la tête. C'est pour cela que, pour moi, le droit des femmes en Afghanistan c'est très important. J'espérais en permanence qu'on arrive à enterrer les taliban. Malheureusement, ils sont toujours à l'ordre du jour. Je milite toujours, maintenant depuis pratiquement vingt et un ans. Aujourd'hui encore, je suis là pour parler de ce même problème.

Carine DELAHAIE

Je suis rédactrice en chef de *Clara Magazine* depuis 2009. Je dirige cette publication qui a la particularité d'être le seul magazine féministe à avoir une ligne éditoriale assez claire sur les questions de laïcité et de montée des extrémismes. Ce n'est pas que je jette la pierre à mes petits camarades des autres publications, mais nous avons pris cette décision à la fin des années 2000 : ne plus se satisfaire des discussions interminables **mais délibérément affirmer la place de la laïcité au regard de la question des droits des femmes**. Donc, cela a été aussi un tournant important à *Femmes Solidaires*, pour l'autre partie de mes activités, qui porte sur la question des politiques éducatives. J'y suis en charge de la question de la laïcité et de celle des supports pédagogiques destinés aux établissements scolaires et au monde éducatif en général. J'interviens chaque semaine dans des centres sociaux, dans des lycées, dans des collèges, parfois même auprès d'un plus jeune public, pour essayer de promouvoir cette laïcité et les valeurs de la République. Depuis le début des années 2000, j'ai participé pratiquement à toutes les commissions sur le statut des femmes, depuis que *Femmes Solidaires* a obtenu un statut spécial auprès des Nations Unies. Donc, c'est à ce titre que j'interviens dans cette Université d'été de l'Assemblée des Femmes.

Christine REVAULT D'ALLONNES-BONNEFOY

Je suis députée européenne depuis 2014 et, depuis le début de cette année, Présidente de la Délégation socialiste française. Parmi les sujets que je suis, il y en a un qui me tient beaucoup à cœur au Parlement européen, c'est celui de la signature et de la ratification par l'Union européenne de la Convention d'Istanbul sur les violences faites aux femmes. Beaucoup de choses ont déjà été dites par Danielle Bousquet. J'irai dans son prolongement sur la situation qui est extrêmement préoccupante au niveau européen en matière d'extrémisme, mais aussi en matière de religion. Le terme de laïcité est pour nous, françaises, une évidence. **Mais c'est**

une autre chose que de le faire découvrir et de le faire accepter par nos collègues européens. Les droits des femmes sont toujours les premiers attaqués pour remettre en cause les droits fondamentaux dans les pays ! C'est donc une lutte à mener conjointement, pour les droits des femmes et pour le maintien de la religion dans le cadre privé. On va dire les choses comme cela plutôt que de parler de laïcité à des collègues qui ne comprennent pas ce terme. Mais cela fait partie des combats que nous devons mener, parce qu'ils sont éminemment politiques et **je pense que l'avenir de l'Union européenne est d'abord et avant tout lié à cette question-là.**

Claire DONZEL

Christine, tu gardes le micro, puisque nous attaquons la 1^{ère} partie, le panorama européen et mondial, tel que vous les voyez, Christine et Carine.

Christine REVAULT d'ALLONNES- BONNEFOY

Des disparités au sein des Etats de l'Union européenne en matière de droits humains

Avant d'être désignée par mon groupe rapporteure sur la Convention d'Istanbul, je me suis rendu compte en arrivant au Parlement européen que des droits qui étaient évidents pour nous, parce que c'était le combat qui avait été mené pendant des années - **et notamment je pense au droit à l'avortement - n'étaient absolument pas un droit donné à toutes les femmes au sein de l'Union européenne.** De plus, cette question qui est au niveau de l'Union connue comme un droit humain ne l'était pas au niveau européen. Et à chaque fois qu'on a tenté de l'inscrire dans les textes européens pour apporter cette protection juridique minimale et faire avancer les Etats membres, on s'est trouvé face à un blocage très fort, évidemment de la part des dirigeants des pays comme la Pologne et la Hongrie, mais pas seulement. Il y a aussi une opposition politique très forte de la part du groupe du PPE, le « parti populaire », dans lequel on retrouve nos « républicains » français dont certains, au Parlement européen, ne défendent pas les positions qui sont les leurs en France.

En France maintenant, le droit à l'avortement est largement reconnu, mais ce n'est pas le cas au niveau du Parlement européen où apparaît un très fort clivage politique. Donc, c'est par ce prisme-là et par cette première bataille que j'ai pris conscience d'évolutions qui n'étaient pas des évolutions positives, mais au contraire un retour en arrière avec cette promotion du discours sur la famille, qui devient le nouveau socle: *« Tout ce qui est du domaine de la famille doit être protégé. Donc, ce qui se passe au sein de la famille, il ne faut absolument pas s'en mêler. C'est dans l'intérêt des femmes qu'on se doit de respecter ces valeurs traditionnelles. »* Ainsi, certes, il y a un retour en arrière en provenance d'un certain nombre de pays de l'Est, pas uniquement en Pologne et en Hongrie, mais aussi en Roumanie, en Slovaquie, en Espagne, à Malte, en Irlande. Et cela, c'est un élément nouveau qui ne va pas dans le bon sens.

Une touche d'optimisme malgré tout : des oppositions aussi se font jour et je pense que la situation politique en Pologne bougera, évoluera grâce à toutes les actions qui sont menées par les associations qui se battent pour les droits des femmes. Cela ne viendra pas des partis politiques traditionnels - je le regrette, mais c'est ce qu'on peut observer-. **Donc, il y a aujourd'hui un combat à mener via le monde associatif, via cette prise de conscience, pour retrouver ce qui avait été gagné chez nous il y a plus de quarante ans.**

La Convention d'Istanbul et le principe de subsidiarité

Cette Convention d'Istanbul, pour en parler plus concrètement, n'a pas été signée et ratifiée par l'ensemble des Etats de l'Union européenne. Elle ne s'applique donc pas partout en son sein. Quatorze Etats l'ont signée et ratifiée, et il y en a un qui l'avait signée et ratifiée, la Pologne, qui est en train de faire marche arrière. Nous voulons absolument que l'Union européenne soit signataire en tant que telle de cette convention d'Istanbul, pour permettre au moins, au niveau supérieur, des garanties et des protections juridiques. La bataille qui sera menée ensuite et qui est évidemment politique, concerne **le principe de subsidiarité**. Ce principe de subsidiarité veut que l'Union européenne ne puisse pas s'immiscer dans les droits des pays - et je pense notamment au droit pénal sur les qualifications et les criminalisations des attaques qui sont faites contre les femmes - et qu'on puisse donner une garantie de protection juridique au niveau européen. Ce sont des combats majeurs pour garantir à chaque femme, où qu'elle vive, où qu'elle se trouve au sein de l'Union européenne, les mêmes droits. C'est une évidence, mais cela fait partie de ces éléments fondamentaux du sentiment d'appartenance des populations à l'Union Européenne, et pas uniquement pour ceux qui ont la chance d'être dans un pays où un certain nombre de droits sont respectés. Dans les attaques perpétrées contre les droits fondamentaux des femmes, on a beaucoup parlé de la Pologne. Il faut parler de la Hongrie aussi et de Monsieur Orbán qui considère que les politiques de défense des droits des femmes sont des « **politiques illibérales** », c'est ainsi qu'il les qualifie et cela s'infuse dans les discours et dans les débats. Il y a tous ces éléments-là à prendre en compte pour prendre la mesure de la situation.

Nous avons voté notre rapport en Commission des libertés civiles. C'était un rapport conjoint, élaboré avec une autre rapporteure suédoise du « Parti Populaire Européen ». Nous avons voté ce rapport avec nos préconisations et je suis très heureuse que nous ayons fait adopter - à très peu de voix, mais il est passé - le droit à l'avortement ou en tout cas le fait que ne pas pouvoir bénéficier de l'avortement est une violence envers les femmes. Cela a été très compliqué, parce qu'au départ les représentant.e.s de la droite européenne considéraient que cette question de l'avortement serait une ligne rouge pour eux.elles et avaient décidé de voter contre le rapport. Finalement, il est passé.

L'étape qui vient demain, au mois d'octobre, est le vote en plénière. Si nous arrivons à un vote sur ce texte avec ces dispositions-là, on aura fait un grand pas. Je pense que ce n'est absolument pas un détail. Quand j'en parle dans mon groupe, j'entends certains qui disent encore : « *Les droits des femmes, ce n'est pas important.* » Ce n'est pas vrai. L'avenir politique de l'Union européenne passera par cet élément-là, qui est éminemment politique. Nous sommes face à des extrémismes très forts au sein de l'Union européenne avec ce qui se passe en Pologne et en Hongrie. Il y a aussi, sur la question du droit des femmes, un mouvement qu'on ne peut pas qualifier d'extrémiste, mais dont il faut prendre la mesure, c'est tout ce qui est lié à la religion et à ce qui s'appelle la liberté de conscience. Avec pour conséquence qu'il y a de moins en moins de possibilités d'avoir recours à l'avortement, qu'il y a de moins en moins d'associations bénéficiant de subventions d'Etat pour accompagner les femmes. Je pense notamment à ce qui se passe en Italie et qui est très préoccupant. Ce qui se passe, évidemment, à Malte et en Irlande où l'avortement est interdit et où la situation sanitaire des femmes est dramatique. Donc, il faut regarder cet ensemble de points de vue.

Quant à la Pologne, l'actualité est la suivante : la Commission européenne a adressé une procédure d'interdiction envers le gouvernement polonais s'il ne revenait pas sur un certain nombre de mesures. Car la Pologne a essayé dernièrement de faire des propositions visant à interdire l'avortement. Lorsqu'il y avait des suppressions de subventions à l'égard des universités, une mesure a été prise : la Pologne a jusqu'au 28 août pour répondre. Si le gouvernement polonais ne répond pas, comme il l'avait déjà fait précédemment, s'appliquera l'article 16, c'est-à-dire cette procédure qui permet de déclencher des sanctions financières. Et cela compte pour un Etat qui en reçoit beaucoup de la part de l'Union européenne. Le porte-monnaie est la seule façon de s'attaquer à ces pays, et cela fonctionne. Cette procédure pourrait donc enfin aboutir. Il avait été essayé de la mettre en place contre Orbàn et la Hongrie. Malheureusement, la droite et le PPE s'y étaient opposés, puisqu'il est membre de ce parti.

Voilà la situation en Europe – je ne m'en tiens qu'à l'Europe, puisque nous aurons d'autres éclairages – qui est préoccupante et qui est exactement celle décrite par Danielle Bousquet. Mais je garde aussi l'espoir, parce que c'est un combat qu'on a beaucoup porté, et qu'il faut reprendre avec des associations, avec des jeunes générations. C'est de cette manière-là qu'on va pouvoir trouver un espoir pour une vraie politique aussi.

Claire DONZEL

Merci, Christine. On va compléter le panorama général, avant de faire les zooms sur deux pays dont la Pologne - même si tu as déjà commencé à en parler-, avec Carine et le regard qu'elle porte. Quand on en a discuté ensemble, son regard m'a paru vraiment très intéressant, très original. Pas seulement original, mais aussi porteur de sens.

Carine DELAHAIE

Merci pour la pression ! J'ai intérêt à être originale et à avoir du sens. Je voudrais d'abord évidemment remercier comme tout le monde l'Assemblée des Femmes pour nous avoir invité.e.s, parce que ces rencontres nous permettent à chaque fois de nous poser, d'écrire des interventions, de réfléchir au sujet et donc de travailler de nouveaux argumentaires. On en a parlé hier, **mais cette question de l'argumentaire, de la transmission et du partage des connaissances sur les questions de laïcité et de montée des extrêmes est véritablement importante**. Et à ce point de vue, je voudrais dire un mot un peu ému. Je voudrais aussi remercier Jacqueline Costa-Lascoux et Fatima Lalem avec qui je travaille depuis presque dix ans maintenant à l'ADRIC. On n'en a pas parlé, mais avec notre amie Chahla Chafiq, je dois dire que toutes les trois m'ont beaucoup appris. Enfin, si je suis ici, c'est parce qu'elles m'ont beaucoup transmis et surtout elles m'ont permis de structurer une pensée grâce à leurs analyses sociologiques – je ne suis pas sociologue, je suis journaliste – des approches géopolitiques. Cette capacité à structurer une pensée m'a permis de mettre des mots sur des choses que je pressentais, sur des convictions que j'avais. Cela a aussi parfois pansé les blessures là où ce monde était un peu blessant sur les questions de religion. Donc, c'est très important aussi ces rencontres, parce que cela structure notre pensée et cela permet de la partager.

La deuxième chose, c'est que tu m'as posé la question de la légitimité des intervenantes, à traiter les sujets. Cette question de la légitimité, je me la pose toujours quand j'interviens,

mais là d'autant plus quand il s'agit de la montée des extrêmes et de la laïcité sur laquelle on me demande d'être toujours plus légitime. Même quand je vais sur des chaînes d'information : d'abord, on met face à moi quelqu'un qui visiblement n'est pas de la même origine que moi pour bien mettre en évidence que cette question est une question liée à l'immigration, ce que je ne pense pas, d'ailleurs.

Donc, je voulais dire aussi qu'il faut tout de suite, quand on parle de ces questions, affirmer que nous sommes toutes légitimes. Parce que la question qui est au centre, c'est la question de la maîtrise du corps des femmes et que cette question de la montée des extrêmes, elle travaille surtout sur la maîtrise du corps et qu'elle en fixe des normes. Toute norme qui est fixée sur la question des droits des femmes ne touche pas seulement celles qui sont concernées, mais l'ensemble des femmes qui les côtoient.

Applaudissements.

J'étais intervenue l'année dernière sur la question du port du voile, à propos de la question de la tenue sur les plages. J'avais dit que c'était certainement une bonne question avec une mauvaise réponse, mais qu'en tout cas j'étais tout à fait légitime, parce que moi, j'aime bien aller à la plage, j'y vais régulièrement. Donc, quand on fixe une norme sur les plages, cela me concerne bien autant que la personne qui porte les vêtements mis en cause. Et puis, la deuxième chose, c'est que j'aime à rappeler que ma famille a vécu ici, dans ce pays, et que si on veut parler du patriarcat religieux, je peux tout à fait parler de la question du veuvage de la guerre de 1914, de la question de la paysannerie française qui est l'histoire de ma famille. Si vous voulez que je fasse un exposé sur la question de la religion et du patriarcat dans la société française, la question de la tutelle des femmes à la guerre de 1914... Si je le raconte sans dire de quel pays on parle, on pensera que je parle de l'Iran ou peut-être de l'Afghanistan.

Applaudissements.

Deux fronts inégalement organisés

Je voudrais ici faire un exposé où je vais peut-être juste pointer un certain nombre de choses. Dans une première partie, j'expliquerai le constat que je fais : c'est qu'il y a deux fronts qui sont – Danielle l'a très bien expliqué – inégalement organisés d'un point de vue international et que ces inégalités aujourd'hui constituent vraiment la source d'une détérioration de beaucoup de nos droits. Cette inégalité aujourd'hui est immense, incommensurable, entre ceux qui sont très organisés pour détruire les droits des femmes, et nous qui sommes avec une petite cuillère pour vider un bateau qui se remplit. Je voudrais vraiment qu'on comprenne cette grande inégalité. Et puis, dans une deuxième partie, rapidement, j'expliquerai ce que je pense avec *Femmes Solidaires* : comment, depuis la France, on peut participer à ce front et quelles sont les possibilités qui nous sont ouvertes.

D'abord, en fait au fond, je ne vais pas vous parler de la manière dont les extrêmes font reculer le droit des femmes. Je crois qu'ici tout le monde est très au courant de cette question. Et puis je serais bien mal positionnée à côté de **Shoukria HAIDAR** qui la vit au jour le jour dans un pays en grande difficulté aussi. Donc, je vais surtout essayer de comprendre et d'expliquer les rouages, et notamment en revisitant les années 2000. Ce qu'a décrit Danielle est vraiment d'une grande qualité, d'une grande clarté. Si on m'avait expliqué cela en 2000,

quand je suis allée à l'ONU la première fois, ... Cela m'a certes permis d'apprendre par moi-même. Mais enfin en 2000, les premières fois que je suis allée à l'ONU, sincèrement, je me suis fait beaucoup promener car je ne comprenais pas les enjeux. C'était très compliqué. Donc, je voudrais expliquer comment ces phénomènes sont arrivés et comment ils nous ont impacté.e.s. Je reviendrai aussi très rapidement, notamment sur la question du Forum social européen ; car ces forums sociaux, auxquels *Femmes Solidaires* et de nombreuses ONG françaises avaient pris part – et cela nous faisait réfléchir sur la question de démocratie – sont tombés dans l'islamogauchisme en très peu d'années, en trois ans.

A ce propos, je voudrais donner une toute petite précision. Parfois, les intervenant.e.s disent simplement « les extrêmes ». L'extrême-gauche française ou l'extrême-gauche européenne ont toujours eu cette petite tentation de penser : les ennemis de mes ennemis sont mes amis. L'extrême-gauche a toujours eu de ce fait des tentations islamogauchistes. Ce qui se passe en France et en Europe est donc bien plus grave que cela.

Applaudissements.

Cette petite frange de la gauche radicale qui était plutôt attachée à une vision laïque de la société, c'est elle qui est en train de tomber. La gauche radicale n'est pas l'extrême-gauche et je pense que c'est quelque chose de beaucoup plus grave que la simple tombée de l'extrême-gauche. Par exemple, quand on voit que dans le groupe de Jean-Luc Mélenchon, on a Danièle Obono ou Clémentine Autain alors que Mélenchon était quand même de ces personnes qui, je pense, avaient une assez haute opinion de la laïcité, on se dit que le ver est dans le fruit et qu'il y a une autre partie de la gauche qui est en train de tomber. Il faut vraiment bien comprendre cela.

Porter un regard sur le monde plutôt que sur la seule France

La première réflexion que je veux faire, c'est que les gens qui travaillent à brouiller les cartes souhaitent que nous regardions la question de la laïcité et de la montée des extrêmes du point de vue de la France pour, après seulement, regarder le monde. La rhétorique est simple si on regarde la France avant de regarder le monde, on tombe dans le travers de la spécificité franco-française. Ce qui se fait ici n'est pas possible ailleurs et on en reste donc sur un débat du type : « *Oui, mais vous, vous avez la laïcité.* ».

Nous, on propose de regarder le monde pour se rendre compte que la France n'est qu'un des maillons d'une chaîne bien plus large ; bien sûr, on a colonisé une partie de l'Afrique ; bien sûr, on a eu des politiques de grand-frère ; bien sûr - j'ai fait une intervention sur les quartiers, hier, et je ne mets aucunement en cause ce que j'ai dit hier -. Pour autant, tout cela n'est qu'un contexte favorable, mais n'est pas la raison de la montée des intégrismes. Et cette gauche-là, elle a aussi souvent tendance à dire que c'est la situation française qui provoque la montée des intégrismes alors que c'est le contraire. Elle ne fait que la permettre, mais n'en est pas la cause. Enfin, reprenons la question de l'Algérie dont on a beaucoup parlé. L'Algérie a vu la montée du FIS après la décolonisation. Ce n'est pas la colonisation française, ce sont les conséquences. Je veux surtout dire, que cette montée, elle a lieu aussi dans des pays arabes ou des pays musulmans. Donc, je ne reviendrai pas sur les raisons, parce que Shoukria Haïdar pourrait le faire mieux que moi, avec 1979, l'Iran, l'Afghanistan, l'invasion de l'Union soviétique. Moi, je vais vraiment m'intéresser à la question des années 2000.

L'instrumentalisation du conflit israélo-palestinien

La deuxième remarque que je voudrais faire, c'est l'instrumentalisation dans cette montée de l'intégrisme du conflit israélo-palestinien. On a très peu parlé, mais c'est très présent dans toutes les discussions, dans la détérioration de la question des droits des femmes. Cela a énormément aidé au développement de l'extrémisme religieux dans notre pays, et a permis un « bon » clivage : d'un côté les Etats-Unis et Israël, de l'autre côté la Ligue des pays arabes. Et pour essayer de gangréner la tête de nos lycéens, on commence déjà par leur montrer des images de propagande concernant le conflit israélo-palestinien. Ce conflit israélo-palestinien, il a aussi beaucoup pesé à l'ONU en 2001 au moment de la conférence de Durban pour fixer des normes qui encore aujourd'hui sont très dangereuses pour nous. Donc, je le garde toujours en tête : il sert tout le monde ! Dès lors, que tout le monde continue ! Que les Israéliens continuent de coloniser les territoires occupés ! Et que le Hamas reste installé à Gaza de manière qu'il n'y ait aucun règlement pacifique ! Et qu'il y ait une non-reconnaissance unilatérale des peuples ! Cela sert beaucoup la montée des extrémismes.

Universalisme et relativisme

La troisième remarque, c'est qu'il ne faut jamais occulter que la vraie question, c'est qu'il y a deux visions du monde qui se battent : d'un côté l'universalité des droits, de l'autre côté le relativisme culturel. Et que ce que nous vivons n'est jamais que la déclinaison de ces deux ...

Applaudissements.

... approches qui sont en train de s'affronter et d'instaurer un rapport de force. Si on regarde la situation avec ces yeux- là, on comprend. Même des ONG comme Médecins du monde, que j'ai entendues faire une grande discussion sur le relativisme culturel !

Applaudissements.

Certains d'entre eux sont plus proches de cette position que de celle de l'universalité des droits, qui a pourtant permis la création de l'intervention humanitaire.

La notion d'identité culturelle...

L'idée suivante que je voudrais développer – je les développe comme des pistes, parce que ce serait très, très long de les développer de façon liée – c'est la question de l'identité culturelle. Elle est valable chez nous, elle est valable ailleurs. Un livre est sorti (malheureusement un peu compliqué, que j'aurais voulu plus pédagogique) mais dont je reprends la formule, précisant que l'identité culturelle n'existe pas ! Cette « identité culturelle » qui a été amplifiée depuis dix ans dans notre pays et à l'échelle internationale a permis aux extrêmes de se développer. Très rapidement : l'extrême-droite s'est développée, parce que s'il y a une identité culturelle française, alors il y a ceux qui en sont et ceux qui n'en sont pas. Il y a ceux qui l'attaquent et ceux qui la défendent. Or, la culture de chacun de nous – ce sont aussi des choses qu'on a beaucoup travaillées à l'ADRIC – est différente. Même si je suis née le même jour que ma voisine de gauche, dans la même ville avec la même origine culturelle, si on a vécu un moment ou un autre différemment la culture, cela se modifie en fonction du temps, en fonction de l'espace, en fonction des rencontres. On va dire qu'on est de culture peut-être française, mais nous n'avons pas la même identité

culturelle, parce que nous n'avons pas la même histoire. Donc, il n'y a pas d'identité culturelle. Il n'y a pas d'identité culturelle afghane, il n'y a pas d'identité culturelle française. **J'ai ma culture, Christine a sa culture, Shoukria a sa culture et nous n'avons pas d'identité culturelle.** C'est important, parce que cela nous permet de détourner aussi une question fondamentale qui est la question de l'identité musulmane, qui me fait toujours bondir et qui est parfois reprise à l'échelle de nos politiques.

... et celle d'occident

Ensuite, je voudrais aborder une réflexion sur le mot « occident » que nous utilisons tous et toutes. Je n'ai certes pas de leçon à donner. Pour moi, l'Occident, ce n'est pas un espace géographique, c'est un espace politique, qui a été beaucoup utilisé aussi par les extrémismes dans leur ascension. Pour moi, oui, c'est un espace politique fantasmé, parce que c'est un espace politique qui dit que quelqu'un qui est né au Texas a la même culture que moi : une culture occidentale. Mes amies algériennes et moi, nous avons une histoire commune – il faut le dire, il faut le regarder en face. Moi, quand je discute avec une Algérienne, je me sens beaucoup plus proche en termes de culture que de quelqu'un qui a grandi au Texas dans une culture américaine avec ce qui concerne les armes, par exemple. L'Occident, c'est cet espace fantasmé dans lequel quelqu'un qui est Américain par exemple va être « de ma culture » alors que quelqu'un qui est du Maghreb n'est pas de ma culture ! Donc moi, je crois que cette question de l'Occident, il faut aussi qu'à un moment ou à un autre, les femmes, on la travaille. Cela doit nous être un sujet de préoccupation.

La charnière des années 2000

Et puis, je voudrais revisiter rapidement cette question des années 2000. 2001 est une année charnière. C'est l'année des attentats du World Trade Center. Mais c'est aussi une année où les rapports sociaux et politiques vont bouger en France et dans le monde, et vont impulser une nouvelle dynamique, parce que de façon concomitante, d'une part, on va assister à la dédramatisation de l'extrême droite - 2002, c'est la présidentielle Le Pen-Chirac - et d'autre part, c'est l'époque de l'explosion du numérique qui va considérablement bouleverser les rapports des ONG, de la société civile, de l'individu avec sa famille, de l'individu avec son entourage.

On a peu parlé de cela, mais Internet est venu impacter l'explosion de la famille, les rapports qu'on pouvait avoir, la transmission des savoirs, ... Je pense aussi par exemple à la question de la transmission du patrimoine religieux et culturel qui a été complètement bouleversée par la question de l'arrivée du numérique. La deuxième guerre du Golfe, la guerre en Afghanistan ont définitivement imposé les Etats-Unis comme les cow-boys du monde et ont modifié aussi notre propre rapport avec les Etats-Unis. Il ne faut pas oublier aussi que le début des années 2000, correspond à la fin des grands mouvements sociaux : les LU à Calais par exemple, de grandes usines françaises qui vont fermer et qui vont aussi détériorer le travail en tant qu'espace de structuration. Structuration de la famille aussi, des villes, enfin du tissu local. Enfin, les années 2000, c'est la visibilité, la multiplication des violences terroristes avec ce qu'on a appelé, pour faire peur à tout le monde, « la nébuleuse Al-Qaïda ». Le truc, on ne sait pas très bien d'où cela vient, où cela va ... Et puis il y a eu Daesh, et avec lui un phénomène très grave : a été imposée la notion de « salafistes modérés » dans nos quartiers et de « modérés » à la tête des Etats. C'est-à-dire qu'avec ce discours, il y a

ceux qui sont violents, mais il y a les « modérés » et il vaut mieux avoir un « modéré » que d'avoir un gars qui est capable de se faire exploser sur la place publique. Or, les « modérés » ne sont que la partie acceptable, en tout cas l'iceberg visible, la vitrine d'un système. Je suis désolée de le dire pour ceux qui ont installé les « modérés », mais enfin, ces derniers ont la même rhétorique que les salafistes les moins modérés. Ils ont juste une façon de se présenter au public un tout petit peu plus acceptable.

La conférence de Durban

Enfin, deux mots sur l'ONU, sur cette conférence mondiale des Droits de l'Homme en 2001 à Durban. Cette conférence a été précédée de sessions annuelles sur la question des droits humains avec une conférence mondiale qui est l'équivalent de Pékin en 2001, à Durban. Pour cette conférence, quatre réunions régionales se tiennent entre avril et septembre 2001.

Le Haut-Commissariat pour les droits humains va sortir un texte, qui a été agréé à partir de ces quatre grandes réunions régionales. Donc, cela fait quand même un certain nombre de pays. Ce texte va s'appeler en ouverture : « La lutte contre la diffamation des religions en tant que moyens de promouvoir des droits humains, l'harmonie sociale et la diversité religieuse et culturelle ». Si vous tapez « Haut-commissariat des droits humains Durban 2001 », vous retrouverez ce texte et vous vous rendrez compte en le lisant, qu'il reprend exactement la rhétorique qui a poussé aux attentats, y compris celui de *Charlie Hebdo* : il est écrit, avec le logo de l'ONU, en article 4.5 : « *La diffamation des religions constitue l'une des causes de la discorde sociale et elle entraîne des violations des droits humains et de leurs adeptes.* » C'est-à-dire qu'on fixe comme norme qu'il est impossible, quels que soient les pays, de diffamer les religions sans créer de la discorde sociale. A Durban, cela sera très difficile pour les ONG françaises. Je vous encourage aussi à relire un livre qui m'a beaucoup appris, *Les Nations désunies*, de Malka Marcovich, qui y analyse cette question de l'ONU, relatant comment les ONG françaises vont permettre d'inscrire le mot « islamophobie » au même rang que l'antisémitisme et de le faire entrer dans le corpus de l'ONU à la même place !

Le Forum Social Européen

Un petit mot sur le FSE. *Femmes Solidaires* s'est engagé dans le Forum Social Européen en pensant vraiment que nous allions pouvoir interroger la question de l'alternative au capitalisme via la question démocratique. Nous avons surtout assisté à l'installation, en Europe, d'un front islamogauchiste pour qui, d'abord, les droits des femmes n'étaient vraiment pas le problème, et qui, de plus, a permis de faire de la propagande auprès de la jeunesse pour expliquer que la question religieuse et celle de l'islamophobie étaient les questions centrales.

A cette époque-là, je ne sais pas si vous vous rappelez d'ailleurs, Hugo Chávez avait fait une belle accolade à Ahmadinejad, le Président iranien, au nom de la lutte contre le capitalisme. Nous avons donc à un niveau international une collusion entre l'Iran et le Venezuela, représentant le pays un peu nouveau qui allait porter la lutte contre le capitalisme. La même collusion traversait à l'échelle de nos pays les ONG qui commençaient aussi à dire : « *La question des intégrismes religieux est bien secondaire. La question la plus importante, c'est la remise en cause du capitalisme.* »

La situation en France : les détournements de sens

Je voudrais dire quand même quelques mots sur la question de la France. Vue du monde, et on a raison de le dire, la situation de la France, paraît tellement idyllique... Danielle avait raison hier d'en évoquer le corpus législatif. On a quand même un corpus législatif en matière de droits reproductifs, de droits de la personne et de droits des femmes, de très bon niveau. Ceci dit, cela ne nous empêche pas d'avoir une situation très compliquée avec, bien sûr, ce corpus législatif et, en même temps des mentalités en décalage. Si vous allez dans n'importe quel lycée, les gamins vous diront que l'homosexualité c'est dégoûtant, que l'avortement tue des bébés, et vous allez trouver dans chaque classe des gamins qui vous expliquent que le pouvoir est islamophobe et que toutes ces lois sont d'abord tournées contre les musulmans.

Donc, on a un bon corpus législatif. Tout cela n'a été possible qu'avec la loi de 1905, la loi sur la laïcité. Mais aujourd'hui les attaques en France ne consistent pas à dire : « *La laïcité, c'est une mauvaise chose* ». Elles consistent de façon plus insidieuse à vider la laïcité de son sens premier. Là-dessus, c'est vrai, j'ai une remarque à faire sur le précédent quinquennat, sur l'Observatoire de la laïcité qui a été laissé à des personnes qui ont vidé la laïcité de son sens. Il faut analyser la laïcité en termes de rapport de forces, c'est-à-dire que la laïcité, certes, elle vit en fonction du rapport de forces qui existe dans les pays, mais elle a une définition qui est fixe : c'est la séparation de l'Etat et des Eglises. C'est l'émancipation des lois civiques par rapport au dogme religieux. Quand on le pose comme cela, on aborde la création du RIFL – et j'en finirai par-là, puisque cela a été pour nous la base de la constitution du RIFL¹⁵ avec des femmes comme Shoukria ou Nina Sankari. Nous sommes allées chercher à travers le monde des femmes et des hommes qui étaient d'accord avec cette vision de la laïcité. Le RIFL, c'est d'abord une idée qui a été portée dans un couloir, où Shoukria m'a dit – et elle est pour beaucoup dans cette idée nouvelle qui pour moi est une idée vraiment révolutionnaire – : « *En fait, ce qu'il faudrait, c'est qu'on porte partout dans les instances l'idée que la laïcité pourrait s'appliquer dans tous les pays du monde. C'est-à-dire que l'Afghanistan pourrait être une république laïque. Cela n'empêcherait pas les gens de croire* ». Si on posait la laïcité comme quelque chose qui peut être universel, ... Bien sûr on sait très bien qu'on ne va pas y arriver demain, mais déjà, nous-mêmes, nous pouvons dire que ce qu'on voudrait en termes de normes internationales, c'est la laïcité dans tous les pays.

Applaudissements.

Pour une laïcité universelle

C'est peut-être le début d'assises bien plus larges. Le RIFL, c'est cela, c'est de dire : « *Partout où nous sommes, en Mauritanie, en Afghanistan, en Pologne, nous pouvons faire vivre la laïcité. Et c'est même la condition sine qua non pour que les gens s'épanouissent et puissent vivre en paix.* » Ce Réseau International Féministe et Laïc, nous l'avons lancé. Nous avons énormément de mal à le faire vivre, parce qu'il nous faut faire des réunions et que l'argent est le nerf de la guerre. Maintenant, avec Internet, on va essayer de mieux le structurer. Mais je crois que c'est vraiment vers cela qu'il faut aller, vers l'universalité de la laïcité et cesser, les Français, d'avoir quasiment honte de cette belle chose qu'est la laïcité. C'est quand même une chose que beaucoup nous envient et qui peut vraiment changer durablement la vie des femmes à travers le monde. Donc, pas de leçon à donner au monde, mais juste leur dire : « *Regardez*

¹⁵ Réseau International féministe et laïque

comment nous, on fait vivre cela et regardons comment on peut de façon universelle faire vivre cette idée de la laïcité. »

Merci.

Applaudissements.

Claire DONZEL

Merci, Carine. On va donc commencer le premier débat. Moi, ce que je retiens quand même, au-delà du contenu de chacun des exposés, c'est la complémentarité de l'action. C'est-à-dire qu'on a une Christine qui est une élue militante au sein des Institutions, qui toujours et toujours remet sur le tapis dans les lieux de pouvoir, dans les lieux qui disent la loi internationale, la loi européenne, les questions qui sont les nôtres des droits des femmes. Son militantisme est celui de faire avancer cette règle officielle. Et puis, on a l'autre approche, le même versant, qui converge, celui de la revue *Clara* et de Carine.

J'ai une première question pour Carine, mais je crois que j'ai la réponse : est-ce que la spécificité de *Clara-Magazine* ne serait pas de mettre les points sur les i ? C'est de la boutade. Est-ce que ce ne serait pas votre spécificité ?

Carine DELAHAIE

Je crois qu'il faut dire aux gens ce qu'on pense. Je n'aime pas taper sur les autres, mais c'est vrai que je vois par exemple dans les pages de *Causette*, qui est un magazine féministe, qu'on est capable d'inviter un travailleur du sexe et puis en face un abolitionniste et que toute l'information est mise au même niveau... et vous allez inviter quelqu'un qui va vous dire : « Le voile, c'est merveilleux », et puis en face quelqu'un qui a passé sa vie à essayer de promouvoir la laïcité. Moi, je préfère dire : « *La ligne de Clara-Magazine est très claire. Elle est abolitionniste. Nous avons aidé à structurer une pensée sur la question de l'abolition de la prostitution.* » Et c'est clair, vous ne trouvez pas dans *Clara-Magazine* des gens qui vont vous expliquer que c'est merveilleux d'être prostituée. Cela ne veut pas dire que je ne respecte pas les personnes prostituées, cela veut dire juste que je pose une pensée, et je préfère dire aux gens ce que je vais leur donner. Je suis pour la laïcité, je fais avancer cette pensée clairement. Et sur d'autres questions, par exemple sur la question de l'extrême droite, nous avons pris la décision, mes amies de la rédaction et moi-même, de ne jamais inviter aucun.e élu.e du Front national et de ne développer aucune pensée du Front national. Je ne vais pas dire : « Ils ont une audience » et en même temps dire : « Si on les faisait discuter pour ou contre le racisme ? » Pour moi, il y a des normes qui sont fixées, elles sont fixées. Maintenant, moi, je travaille du côté de ceux qui veulent émanciper les femmes, pas du côté de ceux qui veulent brouiller les cartes. Je préfère le dire. Et puis, les personnes qui ne veulent pas lire, elles ne lisent pas. On est en démocratie, je ne les oblige pas à acheter mon journal.

DÉBAT

Michèle LOUP

Une question à Christine. Comment cela s'est-il passé pour le rapport Estrela¹⁶ sur l'égalité des droits des femmes au niveau du Parlement européen ? Celui qui parlait de l'avortement. Il y a eu pas mal de choses qui ont été dites. Ce n'est pas forcément très clair. Est-ce que tu peux dire quelques mots là-dessus ?

Christine REVAULT D'ALLONNES-BONNEFOY

Nous avons pu faire passer l'amendement sur l'avortement dans ce précédent rapport. On est à chaque fois dans une incertitude, c'est-à-dire qu'on n'a jamais la garantie que le droit à l'avortement est systématiquement proposé, mais je pense que l'Etat peut le faire inscrire comme faisant partie du corpus des droits fondamentaux. Parce qu'à partir du moment où on peut l'inscrire, ce qui est validé au niveau européen comme étant un des droits fondamentaux européens, cela devient une compétence européenne. Donc, à partir de ce moment-là, quand bien même des Etats considèrent que pour eux cela ne fait pas partie des droits et des points à faire respecter et cherchent à criminaliser ceux qui violeraient ce droit, on peut mettre en avant cet outil supérieur, l'outil européen. Et ce point-là est un point pour l'instant qui n'est pas acquis. Mais je pense que c'est de cette manière-là qu'on pourra y parvenir et passer au-delà des Etats membres qui sont réfractaires.

Claire DURAND-MOREL

C'est juste une réflexion que je porte depuis assez longtemps : on a construit l'Europe économique avant de construire l'Europe politique. Regardez aujourd'hui les difficultés qu'on a, justement par exemple, à inscrire l'IVG dans les droits fondamentaux. On l'aurait fait avant, on aurait eu beaucoup moins de difficultés, on n'aurait pas eu à « redresser » la Pologne ou la Hongrie et cela eût été beaucoup plus simple et à mon avis beaucoup plus logique. Cet emballement pour l'Europe économique, je le regrette profondément, alors qu'il aurait été peut-être plus judicieux de faire en même temps, ou peut-être d'abord, une Europe politique puis voter la monnaie commune.

Christine REVAULT D'ALLONNES-BONNEFOY

Tout est dit dans la pensée que tu viens d'exprimer, pour faire l'Europe politique et l'Europe sociale. Parce qu'on s'occupe des biens, on s'occupe des marchandises, on s'occupe des capitaux, on ne s'occupe pas des personnes, et donc dans les droits des personnes il y a notamment les droits des femmes. Et cela, à chaque fois qu'on le pose, qu'on veut l'inscrire comme étant aussi une compétence européenne, on a ce blocage d'un certain nombre d'Etats qui disent : « Non, principe de subsidiarité, on ne veut pas en entendre parler. » Et c'est le combat qu'il faut absolument mener.

Christine MAUGET

Sur la question du principe de subsidiarité, la question des droits des femmes est effectivement fondamentale. Et au niveau européen, c'est un véritable combat, justement,

¹⁶ Rapport Estrela, décembre 2013 <http://www.europarl.europa.eu/sides/>

cette clause de subsidiarité qui permet aujourd'hui à Malte, à la Pologne, à l'Irlande d'avoir une loi qui effectivement condamne les femmes à la migration. Mais les femmes sont aussi migrantes ici, en France, quand elles sont hors délai d'avortement. C'est pour cela qu'aujourd'hui a été lancée par un certain nombre d'associations européennes féministes - dont l'Organisation Internationale du Planning Familial - une grande mobilisation pour le 28 septembre, qui est la journée de dépénalisation de l'avortement. C'est une journée qui a été lancée par des filles d'Amérique latine et des Caraïbes dans le contexte qui était le leur, et qui maintenant devient une date mondiale fondamentale. Donc, il y a une pétition qui est lancée pour faire avancer cette question-là. L'idée, c'est qu'il y ait partout des moments de mobilisation pour qu'il y ait un bruit de fond énorme sur cette question au travers de toute l'Europe. Parce qu'effectivement, comme vous l'avez très bien souligné, l'Europe n'a pas inscrit l'avortement... L'avortement, cela relève de la santé. Cela relève donc de la compétence des Etats. Et c'est bien là qu'il faut qu'on travaille, sur cette question de droit et cette question d'égalité aussi entre les Européennes. Parce qu'aujourd'hui, pour l'avortement il vaut mieux être des Pays-Bas qu'être Irlandaise ou même Française, parce que sinon, passés les délais posés par chaque législation, vous êtes obligée de payer le prix fort. D'où une vraie inégalité entre les Européennes en matière d'accès, qui va condamner un certain nombre de femmes à voyager dans des conditions parfois un peu dramatiques. D'où l'importance de ce combat et de cette pétition qui peinent à démarrer, qui est relayée par la Marche Mondiale des femmes et toutes les associations féministes de France, mais aussi d'autres pays. Il faut qu'on puisse, face à d'autres initiatives des extrémistes dans ce monde d'extrême-droite, montrer qu'on est capables de nous mobiliser aussi et qu'on est très nombreuses face à cela.

Claire DONZEL

Je vais donc maintenant passer la parole à notre invitée polonaise, Nina SANKARI, qui a apporté une vidéo qu'elle commentera dans la 2^{ème} partie de son exposé.

Nina SANKARI

La question a été abordée tout à l'heure. Si l'Union européenne a permis l'accession de ses membres, avec la signature du fameux protocole de Londres, les signataires de ce protocole ne sont pas tenus de signer la Charte des droits humains de l'Union européenne. Que dire de plus ? On peut adhérer à l'Union européenne sans signer la Charte des droits humains ! Je tiens à vous raconter un quiproquo que j'ai eu récemment avec une interlocutrice turque concernant l'arrivée au pouvoir de régimes autoritaires. J'ai listé devant elle les traits qui marquent ce processus. Elle hochait tout le temps la tête : « Oui, tu as raison, absolument. C'est comme cela », etc. Seulement, moi, je parlais de la Pologne. Elle pensait que je parlais de la Turquie.

Il y a beaucoup de ressemblances entre les deux, et ce n'est pas la couleur de la religion qui compte, mais le fait de baser l'identité nationale sur un amalgame fait de fanatisme religieux et de nationalisme ; de construire ainsi une identité « prête-à-porter » comme cela a été décrit par Carine. Et l'on passe « de la guerre de l'Eglise contre les femmes, au régime autoritaire contre tous ».

Je vais donc parler de la Pologne et de l'extrémisme religieux catholique qui a commencé par détruire les droits des femmes en Pologne et se poursuit par l'instauration d'un régime autoritaire, populiste, fascisant.

De la « transition démocratique » à l'instauration d'une Constitution religieuse

Je ne peux même pas parler de tout ce qui s'est passé, après notre transition dite démocratique : cela a été la destruction, jour après jour, mois après mois, année après année, des droits des femmes. Cela a commencé très tôt avec la dissolution de la section « Solidarnosc des femmes », dès qu'elle s'est opposée à l'interdiction de l'avortement en Pologne. A partir de ce moment, et même la veille de cette transformation, la section femmes de Solidarnosc a été dissoute.

Vous allez voir tout à l'heure une vidéo de la manifestation du 8 mars dernier, qui a rassemblé une vingtaine de milliers de femmes. La place de la Constitution de Varsovie était pleine, de même que toutes les rues qui y menaient. Pour la deuxième fois, après le lundi noir du 3 octobre de l'année passée, c'était une très grande mobilisation des femmes contre l'emprise de l'Eglise. Ce n'était pas seulement contre l'interdiction de l'avortement en Pologne, mais contre l'emprise de l'Eglise sur les droits des femmes en général, qui se manifeste par l'alliance avec la droite conservatrice avec la droite catholique nationaliste, pour détruire les droits des citoyens.

Quelques étapes importantes :

- **La loi anti-avortement de 1993, le « compromis abortif »** qui était déjà une loi très restrictive autorisant l'IVG, uniquement dans trois cas : le cas thérapeutique, le cas de l'acte criminel et le cas d'un danger sérieux pour la femme et le fœtus. Et toutes les obligations d'observer les valeurs chrétiennes à l'école, dans les médias.
- **La Constitution de 1997** qui, du fait de l'opposition des évêques polonais, ne contenait pas les termes de laïcité, ni de séparation de l'Eglise et de l'Etat, ni de neutralité de l'Etat. Un terme très curieux introduit la notion d'« autonomie mutuelle ». Cela veut dire que l'Etat vis-à-vis de l'Eglise n'est plus souverain. C'est, de fait, une autonomie... de l'Eglise. L'Etat a perdu sa souveraineté, a laissé une partie de sa souveraineté à l'Eglise. La croix figure ainsi au Parlement !
- **La loi de la protection des sentiments religieux de 2004**, loi bâtarde issue de la vieille loi canon contre le blasphème. Le catéchisme à l'école est obligatoire. Actuellement en Pologne, on a plus de cours de catéchisme que de chimie, biologie et physique confondues. Voilà notre nouvelle Constitution.

Normalement, l'enseignement public primaire ne devrait pas être religieux. Or, il y a la catéchèse dans les écoles publiques ; les écoles confessionnelles ne devraient pas être publiques. Nous avons désormais une grande école qui s'appelle « l'ensemble des écoles catholiques publiques ». En Pologne, c'est le ministre polonais de la Culture qui baise la main de l'évêque : on voit dans quel sens se situe la hiérarchie...

La transformation « démocratique » qui part de la destruction du droit des femmes à l'autodétermination, aboutit à l'établissement d'un régime autoritaire qui dénie toutes les libertés. Les nationalistes catholiques et le groupement de l'extrême-droite ont fait le siège

du théâtre de Varsovie¹⁷. Sur leur drapeau, figure le signe de la phalange. Ils voulaient empêcher l'entrée du spectacle où se jouait la pièce d'un auteur polonais, où figuraient ce qu'ils jugeaient comme des scènes blasphématoires. Ceci s'est fait avec l'accord tacite et parfois même l'incitation des autorités au pouvoir maintenant. Dans la période des deux guerres, les nationalistes fascistes ont été interdits et dissous, mais ils sont maintenant réactivés et revivifiés.

Le « compromis », ou de l'attaque faite aux droits des femmes à l'attaque faite aux droits de tou.te.s

J'en reviens au droit des femmes. On s'est arrêté en 1993 sous ledit « compromis » abortif. Le « compromis » n'était en aucun cas un compromis. En tout cas, ce n'était pas un compromis conclu avec les femmes, mais avec des évêques et, malheureusement, avec la démocratie. Une fois l'IVG interdite, sous l'effet des pressions, l'avortement légal a commencé à ne plus pouvoir être réalisé. Sous la pression de l'Eglise, même le cadre de l'avortement légal n'était plus effectué. Notre organisation a fait une affiche : « *Le « compromis » en avortement, tue* ». Nous avons maintenant une affiche encore plus simple : « *l'interdiction de l'avortement tue* ». Ce que l'on voit sur ces affiches, c'est le corps d'une femme prostrée sur une table de cuisine couverte de journaux et puis le sang qui coule. Ce n'est pas une invention. Cela s'est passé pour beaucoup de femmes ainsi, et l'on craint que cela se passe comme cela en Pologne aussi, parce qu'il y a déjà beaucoup de cas d'avortements illégaux.

La droite populiste nationale catholique de « Droit et Justice » détruit systématiquement depuis son arrivée au pouvoir l'année passée, toutes les lois démocratiques. Ils parlent de « *démocratie illibérale* », c'est-à-dire qu'ils ont été portés au pouvoir par une majorité, mais les standards démocratiques ne comptent plus. On les détruit. On a détruit déjà en Pologne la séparation des pouvoirs - pouvoir judiciaire, législatif et exécutif -, pilier de la démocratie. Le tribunal constitutionnel a déjà été repris et détruit. La Cour suprême poursuit la bataille. Des lois sur les médias sont passées, d'autres sont déjà en préparation, qui vont être votées en septembre, sur le droit au rassemblement, donc sur des droits démocratiques fondamentaux. Et la répression physique commence. Je veux vous parler du « *protest noir* ¹⁸ » d'octobre : toute la grande place de Varsovie était remplie de femmes et d'hommes qui manifestaient. J'y étais et je me dois de vous transmettre la grande émotion que c'était. Je me suis sentie, moi comme beaucoup d'autres femmes, d'une grande force, du fait qu'on était nombreuses alors. Il y avait une poignée de fanatiques religieux catholiques qui toujours accompagnent nos manifestations. Ils sont toujours là avec leurs haut-parleurs. Ils étaient là, mais ce sont eux, cette fois-ci, qui ont dû être protégés par quelques policiers. Leurs haut-parleurs, on ne les entendait pas du tout, parce que nous, on était bien nombreuses. Beaucoup de jeunes participaient à cette démonstration. Et on voyait non seulement qu'ils étaient engagés, mais qu'ils avaient, ces jeunes-là, quelque chose de nouveau dans l'esprit. Ils s'organisaient un peu autrement que nous. Il n'y avait pas des leaders et puis des masses, ils étaient là tous ensemble. Plusieurs groupes participaient et je voyais que les jeunes gens, les jeunes femmes s'entendaient d'une autre manière que notre

¹⁷ Référence à une diapo projetée

¹⁸ « Black protest » du 3 octobre 2016

génération, plus justement horizontale, plus justement féministe. Et puis, lors des *protests* qui ont suivi, j'ai entendu un jeune homme dire « nous ». Il employait « nous » au passé. Normalement, en polonais, on doit utiliser la forme masculine ou la forme féminine. Il le faisait de manière alternée. Une fois il parlait de « nous » au féminin, une fois de « nous » au masculin. Cela, c'est quelque chose de nouveau dans la langue, dans l'imagerie.

Ici, on est souvent désenchantés de la faible participation des jeunes- et je pense que c'est réciproque -. Mais je pense que cela change. Et moi, personnellement, j'ai de l'espoir en ces jeunes.

Pour terminer, j'aimerais rejoindre Sabine Salmon. Je ne pense pas que nous, ici et en général, on doive se battre pour l'égalité ou se contenter de se battre pour le droit à l'égalité, pour le droit des hommes et des femmes. Je ne pense pas qu'on doive se contenter de réclamer un plus grand morceau du gâteau qu'est le capitalisme avec ses guerres de religion, du pétrole, de l'eau, etc. Je pense que nous, notre tâche féministe, c'est de changer la société très profondément, d'abolir le mode patriarcal. Sans cela, nous n'aurons jamais l'égalité, ni des femmes, ni des hommes.

Applaudissements. (Diffusion d'une vidéo).

Cela s'est donc passé le 8 mars dernier. La place de la Constitution était, comme je l'ai dit, noire de monde. Je parle du patron de notre Fondation Kazimierz Lyszczynski qui, il y a trois centaines, a été cruellement torturé et exécuté sur la place de la grande ville de Varsovie parce qu'il a écrit un traité sur la non-existence de Dieu. Sa main blasphématoire a tout simplement été coupée, arrachée. Il a eu l(a tête coupée et son traité philosophique jeté aux flammes.

Aujourd'hui, l'Inquisition est de retour. Les citoyens polonais descendent à nouveau dans la rue pour défendre leur liberté. Pourquoi ? Parce que la transformation dite « démocratique » a été contaminée par un germe mortel. L'Eglise a laissé à la Pologne une très lourde facture pour son rôle dans la victoire contre le régime dit communiste. Mais cette facture est payée dans une monnaie qui s'appelle le droit des femmes. Comme je vous l'ai dit, depuis le début, on a commencé à réprimer les femmes en leur ôtant leur autodétermination sur tous les droits reproductifs dont le droit à l'avortement. Sous le diktat de l'Eglise, les polonaises ont perdu leur autodétermination à la liberté de décider de leur corps et de leur sort. Cela se passait déjà en 1993, et le « compromis sur l'avortement » que j'ai déjà évoqué, bafouant la démocratie, n'était pas un compromis conclu avec les femmes. C'était un compromis avec les évêques et malheureusement avec la démocratie. Sans prendre en considération l'avis des citoyennes et citoyens ; 1,5 million de signatures demandant le référendum sur cette question ont tout simplement été négligées, la question n'a jamais même été mise au débat parlementaire. 1,5 million de signatures jetées à la poubelle ! Malheureusement, les politiciens de droite et de gauche ont été prêts à payer cette facture, mais les évêques maintenant demandent plus. Ils veulent que les femmes accouchent de grossesses issues de viol, ou même d'enfants malformés, sans cerveau, juste pour constater que ces enfants meurent immédiatement dans la souffrance. Pourquoi ? Juste pour qu'ils soient baptisés. Ce sont les paroles de Jarosław Kaczyński, le leader du parti « Droit et Justice ». Il dit que la femme doit accoucher même si l'enfant doit mourir tout de suite après, mais qu'il faut le baptiser. Et que c'est le devoir des femmes de mettre au monde

chaque enfant conçu. Les évêques voulaient d'abord l'interdiction totale de l'avortement ensuite la pénalisation de l'avortement. Aujourd'hui, pour une tentative d'avortement, cette peine peut aller, jusqu'à 40 ans de prison. Cette escalade de la part de l'Eglise ne s'arrête jamais. Voilà ce qu'on voit chez nous. Bien entendu, comme partout, celle qui avorte est une meurtrière et n'est pas une vraie polonaise.

A présent, on scande que nous voulons avoir le choix. Nous voyons bien que ce n'est pas une question de religion, mais une question de pouvoir autoritaire. C'est en raison de cet autoritarisme du pouvoir qu'il lui faut réprimer les femmes, contrôler la sexualité et la fécondité des femmes, comme il contrôle tout.

Très clairement, l'assujettissement des femmes, c'est juste le début de l'asservissement de tout le monde. Aujourd'hui, nous voyons que la séparation des pouvoirs est annulée, qu'on fait taire les artistes, qu'on limite les scientifiques, et en général qu'on limite la liberté pour tou.te.s. Nous ne sommes pas d'accord avec cela.

Mais un tel projet ne peut être exécuté avec pour seul appui la répression ou des changements de loi, ou la manipulation judiciaire, comme cela se passe en Pologne. C'est pourquoi notre gouvernement a entrepris la réforme de l'Education Nationale. L'objectif est de former des citoyen.ne.s incapables de pensée critique, de former un peuple destiné à être l'exécuteur docile des ordres. Qui plus est, en matière d'éducation, on assiste à un amalgame de religion fanatique comme formation du citoyen.

Ni le droit des femmes ni le droit des hommes, les droits des citoyens ne pourront être exercés pleinement s'il n'y a pas dans ce pays la séparation de l'Eglise et de l'Etat. La Pologne ne pourra pas être forte de la force des fanatiques. La Pologne doit être forte uniquement par la force de citoyennes et citoyens libres et conscients.

Claire DONZEL

Merci, Nina.

Applaudissements.

On va enchaîner avec notre dernier zoom sur l'Afghanistan

Shoukria HAÏDAR

Tout d'abord, je remercie l'Assemblée des femmes de m'avoir invitée à cette table ronde pour parler de la situation actuelle de l'Afghanistan et pour évoquer la montée de l'extrémisme, qui n'est pas nouveau en Afghanistan, et la façon dont il est revenu sur la scène internationale. Il y a plein de choses à dire, j'essaie de me concentrer sur deux parties pour que ce soit clair pour vous.

Un tableau de l'Afghanistan, vu de l'extérieur, plus pessimiste que la réalité

Tout d'abord, depuis mon arrivée en France et aussi quand j'étais au Tadjikistan ou dans d'autres pays, souvent, la réaction des gens quand on parle de l'Afghanistan, c'est l'affolement général, parce que les médias ne mettent en évidence que les catastrophes, le chaos total. Je voudrais faire quelques rectificatifs. C'est vrai, la situation est très difficile, mais la vie continue. Les universités, les écoles de filles et de garçons, la vie quotidienne avancent. Il y a presque autant de filles qui se rendent à l'école que de garçons. Les universités sont pleines de filles et de garçons. Il y a quinze ans, juste après la chute des

taliban (2001), on n'avait pas grand monde, surtout parmi les filles, peu de bacheliers.e.s. Mais, maintenant, il y a des milliers et des milliers d'universitaires, c'est-à-dire de jeunes titulaires de licences et de maîtrises, qu'ils soient formés à l'intérieur de l'Afghanistan, qu'ils aient fait des études supérieures à l'extérieur. Maintenant ils sont rentrés en Afghanistan. En 2001 et 2002, on cherchait des personnes qualifiées partout, pour occuper des postes dans les ministères et surtout au parlement. Pour devenir député, on cherchait, on ne trouvait personne. Maintenant, pour chaque poste, il y a des listes de centaines et de centaines de candidats.e.s, y compris pour les postes les plus bas. Donc, les images et les informations qui passent par les médias reflètent une certaine réalité, mais ce n'est pas la vie quotidienne de la population et des gens qui habitent en Afghanistan.

Il y a des zones rouges par rapport aux questions de sécurité, c'est vrai, sur lesquelles je vais donner un peu d'explications. Vous étiez des millions et des millions jusqu'en 2001 à nous soutenir pour chasser les taliban du pouvoir et trouver une solution aux problèmes de l'Afghanistan. En 2001, il y a eu les attaques aux États-Unis¹⁹ et après, tout a changé. Les armées de 51 pays sont venues en Afghanistan. Elles ont chassé les taliban, ont installé le gouvernement afghan ; par la suite, la Constitution a été votée (2004). Finalement, l'État s'est mis en place. Tout allait bien, la reconstruction a commencé, les universités s'ouvraient les unes après les autres. Il n'y avait pas que les universités d'État, mais aussi les universités privées, des écoles d'État et des écoles privées. Avec beaucoup d'enthousiasme, tout le monde se mettait au travail, à apprendre et à construire. Je peux dire que la reconstruction durant ces années en Afghanistan, c'était en quelque sorte deux siècles de construction à la fois. Même chose au niveau des études. Donc, il y avait une volonté d'avancer et aussi des moyens qui étaient mis à disposition. Les résultats sont toujours là, ils ne sont pas perdus.

Qui a intérêt au maintien ou au retour des taliban ?

Depuis le début, cependant, c'est-à-dire depuis 2001, 2002, 2003, les Américains pourchassaient les taliban dans le fin fond des montagnes de Tora Bora²⁰. Si un certain nombre d'entre vous se rappellent Tora Bora...

Je vais raconter une petite histoire. Une vingtaine de députées afghanes étaient venues, à cette date - c'était fin 2004 - à Paris, invitées par l'ambassade d'Amérique. L'ambassadeur en personne a accueilli toutes ces députées dans le jardin de l'ambassade. Une de ces députées a posé une question à l'ambassadeur: « Monsieur l'ambassadeur, vous, les Américains, vous nous mentez. Sur quel point ? Si vous avez la possibilité de me répondre, cela nous arrangera. Soit, vous êtes cette armée la plus puissante du monde, comme vous le prétendez, capable de capturer des petites voitures ou un individu qui se déplacent sur la terre, car vous les trouvez où qu'ils se trouvent. Soit, vous n'êtes pas cette armée puissante, ou alors, vous voulez vraiment garder vivants les taliban. Et vous n'avez pas vraiment l'intention de les capturer. Cela fait quatre ou cinq ans que vous êtes là en train de nous rebattre les oreilles avec Tora Bora et Ben Laden, et vous n'arrivez pas à en finir. Donc, dites-nous clairement : est-ce que vous nous mentez ? Soit, vous ne voulez pas prendre Ben Laden

¹⁹ 11 septembre 2001, attentat contre les twin towers (3000 morts) précédé par l'assassinat du Commandant Massoud, le 9 septembre.

²⁰ Tora Bora, réseau de cavernes, dans les montagnes de Safed Koh, dans l'Est de l'Afghanistan, construit par les taliban pachtounes, qui a été le site de combats entre taliban et troupes américaines

et vous ne voulez pas vraiment éliminer les taliban, soit vous n'êtes pas cette armée puissante que vous prétendez être. »

Aujourd'hui, 17 ans plus tard, on en est au même point.

En 2010, il y a eu à Londres une conférence organisée par Monsieur Karzai²¹ 70 pays étaient invités, pour lancer son projet de « processus de paix » avec les taliban. En Afghanistan, 200 associations et organisations environ, scandalisées de voir que l'on invitait à Londres 70 pays et que l'on donnait une place officielle, c'est-à-dire une reconnaissance internationale à ce groupe terroriste, se sont alors mobilisées, pour mettre en place une importante contre-conférence afin de condamner cette initiative, et refuser toute négociation avec les taliban, avec un groupe mercenaire terroriste. Cette contre-conférence a rédigé une résolution qui est parvenue en France. Nous avons en charge de l'apporter à Londres et de la placer sur la table de tous les participants, ce qui a été fait, malgré l'opposition des organisateurs.

Hélas, là, lors de la conférence de Londres, a été le point de départ de l'officialisation, c'est-à-dire de la reconnaissance officielle des taliban par le Comité international dont la France, l'Allemagne, l'Angleterre bien entendu, et l'Amérique. Désormais, le « processus de paix » était lancé. A cette date, en Afghanistan, s'est mise en place une *Loya Jirga*, une grande assemblée, dont les membres étaient chargés de faire le processus de paix avec les taliban. Et cela se poursuit depuis.

Le retrait de l'Afghanistan des troupes étrangères et les intérêts cachés

Puis est survenue la question du retrait des troupes étrangères d'Afghanistan. C'était la période des élections présidentielles en France (2012), et François Hollande a pris l'initiative de quitter l'Afghanistan. Ce retrait des troupes françaises, qui était envisagé, n'était pas prévu avant 2014. Mais François Hollande a pris la décision ferme : « Si je deviens Président, je retire les troupes françaises. » Cela impliquait de lâcher les Américains seuls sur le terrain et de les laisser faire à leur guise avec les Anglais.

Je suis alors venue en France à deux reprises, afin de contacter tout le monde. « Ne faites pas cela, ne partez pas d'Afghanistan : ce n'est pas le moment. » On en était arrivé à un point où l'on terminait la guerre soit d'une manière politique, soit militaire, soit de n'importe quelle manière, pour stabiliser l'état afghan, sans laisser de place à l'extrémisme. J'ai rencontré Marie-George Buffet, j'ai rencontré l'Assemblée des femmes, j'ai rencontré les parlementaires à l'Assemblée nationale, au Sénat, les parlementaires européennes. J'ai insisté sur le fait qu'il ne fallait pas que la France quitte l'Afghanistan, que ce n'était pas le moment. Cela aurait été un meilleur moment en 2001-2002 pour le retrait de toutes les armées étrangères d'Afghanistan, un an après le départ des taliban. Mais il y avait alors d'autres projets. Il y avait des pays qui voulaient faire de l'Afghanistan la terre de production de pavot. Aujourd'hui, on alimente 90% de la consommation mondiale. Ce qui représente entre 700 et 1.000 milliards de dollars de revenus dans l'économie de la production de la drogue. Cela, je le mets de côté, même si c'est une question fondamentale, car ce ne sont pas les Afghans qui font ce trafic. Je ne parle pas d'une tonne, deux tonnes mais bien de 700.000 tonnes, vraiment une quantité colossale. Il ne s'agit pas d'un ou deux

²¹ Hamid Karzai, président de la République islamique d'Afghanistan (2004 - 2014)

containers, mais de milliers de containers ! Une grande partie des gens puissants de divers états y sont mêlés. Que ce soient des journalistes, des politiques, des ONG : une grande partie est alimentée par cet argent. On dépense ainsi quelques milliards en Afghanistan pour maintenir les perturbations et faire le maximum de profits. Mais c'est une autre question, laissons-la de côté.

J'en viens à la montée des extrémismes, et à la place qu'on va donner en Afghanistan à ce groupe, et au danger qu'il comporte tant pour l'Afghanistan que pour le monde. Je vis en France et je vis en Afghanistan, des deux côtés : je vois comment les choses se passent. L'assemblée en charge du processus de paix réunit l'Amérique, l'Angleterre, l'Etat afghan, le Pakistan, des personnalités telles Monsieur Obama, Madame Clinton, des personnes bien perçues au niveau mondial, pour donner une façade ! Eh bien, ils nous ont imposé la venue de Gulbuddin Hekmatyar, chef du parti extrémiste de l'Afghanistan, sorti pour l'occasion de la « liste noire des Nations Unies », et qui essayait de faire accepter le fameux processus de paix. On a également libéré plus de 7.000 de ses hommes, auteurs d'attentats dans tout l'Afghanistan, et qui, maintenant, sont en train de s'implanter dans tout le nord du pays. On les a libérés en mettant à leur disposition une bonne somme d'argent. On les a amenés en grande pompe et avec plein d'éloges dans un salon prestigieux pour les saluer parce qu'ils avaient accepté le processus de paix.

Depuis l'arrivée de Gulbuddin Hekmatyar, l'insécurité a été multipliée par dix ou vingt. Si, avant, on avait un ou deux attentats par mois, c'est à présent un ou deux par jour. Le nombre de morts dû à des attentats se situe entre 200 minimum à 1.000 ou 2.000 par mois. C'est donc énorme. Par exemple, à la suite de l'attentat qui a eu lieu il y a deux mois à Kaboul, officiellement, on a annoncé un peu moins de 100 morts et je ne sais combien de blessés, mais en fait il y a eu 278 morts sur place et plus de 1.000 blessés. Et combien sont morts par la suite ? On ne le sait pas.

Le « processus de paix » avec les taliban

J'aborde une autre question. Quelle a été la conséquence immédiate de ce processus de paix, cet accord avec Monsieur Hekmatyar ? L'exode ! Vous avez vu les Afghans arriver en Turquie, en Europe. Il y a donc eu une vague d'immigration par peur de revivre ce qu'ils avaient vécu : la guerre à l'intérieur de l'Afghanistan. Les gens connaissaient la dureté, la cruauté des hommes d'Hekmatyar. Comment ont-ils réagi ? Ils ont fui. Combien sont morts dans les océans ? Combien se sont perdus dans les forêts des pays qu'ils traversaient clandestinement ? Tout cela, c'est vraiment inacceptable pour nous à l'intérieur de l'Afghanistan, parce que c'est toute une couche moyenne et intellectuelle de la population qui a émigré. C'est aussi une problématique pour l'Europe, que cette population qui arrive, alors que déjà, ici, en France se posent des problèmes de chômage, de niveau de vie qui baisse tous les jours ; cette arrivée massive représente une difficulté supplémentaire que je comprends parfaitement.

Je dois à présent soulever un autre point : la négociation du processus la paix avec les taliban qui se poursuit. Les Etats-Unis et l'Europe ont tardé dans ce processus ; et il faut à présent prendre en compte l'arrivée de Daesh en Afghanistan. L'objectif de garder ce groupe extrémiste en Afghanistan, procède d'une volonté délibérée de chercher à perturber la situation de l'Asie centrale pour contraindre les Russes d'une part, et, de l'autre côté pour

faire avancer la position de l'Amérique et de l'Occident en Syrie. Il s'agit donc, quelque part, d'ouvrir une autre poche de guerre contre l'Iran et la Russie en Afghanistan. Depuis au moins une quinzaine d'années, en effet, il a été tenté de différentes manières de former une armée contre l'Iran depuis l'Afghanistan. Cela ne fonctionnera pas : c'est comme si on cherchait à constituer en France un groupe pour faire la guerre à la Belgique ! Est-ce que c'est possible ? Non. Il n'y a pas de Français pour faire la guerre à la Belgique et il n'y a pas, en Afghanistan, de population pour aller en guerre contre l'Iran, ni l'Ouzbékistan, ni le Turkménistan, ni le Tadjikistan. Mais par contre, contre le Pakistan, oui.

Bien sûr, l'Iran et la Russie ne restent pas complètement spectateurs. Ils ont des mercenaires, qui sont des taliban, payés plus cher ; une partie de ces taliban est aux ordres de la Russie et l'autre partie aux ordres de l'Iran. On a, à présent, quatre sortes de taliban : le taliban du Pakistan, le taliban de l'Iran, le taliban de la Russie et le taliban de l'Afghanistan. Considérons que 40 à 50 % du territoire en dehors des villes est sous leur contrôle et sous celui de Daesh. Leurs munitions sont beaucoup plus sophistiquées que celles de nos soldats. Ils sont aussi bien nourris. Par ailleurs, nos soldats quand ils se trouvent face aux taliban n'ont pas le droit de tirer. Par contre, eux, ils ont le droit de tirer ! Il y a donc une volonté de la part de l'Etat, avec, bien sûr, encore, les Américains... L'Europe est bien absente dans cette histoire... De toute façon, l'Europe n'existe pas, et c'est grave ! Il faut que l'Europe ait sa parole. La France, elle-même, en tant que cinquième puissance mondiale, doit prendre sa place et affirmer sa parole. Il faut qu'elle prenne ses responsabilités face à cette montée de l'extrémisme dans une partie de la planète.

Les conséquences, qu'on le veuille ou non, parviendront directement ici. En effet, si les taliban gagnent par la guerre ou par le « processus de paix », il y aura à compter, au minimum, sur 5 à 6 millions de personnes qui quitteront l'Afghanistan. Donc, un exode massif de 3 à 4 millions de personnes en direction de l'Europe. Qu'un territoire aussi immense que l'Afghanistan, montagneux, une sorte de forteresse, soit dans les mains d'extrémistes à présent pourchassés, de Syrie, de Turquie, etc... ! Les gens vont avoir de beaux jours devant eux : il faut compter que la sécurité en soit perturbée pendant de longues années.

Je veux maintenant interpellier nos ami.e.s du Parlement européen pour leur demander solennellement l'arrêt du processus de paix. Il faut que l'Europe intervienne dans cette affaire. Ou peut-être faudra-t-il reprendre la même méthode que celle que j'ai utilisée lorsque je me suis mobilisée contre les taliban dans les années 1990 et jusqu'en 2004, 2005 ? Faut-il que je redémarre la même action ? Or ce n'est pas simplement l'Afghanistan qui est en jeu, il y a un impact au niveau de bien d'autres pays. Comme je connais la France, j'y ai vécu, je comprends parfaitement la conséquence sur la France, comme pour l'Europe : c'est automatique.

Et pourquoi pas la laïcité ?

Voilà l'exposé rapide des problématiques actuelles en Afghanistan. Abordons pour terminer un autre sujet, celui de la laïcité. Un certain nombre de pays sont déjà convaincus que la laïcité est une chance, que c'est un bien à partager, comme les Droits de l'Homme. Des pays comme la Pologne et l'Afghanistan sont dirigés « d'en haut », rarement les choses viennent de la base. Aux Nations Unies, au Parlement européen, ce serait une très bonne

chose de travailler sur l'idée de la laïcité. Ce serait un bon projet commun de travailler sur une charte de la laïcité pendant un, deux, trois ans, de la mettre sur la table, que ce soit une charte à laquelle les pays adhèrent comme pour les Droits de l'Homme.

Merci.

Applaudissements.

DÉBAT

Claire DONZEL

Merci, Shoukria. Moi, dans ces deux exemples, je vois plusieurs points communs. D'abord, Nina a tenu à porter un message d'espoir. Et si Shoukria ne l'a pas fait explicitement, elle rejoint Carine dans son message de prospective. Si ce n'est pas de l'espoir direct, c'est au moins la recherche d'une volonté, d'une demande, d'une supplique qui nous est faite de contribuer à une prospective laïque.

Le deuxième point commun que je vois dans ces deux exemples, c'est une régression des pays qui ont vécu à un certain moment sous régime communiste ou sous dirigeants démocrates, même si on l'a quelquefois un petit peu idéalisé, où une grande culture a pu s'épanouir (La Perse était un pays de grande culture). Or ces pays ont subi la régression.

Le troisième point commun que j'entends dans leurs témoignages, dans leurs descriptions et leurs analyses, c'est la complicité des différents réactionnaires, des réactionnaires de tout poil, si j'ose dire, contre les femmes. La femme, les femmes sont l'ennemi de tous les régimes autoritaires, qu'ils soient d'origine religieuse ou politique. Voilà la première synthèse. Maintenant, c'est à vous.

Annie GUILLERME

Merci pour vos témoignages. Je retiens la dernière proposition de Shoukria sur cette Charte internationale et relie cela, peut-être, à un nouveau Pékin. Un nouveau Pékin (pas forcément à Pékin au sens géographique). Il me semble que nous arrivons à un moment de l'histoire du féminisme au niveau national ou international, **à un moment-clé où il faut absolument revenir sur ce rapprochement du mouvement féministe**, même si, effectivement, nous n'avons pas toutes, suivant nos pays, nos mouvements politiques, la même idée. Cette proposition me semble intéressante, car effectivement, c'est l'occasion à partir de cette thématique d'aller sur d'autres thématiques, telle celle des violences faites aux femmes, etc. Donc voilà, je vous remercie pour vos témoignages et je pense que **cette Université de l'Assemblée des Femmes est un moment-clé, parce que je ne vois pas d'autre moment, en tous les cas en France, pour aller plus loin vers une réflexion, vers un regroupement international.**

Applaudissements.

Carine DELAHAIE

Deux remarques.

La première : j'ai sciemment occulté, enfin je n'ai pas souhaité parler d'une question qui aurait dû être en lien avec mon intervention : **c'est la question des migrant.e.s.** Je ne pouvais pas la mettre dans mon intervention, parce que, justement, je défends l'idée de la laïcité qui n'est pas une question liée à la migration. Mais j'aurais voulu l'intégrer dans une réflexion globale sur les questions internationales. Shoukria parlait de 5 à 6 millions de migrant.e.s. En 2010, on annonçait 4,5 millions de personnes susceptibles de se rendre depuis la zone indo-pakistanaise jusqu'en France. Je pense qu'il y a eu plus de 1,5 million de personnes qui se sont retrouvées sur les routes. Il y a aussi l'Erythrée. Sincèrement, effectivement, je pense qu'il est aussi de notre devoir de travailler cette question de la migration autrement qu'en termes de gestion de population. A un moment, il va falloir qu'on intègre, y compris dans les politiques publiques, cette question de personnes qui quittent leur lieu d'origine ; parce que ce sont des questions politiques, des chantiers qui se trouvent devant nous. Il y a devant nous aussi des questions de crise climatique.

Pour l'Assemblée des femmes, cela pourrait être un sujet à traiter dans une des prochaines Universités. Elle est en lien avec la laïcité, parce qu'elle a toujours été instrumentalisée. Je me suis rendue à Calais pour parler avec les femmes, j'ai dénoncé la situation des femmes à Calais. Quand j'y suis allée, il y avait presque 1.000 femmes à Calais, c'est-à-dire 10 %. Il y avait un centre fermé. Moi, j'y suis entrée, parce que j'étais une des seules journalistes femmes ; les hommes journalistes n'avaient pas le droit d'y entrer. J'ai vu des femmes qui n'étaient pas enfermées, parce qu'elles avaient le droit de circulation, mais les migrants hommes n'avaient pas le droit d'entrer, parce qu'il y avait beaucoup de prostitution, des violences. Et quand j'ai dénoncé cela à l'extérieur, les gens m'ont dit que je dénigrais les migrants et que je faisais ainsi le jeu du Front national. Dénoncer la situation des femmes à l'intérieur de ces camps, c'était donc impossible. C'est vraiment une question dont il faut que les féministes s'emparent. C'était le premier point.

Et la deuxième chose : je voudrais aussi dénoncer la complaisance de la France, de tous les gouvernements qui ont précédé, sur la question de la Turquie. La Turquie a orchestré un génocide de 1,5 million de personnes. Quand cette question est passée au Sénat pour demander que soit instauré un délit de négation du génocide arménien, des Parlementaires « bon chic bon genre », comme Esther Benbassa, qui, par hasard, est aussi pro-voile et pro-prostitution, se sont battu.e.s, ont levé un bouclier, en bénéficiant d'ailleurs de fonds de la Turquie, pour que ce délit ne soit pas voté au Sénat. Et encore aujourd'hui, alors que le président Chirac a reconnu pour la France la question du génocide arménien, nous sommes prêts à faire entrer dans l'Union européenne un pays qui lui-même ne reconnaît pas sa responsabilité... Moi, je dis quand même : la France veut garder ses plateformes militaires... Je sais qu'il y a ici des anciennes parlementaires. Je sais que le gouvernement français est mal à l'aise avec cette question, mais quand même, on oublie qui on est, quand on a une telle complaisance avec le gouvernement turc.

Je voudrais dire une chose pour terminer. Il faut être solidaire. On a toujours été très solidaires des Kurdes. Cela a été vraiment très important dans les relations internationales. Une des dernières fois où *Femmes Solidaires* a été menacée sur le terrain, c'est lorsqu'on a voulu organiser une soirée de solidarité avec des femmes kurdes. Les communautés turques financées par Erdoğan se sont soulevées et ont fait pression sur notre association pour que cette soirée ne se tienne pas. On avait décidé de la tenir quand même. Finalement, le risque

était tellement important - en France, je ne parle pas de la Turquie -, que la police nous a demandé de ne pas la tenir. Donc, nous ne l'avons pas tenue, parce que nous sommes des républicaines et que nous ne nous amusons pas avec ces questions. Mais c'est pour vous dire jusqu'où Erdoğan peut aller envers une ONG française : « *Ce soir, vous ne tiendrez pas votre soirée de solidarité avec le peuple kurde, parce que si on n'en a pas envie, cela ne se fera pas !* » Donc, je pense que la France aussi doit mettre les points sur les i et les barres aux t.

Applaudissements.

Annie SUGIER

Je suis naturellement très sensible, d'une part, à ces témoignages extrêmement forts **et aussi à la proposition de considérer que la laïcité n'est pas un principe franco-français. De la même façon que la liberté, l'égalité et la fraternité sont considérées comme mondiales, la laïcité doit l'être aussi.**

En fait, on ne part pas de rien. J'ai découvert, en lisant le livre de Jean Glavany²² sur la laïcité, qu'y compris en Europe, la religion a souvent servi de fondement à une façon de bafouer les droits des femmes, il cite une résolution du Conseil de l'Europe qui date de 2002. Cette résolution exhorte les Etats membres à respecter le droit des femmes, y compris en limitant celui des religions. Cette résolution n°14 est un élément tout à fait important. Cela étant, il faut savoir que le Conseil de l'Europe est extrêmement contradictoire, puisqu'il évoque à nouveau, et de plus en plus actuellement, des considérations multiculturalistes.

Au niveau des Nations Unies, la Commission des Droits de l'Homme, devenue le Conseil des Droits de l'Homme a publié un rapport qui avait été demandé à un rapporteur spécial, Abdelfattah Amor, un juriste tunisien maintenant décédé. Ce dernier a fait une étude extrêmement intéressante sur les droits des femmes et la religion ; il montre qu'au fond, on est dans un conflit de droits fondamentaux, entre les droits des femmes d'un côté et, de l'autre, la liberté d'expression des religions, et que, systématiquement on donne la priorité à la liberté d'expression des religions contre les droits des femmes.

Ces deux éléments montrent qu'existent des points de départ pour exiger ce que nous voulons. Il faut compter aussi sur le Lobby Européen des Femmes. Il n'y a que l'Europe pour pouvoir peser sur ce sujet, parce qu'on voit bien que toute l'Amérique Latine est sous l'emprise catholique, que les pays arabes sont sous l'emprise musulmane, et que ces alliances se font contre les droits des femmes, comme cela s'est passé au Caire²³ sur la question de l'IVG. Il y a donc un rapport étroit entre les actions qu'on peut mener sur l'IVG et cette notion de laïcité. Pour que l'Europe bouge, il faut que le Lobby Européen des Femmes, qui représente 200 organisations en Europe, prenne position clairement sur ce sujet.

Il faut savoir que la résolution n°14 dont j'ai parlé avait été précédée par une réflexion, notamment des anglaises. Or, les anglaises sont des adeptes du relativisme culturel. Il y a donc des contradictions au sein de l'Union européenne qu'il faut parvenir à débloquent. Je crois que l'Assemblée des Femmes peut avoir un poids particulier sur ce sujet.

²² Jean Glavany, « Le guide pratique de la laïcité » 2011

²³La Conférence internationale sur la population et le développement, CIPD- 94, s'est tenue au Caire (Egypte), du 5 au 13 septembre 1994

Claire DONZEL

Merci, Annie. Une minute, Shoukria, une minute, Nina pour apporter vos conclusions.

Shoukria HAÏDAR

Une petite précision par rapport à ce que j'ai dit tout à l'heure concernant cette Charte pour la laïcité. Moi, je parle de l'Afghanistan : c'est au sein de la société afghane que se fait jour la demande d'une charte de laïcité qui place la religion en dehors de l'Etat. Et je n'y vois pas de résistance particulière de la population. En même temps, si cela émerge comme Charte des droits de l'Homme, je pense que la majorité des Etats adhèreront et que la population ne s'y opposera pas. C'est comme cela que dans les années à venir on arrivera à libérer la pensée, la foi, et la liberté. C'est un moyen assez facile.

Nina SANKARI

Pour la charte de la laïcité, je vois deux niveaux. Au niveau politique, nous n'aurons pas les moyens de l'appliquer. Au niveau de l'organisation de la société, je trouve que c'est très bien de le faire, de mobiliser le plus possible les sociétés pour mettre en évidence la prise de conscience. Puisqu'on est tou.te.s d'accord pour dire que toutes les religions oppriment les femmes, alors il nous faut travailler de la sorte pour qu'il y ait moins de religion susceptible d'influencer la vie des femmes.

Applaudissements.

« Le manifeste des 343 »

Hommage de l'Assemblée des Femmes à Jeanne Moreau, Simone Veil et Christiane Gilles

par Françoise DURAND, vice-présidente de l'ADF

Geneviève COURAUD

Je donne la parole à Françoise Durand qui est une des fondatrices en 1992 de l'Assemblée des femmes, avec Yvette Roudy et Gisèle Stievenard, ici présente, et qui se charge en notre nom de rendre hommage aujourd'hui à quelques grandes féministes qui nous ont quittées cette année.

Françoise DURAND

Jeanne Moreau n'est plus. Elle s'est éteinte lundi 31 Juillet 2017. Elle avait 89 ans. L'âge de Simone Veil qui nous a également quittés le 30 juin 2017.

Jeanne Moreau avait signé le « Manifeste des 343 » le 5 avril 1971. Appel retentissant pour l'avortement libre et gratuit. Ce faisant, ces 343 femmes défiaient les autorités et la loi qui condamnait cet acte à l'emprisonnement. Une femme avait été guillotinée pendant la

guerre.

Un million de femmes chaque année avortaient en France dans les pires conditions d'hygiène et de sécurité. Beaucoup d'entre elles y laissaient leur vie alors que cet acte - sous contrôle médical - était des plus simples.

Tout cela dans le silence. Le « manifeste des 343 » était accompagné d'un argumentaire. Les femmes en effet sont les seules parmi les êtres humains à ne pas disposer de leur corps. Leur condition est unique dans les sociétés humaines. Seuls les esclaves avaient connu cette condition. Pour le manifeste, il est une nécessité vitale que leur corps appartienne aux femmes. En aucun cas il ne peut appartenir à l'enfant, la famille ou l'Etat. Aucune loi ne doit réglementer le corps des femmes. Dans une vision d'avenir, le manifeste précise que l'avortement libre et gratuit ne peut être le but ultime de la lutte des femmes. Au contraire, il correspond à l'exigence la plus élémentaire sans laquelle le combat politique ne peut commencer.

La presse a fort peu parlé des engagements de Jeanne Moreau, politiques et féministes, bien qu'elle ait toujours refusé cette dernière appellation.

Jeanne Moreau était une femme libre. A la naissance de son fils en 1949, elle affirme ne pas vouloir d'enfants quitte à provoquer l'opinion générale.

Interrogée par un journaliste sur son engagement en faveur de l'avortement, elle avait déclaré « *Il est plus facile de mettre en prison une femme vivant dans un HLM qu'une femme de quelque renom* ».

Jeanne Moreau s'est opposée à plusieurs reprises au Front National.

Jeanne Moreau est des nôtres, comme Simone de Beauvoir, Marguerite Duras, Yvette Roudy, Colette Audry, Catherine Deneuve, Françoise Sagan et bien d'autres encore qui signèrent le manifeste.

Sans doute Jeanne Moreau était aussi plus que cela. Une grande dame du cinéma, du théâtre et de la chanson. A 19 ans elle entre au Conservatoire et joue ses premières pièces à la Comédie Française. Participe au premier festival d'Avignon, rencontre Jean Vilar et entre au TNP où elle jouera le Cid avec Gérard Philipe.

On se souviendra toujours d'*Ascenseur pour l'échafaud*, *les Amants*, *Jules et Jim*, *le Journal d'une femme de chambre*, *Viva Maria*, *la Vieille qui marchait sur la mer* etc...

Les plus grands réalisateurs l'ont recherchée Luis Bunel, Antonioni, Orson Welles, Louis Malle, Joseph Losey.

Elle était aussi une chanteuse séduisante et chacun garde en mémoire les airs du « *Tourbillon* » et de « *La mémoire qui flanche* ».

Elle a reçu un César de la meilleure comédienne, deux Césars d'honneur et un Oscar d'Honneur de l'Académie américaine de Cinéma. Elle a présidé à deux reprises le Festival de Cannes et créé un festival à Angers pour les jeunes réalisateurs.

Le manifeste des 343 a contribué à développer un vaste mouvement des femmes pour le droit à l'avortement sous différentes formes : réseaux de solidarité pour l'avortement en France ou à l'étranger, MLAC, Planning Familial, réunions à tous les niveaux, manifestations de rue.

En 1974 le président de la République, Giscard d'Estaing, nomma **Simone Veil** ministre de

la Santé pour dépénaliser l'avortement. Simone Veil est une libérale ouverte sur la société. Rescapée de la Shoah où elle perdit son père, sa mère, son frère, elle fut arrêtée à Nice en avril 1944 et déportée à Auschwitz. Arrivée dans le camp d'extermination, le travail forcé de Simone Veil consiste à décharger des blocs de pierre, à creuser des tranchées et à les aplanir. Une kapo, ancienne prostituée, lui sauve la vie en lui proposant d'aller travailler dans un camp où le travail est moins exténuant car, dit-elle, elle est trop belle pour mourir. Elle accepte à condition que sa mère et sa sœur l'accompagnent. Quelques semaines plus tard, sa mère meurt du typhus. Le camp sera libéré en avril 1945 par les Anglais.

De retour en France, Simone Veil s'inscrit en droit et à l'Institut des Sciences Politiques. Elle y rencontre Antoine Veil qu'elle épouse. Il ne souhaite pas qu'elle travaille, mais après bien des disputes elle obtient de devenir magistrate puis haute fonctionnaire au ministère de la Justice.

Quand elle devient ministre de la Santé, nous avons toutes entendu parler de la violence des débats auxquels elle a dû faire face pour le droit à l'avortement.

Simone Veil est une femme debout, toujours debout. En 1995, elle déclarait à un journaliste : « *Vous savez, malgré un destin difficile, je suis et je reste optimiste. La vie m'a appris qu'avec le temps le progrès l'emporte toujours. C'est long, c'est lent, mais en définitive je fais confiance.* »

Certains députés de droite et d'extrême-droite n'ont pas hésité à utiliser contre elle des arguments sexistes et antisémites. L'un d'entre eux affirme que si le projet était adopté, il ferait plus de morts que la bombe d'Hiroshima. Un autre évoque les embryons jetés au four crématoire. A l'extérieur de l'Assemblée nationale, l'association *Laissez-les vivre* manifeste bruyamment. Elle trouve des croix gammées sur son immeuble.

Finalement la loi est votée par 284 voix contre 189 environ, dont approximativement 180 venant de la gauche, 70 venant de la droite, et 21 du centre.

En 1996 elle signe le manifeste pour la parité paru dans l'Express, signé par cinq femmes de gauche et cinq femmes de droite à l'initiative d'Yvette Roudy.

Simone Veil est une européenne convaincue, elle a participé à la réconciliation entre la France et l'Allemagne et à la construction européenne. En 1979 elle devient présidente du parlement européen élu pour la première fois au suffrage universel et le restera jusqu'en 1982. Elle donne de la visibilité aux droits de l'homme et crée la commission Droits des femmes.

De 1998 à 2007 elle siège au Conseil constitutionnel.

En 2008, elle devient membre de l'Académie française.

En 2017, à sa mort, Emmanuel Macron décide le transfert de ses cendres au Panthéon avec Antoine Veil.

Déportée, combattante pour l'IVG, européenne, Simone Veil est une femme d'exception. Elle est la femme préférée des français.

Christiane Gilles est une féministe qui a combattu toute sa vie pour les droits des femmes. Elle est extrêmement élégante dans ses relations avec les autres. Elle est employée de banque au Crédit lyonnais, et elle connaît particulièrement les ouvrières et les employées. Elle est membre de la CGT, et devient rédactrice en chef du journal de la CGT dédié aux femmes *Antoinette*. Elle est membre du Parti communiste, mais devient critique à son égard, à la rupture de l'union de la gauche. Yvette Roudy en 1981 l'appelle à son cabinet,

où elle contribue, grâce à toutes ses compétences à l'élaboration de la loi sur l'égalité professionnelle votée en 1983. Christiane Gilles nous a quittés à la fin de l'année 2016.

Toutes les femmes que je viens d'évoquer, par leur détermination, par leur liberté d'esprit, ont contribué à faire progresser les droits des femmes. Mais nous savons qu'ils sont réversibles, que beaucoup reste à faire, et qu'ils doivent devenir réels.

Applaudissements

Le manifeste, rédigé par Simone de Beauvoir, commence par ces phrases :

« Un million de femmes se font avorter chaque année en France.
Elles le font dans des conditions dangereuses en raison de la clandestinité à laquelle elles sont condamnées, alors que cette opération, pratiquée sous contrôle médical, est des plus simples.
On fait le silence sur ces millions de femmes.
Je déclare que je suis l'une d'elles. Je déclare avoir avorté.
De même que nous réclamons le libre accès aux moyens anticonceptionnels, nous réclamons l'avortement libre. »

Geneviève COURAUD

Pendant que Françoise parlait, le *Manifeste* était affiché à l'écran. Sans doute, ce dont vous vous souvenez le mieux pour celles qui ont l'âge de s'en souvenir, c'est bien entendu les premières lignes et les premières phrases de ce manifeste célèbre qui a contribué à changer les choses.

Merci beaucoup, Françoise, pour cette évocation et merci beaucoup d'avoir rappelé à tout le monde ce grand moment de notre histoire des droits des femmes et des avancées du féminisme.

Nous allons passer à l'étape suivante, et je vais demander à Maud Olivier, et à Pierre Cabaré de venir à la tribune. Je cède la parole à Maud.

« Construire des politiques concrètes d'égalité »

**Maud OLIVIER, ancienne députée, ancienne maire des Ulis
Ancienne conseillère générale de l'Essonne**

Merci Geneviève. Evidemment, bon après-midi à toutes. J'aurais une première question : pouvons-nous, aujourd'hui, nous réjouir que la France ne compte plus que 61 % d'hommes députés à l'Assemblée nationale ? Pas vraiment, car, bien évidemment, les femmes sont

toujours exclues des postes de pouvoir. Effectivement, la faible représentation des femmes dans les postes de responsabilité traduit bien notre conception de la place de chacun et de chacune dans la société. Questionner la place des femmes dans le pouvoir, c'est aussi questionner toutes les autres inégalités. Parce que les discriminations que vivent les femmes sont extrêmement banalisées par ceux qui en sont à l'origine comme par celles qui les vivent ; elles sont partout, tout le temps. Je ne connais pas une femme qui n'ait vécu une situation de sexisme ou d'agissement sexiste.

Aujourd'hui, les politiques publiques d'égalité femmes/hommes et en particulier l'intégration du genre dans les politiques publiques nécessitent davantage qu'une posture. Aussi ne peut-on se contenter de tenter de réparer les injustices, mais il faut s'interroger en permanence sur l'origine, la cause intrinsèque de ces inégalités. C'est donc bien d'expertise et de ténacité dont il est besoin désormais. Il s'agit d'abord d'un combat politique : proposer à nos concitoyen.nes une société dans laquelle le sexe ne déterminerait pas les choix de vie : qu'il s'agisse d'atteindre un poste à responsabilité, de s'engager dans la vie sociale, d'opter pour une parentalité équilibrée. La force du symbole et la pugnacité des responsables politiques ont, à cet égard, une grande importance.

C'est aussi un combat quotidien dans la conduite de l'action publique. S'assurer qu'aucune décision, aucune proposition de loi n'est discriminante pour les femmes et se poser la question de l'égalité femmes/hommes dans le financement des dispositifs. C'est ce que j'ai tenté de faire tout au long de mes différents mandats.

Conseillère municipale et maire des Ulis.

J'ai tout d'abord été, pendant douze ans, maire-adjointe à l'urbanisme de ma commune des Ulis, une commune très populaire avec une conception Le Corbusier, d'urbanisme sur dalle et je me suis beaucoup interrogée sur la place des femmes dans cette ville qui n'était pas pensée pour les femmes. Devenue maire, j'ai décidé l'intégration dans toutes nos politiques de l'égalité femmes/hommes, avec quelques exemples que d'autres ont développés hier déjà, et sur des soutiens aux associations, évidemment. J'ai mis en place les permanences de l'association *Paroles de femmes* qui accompagne les femmes victimes de violences. J'ai décidé la création d'instances de concertation entièrement paritaires. C'était une obligation dans les délibérations, ce n'était pas un choix. J'ai fait délibérer en conseil municipal que les instances que nous créions devaient être paritaires : conseil des jeunes, conseil des crèches, conseil des résidents étrangers, conseil des aînés. A chaque fois, il fallait se battre pour obtenir la parité, on ne trouvait soi-disant jamais de candidates qui auraient pu entrer dans ces conseils. Mais comme c'était dans la délibération, c'était une obligation... Sinon cela ne se faisait pas. Et ça s'est fait bien sûr !

J'ai également instauré des rencontres avec le commissaire de police d'arrondissement pour mettre en place dans les commissariats, des permanences d'accueil d'agent.e.s spécifiquement formé.e.s à l'accueil des femmes victimes de violence. Autre exemple - une anecdote -, dans les politiques d'égalité dans le sport, j'ai exigé la création d'équipes féminines, évidemment balbutiantes, certes, mais en exigeant également du club omnisports - qui était le plus gros club omnisports du département - un équilibre budgétaire entre les disciplines pratiquées par les filles et celles qui l'étaient par les garçons. Puisqu'on me disait : « *Il n'y aura jamais assez de filles pour faire des équipes de foot* » je répondais certes, mais

dans les clubs omnisports, il y a des disciplines où les sections féminines doivent avoir autant de financement que les sections de foot. Pour qui connaît un peu la ville des Ulis, la ville de Thierry Henry, de Patrice Evrard, d'Anthony Martial – je ne sais pas si cela évoque beaucoup pour vous, mais pour nous cela veut dire beaucoup – le foot est roi. C'était un vrai pari d'imposer ce partage du budget sport dans ce club omnisports.

Une autre anecdote, c'est le dispositif « permis de conduire ». J'ai décidé que l'on allait offrir des permis de conduire à des jeunes, dix jeunes. La délibération, évidemment, comprenait la parité obligatoire et bien entendu les services sont venus me voir très vite en disant :

« *On a dix jeunes, mais ce sont dix garçons.*

– *Tant pis, on ne le fera pas.*

– *Quand même, on leur a promis.*

– *Trouvez-moi cinq filles ».*

Et bien sûr, ils ont trouvé cinq filles et cinq garçons. Ce n'est pas pour jeter la pierre aux services, c'est que les garçons, connaissant les dispositifs, s'étaient tout de suite positionnés et il n'y avait plus de place pour les filles. Mais on a trouvé !

J'ai nommé tout de suite une chargée de mission égalité. Ce sont des décisions que les collectivités peuvent prendre, nommer une chargée de mission égalité, parce qu'il y a beaucoup à faire dans les services publics, dans les services municipaux, et nous avons mis en place des interventions auprès du personnel de la petite enfance. Cette chargée de mission les sensibilisait à la lutte contre les stéréotypes dès la maternelle, (même si c'est possible avant, en crèche par exemple), puisque l'on avait des accords avec les rectorats pour mettre en place ce type d'action. Ainsi, former le personnel pour aider les enfants à développer leurs sensations, et à savoir les identifier. Par exemple, le chaud/ le froid, j'aime/ je n'aime pas. C'est primordial pour que les enfants apprennent aussi, comme cela, que leur corps leur appartient et qu'ils sachent dire non. Ces interventions étaient très bien vécues jusqu'à ce que nous ayons droit à la journée de retrait dans les écoles, menées par la *Manif pour tous*. Nous avons dû subir cette journée de retrait de la part de quelques parents, parce que cette question d'égalité entre les filles et les garçons dans nos écoles était déjà décriée ; j'y reviendrai tout à l'heure, vous vous souvenez de toutes ces rumeurs qui ont couru : « *Le gouvernement allait apprendre la sexualité et la masturbation dès le plus jeune âge aux petits garçons et aux petites filles.* » et j'étais accusée d'avoir le même projet.

Un autre dispositif dont je suis assez fière, parce qu'il continue à fonctionner malgré le temps qui passe, c'était l'accompagnement des jeunes femmes déscolarisées, qui venaient me voir dans mes permanences de maire. Sans emploi, parfois déjà mères, elles demandaient un logement, une place en crèche, un travail. Elles pensaient ~~qu'elles pourraient~~ trouver un statut social en étant mères. On s'est dit qu'il fallait d'abord les aider à se construire en tant que femmes, à être des citoyennes libres, avec un projet de vie, si possible avant d'être mères, et à éviter ainsi des grossesses précoces.

Nous avons créé ce dispositif aux Ulis avec l'aide de la Mission locale, dont j'étais la Présidente, et celle de différentes associations qui nous ont aidés à faire du repérage, avec les services scolaires des collèges et lycées, de ces jeunes filles qui se déscolarisent dès l'âge de seize ans. Nous avons mis en place un parcours intensif de trois ou quatre semaines – c'étaient des groupes d'une douzaine de jeunes filles – destiné à leur permettre de retrouver

l'estime d'elles-mêmes, à acquérir des outils, à apprendre leurs droits sur leur vie, sur leur corps, également à amorcer une réinsertion. C'est pour cela que leur rôle des Missions locales était fondamental.

En 2013, nous avons présenté ce dispositif à la ministre des Droits des femmes, Madame Vallaud-Belkacem. Devant le succès de ce stage – à l'époque, 73 % des participantes avaient, six mois plus tard, retrouvé un emploi ou repris des études, ou passé le permis – la ministre avait indiqué, je la cite : « *Cette expérience formidable doit être regardée avec beaucoup d'intérêt. Ce dispositif mérite d'être nationalement étendu. Il répond aux zones d'ombre de nos politiques publiques. Aller aussi loin dans le travail de l'intime comme dans le travail social est extrêmement rare* ». De fait, le département de l'Essonne – j'y reviendrai, puisque j'étais conseillère générale – a développé le dispositif dans les dix Missions locales du département de l'Essonne. Miracle, cela continue aujourd'hui, malgré un changement de majorité en 2015²⁴.

Il faut savoir que pour la moitié d'entre elles, ces jeunes femmes étaient en rupture familiale, plusieurs étaient sans papier, avaient subi des violences conjugales, un viol, de la prostitution. Beaucoup d'entre elles ne s'étaient jamais senties autorisées à donner leur point de vue, d'ailleurs on ne le leur demandait pas. Dans les stages, où le coaching se mêlait à des sorties ou à des cours de théâtre, la sexualité, on l'a vu, avait beaucoup d'importance. Sonia LEBREUILLY, la chargée de mission égalité que j'avais recrutée en mairie, qui s'occupait de cette formation, me disait que pour elles, le corps est tabou. Ce qui se passe sous le nombril, elles ne voulaient pas savoir, cela ne leur appartenait pas, elles attendaient que « ce » soit fini, elles ne se connaissaient pas physiquement, elles ne s'étaient jamais regardées. Il y avait donc toute cette formation à la connaissance de leur corps, qui a vraiment été un succès, parce qu'elles ont appris à se regarder, elles ont appris à retrouver l'estime d'elles-mêmes. Il y a eu aussi des séances avec un photographe. Le photographe faisait des portraits magnifiques, elles se commentaient, c'était vraiment une mise en valeur extraordinaire. Parmi les stagiaires, beaucoup ont trouvé du travail, conductrice de bus, aide-soignante, animatrice sportive, beaucoup s'y sont retrouvées. Il y a donc de nombreux stages par an qui sont poursuivis actuellement. L'an prochain, nous fêterons les sept ans du dispositif.

Conseillère générale, vice-présidente du CG - 91

J'étais élue au Conseil général de l'Essonne, depuis quelque temps déjà.

Le conseil général a créé en 2007 un plan d'égalité entre les femmes et les hommes. Nous partons du principe que le refus des violences sexistes ou des stéréotypes ne devait pas être une posture, mais un projet et une politique publique à part entière. Nous avons donc décidé l'intégration du genre dans les politiques publiques, pour irriguer tous les axes d'intervention du Conseil général, et ce, progressivement, dans chaque délibération-cadre. Un exemple, la politique du logement, nous avons décidé que la délibération prévoirait la mise en place d'un contingent de logements réservés aux femmes victimes de violence ; dans la politique culturelle, nous avons voté le prix spécial pour l'égalité dans le cadre du

²⁴ Le 8 juin 2018 a été fêté la 500^{ème} jeune fille, et, à la fin du mois de juin elles seront 638 à en avoir bénéficié !

festival du film Cinessonne. Evidemment, nous nous sommes penchés sur des actions pour l'égalité, avec près de 28 000 collégien.ne.s de 4^e qui ont reçu un guide intitulé *Questions d'ados* et qui était un petit document ouvrant toutes les questions qu'ils pouvaient se poser en tant qu'adolescent.e.s.

Nous avons rencontré des volontaires du service civique pour conduire une action de sensibilisation à l'égalité et à la lutte contre les discriminations dans 55 collèges essonniers, et nous avons soutenu les actrices et acteurs de la vie associative pour la mise en place d'actions d'éducation à l'égalité. Nous avons lancé aussi des actions de sensibilisation du grand public avec affiches à l'arrière des bus : « *L'égalité, cela ne se brade pas* », « *Combattre les clichés, c'est construire l'égalité* ». Nous avons organisé des colloques pour le public : « *Les femmes sont dans la place* », « *Féminin masculin, littérature stéréotypée ?* »

Nous nous étions dotés d'un Observatoire de l'égalité et de la lutte contre les discriminations, outil indispensable à la réalisation de notre plan. C'est bien de savoir où l'on va, c'est bien aussi de pouvoir mesurer, au bout d'un certain temps, ce qui a évolué, si possible dans le bon sens. Pour cela, nous avons une convention de partenariat avec l'Université Paris I-Panthéon-Sorbonne qui a permis d'apporter une dimension scientifique aux travaux de l'Observatoire et de nous aider à mesurer le chemin parcouru.

Un des axes du Conseil général était de promouvoir une culture de l'égalité des femmes et des hommes, c'est pour cela que nous avons créé un réseau, je sais que d'autres en ont parlé hier, dans leurs propres collectivités. Un réseau, c'est très important, parce que nous recevions des élu.e.s, plein.e.s de bonne volonté, mais qui ne savaient pas par quel bout prendre les choses. Ils recevaient aussi des femmes qui avaient subi des violences, et étaient conscients qu'il y avait des disparités de traitement dans leur commune, mais ils ne savaient pas par où commencer, ni répondre favorablement aux demandes.

Nous leur avons proposé la signature de la *Charte européenne de l'égalité entre les femmes et les hommes dans la vie locale* et la déclinaison de cette charte avec le Conseil général qui accompagnait financièrement la mise en œuvre de plans d'action. Le réseau créé par le Conseil général est devenu un exemple au niveau national et a été dupliqué au niveau régional par le centre Hubertine Auclert

Le deuxième grand principe du Conseil général était le soutien financier des collectivités partenaires. Mais c'était donnant-donnant, c'est-à-dire que les partenaires devaient nous soutenir dans notre démarche de lutte en faveur de l'égalité. Ainsi, un autre axe fort, majeur, a été la conditionnalisation des aides départementales à l'égalité femmes-hommes pour tous les partenaires publics et privés soutenus par le CG, avec l'Intégration du genre dans les appels à projets, les demandes de subventions et dans les contrats conclus avec les collectivités locales. Il était demandé par exemple des données chiffrées et sexuées sur le nombre d'adhérent.e.s des associations, la composition du bureau du Conseil d'administration. Je vais prendre l'exemple de la politique sportive qui a été un bon exemple, avec une exigence de parité dans les Conseils d'administration. Dans le cas contraire, les subventions étaient diminuées de 50 centimes d'euro par adhérent.e. Il faut savoir que le Conseil général versait 7 euros par adhérent.e : 50 centimes, cela veut dire quelque chose. Comme par hasard, il y a eu des prises de conscience très fortes, la parité commençait à s'installer.

Evidemment, la nomination d'un référent ou d'une référente égalité femmes/hommes était un préalable pour pouvoir cibler les contrats avec le Conseil général. L'enveloppe attribuée aux collectivités – cela ne pouvait pas être zéro – était modulée de plus ou moins 20 % suivant que la collectivité jouait le jeu d'un plan égalité femmes/hommes ou pas. L'argent est un outil très fort, il ne faut pas s'en priver ; je crois que la « conditionnalisation » des aides doit faire partie des modes de fonctionnement, parce qu'il n'y a que comme cela que l'on arrivera à faire bouger les choses.

Un autre point fort du conseil général, pour terminer, c'était le partenariat avec les services de l'Etat qui, je dois le dire, ont vraiment joué le jeu à nos côtés pour l'accompagnement, particulièrement, des femmes victimes de violence, puisque c'était une politique gouvernementale. Evidemment, je veux aussi souligner le rôle important des associations qui ont été très mobilisées à nos côtés.

Députée de l'Essonne

Voilà pour mes deux mandats locaux. Puis, je suis devenue députée de l'Essonne en 2012, j'ai démissionné de mon mandat de maire, et me suis impliquée d'emblée dans mon nouveau mandat. Je voudrais donc vous présenter rapidement les avancées en matière de droits des femmes. Sincèrement, nous pouvons dire que c'est une grande réussite du quinquennat de François Hollande. Les mandats successifs que j'ai exercés depuis de nombreuses années ont fait que l'égalité pour moi est un enjeu majeur, et c'est bien de resituer le chemin parcouru et d'apprécier les efforts nécessaires. Il est aujourd'hui clair que l'égalité entre les femmes et les hommes est devenue une priorité et un axe structurant pour l'action publique au niveau national territorial et international, ce qu'il faudra évidemment préserver.

Un petit rappel, le gouvernement Ayrault-2012 fut le premier gouvernement paritaire avec un ministère des Droits des femmes dédié, puis des élections départementales paritaires, la loi sur le non-cumul des mandats, le doublement des pénalités pour les partis qui ne respectent pas la parité aux élections législatives, la désignation de hautes et hauts fonctionnaires à l'égalité dans chaque ministère, etc. La sphère économique et sociale est aussi concernée avec, par exemple, dans la haute fonction publique dès 2017 l'obligation de 40 % de femmes dans les flux de nominations. En outre, de nombreux organismes tels les chambres de commerce et d'industrie ou encore les fédérations sportives ont été contraintes d'instaurer la parité. Les avancées ont donc été nombreuses et se sont de plus traduites par une hausse, en moins d'un quinquennat, de 50 % des crédits alloués au Programme 137 (égalité femme/homme) du budget.

Une nouvelle gouvernance a vu le jour, avec des structures qui se sont révélées d'une grande utilité pour notre travail parlementaire tel le Haut Conseil à l'égalité entre les femmes et les hommes, et le Conseil supérieur de l'égalité, mais aussi la création de la MIPROF, la Mission Interministérielle pour la Protection des Femmes victimes de violence et la lutte contre la traite des êtres humains.

La délégation aux Droits des femmes, avec à sa tête la présidente **Catherine Coutelle** et dont j'étais vice-présidente, a fait un important travail d'amendement des textes examinés. Nous avons organisé également de nombreux colloques avec la volonté constante de promouvoir une prise en compte transversale de l'égalité dans toutes les politiques publiques.

En ce qui concerne les avancées dans les collectivités territoriales - je voudrais le souligner - des mesures ont été adoptées dans la loi du 4 août 2014 qui impose la présentation d'un rapport sur l'égalité pour les élu.e.s des collectivités, avant le débat sur le budget. Le premier trimestre 2017, devrait d'ailleurs nous permettre de faire un premier bilan de l'action des collectivités en la matière et lister celles qui se situent ou non dans la légalité.

Un des axes majeurs de la délégation a été la lutte contre les violences faites aux femmes, une des plus grandes inégalités de genre, violences intrafamiliales, prostitution, cyberviolences et nous avons, dès le début du quinquennat, voté la loi sur le harcèlement sexuel qui a été une des premières avancées fondamentales. Elle a été d'ailleurs relayée par une grande campagne d'information et s'applique désormais, y compris dans la fonction publique.

La loi du 4 août 2014 a renforcé les dispositifs de lutte contre les violences en réformant les ordonnances de protection ou encore en généralisant les « téléphones Grave Danger ». Nous espérons aujourd'hui que la lutte contre les violences demeurera une priorité et que le résultat de l'enquête Virage conduite par l'INED permettra de mieux cerner encore les contours de ces violences intrafamiliales et de les faire enfin disparaître.

En outre, l'adoption de notre proposition de loi sur la prostitution marque un tournant historique en faisant peser la sanction sur le client plutôt que sur la personne prostituée. La mise en œuvre du parcours de sortie de la prostitution est aujourd'hui lancée, nous espérons qu'elle portera rapidement tous ses fruits. Je rappelle que c'est le troisième volet de la proposition de loi - je pourrai revenir sur la proposition de loi si vous le souhaitez -, mais je pense que beaucoup la connaissent. Ce troisième volet me laisse pas mal d'inquiétudes, puisqu'il s'agit de doter de perspectives crédibles de réinsertion les personnes qui souhaitent sortir de la prostitution, et actuellement, cette question est un peu en stand-by. La pénalisation du client, d'après ce que j'ai vu et ce que l'on a pu me dire, cela marche. On pénalise le client, du coup, les personnes prostituées qui n'en sont pas encore sorties voient une baisse drastique de leurs revenus. Il faudrait que l'on mette en place très rapidement ce parcours de sortie avec les moyens qui vont avec.

J'ai également été chargée par la délégation aux droits des femmes de me saisir du texte sur le droit d'asile, en particulier sur la condition des femmes demandeuses d'asile. La délégation aux droits des femmes a formulé une série de recommandations dont plusieurs ont été suivies, entre autres les demandeuses d'asile pourront être accompagnées à l'entretien par une association de défense des droits des femmes. Une information préventive relative aux conséquences médicales et judiciaires des mutilations sexuelles devra être fournie également aux parents de la mineure protégée. La loi relative aux droits des étrangers en France renforce la protection des personnes victimes de violence en posant le principe du premier renouvellement de plein droit de la carte de séjour temporaire obtenue en qualité de conjoint français lorsque le titulaire justifie être victime de violences conjugales ou familiales ou lorsque le ressortissant étranger bénéficie d'une ordonnance de protection en raison de la menace d'un mariage forcé ou en raison de violences exercées par un ancien conjoint.

Je suis également très fière que nous ayons contribué à la nouvelle incrimination du cyber harcèlement et à l'avancée sur la pénalisation des vengeances pornographiques, ce que l'on

appelle les *revenge porn*. Nous avons beaucoup travaillé sur cette question, et cela a favorisé une importante sensibilisation sur ces questions de cyber-harcèlement. Il faudrait encore mentionner notre réflexion au sein de la délégation sur la légitime défense différée, suite à l'affaire Jacqueline Sauvage et sur le féminicide,

La lutte contre les stéréotypes sexistes, pour l'éducation à l'égalité a fait l'objet d'importantes avancées obtenues en particulier dans le domaine de l'éducation grâce à la loi sur la refondation de l'école, *les ABCD de l'égalité*, dont je regrette qu'ils soient à l'abandon, puis le plan d'action pour l'égalité fille/garçon à l'école. Je voudrais faire un focus à ce moment précis sur la nécessité évidente de travailler à déconstruire les stéréotypes de sexe et de genre qui sont un véritable obstacle à l'égalité.

Un mot enfin sur le concept de genre : il n'y a pas de théorie du genre. Ce sont des études scientifiques qui ont mis en lumière la distinction entre le sexe biologique et le sexe social qui désigne les rôles, les activités et les comportements qu'une société considère comme attribués aux femmes et aux hommes, ce qui se traduit par une répartition du pouvoir et des droits favorables aux hommes et défavorables aux femmes. C'est une définition de l'ONU, et du Conseil de l'Europe.

J'ai publié, au nom de la délégation aux droits des femmes, un rapport intitulé : « *Les sciences au service de l'égalité réelle* », j'ai pu procéder à de nombreuses auditions sur les différents champs de recherche des études de genre. J'ai pu ainsi faire un état des lieux dans l'enseignement supérieur et la recherche. Si elles sont relativement bien développées, elles manquent de reconnaissance en France, et de visibilité. La mission d'information que j'ai menée pour la délégation aux droits des femmes avait pour objectif d'évaluer une disposition de l'article premier de la Loi du 4 août pour l'égalité réelle, qui définit comme composante de la politique pour l'égalité femmes-hommes les « actions visant à porter à la connaissance du public les recherches françaises et internationales sur la construction sociale des rôles sexués ». Je m'arrête à nouveau. En fait, quand j'avais rédigé cet amendement, cette ligne - le 10^e ou 11^e point de l'article - j'avais écrit : « *actions visant à porter à la connaissance du public les recherches françaises et internationales sur le genre* ». On m'a dit : « *Non, cela ne va pas être possible* ». J'ai alors corrigé : « *actions visant à porter à la connaissance du public les recherches françaises et internationales sur la construction sociale des rôles sexués* », et c'est passé, cela a été voté. En fait, ce sont bien les études de genre, dont il s'agit, mais le « genre » était devenu un mot tabou à l'époque, il ne fallait pas parler de genre.

Ce rapport nous a permis de faire un travail de fond, voulu serein et non polémique sur ce que sont ces études de genre et quel est l'état des lieux des forces et faiblesses de cette discipline dans l'enseignement supérieur et la recherche en France. Les études de genre en anthropologie, en biologie, en génétique, en histoire des sciences, en sociologie, en neurobiologie, en psychologie expliquent en quoi - au-delà des différences anatomiques - les inégalités femmes/hommes et la domination d'un sexe sur l'autre ne sont pas le résultat d'un quelconque déterminisme biologique. Bonne nouvelle, tout ce qui relève de la construction peut être déconstruit ou construit autrement.

Notre société - on l'a vu hier, cela a été dit à plusieurs reprises - repose encore largement sur la supposée complémentarité des rôles dits féminins et masculins. Cela a été revendiqué, on l'a vu hier, par les extrémismes religieux. C'est toute l'organisation et les rapports de

pouvoir, l'accès aux ressources et aux responsabilités qui se verraient bouleversés par une déconstruction de ces rôles et des responsabilités assignées aux femmes et aux hommes. Il faut l'affirmer, la différenciation sexuelle des places occupées dans la société par les hommes et les femmes n'est pas prescrite par la nature ; il ne s'agit évidemment pas de ne pas dire de différences entre les sexes, il y a les hommes, les femmes. Mais en fonction de nos sexes, il se trouve que nous sommes les unes et les autres conduit.e.s à nous inscrire dans des représentations sociales qu'il nous faut aujourd'hui interroger, car ces représentations sociales, ces clichés, ces préjugés amènent trop souvent à enfermer les unes et les autres dans des rôles préétablis et à leur interdire l'accès à un certain nombre d'opportunités, car ces rôles préétablis sont, par définition, inégalitaires au détriment des femmes en particulier.

Je voudrais faire un petit focus à cet instant, puisque l'on a parlé du genre, sur le rôle qu'a joué *la Manif pour tous*. Quel est le point commun entre la tentative d'interdire l'avortement en Pologne et ailleurs, les déclarations du pape sur l'éducation à l'égalité, et *la Manif pour tous* ? C'est une détermination réactionnaire face à une société qui change, face au progrès et malgré l'éclairage scientifique disponible. En accusant les défenseurs de l'égalité de vouloir faire disparaître les différences entre les filles et les garçons, *la Manif pour tous* fait semblant de confondre égalité et identité. Or Le contraire de l'égalité, ce n'est pas la différence, c'est l'inégalité. Les sexes ne sont pas interchangeables. Il y a une différence, mais qui ne justifie pas une hiérarchie. Il faut dire que les garçons souffrent eux-mêmes aussi de stéréotypes et que c'est aussi pour eux qu'il faut créer des conditions de la réussite qui ne soient pas influencées par le sexe.

Je voudrais citer rapidement un communiqué du syndicat des professeurs des écoles, le SNUipp- FSU, qui a dénoncé - je ne sais pas si tout le monde l'a su -, le 30 septembre dernier, l'envoi dans les écoles d'un livret sur le genre envoyé par des parents issus de *la Manif pour tous*, qui traitait dans un livret de 52 pages le mariage homosexuel, les interventions d'associations militantes LGBT et féministes radicales dans l'Education nationale, les ABCD de l'égalité dans les écoles primaires, les fêtes des pères et des mères supprimées dans les écoles, le film *Tom boy*, le syndicat et sa brochure intitulée « contre l'homophobie » ou des associations de parents d'élèves comme la FCPE qui ont lutté contre les LGBT-phobies à l'école.

Or, ce syndicat écrit des paroles très simples et très fortes que je voudrais vous citer: « *N'en déplaise aux activistes de la Manif pour tous, l'école a aussi pour mission de lutter contre les inégalités, notamment celles qui perdurent entre garçons et filles et de lutter contre l'ensemble des discriminations. Que l'on conteste le fait de mettre en place un dispositif contre les inégalités est déjà, en soi, inquiétant. Que, conséquence logique, on nie les inégalités entre hommes et femmes dans notre pays est absurde. C'est aussi tragiquement rétrograde. Ces collectifs de parents autoproclamés sont des émanations de La Manif pour tous, certains ayant aussi des liens avec l'Association des Familles catholiques. Faute d'avoir pu empêcher l'ouverture du mariage aux couples de même sexe, ils s'en sont pris à l'école publique, dès septembre 2013. Si l'école travaille sur les stéréotypes filles/garçons, c'est pour qu'ils ne soient pas un carcan pour les enfants, et qu'ils ne limitent pas leur épanouissement personnel de filles ou de garçons. On ne met pas dans la tête des enfants qu'ils pourraient choisir leur sexe ! Leur identité ne sera pas brouillée, ils pourront au contraire mieux s'affirmer individuellement :*

on leur montre qu'être fille ou garçon ne doit pas forcément conditionner leurs choix de loisirs, de lectures, de sports, de métiers ». Voilà ce que dit ce syndicat de professeurs des écoles.

A ce point, une petite explication sur le retour à la semaine de quatre jours, qui semblerait n'avoir rien à voir, mais quand même. Le retour à la semaine de quatre jours va se faire aux dépens des femmes, parce que si l'on ne sait pas vraiment comment la réforme de 2013 a acté le rythme d'apprentissage des enfants, on ne peut ignorer qu'il y a un lien entre organisation du temps scolaire et travail des femmes. Sans prétendre parler au nom de toutes les femmes, il est important de rappeler quelques chiffres simples : plus de 40 % des femmes dont le plus jeune enfant était en âge d'aller à l'école primaire ne travaillaient pas le mercredi avant la réforme de 2013 ; plus de 40 % des femmes ! C'est deux fois plus que pour les hommes !

Une autre étude a montré que si la réforme de 2013 n'a pas eu pour effet à court terme d'accroître le nombre d'heures travaillées par semaine par les femmes, elle a amené un plus grand nombre d'entre elles à travailler le mercredi, entraînant, en moins de deux ans, une réduction de 15 % de leur différentiel de participation ce jour de la semaine par rapport aux hommes. Si jusqu'à présent ces effets ne se sont pas traduits en termes de hausse des salaires, il faut rappeler que les inégalités salariales sont plus importantes dans les professions qui exigent d'avoir une présence continue sur le lieu de travail et de travailler des journées longues. L'organisation du temps de travail dans l'entreprise est un long chemin, probablement aussi sinueux et complexe que la modification de l'emploi du temps à l'école. Il ne s'agit pas de mettre sur le dos de l'école la responsabilité des inégalités entre femmes et hommes sur le marché du travail, mais les contraintes institutionnelles pèsent sur l'activité des femmes, c'est une réalité, et le retour à la semaine de quatre jours va pénaliser les femmes.

Pour terminer, je voudrais citer un petit florilège de ce que nous avons pu entendre à l'Assemblée nationale de la part des élu.e.s du Front national – nous avons quand même quelques spécimens, je ne sais pas si vous avez entendu parler de Monsieur Bompard, par exemple. Avant de parler de lui, je voulais revenir sur un point important des travaux menés dans le domaine de la santé, ce serait une erreur de ma part d'oublier ce travail important que nous avons mené à l'Assemblée nationale. Nous avons donc porté plusieurs textes législatifs pour renforcer le droit fondamental à l'IVG, cela ne vous aura pas échappé : remboursement intégral de l'IVG, extension du délit d'entrave jusqu'aux sites Internet - c'est là où je parlerai de Monsieur Bompard - la suppression de la référence à l'état de détresse et du délai de réflexion. Nous savons que ces mesures ont eu un vrai impact dans les établissements hospitaliers. Des unités d'orthogénie nous ont fait part de leur satisfaction quant à ces mesures qui ont permis de réduire les délais d'accès à l'IVG et ont simplifié l'organisation de leur travail.

Nous pouvons également être fiers de notre réflexion parlementaire sur l'IVG qui a marqué probablement l'engagement de la France en faveur de l'accès à ce droit fondamental qui doit encore aujourd'hui être défendu et renforcé partout dans le monde.

Plusieurs autres mesures ont été prises pour améliorer la santé des femmes, accès facilité à la contraception, mesures quantitatives et qualitatives des inégalités de santé entre les femmes et les hommes, lutte contre l'anorexie mentale. Vous vous souvenez aussi de

l'obligation des photos retouchées que nous avons imposée dans les publicités. Nous avons aussi des chantiers qui restent ouverts pour une meilleure prise en compte de certaines maladies mal diagnostiquées qui touchent particulièrement les femmes. Je pense aux maladies professionnelles ou encore aux maladies cardio-vasculaires.

Sur le plan social, pour lutter contre la précarité des familles monoparentales dont 85 % sont formées de femmes, nous avons mis en place de la garantie contre les impayés de pension alimentaire en 2014, la création d'une agence de recouvrement des pensions alimentaires, mais aussi la prime d'activité pour les travailleurs pauvres qui, évidemment, est favorable aux femmes.

Enfin, l'adoption en 2014, de la loi sur l'avenir des retraites a permis aussi d'améliorer le niveau de pension de retraite des femmes et de réduire l'écart avec celui des hommes. En 2004, cet écart était de 45,4 %, en 2014 il s'est abaissé à 39,3 %, une progression donc, mais nous devons également continuer le combat.

Il reste un sujet passionnant et prioritaire pour les années à venir, c'est bien sûr la liberté des femmes et leur appropriation de l'espace public.

Nous avons également travaillé sur les médias. Plusieurs programmes d'audiovisuel continuent de véhiculer des stéréotypes sexués, voire des images dégradantes des femmes. Nous avons contribué à lutter contre ce phénomène, notamment à travers la loi du 4 août 2014 qui a permis d'importants progrès, en particulier dans le secteur audiovisuel, et qui a confié au CSA une nouvelle mission de veille, de contrôle et de sanction. Le CSA s'est rapidement et efficacement emparé de cette mission et il est aujourd'hui un véritable recours contre les émissions sexistes et nous avons tous à l'esprit les nombreux signalements et les mises en demeure contre une émission dans laquelle de nombreuses dérives ont eu lieu.

A l'international, il faut ajouter que l'égalité femmes/hommes a été placée au cœur de la politique française d'aide au développement dans le cadre de la stratégie nationale votée en juillet 2013 et dont les objectifs ont été réaffirmés par la loi Canfin. Désormais, 50 % des projets de développement doivent avoir pour objectif principal ou significatif l'amélioration de l'égalité.

Je crois que nous pouvons être fier.e.s de ce bilan, de l'ampleur des réformes obtenues, du travail continu fourni par notre délégation qui a été toujours en alerte pour ne rien laisser passer, si possible, parmi les projets de loi ou les propositions de loi. Nous avons eu des grandes avancées, je pense que nous devons absolument lutter encore pour que l'égalité reste au cœur même de toutes nos politiques publiques.

Pour terminer, le florilège promis sur quelques prises de paroles de Monsieur Bompard.

Monsieur Bompard a un combat, c'est l'IVG. La proposition de loi votée tout dernièrement qui étend à Internet le délit d'entrave à l'interruption volontaire de grossesse a été adoptée, malgré l'opposition virulente de l'aile conservatrice de la Droite. Cela n'a pas empêché Jacques Bompard de s'exprimer longuement en séance. Ce député-maire d'Orange qui est président du parti d'extrême-droite La Ligue du Sud, a fait du combat contre l'IVG son cheval de bataille. Dès sa première prise de parole, il a donné le ton : *« Je veux vous rappeler aujourd'hui que nous serons tous jugés. Jugés pour avoir laissé l'avortement devenir un outil politique de la gauche pour maquiller son électoralisme en progressisme »*. Dénonçant *« les 225 000*

vies qui disparaissent chaque année en France », s'indignant que l'Assemblée ait préféré le *Grand remplacement* - théorie complotiste d'extrême droite anti-immigration -, à la politique de natalité et prévenant la France contre la destruction de la civilisation, le député-maire d'Orange a écrié « *les furies de l'avortement de masse et le totalitarisme de mort* ». Il a déposé plus de 50 amendements – tous ont été rejetés – sur le délit d'entrave numérique dans lequel il voit une « *promotion de la culture de mort* ». Il a développé sa pensée pendant de longues minutes accusant le gouvernement d'inciter les Françaises à l'avortement et d'interdire tout contre-discours. Il ne se contente pas d'en demander la suppression, mais il a même proposé un amendement pour obliger « *les sites faisant ouvertement l'apologie de l'avortement* » d'insérer un onglet indiquant les dangers que peut engendrer l'avortement ainsi que la création d'un délit d'incitation à l'avortement. Le député a également proposé, dans un de ses amendements, la création d'une journée nationale de « *commémoration des victimes de l'eugénisme* ». Une ligne qui a été également défendue par la droite présente dans l'hémicycle. Christian Kert, des Républicains, a dit : « *l'initiative des socialistes s'avère liberticide et contraire à la France des Lumières.* » Il avait déposé une motion de rejet préalable, qui a été heureusement refusée.

Pour terminer, je citerai Marion Maréchal Le Pen qui a déposé un amendement avec l'autre député FN Gilbert Collard, demandant aux médecins de réclamer « *une confirmation écrite* » en cas de volonté d'IVG.

Je vous remercie

Applaudissements

« *Où en sont les droits des femmes en 2017 ?* »

Geneviève COURAUD
Présidente de l'Assemblée des Femmes

Cher.e.s ami.e.s,

Tout d'abord, je voudrais saluer Georges Pau- Langevin, qui est arrivée parmi nous, la remercier de nous avoir rejoints, et lui dire combien cela nous fait plaisir de la retrouver ici. Elle est une des fondatrices de l'Assemblée des femmes, et sa fidélité a été de tout temps exemplaire ; ministre, pas ministre, députée ou pas députée, elle a toujours été là, parce qu'elle est d'abord féministe !

Et puis, un grand merci à toutes les intervenantes et tous les intervenants qui durant ces deux journées de notre 25^{ème} Université d'été se sont exprimé.e.s. Notre sujet, « *Résister contre les extrémismes : une urgence pour les droits des femmes* », n'était pas si simple. Pourtant il est essentiel. Et je crois, au terme de ces tables rondes, que chacun.e de nous mesure bien qu'il est au cœur des combats à venir. **Il est, vous l'avez très bien montré les unes et les autres, essentiel pour les droits des femmes.**

Si nous ne résistons pas aux extrémismes, si nous n’y résistons pas **par la politique, par la parole et la mobilisation citoyennes**, en combattant une idéologie que nous récusons, en expliquant, en étant présent.e.s partout où nous avons accès et auprès de toutes et tous et de tous les âges, eh bien ce sont toutes les femmes qui verront leurs droits s’amenuiser et disparaître. **Car ce qui unit les extrémistes, c’est la domination masculine, levier essentiel de leur sentiment de pouvoir et de toute puissance.**

Je ne pensais pas devoir évoquer cette année une nouvelle fois, comme nous l’avons fait en 2015 et en 2016, le terrorisme islamiste. Et puis, les attentats de Barcelone et de Cambrils les 17 et 18 août, de Turku en Finlande le 18 août, et sans doute celui de Marseille le 21 août, quoi qu’on en dise, m’ont rappelée à la réalité.

Le tueur de Turku ne ciblait que des femmes. Il en a attaqué 8 à l’arme blanche, 2 sont mortes ; 2 hommes qui ont tenté de les protéger ont été blessés. Nous n’oublions pas évidemment...Et Merci à Gérald Dumont et Marika Bret qui ont fait revivre ici, hier soir, la parole de Charb.

Un grand merci, à notre invitée d’honneur, Maud Olivier, ancienne vice-présidente de la délégation aux droits des femmes de l’Assemblée Nationale qui est une amie chère et de longue date, et dont le mandat a fait honneur aux féministes.

Applaudissements

S’il fallait ne retenir qu’une des actions politiques que tu as portées, chère Maud, nous retiendrions bien sûr cette longue marche en faveur de la « loi de renforcement de la lutte contre le système prostitutionnel », dont le titre alambiqué dans sa précision juridique, nous dit bien en filigrane tous les combats et les chausse-trappe qu’il a fallu déjouer pour en arriver à un texte législatif percutant et, en fin de compte assez simple - la pénalisation du client - seul levier à disposition pour faire reculer l’infâme esclavage auquel sont soumises des milliers de femmes prises dans les réseaux mafieux de prostitution. Et que l’on ne nous parle pas de « *choix entre adultes consentants* » comme je l’ai encore entendu hier !

Avec Maud Olivier, je veux saluer aussi celles et ceux qui ont précédé et accompagné ce combat, Danielle Bousquet et Guy Geoffroy en 2012, puis Maud Olivier et Catherine Coutelle, de 2012 à 2017, enfin Rozen Hicher, et l’*Association des Survivantes de la prostitution*, et aussi les associations qui militent contre le fléau prostitutionnel, le *Mouvement du Nid* et l’*Amicale du Nid*, la *fondation Scelles*, qui étaient parmi nous l’an dernier.

D’autres parlementaires sont aujourd’hui en responsabilité de faire la loi et de la faire appliquer, nous leur disons : il faut continuer à aider ces associations dans leur combat de terrain, pour permettre que la loi s’applique.

Je salue, M. Pierre CABARÉ, député de la 1^{ère} circonscription de Haute Garonne, vice-président de la délégation aux droits des femmes, qui nous fait l’honneur et l’amitié de sa présence. M. le député, vous appartenez à l’actuelle majorité de l’A. N., et à ce titre, nous sommes heureux.es que vous puissiez nous entendre et être notre porte-parole.

La coutume veut que la présidente de l’Assemblée des Femmes, marque un temps de pause dans le déroulé de l’Université d’été pour faire un bilan féministe de l’année qui vient de s’écouler. Yvette Roudy faisait cela, chaque année à Lisieux, puis à Floirac, enfin à La Rochelle, avec la maestria que vous lui connaissez toutes, et j’essaye de poursuivre cette

démarche, afin que, année après année, Université d'été après Université d'été, en proposant un regard rétrospectif, en racontant ce que l'année écoulée a apporté aux femmes, au féminisme et aux droits des femmes, nous inscrivions dans une histoire du féminisme et dans la transmission aux plus jeunes, la voix féministe particulière qui est la nôtre.

Et ce féminisme est politique, car le féminisme, rappelons-le, est d'abord pour nous **un mouvement politique d'émancipation des femmes et d'égalité**. Comme le dit notre devise « **Liberté, dignité, autonomie** ». **Pour notre quart de siècle, nous ne manquerons donc pas à notre devoir de tradition !**

Alors, quid de 2017 ? L'année qui vient de s'écouler depuis notre dernier rendez-vous d'août 2016 - et même avec le recul de l'été - est bien difficile à cerner et à déchiffrer avec les grilles d'analyse qui sont habituellement les nôtres.

D'habitude en effet, nous commençons par un panorama de la situation des femmes, à la lumière d'un certain nombre de critères caractéristiques des avancées et reculs. Ils concernent les thématiques liées au corps des femmes (contraception, avortement, maternité, santé, mortalité), aux violences dans l'espace privé et dans l'espace public, au domaine professionnel des salaires et des retraites, à la parité politique, longtemps le parent pauvre des analyses. Mais cette année, toutes ces catégories semblent s'être volatilisées. Bien entendu ces thématiques existent toujours, mais elles sont comme masquées, travesties, inaudibles. Endormies. Sur le plan politique, quoi qu'aient dit ou fait les protagonistes, c'est un peu les droits des femmes au Bois dormant ! L'année 2017, préemptée par les élections présidentielles et législatives, a été intensément marquée par la politique partisane, et cette caractéristique a masqué toutes les autres, et n'a guère laissé la place à nos combats féministes.

L'année dernière, nous faisons ici-même le bilan de là où en étaient les femmes dans le monde et en France. **Catherine COUTELLE, ancienne présidente de la délégation aux droits des femmes** de l'Assemblée nationale (et j'en profite pour excuser son absence, elle aurait dû être parmi nous), avait rappelé le travail de la délégation depuis 2012, travail de vigilance sur les textes de loi, d'interpellation du gouvernement et des politiques. Elle avait sans fard décrit les avancées, les points de résistance, pour ne pas dire de frein, et les domaines où il restait à faire.

Or l'actuel gouvernement n'ayant eu que 100 jours le 15 août, il est difficile de dégager une ligne politique ou des actions portées en faveur des droits des femmes, à part le vote sur l'inéligibilité des élus condamnés pour violences sexuelles, que nous avons salué avec ECVF, car, rappelons-le, c'est à l'initiative de Michèle Loup, que je salue, qu'ECVF s'est engagée dès 2009 dans ce combat.

Je vous propose donc de partir d'une rétrospective des événements politiques, et tout d'abord du feuilleton de la présidentielle. 2017 a vu exploser en vol, comme vous le savez, tout au long d'un feuilleton harassant les grandes formations politiques: à droite le *Parti des Républicains* a vu toutes ses chances, gaspillées, au long de l'interminable roman de la primaire. Son champion, laminé, discrédité, a été battu, contre toute hypothèse rationnelle.

La gauche de gouvernement, le parti socialiste, idem. Le candidat du *Parti Socialiste*, avec 6,35% des voix, n'a pas franchi la barre du 1er tour.

Il n'est donc resté en lice au 2nd tour - le candidat des *Insoumis*, ayant lui-même été battu - comme vous le savez, que le *Front National* avec Marine Le Pen et Emmanuel Macron candidat de *La République En Marche*.

Ce dernier, rappelons les chiffres, l'a emporté avec 66,1% des suffrages (20,8 millions de voix) soit 43,6% des inscrits, contre Marine Le Pen qui a obtenu 43,8% des suffrages, soit 10,6 millions de voix et 22,3% des inscrits. Phénomène politique notable, **on compte 11,47% de votes blancs et nuls qui, ajoutés aux 25,4% d'abstentions, font 34% au total, c'est-à-dire 16,1 millions de voix manquantes. Plus que le score de Marine Le Pen.**

Dans cette élection improbable (au sens littéral et mathématique du terme, c'est-à-dire échappant à tout calcul de probabilité), comment les femmes ont-elles voté ? Je ne referai pas l'exposé magistral de Christèle Marchand- Lagier, hier matin, et me contenterai de quelques remarques.

- **Globalement**²⁵, au 1^{er} tour, elles ont voté à 25% pour Emmanuel Macron, à 21% pour F. Fillon, à 20% pour Marine Le Pen et 17% pour Jean-Luc Mélenchon.

Que disent les enquêtes par tranches d'âge ?

- Les femmes les plus jeunes (18-24 ans) votent JLM à 30%, et MLP à 21 %.
- Les 25-34 ans, Emmanuel Macron ex aequo avec JLM à 28%, MLP à 24%.
- Les 35-49 ans MLP : 29%, JLM 22%, EM, 21%.
- Les 50-59 ans : MLP : 27%, EM ex aequo avec JLM à 21%.
- Les 60-69 ans : François FILLON : 27%, EM 26%
- et les 70 ans et + : FF à 45%.

Si les femmes les plus âgées (60-70 ans et plus) votent très majoritairement pour F.F., **le F.N. est clairement soutenu par l'électorat féminin le plus actif, celui des 35-59 ans** : nous retrouvons là les conclusions de Christèle Marchand- Lagier, et cela nous interpelle très fortement.

Mais en amont, qu'étaient devenus les objectifs des droits des femmes, durant cette campagne, face à cette situation électorale imprévue ? Comme je l'ai déjà dit, ils ont été pratiquement inaudibles. En ce qui concerne l'Assemblée des Femmes, comme d'autres associations féministes, nous avons précisé par écrit à la veille du 1^{er} tour aux candidat.e.s des différentes formations politiques, quelles étaient nos priorités. Deux seulement nous ont répondu : Emmanuel Macron et Nathalie Artaud. **Aucun retour des autres candidat.e.s !** Même pas le service minimum ! Cela parle tout seul !

Dans le duel du 2nd tour qui opposait E. Macron au F.N., les associations féministes dans leur quasi-totalité **se sont positionnées en faveur du représentant de la République en Marche**. Et d'autant plus volontiers que ses déclarations et ses promesses étaient plus ouvertement favorables à une politique féministe d'égalité des droits.

²⁵ Enquête IPSOS sur le 1^{er} tour, avril 2017

Durant la campagne électorale, Emmanuel Macron avait promis, à Poitiers, de rétablir un ministère « *plein et entier* » des Droits des femmes et de « *faire de l'égalité la grande cause nationale du quinquennat* ». Il avait même laissé rêver à une femme 1^{ère} ministre...

Nous avons eu l'impression, au fil des débats et des déclarations, sauf peut-être au moment des primaires (et cela concerne tou.te.s les candidat.e.s de tous les partis) **d'être parfaitement invisibles**, quels que soient les engagements thématiques que nous portons.

Est-ce à dire que les problèmes des femmes ont disparu ? Bien sûr que non. Ils sont malheureusement bien là, présents, quotidiens, prégnants pour certaines, se loger, s'habiller, l'hygiène, la santé, manger, donner à manger à ses enfants, aujourd'hui, ce soir, demain, se soigner, trouver du travail... Rien n'a été réglé, et la baguette magique, en termes de politique de droits des femmes, cela n'existe pas.

Après la présidentielle, dont le résultat nous a rassérénées, en ce qu'il éloignait pour 5 ans le danger d'une installation du F.N. à la tête de notre pays, l'annonce le 15 mai du gouvernement Philippe I, paritaire (18 ministres, 4 secrétaires d'état, soit 22 membres à parité) - comme dans les gouvernements du quinquennat Hollande successifs, comme l'a rappelé Maud très justement - a été un très bon signe, même si (cela a été tout de suite pointé) les ministères d'état étaient réservés aux hommes.

Cependant, disons-le, nous avons été très désappointées par **le statut des droits des femmes, rétrogradés au rang de secrétariat d'état** - auprès du 1^{er} ministre, certes - mais secrétariat d'état seulement, et non plus ministère de plein exercice -. Cela nous est apparu comme un regrettable retour en arrière. D'autant plus désappointé.e.s que nous avons déjà vécu cela lors du quinquennat précédent (cf. le gouvernement Valls I, même si le gouvernement Valls II avait apporté les corrections bienvenues en rétablissant un ministère des droits des femmes de plein exercice). Les propos du président Macron nous avaient laissé espérer d'autres actes.

Le gouvernement Philippe II, nommé le 19 juin après les législatives, présentait 30 membres (15 hommes et 15 femmes), mais avec la même faiblesse de répartition : aucun ministère d'état pour les femmes, seulement 2 ministères régaliens, la curiosité de 3 ministères auprès d'un.e autre ministre, sans portefeuille – tous occupés par des femmes-, et toujours pas de ministère des droits des femmes, alors que la secrétaire d'état en titre, **Marlène SCHIAPPA**, montrait un véritable intérêt pour le sujet et conquérait avec détermination un espace politique personnel.

Pourtant, la veille, le 18 juin, nous avons eu l'excellente surprise **de voir la parité progresser de manière très nette, à la faveur de l'élection législative des 11 et 18 juin. 38% de femmes à l'Assemblée Nationale, soit une progression de + 44,5%**, une féminisation qui s'accompagne d'un rajeunissement certain (27 député.e.s ont moins de 30 ans, 97 ont entre 30 et 40 ans), **c'était une avancée incontestable !**

Cependant, pardon d'être têtues, notre objectif, ce n'est pas « un peu mieux », c'est 50% ! Et nous n'y sommes pas encore !

Ainsi que le résume très bien le communiqué de presse du HCEF, le 19 juin, « *A l'issue du quinquennat 2012-2017, l'hémicycle était composé de seulement 155 femmes, soit 26,9% des élu.e.s. Cette évolution de près de 12 points a été permise par l'effet conjugué des*

contraintes – loi sur le non cumul des mandats et doublement des pénalités financières pour les partis ne respectant pas la parité des candidatures – et l’objectif affiché de parité de la part du parti de la majorité présidentielle, arrivé largement en tête lors de ce second tour des élections législatives.

Le Haut Conseil à l’Egalité entre les femmes et les hommes (HCE) note toutefois que, si les femmes représentaient 42,4% des candidat.e.s, elles sont 38,65% avoir été élues. Elles ont donc, sans conteste, été plus souvent investies que leurs collègues hommes dans des circonscriptions difficiles ».

Quant à nous qui, dès avant 98, nous sommes bagarrées durant tant d’années – et certaines se reconnaissent ici - pour obtenir de vraies analyses sexuées de la place des femmes en politique (ce qui à l’époque était pourtant assez vite fait, vu leur faible nombre), puis des lois en faveur de la parité, puis l’application de ces lois, puis des dispositifs législatifs de plus en plus coercitifs pour les faire appliquer, sans compter les combats parfois sévères dans nos propres partis pour faire respecter la loi, qui d’entre nous aurait pu imaginer une pareille avancée ?

Je disais ici l’an dernier, pardonnez-moi de me citer, en parlant des législatives à venir, (celles de juin 2017) : « *Il n’y a aucune raison pour que la parité progresse puisqu’aucun dispositif neuf et efficace n’a été mis en place, sinon le doublement des pénalités en cas de déficit de parité pour les partis récalcitrants. Et on a vu que depuis 2004 les partis préfèrent payer que de donner leur investiture à des femmes.* »

Eh bien je me suis trompée ! J’aime assez bien me tromper comme ça.

La France passe désormais du 63^e rang mondial au 16^e, et du 15^e rang européen au 5^e rang!

Mais la politologue Mariette Sineau souligne sèchement dans un entretien : « *L’arrivée en masse des femmes est concomitante de la déroute des partis de gouvernement, partis qui ont dominé si longtemps la vie politique en laissant les femmes au bord du chemin. Il a fallu une sorte de tabula rasa, une mise à l’écart des notables de la politique, pour que les Françaises accèdent, enfin, en nombre à la représentation nationale. Les raz de marées électoraux sont propices à l’élection de femmes, car des circonscriptions réputées « difficiles » – où elles se sont si souvent investies – sont finalement gagnées sur le fil.* »

Quid de l’accueil et du rôle réservés aux femmes à l’A. N., une fois élues ?

Dans cette Assemblée nationale qui se rapproche de la parité, on pouvait espérer voir disparaître les comportements sexistes que l’on avait dénoncés lors de la mandature précédente (rappelez-vous Véronique Massonneau, Laurence Rossignol, Cécile Duflot). Mais dès le début du mois d’août, une députée LREM de la Drôme, Alice Thourot, a dû entendre sa prise de parole accompagnée de bêlements de chèvre, signe, une nouvelle fois, de l’incapacité de certains hommes députés à accepter la parole d’autorité d’une femme, ou même seulement les aigus de sa voix, qu’ils apparentent, dans un mécanisme qui n’est pas sans lien avec les mécanismes racistes, à des vocalisations d’animaux.

« *En occupant près de 40% des sièges de l’hémicycle et plus de 47% de ceux du groupe du parti majoritaire, les femmes sont au cœur du renouvellement parlementaire. La « masse critique » qu’elles constituent désormais devrait leur permettre de faire davantage entendre leur voix, même si*

elles restent minoritaires aux postes de pouvoir.» rappelle Mariette Sineau qui ajoute : « Rappelons qu'il ne saurait y avoir aucun automatisme : plus de femmes en politique n'a pas pour effet mécanique d'accorder priorité aux droits des femmes. »

Je confirme : la qualité de femme n'a jamais été un passeport de féminisme, et il est des hommes bien plus féministes dans leur action politique que certaines femmes.

J'ai apprécié ce que disait à ce sujet la future ministre, Marlène Schiappa, parlant de Marine Le Pen durant la campagne électorale: *« Le fait d'être une femme ne fait pas d'elle une candidate féministe. Les seuls droits qu'elle défend sont ceux des femmes de la famille Le Pen : les femmes peuvent faire de la politique au FN à condition de s'appeler Le Pen, elles ont droit à une vie publique à condition de s'appeler Le Pen. »*

Cependant, lorsque les femmes arrivent en nombre dans un hémicycle quel qu'il soit, elles font accéder au statut politique – et c'est un constat - certains sujets qui en étaient écartés, tels l'égalité salariale et professionnelle, ou la garde des jeunes enfants, mais aussi d'autres, la taxe rose ou les protections hygiéniques, qui ont surgi dans le débat lors de la précédente mandature.

Car ces sujets sociétaux qui concernent en priorité les femmes, ne sont pas des « problèmes de femmes », mais des problèmes qui concernent toute notre société, donc éminemment politiques, et dont le retentissement peut-être important sur la vie d'un pays et sur une économie, autant que sur la vie personnelle des femmes et des hommes.

Prenons pour exemple le taux de natalité.

Si celui de la France, qui est remarquable, même s'il décroît légèrement (il était de 2 enfants/femme en 2014, 1,95 en 2015, 1,93 en 2016), c'est qu' il est corrélé à la qualité des politiques d'accueil de la petite enfance ; sa baisse est envisagée avec inquiétude par les responsables politiques du fait de son impact sur l'économie.

Interrogeons par ailleurs ce qui se passe au Japon, où le taux de mariage et de natalité est en baisse de manière inquiétante.

Le taux de natalité est de 1,4 enfant/ femme, en outre, 42% des hommes et 44% des femmes de 18 à 34 ans se déclarent vierges – ce qui est bien sûr désolant pour leur vie personnelle - mais qui met l'économie du pays en difficulté, au point que telle gouverneure a mis en place des séances de rencontres rapides (speed dating), pour permettre aux jeunes gens de se parler.

On voit bien là en quoi la question des crèches, comme celle de tous les encouragements à la natalité, dépasse la seule politique familialiste, et devient un sujet éminemment politique et d'évolution de société!

Qu'en est-il de la situation comparée des femmes et des hommes en France, au regard du principe d'égalité ?²⁶

On peut dire que ces dernières années la situation des femmes, grâce aux politiques d'état, à l'action des collectivités territoriales, au travail acharné des associations et à la prise de conscience de la société, progresse, dans certains domaines plus vite que dans d'autres, dans certaines régions plus vite que dans d'autres, certes.

Il reste cependant deux domaines qui résistent: les violences faites aux femmes, et la tragédie de la précarité. Je reviendrai brièvement sur les deux sujets cruciaux.

²⁶ Source Ministère des DDF- chiffres 2017

Ce serait une erreur de les considérer isolément, car tout est lié : l'objectif politique d'égalité professionnelle permet aux femmes de sortir de la précarité, de quitter le conjoint violent, et d'accéder à une meilleure santé. C'est pourquoi tous les sujets doivent avancer ensemble, et une vigilance doit être exercée dans tous les domaines, en particulier dans ceux où l'on risque de reculer, l'avortement et la contraception étant un sujet de vigilance non-négociable, comme nous l'ont rappelé les intervenantes de la table ronde de ce matin.

- **Les violences :**

1 femme décède tous les 3 jours victime de son conjoint. Cela représente 14,5% des homicides en France. Ces meurtres font des victimes collatérales : on compte 96 orphelins de père ou de mère, 13 enfants ont été spectateurs de ces meurtres, et 45 auteurs se sont suicidés. Le 20 août, une association qui recense les féminicides au sein du couple comptabilisait 85 assassinats depuis le début de l'année 2017 en France. **Le 86^{ème} s'est déroulé à Nantes ce même jour.**

On ne dira jamais assez le travail remarquable accompli par les associations dédiées, dont nos amies d'ECVF. Si, faute de moyens, elles devaient arrêter leur investissement, ce serait une catastrophe, **et le bilan se compterait vite en morts supplémentaires.**

Sur les violences sexuelles, l'enquête VIRAGE vient de présenter les premiers résultats de son étude commencée en 2014. A partir d'un large échantillon de la population âgée de 20 à 96 ans, l'enquête révèle qu'au cours de ces 12 derniers mois **62 000 femmes et 2 700 hommes ont été victimes d'au moins un viol ou d'une tentative de viol.**

Parmi les femmes qui ont subi un viol au moins, ou une tentative au cours de leur vie, 40% avaient moins de 15 ans lors des faits. 14,5% des F et 3,9% des H ont été victimes de violences sexuelles. Plus de 80% d'entre eux entre 0 et 14 ans. Les violences sexuelles se déroulent majoritairement dans l'espace privé.

- **La précarité touche davantage les femmes²⁷**

La précarité²⁸ est un phénomène multidimensionnel qui ne se réduit pas au seul aspect financier, mais cumule plusieurs insécurités. En France, ce sont les femmes qui sont majoritairement concernées, que l'on retienne le critère **des revenus, des conditions de travail et du type d'emploi** (elles constituent 70% des travailleuse.s pauvres), **de la situation familiale** (elles représentent 85% des chef.fe.s de familles monoparentales).

Venons-en à la santé qui est au cœur de l'actualité de cet été. L'espérance de vie des femmes en France est de 85,6 ans, contre 80 ans pour les hommes. Mais l'espérance de vie en bonne santé est de 64,2 ans pour les F et de 63,4 ans pour les H.

Les femmes en situation de précarité cumulent une insécurité sociale et économique qui peut d'une part, avoir un impact sur leur santé physique et psychologique et, d'autre part, compliquer leur accès aux soins. **La santé des femmes émerge peu à peu de l'invisibilité pour devenir un sujet de santé publique.**

Je vais prendre deux exemples. L'un concerne une maladie qui touche et les hommes et les femmes, l'autre ne concerne que les femmes. Dans les deux cas, la qualité de « femmes » fonctionne comme un frein à la reconnaissance et à la prise en charge de la pathologie.

²⁸ Cf. Rapport du HCEFH « *Santé et accès aux soins des femmes : une urgence pour les femmes en situation de précarité* » remis à la secrétaire d'état, le 7 juillet 2017

- **1^{ère} pathologie : Parmi les maladies qui touchent le plus les femmes, il y a les maladies cardio-vasculaires.** Ainsi la progression de l'Infarctus du myocarde (c'est une évolution) est chez les femmes de + 17,90%, quand elle est pour les Hommes de - 8,20%. Et le diagnostic est très tardivement fait chez les femmes, dont les symptômes, différents de ceux des hommes ne sont pas répertoriés ni connus. **Aujourd'hui, les femmes meurent 8 fois plus d'un accident cardio-vasculaire que d'un cancer du sein.** Elles se remettent plus difficilement d'un infarctus du myocarde et en meurent plus souvent. Les résultats sont sans appel : **43% des accidents cardiaques sont fatals chez les hommes, 55% chez les femmes.**

Parce qu'elles présentent des risques accrus, qu'elles participent moins au dépistage et sont prises en charge plus tardivement, **le taux de mortalité des femmes d'origine modeste est décuplé.** Une étude de Santé Publique France indique que **les femmes ouvrières ont un taux de mortalité en moyenne 3 fois supérieur, aussi bien pour les cardiopathies ischémiques que pour les maladies cérébrovasculaires,** par rapport aux femmes ayant exercé la fonction de cadre ou une profession intellectuelle supérieure.

Pour les femmes en situation de précarité, c'est donc bien, comme le dit la Professeure Claire Mounier-Véhier, « *une double peine, médicale et sociale* ».

- **2^{ème} pathologie : 10% de femmes sont atteintes d'endométriose.** Maladie très douloureuse dont les conséquences peuvent être lourdes, et qui a été parfaitement passée sous silence jusqu'à ces dernières années. Maladie niée, et par l'entourage, et par l'encadrement de la société, et par les patientes elles-mêmes.

Dans ces deux cas, le fait d'être femme, ne garantit à la patiente ni une reconnaissance de sa pathologie, ni une prise en charge, ni un suivi, à l'égal de ce dont bénéficierait un homme.

J'en viens à présent à un point que je propose à votre réflexion:

En 2017, les revendications féministes flambent très vite sur les réseaux sociaux. Lancées sur facebook ou twitter, sur des blogs personnels, elles recueillent des milliers de signatures en quelques heures ; ce ne sont plus le fait d'associations ni de groupes organisés, ni le fruit d'une observation collective et concertée, mais elles sont portées par des individu.e.s. A partir de l'expérience personnelle, le fameux « vécu », le témoignage est majeur.

Quelquefois associées à la remise en cause du savoir scientifique (auquel on doit pourtant pas mal de choses), ces revendications s'accompagnent de ce que l'on a pu désigner comme « *le développement d'une culture du grief, de la plainte et du transfert des responsabilités sur la société* ». On en vient à la revendication d'un statut de victime.

Ce phénomène nous étonne et nous interpelle. Il nous interpelle, car il semble faire fi de toutes les conquêtes passées et se concentrer sur des sujets qui peuvent apparaître mineurs. Car, nous ne l'oublions pas, ce qui a fait grandir les femmes et jusqu'à aujourd'hui, c'est le choix de l'autonomie financière, de la prise de responsabilité sur leur corps et sur elles-mêmes, puis sur leur choix de métier et sur leur formation. La posture de victime est un piège redoutable.

Nous sommes sans doute à un tournant. Les luttes des femmes continueront-elles de s'inscrire dans une histoire sociale de solidarité et de recherche collective de l'émancipation et de l'autonomie pour chacune et pour toutes ? Seront-elles plus individuelles ? Nous ne le savons pas. Mais c'est un phénomène que nous ne pouvons ignorer.

Pour en revenir au politique, et au collectif, et pour conclure, quelles sont nos attentes d'association féministe, de la part du gouvernement et de l'état ? Qu'attendons-nous de cette chambre profondément féminisée rajeunie et renouvelée ?

Deux principalement, la création d'un ministère des droits des femmes et la dotation de ce même ministère. On l'a déjà dit, il manque un ministère des droits des femmes de plein exercice, qui, de plus, soit suffisamment doté pour conduire une politique cohérente et ambitieuse. Il faut un vrai budget et un pilote unique, responsable d'une ligne politique ; en capacité ainsi de nouer par des plans et des contrats sur les années à venir, des liens de confiance et de cohérence avec la société civile. Depuis plusieurs années, il avait été mis en place, à côté d'un ministère dédié, une transversalité des droits des femmes qui impactait plusieurs ministères (éducation, travail, social, santé, sport, etc...) ; or s'il faut conserver cette culture de lien, qui est un réel progrès, parce que cela rend tout le monde attentif et responsable d'une même ligne politique ; en termes de subventions et de timing des financements, c'est incohérent pour les associations qui doivent se plier à des temps contraints qui ne sont pas les mêmes d'un ministère à un autre, ce qui au bout du compte conduit à des défaillances. Aussi la solution unique de la transversalité n'en est-elle pas une. **Le budget alloué aux droits des femmes s'élevait en 2016 à 29,6 millions d'euros, soit 0,006 % du budget global de l'Etat. Pour comparaison, le budget 2017 de l'éducation nationale, c'est 68 milliard d'€, celui de la recherche et de l'enseignement supérieur, est de 23 milliards d'€. Il y a de la marge !** Je vous renvoie à ce sujet à l'excellent rapport « *Où est l'argent pour les droits des femmes ? Une sonnette d'alarme* », produit en septembre 2016 par le HCEFH, avec le CESE, ONU-Femmes, *Le fonds pour les femmes en Méditerranée*, et *La Fondation des femmes*.

Or le gouvernement a publié en juillet un décret²⁹ annonçant une baisse de 7,5 millions d'€ du budget du secrétariat d'État à l'égalité femmes/hommes. Il s'agit, en proportion des autres budgets des ministères, de la baisse la plus importante (-27%), alors même que le budget des droits des femmes est le plus petit de l'Etat. Si ce ne sont pas les associations qui sont lésées, ce seront les services de l'Etat dédiés aux droits des femmes. Ce n'est pas, de plus, seulement une question du financement des associations, nous avons bien plus d'ambition que cela : c'est la question d'une politique pour les droits des femmes. Une politique qui s'exprime avec des actions fortes et efficaces.

Comparaison cruelle : Le 24 juillet, les partis politiques ibériques viennent de s'entendre sur un « **pacte historique** » en faveur des droits des femmes signé après 6 mois de travail et plus d'une 60-taine d'auditions d'expert.e.s, pour débloquer 1 milliard d'€ sur les 5 prochaines années pour accompagner les mesures retenues par le gouvernement pour lutter contre les violences sexistes et sexuelles envers les femmes.

Applaudissements

Alors, ce que fait l'Espagne, nous ne pourrions pas le faire

Applaudissements

En même temps que nous parlons de la situation française, je n'oublie pas qu'ailleurs dans le monde, ainsi que nous l'avons bien entendu lors de la table ronde 2, ce matin, les choses

²⁹ Ligne budgétaire P137 « *Egalité entre les hommes et les femmes* »

sont si difficiles ! Au Pakistan, les taliban lancent un « Manifeste féminin » qui s'intitule « *Viens faire le djihad avec le petit moudjahid Omar* », et, je cite une phrase de ce petit manifeste : « *Il (le petit moudjahid Omar) ne se met jamais en colère – c'est une femme qui parle – quand je fais mal la cuisine ou le ménage !* »

Ce que je veux dire par là, c'est qu'ailleurs dans le monde les femmes souffrent de situations terribles. Et si nous, les françaises, nous ne nous battons pas pied à pied dans le concret pour la préservation de nos acquis, pour faire avancer nos droits, les droits de toutes les femmes, nous ne pouvons pas aider celles et ceux qui sont loin, et qui se bagarrent contre le petit moudjahid Omar.

Applaudissements

Tout-à l'heure, avant de clore notre Université d'été, nous proposerons à votre approbation et à votre critique, ainsi que nous le faisons habituellement, le texte d'une « *Adresse au Président de la République* » qui reprendra ces deux points que je viens d'évoquer.

Je vais terminer ici mon propos sur cette annonce, afin de laisser M. le député Cabaré s'exprimer.

M. le député, nous vous prenons au pied levé, et vous remercions vraiment d'avoir accepté ces tout derniers jours de participer à notre université d'été.

Mais nous sommes, sachez-le, très attentifs à votre parole.

Pierre CABARÉ
Député de Haute Garonne
V.-P. de la délégation aux droits des femmes et à l'égalité
de l'Assemblée Nationale

Passer après deux intervenantes comme vous, Mesdames ! J'étais jusqu'à présent paisible, mais là, cela change !

Mesdames et Messieurs bonjour. D'abord, je voudrais vous remercier, Madame la Présidente, de votre invitation. C'est vrai qu'il est agréable d'être ici, et vraiment je veux vous dire la joie que j'ai à participer, aujourd'hui, aux travaux de votre assemblée.

J'insiste également sur ma satisfaction d'avoir intégré, à l'Assemblée nationale, la Délégation aux droits des femmes et à la parité femmes/hommes, que préside Marie-Pierre Rixain, qui, je vais vous confier une chose, est une personne aussi positive que déterminée à trouver les moyens de faire évoluer les droits des femmes dans le respect de l'égalité.

Je voudrais revenir vers vous, Madame Maud Olivier, vous pouvez être fière de votre action. J'ai écouté le bilan que vous en avez fait, j'aimerais avoir le même à l'issue des cinq prochaines années de mon mandat, et véritablement le gouvernement peut être fier de l'avancée réelle des droits des femmes. Nous aurons à cœur le devoir d'appliquer toutes ces mesures et lois que vous venez de rappeler ; c'est une réelle transmission que vous venez de faire, et c'est vrai que l'engagement d'appliquer les lois et de les enrichir, participe de cette transmission.

Nous aurons cela aussi à cœur, de les enrichir, avec Madame la Présidente de la délégation, et avec vous, Mesdames les Présidentes d'associations, car je sais que vous êtes ici nombreuses.

Je vous demande donc votre aide, parce que si l'expérience ne se transmet pas, le savoir construit, oui, se transmet. En ceci, j'ai besoin de votre aide.

Je dis « j'ai », parce que je parle ici en mon nom aujourd'hui, et je compte sur cette transmission de la connaissance.

Cette année, vous avez choisi pour votre université d'été, le thème « Résister contre les extrémismes ». Pour résister, il faut du lien, créer un lien avec les personnes, le nourrir, c'est le sens de l'association, aussi. Pour résister, il faut du courage, et c'est le groupe qui le favorise. Pour résister, il faut la connaissance, l'entraînement, la culture, mais surtout l'engagement. Le principal danger dans la préservation des droits, souvent acquis par la lutte depuis moins d'un siècle, ce n'est certainement pas de se les approprier, mais c'est de ne pas être vigilant : ce n'est pas parce qu'un droit est acquis qu'il le reste pour toujours.

Il faut encore trouver par le militantisme, donc par l'action et la vigilance, la capacité de nous concerter. Bien sûr, savoir nous concerter, mais surtout pour faire évoluer ces droits, parfois même contre l'opinion, cette opinion que l'on appelle publique, dont on parle souvent et qui est régulièrement mise en exergue.

J'ai eu la chance de rencontrer et d'échanger – peu – avec Simone Veil. J'avais 17 ans, j'en ai 59. J'ai été conquis par elle et par ce qu'elle représentait, et, a posteriori, je me suis toujours demandé pourquoi.

Mais je crois véritablement que la conviction de ses difficiles combats – et elle en avait beaucoup de conviction – se lisait sur son visage. J'ai toujours gardé en mémoire deux mots de notre échange: « Soyez vigilant, m'a-t-elle dit, soyez engagé et restez vigilant ».

Les dernières élections dans le monde, justement, doivent nous inciter à nous engager et à rester très, très vigilants. Des Etats-Unis à la Turquie, les derniers résultats électoraux nous imposent une attention accrue.

En France, vous le souligniez tout à l'heure, le FN peut compter sur un vote féminin, plus précisément celui des 35-60 ans.

Mais en France, nous avons eu aussi cette audace d'élire un président avec un véritable projet, c'est-à-dire la place égalitaire de la femme et de l'homme. Je retiens de ces élections dans le monde que l'on voit se profiler un radicalisme. Pour moi, cette adhésion de femmes et d'hommes à des propos sexistes, primaires, n'est pas seulement le fait de personnes de milieux défavorisés, mais malheureusement aussi de certains intellectuels qui pensent, par facilité et trop souvent par opportunisme, aller dans le sens de certains courants politiques au dessein extrémiste.

Voilà notre combat : remonter le courant et placer dans le lit de la culture ce qui est nécessaire à la construction d'une réflexion personnelle. Cette réflexion ne doit pas se nourrir de l'opinion commune de groupuscules malades, mais doit prendre un sens personnel qui permet d'introduire dans sa propre conscience et dans celle de son entourage, la richesse des différences.

Cette culture doit se mettre en place très tôt. Il faut inciter les jeunes à réfléchir, cela doit passer par la parole, c'est-à-dire expliquer, et engager des réflexions comportementales. Ce qui paraît normal à un enfant, c'est ce qu'il entend, ce qu'il vit en priorité dans sa famille. Combien de jeunes vivent dans la violence, pas seulement physique, mais aussi psychologique, dans une violence familiale, dans l'absorption d'images et de vraies fausses nouvelles dramatiques que nous distribuons généreusement Internet ?

Une fois encore, il faut remonter le courant.

Nous avons le devoir d'apprendre à discerner, le plus tôt possible, le contenu de sites faisant du lobbying bas de gamme sur des esprits influençables. Les parents ne sont pas toujours là pour tout expliquer ou pour tout discuter. Ils ne le peuvent pas toujours pour des raisons très techniques.

Nous avons un réel défi culturel à relever. L'évolution ne passe pas toujours par la loi, mais aussi par la prise de conscience qui se nourrit de la connaissance, et entraîne la réflexion. Vous l'aurez compris, l'éducation joue pour moi un rôle déterminant dans la construction de notre société.

Je suis en début de mandat ; dès le début de la rentrée des classes, et pendant les 15 jours qui suivront, je ferai les rentrées scolaires avec les élèves dans tous les établissements scolaires. J'y serai très assidu.

Mon engagement général, avec la Délégation bien sûr, se situe dans le prolongement des travaux menés par l'ancienne présidente, Madame Catherine Coutelle, et par vous aussi, Madame, dont j'ai appris beaucoup de choses aujourd'hui et dont je sais l'enthousiasme avec lequel vous avez participé à cette délégation.

S'entraider, inventer, poursuivre nos actions, poursuivre vos actions est essentiel. Nous avons déterminé quatre pôles que nous enrichirons : l'égalité femmes/hommes dans l'espace privé, l'égalité femmes/hommes dans l'espace public, l'égalité femmes/hommes comme enjeu économique et bien sûr sans négliger le sujet très culturel, social et religieux : comment vivre l'égalité ? J'ai demandé à Madame Bousquet tout à l'heure d'enrichir l'un de ces pôles.

J'aurai à cœur de poursuivre les travaux législatifs, mais aussi de poursuivre le travail d'information et d'évaluation, y compris autour des différentes activités internationales.

Je sais que Madame la Ministre et la présidente de la délégation aux droits des femmes entretiennent des rapports privilégiés.

Notre président a confié à Marlène Schiappa, engagée très tôt dans l'action associative, puis dans la politique locale, un secrétariat d'Etat en relation directe avec le Premier ministre. Et c'est vrai qu'elle est en relation directe avec le Premier ministre ; cela change beaucoup de choses tout de même par rapport à un secrétariat d'Etat « normal ». Être rattaché au Premier ministre, c'est garantir une approche de valorisation transversale des sujets qui touchent à l'égalité femmes/hommes.

Au cours du précédent quinquennat, les droits des femmes ont progressé, et notamment – je vais faire doublon – sur l'égalité réelle entre les femmes et les hommes par la loi de 2014, ou encore sur l'extension du délit d'entrave à l'IVG. Ce n'est pas fini, ce n'est pas terminé, parce qu'il faut rester vigilant.

En ce qui concerne la parité en politique, l'égalité professionnelle, on dispose aujourd'hui de lois censées garantir l'égalité entre les hommes et les femmes. Pour autant, dans les faits,

les choses ont peu changé, puisqu'il reste 12 à 27 % d'écart de salaire. Mais je vais m'arrêter là sur ce sujet, parce qu'il y aurait certainement une litanie et vous la connaissez mieux que moi encore.

L'enjeu du quinquennat est aussi de veiller à l'application de toute cette législation. Il faut mettre en place les conditions pour que les lois soient suivies d'effet.

Le nouvel intitulé de la délégation, « Égalité entre les femmes et les hommes », nous permet peut-être de nous impliquer davantage pour l'égalité, et là, je parle des hommes. Deux ateliers sont importants, le premier concerne le travail, l'égalité professionnelle entre les hommes et les femmes, les métiers non mixtes, les différences de salaire et la protection des femmes au travail. Le deuxième est la lutte contre les violences sexuelles. Il faut verbaliser les insultes et le harcèlement de rue. Il faut rallonger le délai de prescription pour les victimes de violences sexuelles et plus précisément les victimes mineures.

Je sais qu'un plan d'action ou un contrat d'avenir est très attendu par les associations. Ces associations souhaitent être rassurées pour les prochaines années, par un projet ayant valeur de contrat avec le gouvernement.

Notre chance est d'avoir une ministre hyper-réactive au quotidien, une ministre au travail, consciente de la mission à accomplir dans la simplicité, la disponibilité, le dialogue et la compétence. L'égalité entre les femmes et les hommes est la grande cause du quinquennat. A l'automne, sera organisé un Tour de France de l'égalité, lancé par le président de la République pour réengager les territoires et enrichir les actions à mener. Il doit en découler des objectifs clairs en matière de réduction des inégalités ; bien sûr, un travail a déjà été fait, vous l'avez souligné.

J'ai beaucoup appris aujourd'hui.

Vous pouvez compter sur ma détermination en faveur de l'égalité femmes/hommes aujourd'hui, elle est véritablement majeure. Je retiens des propos entendus, le mot « laïcité », et je le mets comme un mot qui définit la tolérance, et c'est important.

Je crois que l'on travaillera sur la laïcité et la tolérance, sur l'acceptation des différences. C'est un mot qui doit être accepté au niveau mondial, vous avez raison, mais quel travail ! Ce matin, lorsque je me suis levé, tôt, j'étais déjà féministe. Ce soir, lorsque je vais me coucher, je serai encore plus féministe. Encore plus ! Je vais conclure en vous disant juste cela : lorsque l'homme aura admis qu'il ne perd pas son énergie en étant féministe, alors vous aurez gagné, et nous aurons gagné !

Applaudissements.

Geneviève COURAUD

Permettez-moi de remercier beaucoup nos deux intervenants, parlementaire et ancienne parlementaire, Pierre Cabaré et Maud Olivier, pour leurs interventions qui se répondent l'une, l'autre. J'espère que ce dialogue va se continuer.

Eva Darlan, qui est ici présente, nous fait l'amitié d'ajouter quelques mots sur le film qui vient d'être projeté à votre intention, « *Eva Darlan, artiste- citoyenne* » de Frédérique Ribis et Stéphane Choukroun, dans la série « *Portraits croisés* », consacré à ses combats militants.

Applaudissements.

Eva DARLAN

Cela ne me fait pas que du bien d'être engagée ! Personnellement, cela me remplit, cela me porte, je suis heureuse de me lever le matin, je me respecte !

Je me regarde dans la glace, je me dis oui, ça et ça, ce n'est pas mal !

Mais professionnellement, ce n'est pas terrible, car on ne sait plus très bien quel rôle me donner.

Quand on voit qu'une actrice, au début c'est la femme de..., la mère de..., que nous sommes dès l'âge de 18-20 ans dans des rôles de procréatrices !

Vous connaissez, je suppose, ce test de Bechdel³⁰, qui fait un test sur les films et les créations :

- 1) Est-ce qu'il y a des femmes dans un film ?
- 2) S'il y a des femmes, est-ce qu'elles portent un nom ?
- 3) Si elles portent un nom, est-ce qu'elles se parlent entre elles,
- 4) et si elles se parlent, est-ce qu'elles se parlent d'autre chose que de leurs hommes ?

Ce test, il n'y a pas beaucoup de films qui s'en sortent.

Tranquillement, on passe notre vie à être les épouses de... et en particulier quand on est à l'écran.

A un moment, on n'a plus de rôles. Pourquoi ? Parce qu'il y a la ménopause. A la ménopause, on n'est plus reproductrice, donc on n'existe plus ! On parlait de transparence tout à l'heure, **c'est une transparence assassine qui nous empêche de faire quoi que ce soit dans la société**, qui nous empêche de travailler. Mais heureusement, on revient à 60 ans, dans le rôle des grands-mères ! Des reproductrices, toujours !

C'est une sorte de truc de folie, cet engagement spontané qui m'échappe : comment va-t-on leur donner des rôles ? Car les rôles des femmes ne sont pas **dans une fonction** (capitaine d'industrie, banquière) mais **dans un état**. C'est-à-dire « *On va prendre une femme pour jouer le rôle de la femme* ». C'est très compliqué pour moi d'être dans mon métier, engagée et travaillant.

Bien évidemment, je salue Maud et Geneviève qui font un travail extraordinaire. Je trouve que la place de l'artiste est aussi d'être celui qui dit comment pourrait être la société si on l'envisageait autrement.

Bien sûr, il y a l'artiste mercenaire et il y a l'industrie cinématographique qui doit faire fonctionner la machine, il faut faire attention à tout cela. Comment se fait-il que l'essence même d'un artiste est d'être engagé dans sa vision d'une autre société, et pourquoi n'aurait-il pas le droit de s'engager dans la société réelle, quotidienne et de mettre les mains dans le cambouis comme tout le monde ? C'est ce que je fais, et c'est ce que j'ai tenté d'expliquer là, dans ce film que vous venez de voir.

³⁰ Le test de Bechdel, ou test de Bechdel-Wallace, vise à identifier le sexisme dans les fictions. Une œuvre réussit le test si deux femmes y parlent entre elles d'autre chose que d'un homme. Une surprenante proportion des œuvres contemporaines y échouent. ...

Sans moi et sans Karine Plassard qui a commencé à prendre position (nous étions deux), sans nous, Jacqueline Sauvage serait encore en prison.

Applaudissements

Cela, c'est seulement parce que j'étais une comédienne médiatisée, qu'en plus j'étais au théâtre avec une pièce à succès, donc je n'avais pas besoin de chercher à travailler, on ne pouvait pas dire que c'était pour me mettre en avant que je faisais cela.

Pour moi, être artiste c'est être engagé. Ceux qui ne le sont pas, c'est l'inverse, c'est moi qui les trouve bizarres. On a une place de choix, on est dans la lumière, on a une parole qui est entendue, profitons-en !

A ce sujet, j'ai entendu, Maud, que tu parlais de contrat à propos de la pension alimentaire... J'aimerais, dans les cinq années qui viennent pouvoir participer à quelque chose qui me tient terriblement à cœur depuis des dizaines d'années quant au règlement des pensions alimentaires?

Maud OLIVIER

Il y a un recours possible contre les impayés de pension alimentaire³¹.

Eva DARLAN

Si l'on parle des violences, voilà une violence tellement ordinaire qui atteint la majorité même de mes camarades, c'est le non-paiement de pension alimentaire. C'est une violence inouïe, car cela paupérise toute une population et il n'y a aucun recours à cela, car aucune femme n'ira voir le recours, en disant « Je ne peux pas faire cela au père de mes enfants, si je fais cela, il ne verra plus les enfants, si je fais cela, etc. » Ce que je souhaiterais, franchement, je mourrais heureuse, surtout si j'y participe – je suis à votre disposition, Pierre, pour tout ce que vous voulez concernant cela, bien évidemment – c'est de faire comme dans les pays nordiques : c'est l'Etat, ce n'est pas « on a un recours », qui prélève directement la pension alimentaire. Que ce ne soit pas un recours, que ce soit un état de fait : on divorce, la pension alimentaire est prélevée directement par l'Etat et reversée directement à l'épouse.

Geneviève COURAUD

Voilà un autre sujet d'échanges, de débat et d'engagement ! Comme tu le sais, Eva, l'Assemblée des Femmes a suivi et soutenu le combat pour Jacqueline Sauvage que tu as porté. Nous te remercions, et profitons de l'occasion de te dire combien nous sommes fier.e.s d'y avoir été associé.e.s.

Voici venue la dernière étape de notre Université d'été.

Il s'agit de lire ensemble et d'amender si besoin le texte d'une adresse solennelle au Président de la République, à laquelle il a été fait allusion tout à l'heure, et que notre assemblée validera ensuite.

³¹ Loi 2014 sur l'égalité réelle

Clôture de la 25^{ème} Université d'été de l'Assemblée des femmes

Geneviève COURAUD, présidente de l'ADF et Carmelina de PABLO, présidente d'ECVF

Carmelina PABLO

Je souhaite vous remercier toutes, remercier les intervenants et intervenantes pour l'excellente qualité de leurs interventions, leurs raisonnements, les arguments développés et la pertinence de leurs analyses, et les participant.e.s, évidemment, pour leur écoute attentive ; aussi, pour la pertinence des questions qui ont enrichi les débats et qui nous ont donc alimenté.e.s pendant ces deux journées.

Je voulais dire plein de choses, mais comme Geneviève est intervenue avant et a donné plusieurs des arguments que je voulais développer et comme nous ne nous sommes pas concertées... Ce n'est pas grave, je vais répéter un peu.

Sans tout redire, il y a deux ou trois points que je voudrais reprendre de façon totalement subjective parmi les choses qui ont été dites au cours de ces deux journées et qui me semblent vraiment importantes à retenir. Elles vont nous donner du fil à retordre dans les années qui viennent, à nous les associations féministes.

Le premier point, c'était la notion d'universalité des droits des femmes et notamment des droits sexuels et reproductifs que certaines de nos intervenantes ont bien développé ; elles nous ont montré à quel point c'est primordial pour l'indépendance et l'autonomie des femmes.

C'est un point vraiment à retenir; je crains qu'effectivement on ait besoin de le retravailler dans les années qui viennent.

Un autre point, c'est la laïcité, telle qu'elle a été exposée par nos amis de l'association Femmes solidaires, c'est-à-dire dans le sens de la séparation de la loi civile et de la loi religieuse et la prédominance de la loi civile pour les êtres humains.

Le troisième point, je dirais que c'est un point d'élargissement, c'est-à-dire que l'on mène des batailles en France, on en parle beaucoup. On a vu avec nos intervenant.e.s de ce matin des problèmes bien plus dramatiques que ceux que l'on connaît en France.

On a toutes intérêt, toutes les associations féministes, à travailler ensemble et à mutualiser nos luttes autant que possible, c'est la seule façon de progresser. On a vu que lorsque le droit des femmes ne progresse pas, il régresse, tu l'as dit tout à l'heure.

Je ne vais pas m'attarder davantage, mais il me reste à remercier l'Assemblée des femmes pour cette collaboration que nous faisons depuis près de cinq ans. Il est très gratifiant de travailler ensemble et de faire des choses toutes les deux. Merci

Applaudissements.

Geneviève COURAUD

Merci, Carmelina. Nous aussi, nous sommes bien content.e.s de nous retrouver pour travailler avec ECVF. Merci à vous toutes et tous. Je voudrais dire encore un grand merci aux équipes de La Rochelle qui font un travail de préparation sur le terrain que vous ne voyez pas, parce que tout est prêt quand vous arrivez, mais l'imprimerie, le tirage, l'ouverture, la fermeture des salles, la mise en place des choses ne se fait pas comme cela en claquant dans les doigts, comme vous vous en doutez. Elles assument ! Tous les soucis

autour de la pièce de théâtre ont été aplanis sans que personne ne se rende compte de rien, grâce à elles aussi. Merci à Sylvie- Olympe Moreau, qui a pris en charge la préparation en amont, avec Corinne Cap. Merci à Otilia Ferreira, notre ancrage solide à La Rochelle, toujours si bienveillante, merci à la formidable équipe du bureau de l'Assemblée des femmes qui est sur le terrain, et à ma précieuse Claire Donzel qui a travaillé tout l'été sur la question des hébergements, des transports, de la présence des intervenant.e.s, et qui est encore là en train de ranger au fond de la salle.

Applaudissements.

Je remercie bien sûr la région Nouvelle Aquitaine pour son soutien à la « construction » de cette université d'été, tout comme le ministère des Droits des Femmes. C'est grâce aux subventions que nous pourrions publier les actes de cette Université d'été que vous avez été nombreux.ses à demander.

Vous savez combien il est précieux de conserver la trace et la mémoire des choses qui ont été dites ici, que vous n'entendrez nulle part ailleurs. Ce que vous avez entendu depuis deux jours, cette question des extrémismes politiques et religieux, traités en lien avec la question des droits des femmes, c'est ici que cela s'est passé, à la croisée de tous les points de vue qui se sont exprimés : cela ne se fait nulle part ailleurs. Soyons fier.e.s des travaux auxquels nous avons participé !

Et puis merci à notre invitée d'honneur, Maud Olivier qui a suivi nos débats.

Enfin un grand merci à Lucile et Caroline qui viennent de Nantes pour faire que tout marche bien durant ces deux jours. C'est un plaisir de nous retrouver chaque été !

Applaudissements.

Tout au long de cette université d'été, des pistes nombreuses de travaux et de réflexions ont été suggérés. Notre relecture des actes va nous permettre de retrouver tout ce que nous nous sommes engagés à mettre en place, ensemble.

Et à l'année prochaine, pour une prochaine édition de l'Université de l'Assemblée des Femmes !

ANNEXE I. Adresse au Président de la République.



Association nationale créée en 1992

*« Par le jour qui approche, osons un tel coup d'audace,
essayons de prendre en mains les affaires de l'Etat pour pouvoir faire ainsi à l'Etat quelque bien. »
Aristophane, L'assemblée des femmes.*

*Texte adopté à l'unanimité le 25.08.17 à La Rochelle, par les participant.e.s
à l'Université d'été de l'Assemblée des Femmes*

Monsieur le Président de la République,

Alors que les enjeux des politiques publiques en matière d'égalité femmes/hommes, enfin reconnus comme des questions primordiales, avaient déclenché un réel volontarisme politique (parité, ministère dédié, création du HCEF/H, lois importantes...),

Alors que la précarisation des femmes dans notre société connaît une progression fulgurante,

Alors que la prévalence des violences à l'encontre des femmes reste très élevée (88 femmes assassinées depuis le début de l'année par leur conjoint ou compagnon),

Alors que les extrémistes de droite, par des stratégies populistes efficaces, instrumentalisent les droits des femmes et la laïcité et capitalisent une adhésion et un vote féminins importants,

Alors que les extrémistes religieux, instrumentalisant également les femmes, leurs droits et leurs corps, voient adhérer à leur idéologie des femmes en nombre, notamment dans les quartiers populaires, et poussent les autres à l'assignation à résidence communautaire,

Nous constatons, Monsieur le Président de la République, malgré vos promesses de campagne, une régression inexplicable de la politique publique en matière de droits des femmes :

- **Pas de ministère des droits femmes de plein droit**, doté de moyens adéquats pour faire face aux enjeux sociétaux actuels, à même de peser sur les nécessaires politiques transversales,
- **Baisse de 27% d'un budget déjà critiqué**, parce qu'il en était le plus faible - ne représentant que 0,0066 % du budget de l'État -.

A l'issue des travaux de notre 25^{ème} Université d'été, nous venons témoigner ici de notre inquiétude et de nos interrogations, et nous vous demandons, Monsieur le Président de la République, en cohérence avec les déclarations féministes, et le projet novateur et moderniste sur lesquels vous vous êtes engagé, d'agir pour favoriser réellement l'égalité entre les femmes et les hommes, et de poursuivre et renforcer l'action politique publique en faveur des droits des femmes

ANNEXE II. INDEX DES INTERVENANT.E.S

Danielle BOUSQUET, vice-présidente de l'Assemblée des Femmes, Présidente du Haut Conseil à l'Égalité entre les femmes et les hommes, ancienne députée des Côtes d'Armor,

Danielle Bousquet a été nommée Présidente du HCEfh par arrêté du Premier ministre en janvier 2013. Ancienne députée des Côtes-d'Armor (1997-20012), vice-présidente de l'Assemblée nationale (2009-2010) et de la Délégation aux droits des femmes et à l'égalité de l'Assemblée nationale (2002-2012), elle a en particulier travaillé sur le sujet de la prostitution (mission d'information de l'Assemblée nationale, 2011), des violences de genre (co-auteur de la loi contre les violences faites aux femmes, 2010) ou encore de l'IVG et la contraception (rapporteuse de la loi sur l'IVG, 2001, et de la loi de la contraception d'urgence, 2000)

Danielle Bousquet préside le HCE à la suite d'un engagement féministe et politique de longue date au service des droits des femmes et de l'égalité entre les sexes.

Ses parents enseignants lui donnent tout à la fois le goût des études et de l'action : après des études secondaires au lycée Renan à Saint-Brieuc, elle entre à HEC à Paris. D'abord directrice commerciale dans une PME de 500 personnes à Paris, elle revient vivre et travailler en Bretagne où elle exerce successivement les métiers de professeure, puis cheffe d'établissement scolaire. En parallèle, elle s'investit activement dans le secteur associatif. Elle commence à militer au *Mouvement français pour le planning familial des Côtes-d'Armor*, dont elle fut présidente jusqu'en 1980. Elle préside ensuite le *Centre d'information des droits des femmes* de ce même département. À partir de 1982, elle est chargée de mission départementale aux droits des femmes auprès du préfet des Côtes-d'Armor. Elle fut également présidente de l'association « *l'Ecloserie d'Armor* » dont l'objectif était de favoriser la mise en place de projets de jeunes créateurs et créatrices d'entreprises. Plus récemment, Danielle Bousquet a été *Présidente de l'Assemblée des femmes* (2011-2015), association féministe fondée par Yvette Roudy en 1992 et née du combat pour la parité.

Sur le terrain politique, Danielle Bousquet a été élue députée des Côtes-d'Armor en 1997 suite à des fonctions d'adjointe au maire de Saint-Brieuc dans les secteurs successifs des services publics en régie, de l'éducation, et des finances (1983-1996). Réélue à deux reprises en tant que députée (1997-2012), Danielle Bousquet fut Vice-présidente de l'Assemblée nationale (2009-2010) et Vice-présidente de la Délégation aux droits des femmes et à l'égalité de l'Assemblée nationale (2002-2012). Elle a en particulier travaillé sur le sujet de la prostitution (mission d'information de l'Assemblée nationale, 2011), des violences de genre (co-auteur de la loi contre les violences faites aux femmes, 2010), de l'IVG et de la contraception (rapporteuse de la loi sur l'IVG, 2001, et de la loi de la pilule du lendemain, 2000), de la parentalité (auteur de la proposition de loi examinée en 2010 sur la modernisation des congés parentaux), ou encore de la question de l'aide au développement (Sommet mondial des parlementaires en 2011- Jeunes filles et enjeux de population, les leviers oubliés du développement).

A la tête du HCE depuis 2013, l'instance nationale consultative indépendante en charge des droits des femmes et de l'égalité entre les sexes, elle dirige les travaux mobilisant une pluralité d'expertise dans ce domaine.

Marika BRET est directrice des ressources humaines de Charlie Hebdo, elle est une amie de longue date de Charb, le directeur de la publication du journal, assassiné avec 11 autres collaborateurs ou agents de la sécurité, le 7 janvier 2015. Elle est à l'origine de la publication du pamphlet « Lettre aux escrocs de l'islamophobie qui font le jeu des racistes » dont Charb venait de terminer l'écriture au moment de l'attentat. Elle participe aux côtés du comédien Gérard Dumont aux débats qui font suite à la présentation théâtrale de l'œuvre.

Jacqueline COSTA-LASCOUX, Directrice de recherche au CNRS, associée au CEVIPOF à Sc. Po, Paris, est experte auprès de l'UNESCO dans le cadre du dialogue Euro-arabe. Ses recherches portent sur l'éducation à la citoyenneté et la laïcité, les violences et la déscolarisation des adolescents, la réussite éducative, la parentalité.

Elle a siégé au Haut Conseil à l'Intégration, dont elle a dirigé l'Observatoire de l'immigration et de l'intégration, à la Commission Stasi Laïcité et République et à la Commission Thélot sur L'avenir de l'École. Elle est membre du Groupe d'appui à la protection de l'enfance, co-auteure de plusieurs rapports pour l'Éducation nationale. Elle siège à l'Observatoire de la laïcité Rhône-Alpes.

Parmi ses publications récentes, elle a écrit *L'humiliation. Les jeunes dans la crise politique*, L'Atelier, 2010, *La représentation du monde arabo-musulman dans les manuels scolaires français*, UNESCO/ENS, 2012, *La parentalité dans tous ses états* (dir.), ADRIC, 2013.

Dans ses fonctions associatives, elle a été Présidente de la *Ligue de l'Enseignement* et de la *Fédération Nationale des Ecoles de Parents et des Educateurs* (FNEPE). Elle est actuellement au bureau de France Terre d'Asile.

Pierre CABARÉ, Député de Haute Garonne, vice-président de la délégation aux droits des femmes de l'Assemblée Nationale

Pierre Cabaré, père et grand-père de trois enfants et petits-enfants, chef d'une TPE (75% de femmes), avant de devenir à 59 ans député de la 1ère circonscription de Haute-Garonne. « *Je rencontre Simone Veil à 17 ans. Elle participe à ma volonté d'être actif dans la vie politique par un engagement associatif puis plus politique. Je milite pour une Ecologie transversale. Aujourd'hui c'est un véritable honneur d'être vice-président de la délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les femmes et les hommes. Je suis à la commission des affaires étrangères. Je reste un européen convaincu.* »

Geneviève COURAUD, Présidente de L'Assemblée des Femmes

Professeure agrégée de lettres à la retraite, Geneviève Couraud a exercé durant 36 ans, dont 32 dans le 13ème arrondissement de Marseille. Militante féministe, associative et syndicale, elle a été membre actif du MLAC- *Mouvement de libération de l'avortement et de la contraception à Marseille* (1973-75). Présidente du CIDEF- *Phocéens* (1998), membre du bureau confédéral du MFPP- *Mouvement Français pour le Planning Familial* (2007-2012), présidente d'ECVF - *Élu.e.s contre les violences faites aux femmes* (2013-2015). Elle est aujourd'hui secrétaire générale de

NEGAR-Soutien aux femmes d'Afghanistan. Adhérente de l'Assemblée des Femmes depuis 1998, puis secrétaire générale en 2011, elle succède à Danielle Bousquet à la présidence en Janvier 2016. Elle a été déléguée nationale aux droits des femmes du parti socialiste (1998- 2008), et conseillère d'arrondissements en charge de la culture du 7ème (1995-2001) puis du 8ème secteur de Marseille (2008-2014). Membre de Section du CESE (1999-2001), de l'Observatoire de la Parité entre les femmes et les hommes (2010-2012), elle est depuis 2016 membre du Haut Conseil à l'Égalité entre les femmes et les hommes.

Eva DARLAN, Comédienne, auteure d'essais, de théâtre et télévision

On retiendra bien sûr « *Merci Bernard* » et « *Palace* », mais aussi « *Juste une question d'Amour* », « *Fais pas ci Fais pas ça* ». La dernière pièce de théâtre dans laquelle on la retrouve, « *Conseil de Famille* », rencontre un énorme succès. On ne saurait oublier les spectacles « *Divins Divans* » et « *Crue et Nue* », où elle est seule en scène sur des textes qu'elle a écrits.

Auteure de « *Crue et Nue* », (Gawzewitch) « *Je Krach* » (Yves Derai) et « *Grâce !* » (Plon), elle est aussi une comédienne-militante, féministe engagée et a porté le mouvement de libération de Jacqueline Sauvage. Elle est une des marraines du *Refuge*, qui abrite de jeunes homosexuels, chassés par leur famille.

Carine DELAHAIE, Rédactrice en cheffe de Clara-Magazine depuis 2009, après y avoir collaboré dans les rubriques « Culture et Société », Carine Delahaie a également été journaliste pigiste pour des journaux d'art et des catalogues d'artistes. Spécialisée sur l'étude des dominations de genre et du continuum des violences faites aux femmes en France et dans le monde, elle travaille sur l'inscription du sexisme, des violences dans les arts et la culture populaire. Elle a rédigé de nombreux articles sur la laïcité et les droits des femmes et donne toute l'année des formations et interventions sur ces questions. Enfin elle intervient régulièrement en milieu scolaire sur les thèmes Laïcité, citoyenneté et radicalisation.

Jacqueline DEVIER, Candidate aux législatives (Alpes Maritimes), militante associative, Récemment retraitée, Jacqueline Devier était durant sa carrière à Air France militante à la CFDT. Tout au long de sa vie Jacqueline a été très active pour l'avancement des droits des employés et des femmes, en étant entre autres fondatrice du collectif *Laïcité-06*, Secrétaire fédérale déléguée aux Droits des Femmes et à l'Égalité au Parti Socialiste (06), et adhérente à l'Assemblée des Femmes et au CIDFF- 06. Dernièrement elle s'est présentée aux législatives 2017 dans la 5ème circonscription des Alpes Maritimes pour le Parti Socialiste, prônant les valeurs sociales et progressistes qu'elle a toujours défendues.

Carmelina de PABLO, Présidente de l'association ECVF, « *Elu.e.s contre les violences faites aux femmes* » est Conseillère municipale d'opposition, EELV de la ville de Montrouge (Hauts de Seine). Très engagée dans le mouvement associatif, elle est par ailleurs présidente d'une association de formation artistique « *Les yeux fertiles des enfants* », ainsi que d'une autre association de défense de la nature « *Collectif vert de l'arboretum du Chêne-Vert* ». Elle s'est engagée depuis 20 ans dans les luttes pour l'égalité femmes/hommes, dans son parti

politique, comme dans son mandat de conseillère municipale. Son engagement à ECVF s'inscrit dans le prolongement de ce parcours.

Claire DONZEL, Trésorière de l'Assemblée des Femmes,

est entrée en politique, à 27 ans, par le féminisme, pour porter les injustices et les inégalités faites aux femmes dans les lieux où s'exerce le pouvoir et où s'infléchissent les mentalités. Membre du PS depuis 1977, elle a créé dans la fédération de Haute-Savoie la Commission fédérale aux Droits des Femmes avant de diriger la fédération 74 du PS pendant 7 ans. Elle est adhérente de plusieurs associations féministes et trésorière de l'Assemblée des Femmes depuis 2014. Ancienne professeure agrégée honoraire d'EPS aujourd'hui retraitée, elle est diplômée de l'INSEP en sociologie du sport et a été conseillère régionale (PS) de Rhône-Alpes pour la Haute-Savoie de 2010 à 2015.

Gérald DUMONT, comédien et metteur en scène lillois de la compagnie, théâtre K, <http://wp.theatrek.fr/>. Il a adapté à la scène le texte posthume de Charb, « Lettre aux escrocs de l'islamophobie qui font le jeu des racistes », publié après l'attentat de Charlie Hebdo (7.01.2015).

Françoise DURAND est co-fondatrice de l'Assemblée des femmes avec Yvette Roudy en 1992.

Elle en est la secrétaire générale jusqu'en 2011, puis la vice-présidente. Professeure d'histoire au lycée Voltaire à Paris, elle a commencé son parcours politique à l'âge de 22 ans au parti communiste dont elle a été exclue en sept 81. Elle adhère en 1984 au parti socialiste, dont elle est toujours membre. Féministe et laïque, elle est engagée dans toutes les luttes des femmes des XXème et XXIème siècles, en faveur du droit à l'avortement et à la contraception, et, au sein du parti socialiste en faveur de la parité politique. Elle a été secrétaire fédérale de Paris et déléguée nationale aux droits des femmes. Elle accomplit deux mandats comme conseillère de Paris. En 2014, elle crée l'association « *Olympe de Gouges, aujourd'hui* » pour la reconnaissance nationale de son œuvre, et pour que son buste soit installé à l'Assemblée Nationale, ce qui a été fait le 20 octobre 2016. C'est la 1ère femme à entrer à l'Assemblée Nationale.

Shoukria HAÏDAR, Présidente de NEGAR - Soutien aux femmes d'Afghanistan

Née en Afghanistan en novembre 1957, elle est tout d'abord sportive de haut niveau et membre du comité olympique. Menacée, elle fuit son pays au moment de l'invasion soviétique en 1978, et se réfugie en France où elle entreprend des études d'éducation physique à Nice.

En 1996, Shoukria comprenant ce qu'allait être la mainmise des talibans sur l'Afghanistan, crée avec deux amies, le soutien de toutes les associations féministes françaises et de nombreux partis politiques, l'association *NEGAR- Soutien aux femmes d'Afghanistan*, qui s'oppose avec succès à la reconnaissance par la France et l'Europe du gouvernement taliban. En 2000, elle organise à Douchambé (Tadjikistan) **la 1ère Conférence des droits des femmes afghanes**, qui réunit des femmes afghanes de la diaspora, d'autres venues d'Afghanistan, et quelques observatrices occidentales afin d'élaborer une « Déclaration des Droits des

Femmes Afghanes ». Portée par les participantes de la Conférence et accompagnée d'un Manifeste de Soutien, cette déclaration récoltera deux millions de signatures dans le monde. **La deuxième conférence des droits des femmes afghanes a lieu en juin 2002** dans Kaboul libérée.

Infatigable défenseuse des droits des femmes, de l'égalité entre les femmes et les hommes, et de la laïcité, elle reçoit en novembre 2013, au titre de l'international, **le Prix Laïcité République**.

Nathalie LANZI, Vice-présidente de la Région Nouvelle Aquitaine

Petite fille d'immigrés italiens, très tôt engagée, elle adhère en 1983 au Parti Socialiste à Tullins, en Isère, au côté de Gisèle Halimi. Elle a toujours combattu les injustices et, dans le cadre de son engagement politique et professionnel, elle poursuit ce combat. De 1990 à 1993, elle est chargée de communication et historienne de l'entreprise, au sein de l'entreprise Hewlett-Packard où elle met en place les relations « université-entreprise ». Aujourd'hui professeure d'Histoire-Géographie dans un collège de Niort, elle est également auteure de divers ouvrages pédagogiques pour le CRDP, rédactrice d'articles et de fichiers pédagogiques pour le site de l'académie de Poitiers. En 2010, Ségolène Royal, très attachée au combat pour l'égalité femme-homme, lui permet d'intégrer le groupe des élu.e.s régionaux, et la charge de travailler sur cette thématique. Elle est actuellement 2ème Vice-Présidente de la région Nouvelle Aquitaine, chargée de la culture, de la jeunesse, du sport et du patrimoine. Présidente de l'association « *République et citoyenneté des Deux Sèvres* », secrétaire Fédérale aux droits des femmes depuis 2008 de la Fédération PS des Deux-Sèvres, son engagement politique poursuit son engagement citoyen.

Christèle MARCHAND – LAGIER maître de conférence en science politique à l'université d'Avignon et spécialiste de sociologie électorale.

Elle a publié cette année un ouvrage sur l'analyse du vote Front national : *Le vote FN pour une sociologie localisée des électors frontistes* (De Boeck supérieur).

Cet ouvrage est le fruit de 15 ans de travaux sur les électors FN (à la fois lepéniste et mariniste), soit 130 entretiens recueillis auprès d'une soixante d'électeurs et d'électrices du Front national dont certains d'entre eux (elles) ont été suivis et réinterrogés à plusieurs reprises. Il s'agit sans doute de l'un des premiers ouvrages, qui donne la parole aux électeurs et électrices du Front national en proposant de les laisser raconter ce qu'ils sont, pour mieux comprendre ce qu'ils font. L'analyse démontre en quoi les électeurs du FN sont des électeurs comme les autres, ni plus ni moins politisés, ni plus ni moins idéologues et qui entretiennent peu d'illusion sur la capacité du FN à changer leur vie. **Cet ouvrage plaide pour une approche localisée de l'électorat FN dont les motivations sont, d'un territoire à l'autre, assez différentes.**

Christèle Marchand-Lagier développe par ailleurs depuis plusieurs années, en collaboration avec des collègues géographes et informaticiens, des travaux sur l'analyse des pratiques de vote et de l'abstention sur la commune d'Avignon, phénomène qui éclaire et nuance indubitablement les scores obtenus par le FN.

Maud OLIVIER, Ancienne députée de l'Essonne, rapporteure de la loi de lutte contre le système prostitutionnel

Maud Olivier travaille depuis longtemps sur les politiques publiques d'égalité. En tant que Maire des Ulis (2008-2012), elle a fait adopter un plan d'action égalité femmes-hommes pour la commune, suivant l'approche intégrée de l'égalité (gender mainstreaming). Conseillère départementale de l'Essonne en charge de l'égalité femmes-hommes de 2008 à 2014, elle a élaboré de nombreuses politiques publiques, aujourd'hui recommandées au niveau national (éga-conditionnalité, dispositif d'accompagnement de jeunes femmes désocialisées, réseau de collectivités pour l'égalité, etc.). Forte de ses expériences d'élue locale, elle a privilégié à l'Assemblée nationale une lecture concrète des lois, pour changer le quotidien des plus précarisés et, par conséquent, des femmes.

Elle a été membre du Haut Conseil à l'égalité entre les femmes et les hommes.

Elle a été également membre de l'Office parlementaire des choix scientifiques et technologiques et a élaboré dans ce cadre un rapport intitulé « Faire connaître et partager les cultures scientifique, technique et industrielle » avec l'objectif de lutter contre les discriminations dans l'accès aux sciences, avec un focus particulier pour les filles.

Maud Olivier a été Députée socialiste de l'Essonne jusqu'en juin 2017, vice-présidente de la Délégation aux droits des femmes et responsable des droits des femmes au groupe socialiste de l'Assemblée nationale depuis 2012. Elle a été rapporteure de la loi de lutte contre le système prostitutionnel, adoptée en avril 2016.

Rapporteure de la mission d'information sur les études de genre fin 2016, elle a rédigé un rapport au nom de la délégation aux droits des femmes intitulé « Les sciences au service de l'égalité réelle ».

Christine REVAULT D'ALLONNES-BONNEFOY, Députée européenne socialiste de la circonscription Ile-de-France et Français établis à l'étranger, depuis le 14 avril 2014. Elle s'engage au sein du Parti socialiste en 1995. En 2004 elle devient conseillère régionale d'Ile-de-France, membre de la commission de l'aménagement du territoire puis des transports. Elle préside aujourd'hui la Délégation socialiste française depuis le 25 janvier 2017. Elle est membre de la commission des Transports et du Tourisme et siège également dans la commission des Libertés civiles, de la Justice et des Affaires intérieures, pour laquelle elle est rapporteure sur la signature par l'Union européenne de la Convention du Conseil de l'Europe sur la prévention et la lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique – dite Convention d'Istanbul.

Sabine SALMON Présidente nationale de Femmes Solidaires

Sabine Salmon est Présidente nationale de l'association *Femmes solidaires*, mouvement féministe, laïque d'éducation populaire constitué de 190 associations locales en France implantées dans tous types de quartiers, en milieu urbain comme rural, soit un réseau de 10 000 femmes. Sabine Salmon a engagé son mouvement dans l'éducation non sexiste et non violente à tous les niveaux de la société tant dans les quartiers, les entreprises pour de la formation professionnelle que dans la réalisation de programme pédagogique pour le monde de l'éducation.

Michèle ROUBINET-LOUP Administratrice et membre du bureau de l'Assemblée des femmes, depuis 2011. Elle y assume la représentation de l'association auprès des collectifs associatifs féministes. Investie dans plusieurs associations féministes depuis de nombreuses années, elle est actuellement présidente de l'association « *Du Côté Des Femmes* » dans le Val d'Oise (à Cergy), qui gère un accueil de jour et deux CHRS destinés à accueillir, écouter et accompagner des femmes victimes de violences et leurs enfants, dans une démarche globale de sortie des violences et vers l'émancipation. Michèle est également Vice-présidente de la *FNSF – Fédération nationale Solidarité- femmes*, qui regroupe au plan national 64 associations territoriales comme la sienne. Elle a été présidente de l'association des *Elules Contre les Violences faites aux Femmes* (ECVF), lors de son mandat de Conseillère régionale d'IDF chargée de l'égalité Femmes/Hommes.

Nina SANKARI Vice-présidente de la Fondation Kazimierz Lyszczyński, co-fondatrice du Comité "Sauvons les Femmes"

Nina Sankari est une militante féministe, laïque et athée polonaise, vice-présidente de la Fondation Kazimierz Lyszczyński. Elle écrit et traduit des articles pour les médias polonais et français libres penseurs et féministes (*Fakty i Mity*, *Faktycznie*, *Feminoteka*, *Przegląd Ateistyczny* *Journal ReSPUBLICA*, *50/50*, *Clara Magazine*, *La Raison*, *Charlie Hebdo*). Co-fondatrice et porte-parole de l'*Association Internationale de la Libre pensée* (AILP), co-fondatrice du *Réseau international féministe et laïque* (RIFL), du comité « *Sauvons les Femmes* », elle est également initiatrice et co-organisatrice des « *Journées Athées en Pologne* », un grand événement annuel international à Varsovie.